

LA

## TERREUR BLANCHE A MARSEILLE

DANS LES DERNIERS MOIS DE 1815

---

Les premiers jours de la seconde Restauration (fin juin 1815) furent marqués à Marseille par des scènes odieuses, dont le souvenir s'est perpétué dans les récits populaires. Nous n'avons ici ni à raconter ces massacres, ni à rappeler le nom des victimes, car ce sanglant épisode se rapporte plutôt à la chute de l'Empire qu'au rétablissement de la Royauté. C'est seulement lorsque Louis XVIII est rentré à Paris sous la protection des armées étrangères que commence la période tristement célèbre sous le nom de Terreur blanche. Nous voudrions raconter l'histoire de cette Terreur blanche à Marseille pendant les derniers mois de l'année 1815. A ce moment s'étend sur la France entière une impitoyable réaction qui bouleverse des milliers d'existences et ruine de nombreuses familles. Sans doute des panégyristes à gages ont cherché à justifier et même à célébrer ces malheureuses journées ; mais ils n'y ont pas réussi. Dans les masses profondes de la population se sont répandus un tel malaise, une telle incertitude de l'avenir que, bien que la guerre civile n'ait pas éclaté, elle a, pour ainsi dire, couvé sous la cendre. Si, quelques années plus tard, lors de la Révolution de 1830, l'explosion fut si soudaine et si unanime, c'est que, pendant quinze années, on avait souffert de cette compression des esprits et qu'on n'attendait plus qu'une occasion pour jeter à bas l'édifice verrouillé d'un gouvernement qui avait autorisé tant de petites choses, tant de vilénies, tant de crimes !

La Restauration s'était accomplie à Marseille de façon violente. Le sang avait coulé. Des massacres avaient eu lieu. C'étaient comme les premiers bouillonnements de la fureur populaire ; mais le calme, ou du moins un calme relatif, s'était bientôt rétabli. Si

pourtant l'agitation avait disparu dans les rues, si l'on n'avait plus à redouter d'exécutions sommaires, des rancunes subsistaient qui n'attendaient que l'occasion de se produire au grand jour. Ce sont ces vengeances rétrospectives, qui se traduisirent par des faits regrettables, que nous essaierons de mettre en lumière.

## I.

Le marquis de Rivière, l'homme de confiance du comte d'Artois et du duc de Berry, avait été envoyé à Marseille tout de suite après Waterloo, et il avait été revêtu pour la circonstance de pouvoirs extraordinaires. Son premier soin fut de nommer, à titre provisoire, Montgrand, préfet, et Caire, commissaire général de police (10 juillet)<sup>1</sup>. Un *Te Deum* fut chanté à l'église Saint-Martin<sup>2</sup>, auquel assistèrent tous les fonctionnaires ainsi que les officiers du corps d'occupation anglais, ceux que Rivière, dans une proclamation du 14 juillet, qualifiait de « bons et loyaux alliés ». Tout se borna à ces démonstrations tant que le maréchal Brune conserva le commandement des troupes restées bonapartistes, mais à peine eut-il fait sa soumission et adhéré au nouveau régime que les Marseillais ne songèrent plus qu'à se venger de leurs angoisses et se donnèrent à la réaction.

Dès le 11 juillet, le Conseil général donnait le signal des revendications<sup>3</sup>. Il votait l'envoi à Louis XVIII d'une adresse tout empreinte de sentiments haineux : « Privés de tout moyen de résistance », écrivaient les conseillers, « il fallut céder à la force. Le despotisme militaire s'appesantit sur nous. Nous le souffrîmes sans plier sous son joug. Nos cœurs s'élançaient toujours vers notre auguste père et attendaient avec impatience le moment de nous lever pour lui. Enfin il arriva ce jour de bonheur et d'allégresse. Le 25 juin, nous pumes briser le dégoûtant étendard de la révolte, faire retentir du chant des Français l'air si longtemps infecté des cris de carnage et d'horreur, et reprendre les honorables fonctions dont la violence nous avait forcés de suspendre l'exercice. » A travers cette phraséologie, il n'est pas difficile de surprendre la secrète pensée des rédacteurs de

1. *Hermite de Saint-Jean*, n° 41. Journal ou plutôt pamphlet royaliste, qui paraissait sans périodicité.

2. *Ibid.*, n° 42.

3. Castres, *Conseil général des Bouches-du-Rhône*, p. 84.



l'adresse. Ils ne rêvaient que promptes vengeance et entendaient se faire payer des services rendus.

Le premier soin de ces défenseurs exaltés de la légitimité fut de donner un successeur à Brune. Le choix du gouvernement fut heureux. Un vieux soldat, fort estimé dans l'armée, et qui avait gagné tous ses grades sur les champs de bataille, Partouneaux, fut désigné. On l'avait nommé surtout pour mettre fin aux pouvoirs extraordinaires de Rivière qu'on accusait déjà de prendre trop d'importance. Le général n'était pas un homme de lutte. Il jugea que, dans les circonstances et pour effacer la trace des passions, ce n'était pas trop de l'accord de deux bonnes volontés et il pria Rivière de lui continuer ses bons offices. Ils associèrent donc leurs efforts et cherchèrent à ramener le calme.

Ce n'était pas une tâche facile. La police n'avait arrêté aucun des assassins de Marseille, et, comme on ne trouvait pas de témoin qui eût le courage de déposer contre eux, ils continuaient à parader dans les rues de la cité, bruyants, menaçants et faisant déjà peser sur la ville entière le régime de la Terreur. Quant aux volontaires royaux, exaltés par leurs victoires sans combat, ils émettaient les prétentions les plus exagérées. Partouneaux voulut les licencier. Ils refusèrent d'obéir. Comme ils entravaient l'action de la justice et commençaient à devenir dangereux, on recourut à un moyen extrême. On les envoya en Corse sous prétexte d'y comprimer un soulèvement imminent, mais en réalité pour se débarrasser d'eux. Encore ne se décidèrent-ils à partir que contraints et forcés, sous la menace d'une intervention anglaise ou autrichienne<sup>1</sup>.

1. L'un de ces volontaires compromettants, l'horloger Dufour, devait plus tard donner bien des ennuis à la municipalité. Il avait été chargé d'organiser une compagnie d'artilleurs et en avait été nommé capitaine. C'est lui qui, lors de la promenade militaire dirigée par le général Ernouf contre Napoléon, en mars 1815, avait été chargé de ramener à Marseille le parc d'artillerie qui avait si peu servi. Il avait, paraît-il, avancé diverses sommes pour l'habillement et l'équipement de sa compagnie. Après Waterloo, quand furent réorganisés les corps francs, il reprit son commandement et fut envoyé d'abord en Corse, à Calvi, puis à Nîmes et enfin à Pont-Saint-Esprit, où il fut mis en réforme sans traitement. Or, Dufour avait tout abandonné, sa femme, ses sept enfants et ses modestes fonctions d'horloger de la ville, pour accomplir ce qu'il appelait son devoir de royaliste. Dès le 25 novembre 1815, il écrivit de Bastia au maire de Marseille pour le supplier de lui garder son emploi. Le maire fut obligé de le remplacer le 5 janvier 1816 et le 9 du même mois le prévint de l'impos-

Plus dangereux que ces compromettants auxiliaires étaient les partisans ou plutôt les fanatiques de la Restauration. Dans leur farouche exaltation, ils ne rêvaient que punitions et vengeances. Ce délire politique peut s'expliquer. De mars 1814 à juillet 1815, quatre gouvernements s'étaient succédé en France. Ces changements rapides et inattendus avaient jeté un trouble profond dans les esprits. La conviction politique avait disparu. On ne croyait plus qu'au fait brutal. Du moment que l'on pouvait suivre dans les journaux officiels les variations non pas de tel ou tel fonctionnaire, mais aussi des corps constitués, ces fluctuations incessantes, ces contradictions, ces mensonges intéressés avaient amené un profond découragement. Les indifférents se contentaient de sourire et les sceptiques de railler, mais ceux qui n'avaient pas encore perdu toute croyance étaient indignés, et, pour éviter le retour de semblables scandales, résolus à sévir. C'est avec l'intime persuasion qu'ils travaillaient pour le bien général que les royalistes de bonne foi songèrent à organiser ce qu'on appela la Terreur blanche.

Ainsi qu'il arrive après une grande secousse, pour les nations comme pour les individus, une sorte de fièvre se déclare dans les organismes, qui conduit aux pires résolutions. Les exaltés ne manquent jamais qui sont toujours portés à exagérer leurs sentiments. En 1815, les royalistes furent ces exagérés. Beaucoup d'entre eux avaient eu à souffrir de la Révolution; les émigrés qui avaient perdu leur fortune et compromis leur avenir étaient assoiffés de vengeance; les royalistes qui étaient restés en France, mais avaient été systématiquement écartés des affaires ou s'étaient eux-mêmes tenus à l'écart, croyaient le moment venu de réparer le temps perdu. Ces exaltés et ces impatients furent les meneurs de la Terreur blanche. A Marseille surtout se donnèrent toute licence les émigrés rentrés avec

sibilité de le maintenir dans ses fonctions. Dufour protesta, et, chaudement recommandé par le marquis de Rivière, adressa, le 30 janvier 1816, une seconde réclamation à la municipalité. On n'en tint aucun compte. Il revint à la charge, et, quand il fut mis à la réforme, envoya une troisième demande, en date du 22 novembre 1820, par laquelle, se fondant sur ses dépenses personnelles pour le service de la cour royale, sur ses sentiments et son dévouement bien connus, et sur sa misère qui n'était que trop réelle, il suppliait qu'on vint à son aide. L'affaire fut portée à l'ordre du jour du Conseil municipal dans la séance du 15 décembre 1820, et, plus heureux que beaucoup de ses camarades, Dufour reçut une légère indemnité qui lui permit d'attendre des temps meilleurs.

les Bourbons. L'un d'eux, le vicomte de Bruges, envoyé spécialement dans le midi par le duc d'Angoulême, n'avait pas caché ses sentiments réactionnaires.

Encouragés par sa présence, les intransigeants du parti se crurent tout permis. A leurs yeux, Louis XVIII était infecté de jacobinisme. Ils lui en voulaient d'avoir octroyé la charte en 1814 et de ne pas l'avoir abolie en 1815. A peine s'ils respectaient son autorité. Ainsi que l'écrivait l'un d'eux, le comte de Tournon, « la couleur blanche ne paraît le signe du royalisme que si elle est liserée de vert ! »<sup>1</sup> Deux des anciens dignitaires de l'Empire, Talleyrand et Fouché, avaient été conservés comme ministres par le roi. Contre eux surtout s'acharna l'émeute des opposants, des *ultras* comme on commençait à les appeler. Un pamphlet anonyme qui eut un grand retentissement, *les Traîtres démasqués*, fut lancé contre les fonctionnaires conservés par Louis XVIII. Ce n'est qu'un tissu de grossières injures adressées « à la secte des Machiavélistes qui, sous tous les prétextes, se sont emparés de la fortune publique et de l'autorité comme on s'emparerait de son patrimoine ; tour à tour républicains acerbes et sujets éhontés d'un despote ; affublés du bonnet rouge, revêtus de la sale livrée de Robespierre et décorés de cordons et de titres fastueux ; debout insolemment devant le prince légitime, à genoux devant leur suppôt dont ils firent un monarque ; profanateurs du trône et de l'autel, adorateurs impies d'une déesse imaginaire et sicaires d'un farouche tyran ; sectateurs de la liberté de mal faire, etc... »

Deux autres pamphlets, tout aussi violents et écrits sous la même inspiration, furent imprimés à Marseille. Le premier, *l'Agonie des Jacobins*, est un appel brutal à la vengeance contre ceux des représentants qui avaient voulu imposer des conditions à Louis XVIII. « Il est temps que la France purge de son sein cette horde de cannibales. Jacobins, votre règne est fini. Vos idées libérales ne germeront plus. L'horreur que vous inspirez ne peut s'affaiblir. Une sainte coalition des rois vous proscrie à jamais. La paix du monde est le but de leur réunion. Elle ne sera pas troublée ! » Le second pamphlet, *la Chambre en délire*, est plus violent encore. L'auteur anonyme félicite les Marseillais des exécutions sommaires qu'ils se sont permises et

1. C'étaient les couleurs du comte d'Artois, le chef des ultras.

n'hésite pas à déclarer qu'il regarde comme nuls tous les décrets de la Chambre des représentants.

L'illusion n'est donc pas possible. Dans leur loyalisme extravagant, non seulement les ultras Marseillais niaient les actes de la souveraineté populaire, mais encore ils semblaient disposés à traiter de rénégat, ou tout au moins de souverain sans consistance, le roi légitime. Il y avait sans doute des royalistes modérés à qui répugnaient ces violences, mais ils étaient comme débordés. Néanmoins, comme ils avaient le pouvoir en main et qu'ils étaient persuadés que l'unique moyen de ramener la modération dans les esprits était de se débarrasser des personnages compromis par leurs excès de zèle, ils se décidèrent à faire preuve d'énergie. Leur premier soin fut de faire cesser les pouvoirs extraordinaires du marquis de Rivière. Sous prétexte de le récompenser, le gouvernement le nomma ambassadeur à Constantinople, avec prière de rejoindre son poste en toute hâte. Il appela en même temps à la préfecture le comte de Vaublanc-Viennot, ancien membre des assemblées révolutionnaires, et qui passait pour modéré. A la mairie, il réinstalla l'ancien maire Montgrand et lui donna comme adjoint le maire par intérim, Raymond. Ce n'étaient là que des demi-mesures et le gouvernement lui-même allait être bientôt forcé de se lancer en pleine réaction.

Les nouveaux maîtres de Marseille, le général Partouneaux et le préfet Vaublanc, désiraient sincèrement l'apaisement des esprits. Avec une candeur qui les honore, ils essayèrent de l'obtenir par des proclamations. Partouneaux s'imagina qu'il lui suffirait de parler pour que les soldats oubliassent leurs rancunes. « Moi qui suis votre camarade », leur disait-il (proclamation du 29 juillet 1815), « je souffre cruellement qu'on nous regarde comme des ennemis. Rentrez donc dans l'ordre. Redevenez ce que des soldats français doivent être et notre patrie, qui est dans le deuil, se glorifiera de posséder encore ses braves défenseurs. » Vaublanc fut plus naïf encore. Quand il prit possession de la préfecture (5 août), il adressa la proclamation suivante aux Marseillais : « Si d'impérieuses circonstances vous ont forcés de retenir un instant un élan généreux, on voyait à votre attitude calme et ferme quels étaient toujours vos sentiments. Vous prépariez en silence les moyens de combattre la tyrannie et vous êtes rentrés dans la glorieuse carrière de la résistance avec une

nouvelle ardeur et une nouvelle force. » Il espérait sans doute, en leur adressant ces éloges peu mérités, se concilier leur bienveillance et voici le moyen singulier qu'il avait imaginé pour les maintenir dans la légalité. « Songez », écrivait-il, « que vous avez pour témoins de votre conduite les généraux de mer et de terre du peuple qui sait le mieux respecter la liberté individuelle. Ils ont acquis votre estime et votre reconnaissance. Donnez-leur une opinion flatteuse de votre respect pour les lois et pour l'ordre social. » Vraiment, les Marseillais se souciaient peu de pratiquer vis-à-vis des Anglais les vertus constitutionnelles. Ils ne cherchaient qu'à assouvir leurs rancunes, et l'on ne saurait trop admirer la profondeur des illusions ou l'inconscience de cet honnête préfet quand il recommandait encore à ses administrés de ne faire que de bons choix aux prochaines élections !

Partouneaux et Vaublanc, malgré leurs excellentes intentions, allaient être emportés par les événements. A Marseille en effet, et dans tout le Midi, la réaction fut violente et elle dura longtemps. Il ne s'agissait plus, comme en 1814, de pardonner à l'irréflexion ou à l'entraînement. On voulait punir et punir durement. L'indulgence aurait été taxée d'imprévoyance. Ne pas exercer de poursuites eût été reconnaître le droit de rébellion. Voici comment s'exprimait à ce sujet un journal royaliste, *l'Hermite de Saint-Jean* (n° 44) : « Marseillais, demandez à votre roi la punition de tous les grands coupables. Sa clémence ne ferait que les enhardir à de nouveaux crimes. Que les foudres vengeurs de la terre et du ciel anéantissent ces irréconciliables ennemis de la patrie. La France entière veut que le roi cesse d'être bon. Elle a besoin de repos après vingt ans de troubles, mais elle ne veut jouir de la paix que lorsqu'elle sera délivrée de tous les misérables qui ont attiré sur elle les fléaux de la guerre civile. » L'auteur anonyme de cet odieux pamphlet n'allait-il pas, dans sa fureur, jusqu'à supplier les souverains étrangers, si par hasard le roi de France usait encore de clémence, « de ne pas quitter le pays sans avoir puni avec éclat les perturbateurs du monde et les ennemis de l'humanité » ?

Ces sinistres appels à d'odieuses vengeance ne seront que trop bien entendus. Sans doute, on ne massacre plus dans les rues, mais les dénonciations continuent et sont encouragées. Les prisons regorgent de suspects arrêtés au hasard et voici qu'on commence à parler de tribunaux exceptionnels, les cours

prévôtales, dont la justice sommaire et les procédés expéditifs menacent tant de victimes. Aussi tous ceux qui, de près ou de loin, ont servi l'Empire se sentent-ils menacés dans leur situation, dans leur fortune, dans leur vie même. Un sentiment d'angoisse inexprimable se répand dans toute la France, surtout dans le Midi, où les passions politiques ont été surexcitées plus que partout ailleurs.

Le préfet Vaublanc se rendait si bien compte du trouble profond jeté dans les esprits qu'il essaya de ramener la confiance en rappelant à ses administrés que tous les détenus pour cause politique seraient bientôt jugés (proclamations du 29 août et du 2 septembre), mais il éprouvait comme le besoin d'excuser son indulgence, car il promettait, « au nom du ciel, au nom de notre bon roi, que la plus sainte des causes ne serait jamais déshonorée par la moindre injustice ». Ce qui d'ailleurs ne l'empêchait pas de prendre une série de mesures oppressives qui prolongeaient l'agitation. Il est en effet difficile d'énumérer les destitutions iniques, les arrestations arbitraires, les déplacements onéreux et, comme il arrive trop souvent, les vengeances particulières qui trouvaient à s'exercer sous couleur de bien public. Un écrivain anonyme, qui se contente de signer L. D. L. de Toulon, s'est fait l'apologiste et comme le théoricien de ces iniques représailles. Il en proclame la nécessité. Il en justifie d'avance les excès. Dans un libelle intitulé : *Du danger qu'il y a que les créatures de Buonaparte restent en place*, il réclame la destitution en masse de tous les fonctionnaires entachés de bonapartisme. « Ces êtres méprisables sont d'autant plus à craindre qu'ils occupent les premières places dans presque toutes les villes du royaume... Nous ternirions pour toujours le nom Français si nous conservions dans leurs fonctions des mercenaires sans mœurs, sans probité, prêts à embrasser tous les partis, toutes les factions. Conservant leurs places, les créatures du destructeur de la France peuvent miner la porte de la monarchie renaissante. » Peut-être l'auteur de cette philippique enragée n'avait-il pas conscience du caractère odieux des mesures qu'il réclamait. Peut-être même croyait-il remplir un devoir patriotique.

De telles paroles auront bientôt les conséquences les plus funestes.



## II.

Si le gouvernement royal avait été si vite emporté par la tourmente bonapartiste, en mars 1815, ce fut grâce au maréchal Masséna. C'est celui dont tous les méridionaux, dont les Marseillais surtout qui l'avaient vu à l'œuvre demandaient le châtiment immédiat. Dès le mois de juillet 1815 furent mises en circulation, bientôt couvertes de plusieurs milliers de signatures, des pétitions adressées à la Chambre des députés pour réclamer la mise en jugement du traître. L'une d'elles<sup>1</sup>, celle du 10 décembre 1815, eut les honneurs de la discussion. Le rapporteur, M. de Sainte-Aldegonde, conclut à son renvoi au ministère de la Guerre et, malgré l'opposition de quelques-uns de ses collègues, Raymond de Trets, Colomb, Serre, Voysin de Gartempe, il réussit à faire voter sa proposition. Il n'y avait plus dès lors qu'à attendre la décision que prendrait le ministre compétent.

Les Marseillais ne l'entendirent pas ainsi. Le maréchal était manifestement coupable. Dès lors, pourquoi le ménager? Aux pétitions succédèrent les dénonciations et elles furent si nombreuses, si pressantes, que le directeur des postes, d'Herbouville, se crut obligé d'adresser un rapport spécial à Decazes, ministre de l'Intérieur<sup>2</sup> (5 décembre 1815) : il le prévenait « de deux choses qui seraient importantes si l'on mettait en jugement le maréchal Masséna, comme il l'a si tristement mérité ». Quelles étaient ces deux choses, on l'ignore aujourd'hui, car Decazes avait demandé communication d'une lettre<sup>3</sup> qui lui avait été spécialement indiquée par d'Herbouville et copie de cette lettre avait été confiée à l'ex-préfet Albertas, mais copie et original ont disparu, ainsi que d'ailleurs presque toutes les pièces du dossier, comme si l'on eût cherché à entourer de mystère cette compromettante affaire.

Decazes, trop fin politique pour ne pas se rendre compte de tous les embarras que susciterait un procès contre un person-

1. Voir *Pétition des habitants des Bouches-du-Rhône contre Masséna adressée à Messieurs de la Chambre des députés*, et lue dans la séance du 6 février 1816 : Marseille, Dubié. Cf. Extrait de la *Quotidienne* du 14 mars 1816 relatif à M. le maréchal Masséna et à M. le général Loverdo. *Confession de Masséna* (en vers).

2. Archives nationales, F<sup>7</sup> 6800, dossier 908.

3. Lettre du 15 décembre 1815.

nage aussi considérable que Masséna, n'aurait pas mieux demandé qu'à ne pas poursuivre l'affaire; mais l'opinion publique s'était prononcée avec trop d'unanimité pour qu'il fût possible de ne pas lui donner satisfaction. Il prescrivit donc une enquête, dont il confia l'instruction au commissaire général de police Caire (26 décembre 1815); mais il eut grand soin de lui recommander diverses précautions auxquelles s'empressa de déférer son prudent mandataire. L'enquête fut en effet fort mal menée, ou plutôt avec une grande habileté, et comme si l'on n'eût voulu découvrir la vérité que sur des points secondaires. On eut grand soin<sup>1</sup> de n'interroger comme témoins que ceux qui pouvaient le moins savoir et surtout le moins compromettre, et quels témoins : les guichetiers et les concierges des prisons, des officiers, Borély, Toscan du Terrail, Massot, Estaby, Battaglia, Séguier, Bonnacorse, Roux, auxquels on n'adressa que des questions générales, en tout vingt-trois citoyens, et encore toutes les dépositions ne figurent plus au dossier, entre autres celle de Panisse, le commandant de la garde nationale. Par contre, on n'interrogea pas, on ne rechercha même pas le courrier porteur de la lettre du préfet du Var, Bouthilier, qui annonçait le débarquement, ni le docteur Niel qui pourtant avait, en présence du duc d'Angoulême, qualifié Masséna de traître, ni le colonel de gendarmerie Fitreman qui était au courant de bien des secrets, ni le colonel du 48<sup>e</sup>, Maller, dont les officiers et les soldats avaient été si facilement gagnés à la cause bonapartiste. On laissa de même, sans les inquiéter, Verteuil, le directeur du grand théâtre, qui était un agent connu de Murat, et deux de ses actrices, M<sup>mes</sup> Belmont et Messin, dont la première était la maîtresse du maréchal. Jorry, le chef d'état-major de Masséna, qui était signalé « comme pouvant faire beaucoup de révélations », le lieutenant de frégate Ravel qui, lors du débarquement au golfe Jouan, se trouvait en rade avec son bateau, *la Fleur de lis*, le capitaine Duffoquet et sa maîtresse, M<sup>me</sup> Poncet, très compromis l'un et l'autre à cause de la délivrance de certains passeports, et plusieurs autres personnes notoirement soupçonnées d'avoir reçu les confidences de Masséna, ne furent même pas invitées à déposer. On se défait vraiment de leurs révélations ! Caire se contenta de demander divers renseignements

1. Voir le dossier Masséna, que nous résumons ici (Archives des Bouches-du-Rhône).

aux commandants de la garde nationale, Panisse et Borély (9 janvier 1816) : il pria le colonel Fitreman de lui donner quelques détails sur la marche des colonnes royales contre Napoléon (15 janvier). Il réclama au lieutenant général, baron de Rougé (24 janvier), une copie certifiée de la correspondance de Masséna, en mars 1815, et encore n'obtint-il qu'un seul ordre du jour, en date du 11 avril, par lequel Masséna ordonnait d'arborer le drapeau tricolore. C'était vraiment bien peu ! Il eût été cependant facile, si l'on avait voulu pousser l'affaire au fond, de prendre des informations sur les rassemblements tumultueux au bord du Jarret les 3 et 4 mars, qui avaient tellement ressemblé à une prise d'armes ; sur les diverses missions à Grasse ou à Grenoble confiées par le maréchal à quelques-uns de ses officiers d'état-major ; sur la résistance qu'il avait opposée aux mesures militaires proposées par Panisse, par Toscan du Terrail et divers autres ; et surtout sur ses attaches dans la société bonapartiste. On n'en fit rien parce qu'au fond l'on ne tenait pas à se mettre sur les bras une nouvelle affaire Ney. Caire, il est vrai, envoya un rapport tout bourré de noms et de faits ; Permon, ancien commissaire général converti à la légitimité, en dressa un second. Le substitut Laget du Podio, un fanatique qui peut-être n'était au fond qu'un magistrat tout disposé à rendre des services politiques, en composa un troisième. On y joignit les dépositions détaillées de Vincent, de Séguier et probablement de plusieurs autres qui depuis ont disparu du dossier, et le tout fut expédié à Paris.

De ce formidable entassement de dénonciations, d'aveux et d'accusations, il était certes facile de tirer un réquisitoire accablant, mais le gouvernement avait son siège fait. Puisque Masséna n'était pas formellement et nominativement compromis, il fallait le laisser tranquille et, suivant la formule du temps, ne pas être plus royaliste que le roi. Masséna, en un mot, fut par ordre réputé innocent. Il est vrai qu'il devint l'objet d'une surveillance spéciale. Aussi, lorsque son valet de chambre Berman se suicida à Strasbourg, tous les papiers du maréchal furent saisis par autorité de justice. Ses moindres déplacements étaient tout de suite signalés par la police. Des commissaires spéciaux étaient attachés à sa personne et rendaient compte de ses moindres démarches. On consentait à ne pas faire de scandale autour de son nom, mais on se défiait de lui et il était traité en suspect.

Non seulement il ne reçut de la cour aucune des marques de faveur, ou même de bienveillance, que méritaient ses éclatants services, mais il ne fut même pas nommé membre de la Chambre des pairs. Cette disgrâce hâta les progrès d'une maladie dont il souffrait et le 4 avril 1817, âgé de cinquante-neuf ans, il mourait de chagrin plutôt que de maladie.

Malgré les haines<sup>1</sup> qui se déchaînèrent autour de lui, malgré les rancunes inexpiables qui s'acharnèrent après lui, Masséna ne fut donc pas, à proprement parler, une des victimes de la Terreur blanche. La dernière lettre de Decazes à Caire qui figure dans son dossier est du 9 mars 1816. A cette date, les poursuites étaient donc suspendues, et on ne devait jamais les reprendre. Il y a mieux. On prenait soin<sup>2</sup> en haut lieu de le défendre, assurément sans qu'il s'en doutât, contre toute attaque. Un libraire marseillais, Dubié, s'était avisé de publier deux factums contre le maréchal, une *Pétition des habitants des Bouches-du-Rhône à Messieurs les Membres de la Chambre des députés* et des *Pièces justificatives de la trahison de Masséna*. On affecta de voir dans cette publication une infraction aux lois qui régissaient la presse. Le préfet Villeneuve, qui avait remplacé Vaublanc, demanda un rapport à ses bureaux. Baudouin, chef de division à la Préfecture, le rédigea, et il n'était pas précisément en faveur de l'inculpé. « Dubié se joue avec une audace qui n'a pas d'exemple de toutes les lois et règlements. Vous pourriez vous faire représenter les notes et renseignements qui existent dans vos bureaux à son sujet. Vous auriez la certitude qu'il est toujours le même, toujours incorrigible, et vous serez sans doute surpris, comme moi et tous ceux qui le connaissent, qu'il ait pu constamment jusqu'à ce jour se soustraire aux punitions qu'il a si souvent méritées. » Villeneuve envoya ce rapport à Caire qui autorisa les poursuites contre le malencontreux libraire (23 janvier 1816).

Masséna sortait indemne du procès dans lequel ses ennemis auraient désiré l'impliquer. La plupart des officiers qu'il avait entraînés à sa suite, et qui auraient été poursuivis comme ses complices si le procès avait eu lieu, bénéficièrent de l'indulgence voulue du gouvernement. Nous ne parlons pas seulement des

1. Cf. *Lettre d'un Marseillais au maréchal Masséna et Mémoire de M. le maréchal Masséna* (Bibliothèque de Marseille, F. b. g. 17 n.).

2. Dossier Masséna.

comparses, de l'abbé Campile, d'Abbé, de Garus, de Mossy, de Larchier, d'Alliés, etc., qui avaient pris part aux conciliabules du Jarret<sup>1</sup>. Une note dédaigneuse de l'inspecteur de police Hallbran (10 janvier 1818) indique simplement que Garus s'est embarqué pour les colonies, que l'on croit Mossy à Paris et Larchier à Chambéry, que l'abbé Campile, Abbé et Alliés sont inconnus. Le colonel Gabriel et le commandant Arrighi sortent de l'enquête sans être inquiétés. Un certain Salvetty, ex-commandant d'armes à Avignon en 1815, est recherché plus activement, un mandat d'arrêt est même décerné contre lui, à la date du 15 janvier 1816, mais le commissaire de police d'Avignon, Gleize de La Blanque, répond aussitôt (18 janvier) : « Salvetty n'est point certainement à Avignon ni dans l'étendue du département. Lorsque les fédérés les plus marquants quittèrent ces pays-ci, il paraît que, plus effrayé ou plus coupable que les autres, il fit l'avant-garde de ces misérables. On assure qu'il a fait, ainsi qu'eux, son séjour dans le département de la Drôme, où l'esprit est assez mauvais, mais les autorités locales l'en ayant fait partir, ou ne lui ayant pas inspiré assez de confiance, on le présume caché vers Lyon. » Le commissaire se trompait. Salvetty s'était réfugié à Toulouse, où il fut reconnu et arrêté<sup>2</sup> : mais nous n'avons pas trouvé trace dans le dossier même d'un commencement de procédure dirigé contre le prisonnier. Il est probable qu'on le relâcha, parce qu'on ne se souciait pas d'être trop éclairé par ses aveux.

Le lieutenant de gendarmerie Trahan, ex-commandant du château d'If, le surveillant bénévole qui n'avait eu que la peine d'écouter et qui s'était montré si complaisant pour ses prisonniers bonapartistes, fut également poursuivi. Il fut même arrêté<sup>3</sup>, mais fut doucement traité. Le ministre de l'Intérieur Decazes<sup>4</sup> avait reçu en sa faveur une lettre de recommandation d'un de ses anciens prisonniers, d'Hozier, et de bonnes notes du général Partouneaux. Il demanda l'avis du préfet Villeneuve sur sa mise en liberté. Ce dernier, qui pourtant aurait pu si facilement

1. Dossier Masséna.

2. Dossier Masséna. Lettres de La Blanque, en date du 23 et du 25 janvier 1816.

3. Dossier Masséna. Ordre d'arrestation lancé par Caire. Rapport de l'inspecteur de police Hallbran. Lettre de Caire au concierge de la prison du palais de justice (3 janvier).

4. Lettre de Decazes (17 mars 1810) et réponse de Villeneuve (27 mars 1816).

s'informer, répondit que Trahan « occupait un emploi subalterne et isolé qui ne le mettait pas à portée de jouer un rôle essentiel dans nos derniers malheurs ». Il ne s'opposait donc pas à la mise en liberté, mais ne voulait la faire que sur un ordre formel. Decazes donna cet ordre. On eût dit qu'il avait hâte de se débarrasser de tout ce qui, de près ou de loin, se rapportait à Masséna. « Les divers renseignements recueillis jusqu'à ce jour sur le compte de cet individu », écrivit-il à Caire le 12 avril 1816, « n'ayant présenté aucun fait contre lui, et des personnes, dont le dévouement au roi ne peut être mis en doute, déposant au contraire en sa faveur, je vous autorise à le mettre en liberté. » Trahan sortit donc de prison sans avoir été jugé, ainsi que tous ceux qui avaient été impliqués dans l'affaire Masséna. Il est vrai qu'il fut mis en surveillance, et, ainsi que les officiers à demi-solde, obligé de résider<sup>1</sup> dans sa ville natale, à Eyguières : il n'en avait pas moins profité de l'immunité relative dont jouirent tous ceux que la foule, dans son grossier bon sens, qualifiait de complices de la trahison du maréchal Masséna.

### III.

Moins heureux et surtout moins bien traités furent les officiers à demi-solde, dont le seul crime avait été de ne pas cacher leurs sympathies bonapartistes. Les officiers à demi-solde, c'est-à-dire cette masse d'hommes, jeunes encore, dont la Restauration brisa l'avenir en les jetant sur le pavé avec des ressources insuffisantes, avaient été, il est vrai, les plus chauds partisans de l'Empire. Tous ils s'étaient déclarés en sa faveur, à Marseille, lors des Cent-Jours ; ceux d'entre eux qui n'avaient pas encore rejoint leurs régiments avaient offert leurs services. Quelques-uns d'entre eux eurent peut-être le tort d'afficher leur contentement et de ne pas assez ménager les susceptibilités marseillaises. Dans les cafés qu'ils fréquentaient, ils parlaient trop volontiers de leurs espérances, et dans les rues ils se livraient souvent à des manifestations déplacées. Ils s'étaient constitués en bataillon sacré et n'hésitèrent pas à promettre leur concours au général Verdier. Ils le suivirent même dans sa retraite sur

1. Passeport délivré en sa faveur par Villeneuve (1<sup>er</sup> mai 1816).



Toulon. De là des haines violentes qui ne trouvèrent que trop facilement l'occasion de s'exercer.

On n'a pas encore écrit l'histoire de ces demi-solde. Certes il s'en est rencontré parmi eux qui n'aimaient la vie militaire que pour les profits qu'ils en retiraient et s'intitulaient bonapartistes parce qu'ils auraient été désavoués par les autres partis : tel ce Philippe Bridau<sup>1</sup>, ce spadassin sans scrupules, dont Balzac a créé le type saisissant ; mais les autres, et c'était l'immense majorité, avaient été élevés à la dure école de la discipline militaire. S'ils aimaient tant l'Empereur, c'est qu'il l'avaient suivi à travers les capitales de l'Europe et avaient versé pour lui leur sang sur les champs de bataille. Leur enthousiasme était peut-être irréflecti, mais sincère ; tel ce naïf et dévoué capitaine Coignet, qui, dans ses intéressants Cahiers, a pour ainsi dire buriné la physiologie du parfait demi-solde<sup>2</sup>. Or, les royalistes détestaient d'une égale haine et les séides par nécessité et les séides par conviction. Ils les enveloppaient du même mépris. Ils les considéraient comme les pires ennemis de la société. Ils les abreuyaient d'humiliations et de privations, ne comprenant pas qu'ils exaspéraient ainsi leur dévouement, et poussaient jusqu'à la folie leur esprit de sacrifice.

Ce qui peut-être excuse les ressentiments, c'est que la plupart des Royalistes restèrent longtemps sous la mauvaise impression des Cent-Jours. Sincèrement, ils crurent à un second retour possible de l'Empereur. L'éloignement ne calma point leurs craintes. Sans doute on revenait moins facilement de Sainte-Hélène que de l'île d'Elbe, mais ne pouvait-on pas s'attendre à tout de la part de l'audacieux général, qui tant de fois avait bravé la fortune ? Voici ce qu'écrivait, le 10 janvier 1816, le commissaire Gaudemar au maire Montgrand<sup>3</sup> : « On m'a dit confidentiellement que des émissaires partis de Paris ont l'intention de se porter dans les provinces et d'y établir des clubs sous le nom de Napoléon II ou du Lion Endormi ; que leur véritable projet est de fermenter (*sic*) les esprits en faveur du dernier tyran. De pareils émissaires ne sont pas très dangereux dans le Midi, et surtout à Marseille. Je crois cependant devoir vous instruire de ce qui est parvenu à ma connaissance et que vous devez sans doute con-

1. Cf. Balzac, *Un ménage de garçons* ; d'Esparbès, *Les demi-solde*.

2. *Cahiers du capitaine Coignet*, éd. L. Larchey.

3. Archives municipales. Registre de police n° 11.

naître aussi pour vous mettre à même de prendre à cet égard telle mesure que vous jugerez convenable pour repousser leur criminelle audace. » Quelques semaines plus tard, le 16 mars 1816, ce même Gaudemar, bien qu'il affectât une sécurité absolue, revenait avec insistance sur le même sujet : « Il se répand des bruits absurdes et sans aucun fondement », écrivait-il à Montgrand. « On parle d'un prétendu débarquement de l'usurpateur. J'exerce une surveillance particulière contre ces individus bien coupables, cherchant à séduire la crédulité du peuple. » Le fait est que ces bruits étaient particulièrement absurdes. Un corps d'armée autrichien se trouvait alors à Gênes. Gaudemar<sup>1</sup> ne s'imaginait-il pas, d'après ce qu'on lui rapportait, que ces troupes « étaient destinées soit à replacer le fils de l'usurpateur sur le trône de France, soit à marcher contre l'Angleterre » ? Il poussa même si loin ce qu'on pourrait appeler la hantise napoléonienne qu'il signala à l'attention des autorités « une pendule, en vente sur le port, représentant un aigle, séparé par le Temps, qui cherchait à rejoindre un jeune aiglon sur les genoux d'une femme éplorée<sup>2</sup> » !

Gaudemar, et tous ses collègues avec lui, ne se contentait pas de surveiller et de dénoncer les prétendus complices du futur usurpateur. Il agissait contre eux. Voici ce qu'il écrivait au maire le 1<sup>er</sup> avril 1816 : « Je vous ai souvent prévenu des bruits absurdes que les malveillants faisaient circuler sur la stabilité du gouvernement, et j'ai mis toute ma sollicitude à remonter à la source de ces nouvelles ridicules. J'ai cherché avec soin à en connaître la cause, soit en ayant les yeux ouverts sur quelques individus qui m'étaient signalés, soit en portant une sévère surveillance sur les militaires désignés, soit enfin sur des personnes, dont l'état de misère et leur crédulité pouvaient produire quelque mécontentement. » Il nous faut indiquer par quelques exemples comment s'exerça cette surveillance et comment les demi-solde, plus spécialement incriminés, furent traqués et pourchassés.

Le premier soin de la mairie avait été d'opérer le désarmement immédiat de ces fauteurs probables de troubles civils. Dès le 13 juillet 1815, le maire intérimaire Raymond rappelait<sup>3</sup> au commissaire de police « qu'il avait dans le temps donné des

1. Lettre à Montgrand du 30 août 1816.

2. Lettre du 1<sup>er</sup> juin 1816.

3. Registre de police n° 11.

armes aux officiers en demi-solde. Ces armes deviennent nécessaires pour les nouvelles levées qui s'accroissent tous les jours. Il importe que ceux qui les détiennent en ce moment en soient dépouillés ». Pour assurer l'exécution de ses ordres, il prévient de la mesure le lieutenant-colonel commandant la place, Lange Saint-Suffren. Le même jour, il ordonne à tous ces officiers, même aux officiers retraités, de se munir de cartes dites de sûreté. On ne délivrera ces cartes qu'après avoir pris sur les postulants des renseignements minutieux ; et comme un grand nombre de ces suspects, dans leur hâte de se prémunir contre toute fâcheuse interprétation, s'étaient présentés, le jour même, aux bureaux de la place, Raymond croit devoir adresser des excuses<sup>1</sup> pour ce surcroît de travail à l'officier chargé de délivrer les cartes : « Ils viennent dans vos bureaux pour s'y faire inscrire et obtenir un certificat, pour venir ensuite à la mairie, au bureau des passeports, se pourvoir d'une carte de sûreté. Je conçois l'embarras où vous êtes. Je tâcherai de le soulager autant qu'il sera en mon pouvoir. »

L'ingénieur administrateur trouva vite le moyen de diminuer la besogne de ses collaborateurs militaires. Ne s'avisa-t-il pas de rendre impossible aux officiers en demi-solde le séjour de Marseille pendant la nuit ? « Il importe au bon ordre et à la sûreté publique<sup>2</sup> », écrivait-il dès le 14 juillet au major de la place et aux commissaires de police, « qu'aucun militaire soit sur le pavé après la retraite. En conséquence, je vous invite à notifier aux aubergistes, aux cabaretiers et autres tenants de maisons publiques et aux filles publiques de ne recevoir chez eux aucun militaire après la retraite, sous les peines portées par les règlements de police. » A cet effet sont prescrites des rondes fréquentes et tout contrevenant sera immédiatement signalé et puni.

Ce n'est rien encore. Ordre<sup>3</sup> est donné à tous les officiers qui ne sont pas originaires de Marseille d'avoir à retourner dans leurs pays respectifs, sinon la gendarmerie se chargera de les reconduire de brigade en brigade. Cette fois, c'est le débonnaire Vaublanc qui s'est départi de sa longanimité ordinaire et a

1. Archives municipales. Lettre du 13 juillet à Lange Saint-Suffren.

2. Ibid.; ibid.

3. Archives municipales. Circulaire du maire aux commissaires de police du 29 septembre 1815.

signé l'arrêt d'expulsion<sup>1</sup> : « Je suis instruit que, malgré les ordres positifs que j'ai donnés, des officiers en retraite ou à demi-solde, non domiciliés dans la ville de Marseille, continuent encore à y résider. J'ordonne à toutes les autorités chargées de la police de les contraindre à sortir de la ville et de leur déclarer que, s'ils s'obstinent à désobéir, ils seront conduits, de brigade en brigade, jusqu'au lieu de leur domicile ordinaire. J'invite Monsieur le Maire et Monsieur le Directeur de la police à me certifier dans la journée du 16 de ce mois qu'il n'y a plus à Marseille un seul officier en retraite ou à la demi-solde qui n'y soit pas domicilié. »

Ces ordres impitoyables furent rigoureusement exécutés. Une véritable chasse aux demi-solde fut organisée. Le 30 septembre 1815 Gazan et le 2 novembre Joseph Narbonne, deux anciens officiers, étaient expulsés sans forme de procès. Le 15 novembre, dix-sept bonapartistes, anciens militaires ou en demi-solde, recevaient l'ordre de vider les lieux. Voici leurs noms : Hyacinthe Estelingue, Pierre Cabal, Philibert Huin, Louis Lacernot, Jean Gourdan, Jacques Martin, Antoine Richal, Nicolas Gousset, Jean-Baptiste Roussel, Bernard Dunez, Georges Lucros, Martin Lorrôt, Simon Montmaillieux, Michel Falcon, Joseph Avise, Léonard Duparc et Nicolas Huard. Un seul d'entre eux, Bernard Dunez, obtint la permission de rester. Nicolas Huard désirait obtenir la même faveur. Il adressa au maire, sous prétexte d'infirmités, une réclamation pressante. Montgrand, sans doute pour la rareté du fait, demanda à la préfecture un complément d'informations; mais une lettre du préfet, en date du 30 novembre, confirma ou plutôt aggrava le premier rapport. « Tous les renseignements que j'ai recueillis sur les opinions politiques, sur la moralité et sur la conduite du sieur Huard, adjudant-commandant retraité, le représentent comme un partisan exalté de la Révolution. Dans ces derniers temps, ses fréquentations et ses discours montrent jusqu'à l'évidence l'obstination d'un homme incorrigible. Le grade dont il a été revêtu et dont il conserve encore les attributions de retraite lui a fourni l'occasion de donner par de violents conseils l'exemple d'un dévouement condamnable à l'usurpateur. » Il demande à rester à Marseille sous prétexte d'infirmité, « mais cette infirmité existait à l'époque de l'incur-sion de Bonaparte, et tout à coup il a pu reparaître et échauffer

1. Proclamation du 13 septembre 1815.

les esprits d'insurrection par ses discours ». Le préfet est donc d'avis de lui refuser l'autorisation sollicitée et de l'expédier à Versailles, son lieu de naissance. Le plus odieux est que sa femme, pourtant bien innocente, sera punie en même temps que lui. Elle dirigeait une pension à Marseille. Pourquoi ne fermerait-on pas cet établissement? « Car il n'est pas prouvé que ce pensionnat soit absolument nécessaire sous la direction d'une femme, dont les opinions peuvent être influencées par le sieur Huard! »

On n'usa pas de plus de ménagements vis-à-vis de Joseph Blanc dit Palisse<sup>1</sup>, car on ne lui accorda que trois jours pour quitter Marseille. Un certain Estefanval<sup>2</sup>, se disant Hollandais, était également expulsé sans information préalable, et le maire profitait de l'occasion pour féliciter de son zèle le commissaire Boyer, qui se signalait par son activité dans cette chasse aux demi-solde. Le 16 novembre, expulsion de Carraire, « dont l'attachement pour l'usurpateur est connu de tout le monde. Il l'a suffisamment témoigné lors de sa dernière entrée en France<sup>3</sup> ». Gastinel, capitaine retraité, sera interné au Vernet. Delafosse, de Libourne, dont « les sentiments sont ouvertement en opposition au gouvernement, doit se rendre à Libourne et y résider jusqu'à nouvel ordre<sup>4</sup> ». Cet individu a déjà été renvoyé de Rennes. « Sa présence compromettrait la sûreté publique. » Qu'on le surveille avec soin, et qu'on se débarrasse de lui à la première incartade. Belliol<sup>5</sup>, ex-curé près de Montpellier, établi médecin à Marseille depuis quatorze ans, « n'a pas cessé d'être le grand partisan de l'usurpateur, et s'en fait gloire ». Lié avec la femme du général Bertrand qui, lors des Cent-Jours, l'a recommandé au général Verdier, il s'est enfui et sans doute a cherché un refuge à Paris. Qu'on le recherche pour empêcher sa rentrée à Marseille. On pourra peut-être se montrer moins rigoureux pour Calendini<sup>6</sup>, car il vit très retiré et paraît avoir de l'attachement pour la famille royale, mais il a la manie d'écrire et se proclame le partisan du duc d'Angoulême. On ne peut que sourire, mais n'affirme-t-il<sup>7</sup> pas qu'il est le chef des Philadelphes.

1. Archives municipales. Registre de police n° 11. 26 novembre 1815.

2. Ibid. 28 novembre 1815.

3. Ibid. 16 novembre 1815.

4. Ibid. 25 février 1816.

5. Ibid. 13 septembre 1815.

6. Ibid. 5 septembre 1815.

7. Ibid. 4 octobre 1815.

Régénérés et « qu'il fera connaître ses prétentions lors du sacre du Roi » ? Ce n'est qu'un fou, mais les fous peuvent devenir dangereux et il faut prendre contre eux de minutieuses précautions.

Quant aux officiers à demi-solde, dont le domicile réel était à Marseille, il n'y avait aucun moyen légal de se débarrasser d'eux tant qu'ils ne seraient pas sortis eux-mêmes de la légalité ; mais l'administration se réserve le droit de leur accorder comme une faveur cette autorisation de résidence, et encore ne l'accorde-t-elle qu'avec la plus grande circonspection. « Plusieurs militaires retraités à la demi-solde demandent à être autorisés à rentrer dans Marseille. Ils disent y être domiciliés. Je vous invite à m'adresser, dans le plus bref délai, un état de ces militaires qui existent dans votre arrondissement, avec les notes en regard de leur nom qui justifient qu'ils ont le droit de continuer leur domicile dans cette ville<sup>1</sup>. » Une fois en règle avec l'administration et nantis de leur autorisation de résidence, les demi-solde auraient-ils au moins le droit de se croire en sûreté ? Nullement. Ils demeureront toujours suspects et la police continuera à surveiller leurs moindres démarches. « Vous demanderez », écrit le maire au lieutenant de police, « un état des officiers en retraite ou à demi-solde, sur lesquels il y a lieu à exercer la surveillance, ainsi que ceux qui ont reçu ou recevront l'ordre de partir de la ville... Marseille sera ainsi allégée d'une classe d'hommes dangereux et les autres seront comprimés par la surveillance rigoureuse qui sera exercée contre eux<sup>2</sup>. »

Qu'on ne s'y trompe pas : cette surveillance était réelle. A diverses reprises même, le maire rappelait à leur devoir des agents peut-être trop complaisants. Aussi les officiers, ainsi tenus en suspicion, étaient-ils l'objet d'une surveillance vexatoire, et, si parfois on les épargnait, ce n'était jamais qu'après une information très précise, et encore par grâce. On trouve en effet dans les registres de la police très peu de rapports favorables, et le cas du chef de bataillon Maréchal peut être cité comme une exception. « Son opinion politique », était-il dit<sup>3</sup>, « est celle de la généralité de l'armée en faveur de l'usurpateur. On ne peut cependant lui reprocher aucun excès, ni aucune faute » ;

1. Circulaire du maire aux commissaires de police, 16 septembre 1815.

2. Ibid., 16 septembre 1815.

3. Rapport du 22 juillet 1815.



mais, la plupart du temps, les rapporteurs ont la main lourde ! Ainsi le sieur Renaud, surnommé des Chandelles<sup>1</sup>, « connu par ses excès révolutionnaires, fixe l'attention des gens de bien. Ils le voient reparaître avec peine dans cette ville, ainsi que d'autres individus d'une aussi mauvaise moralité ». Il a été en effet interné à Aix. Chez le tisserand Point, rue Rompe-Cul, se réunissent une quinzaine de mécontents, dont Alezais, Lordet, Alexis et « le fameux Escalet ». Bien qu'on n'ait pas pu les prendre sur le fait, « on sait qu'ils débitent parmi eux des nouvelles qu'ils disent sûres, et qui annoncent un changement prochain de gouvernement<sup>2</sup> ». Aussi faut-il les surveiller de très près. Il n'est pas jusqu'aux misérables débris des mamelucks, encore emprisonnés au fort Saint-Nicolas, qui n'excitent les défiances de la police<sup>3</sup>. « Ces hommes se sont conduits d'une manière si révoltante dans les derniers temps de l'usurpateur qu'ils ont excité contre eux l'indignation publique. Je pense que, si on les mettait en liberté, ils donneraient lieu à de grands désordres par le seul fait de leur opinion qu'ils ont prononcée de manière à révolter tous les habitants de cette ville. » Il faut donc, sauf pour le nommé Joseph Jacques<sup>4</sup> qui paraît tranquille, les conserver en prison préventive. Il serait même prudent de commencer des poursuites contre un d'entre eux, Georges Angely, comme complice d'un assassinat.

Il semble même que la police regrette parfois certains actes de tolérance. Nous avons déjà cité Bernard Dunez, ancien officier, marié, père de famille, qui avait pris sa retraite à Marseille et y avait ouvert un magasin de comestibles. Les voisins avaient donné sur son compte de bons renseignements ; mais, ainsi que l'écrivait le maire au préfet<sup>5</sup>, « à l'époque du 25 juin il était avec les officiers à demi-solde. Il suivit le général Verdier à Toulon, et il est resté dans les rangs de ce bataillon d'officiers rebelles jusqu'au moment où il ne lui a plus été pos-

1. Rapport de Gaudemar, 24 mai 1816.

2. Rapport du 10 février 1816.

3. Rapport du 25 octobre 1815.

4. Jacques ne jouit pas longtemps de cette tolérance. Cf. lettre à son sujet : « Son séjour à Marseille peut le compromettre et occasionner quelques troubles. Je crois devoir vous proposer de le renvoyer à la citadelle Saint-Nicolas où se trouvent d'autres Égyptiens, jusqu'à ce qu'il ait été pris des mesures définitives sur ces étrangers » (Registre de police n° 12).

5. Archives municipales. Lettre du 23 novembre 1815.

sible de résister ». De retour à Marseille, où sa femme était sur le point d'accoucher, il fut arrêté une première fois, puis relâché. Depuis il est resté fort tranquille, mais des royalistes éprouvés demandent son expulsion. L'application rigoureuse de la loi à son égard serait peut-être bien sévère, et son départ ruinerait sa famille. Ne pourrait-on pas le maintenir à la condition expresse qu'il se présentât deux fois par semaine devant le commissaire de son arrondissement, et qu'à la première plainte il fût chassé dans les vingt-quatre heures ? Le préfet consulté prit de son côté des informations ; mais ce n'est que cinq jours plus tard, le 28 novembre, qu'il se décida à donner l'autorisation sollicitée. Certes Dunez n'avait commis aucun crime, et pourtant on le traitait en criminel puisqu'on le soumettait au même traitement que les forçats libérés. Encore devait-il s'estimer heureux d'être traité avec cette douceur relative.

On n'usa pas de tant de ménagements envers nombre de ses camarades, et particulièrement envers ceux qui, originaires de Marseille, y étaient renvoyés par les préfets des autres départements. Ainsi l'ex-commandant Lavalette est conduit par les gendarmes à Marseille, avec ce passeport déplorable<sup>1</sup>, délivré par le général Dillon des Basses-Alpes à son collègue Rougé des Bouches-du-Rhône : « Lavalette a infiniment troublé la tranquillité du pays. Chef de bataillon en demi-solde, il a été en prison pendant cinq mois pour différentes plaintes qui indiquent combien il est réfractaire contre le gouvernement du Roi. Ayant eu un commandement pendant l'usurpation, il s'est fait des partisans, et il serait très dangereux s'il restait ici. » Lavalette était en effet remis aux gendarmes<sup>2</sup>, et, sitôt arrivé à Marseille, où il logeait 2, rue Dauphine, on lui faisait les honneurs d'une surveillance spéciale. Le commissaire de police s'empressait même d'en prévenir le préfet : « Dès l'instant de son arrivée », lui écrivait-il<sup>3</sup>, « j'ai établi à son égard une surveillance secrète et très exacte. Il ne paraît pas jusqu'à présent qu'il y ait aucun doute sur la personne chargée d'observer toutes ses démarches. »

Un certain Teissière<sup>4</sup> fut également l'objet des soupçons de la

1. Archives des Bouches-du-Rhône. 5 février 1816 (M<sup>6-8</sup>, 16).

2. Lettre du général Rougé à Dillon, 7 février 1816 (ibid., ibid.).

3. Lettre du préfet du 23 février 1816.

4. Archives des Bouches-du-Rhône (M<sup>6-8</sup>).

police. Voici en quels termes<sup>1</sup>, lorsqu'il arriva à Marseille, le préfet le recommandait à l'attention du commissaire général :

Le sieur Teissère, ex-sous-lieutenant au 27<sup>e</sup> chasseurs à cheval, nouvellement rentré dans ses foyers au sortir des prisons de l'ennemi, m'a été signalé pour avoir manifesté des opinions contraires au gouvernement avant son arrivée à Marseille. Je vous engage à faire surveiller cet individu, et, si vous apprenez qu'il continue à exprimer les mêmes sentiments, vous voudrez bien m'en donner connaissance pour qu'il soit pris à son égard des mesures convenables.

Le commissaire Alary, chargé de l'enquête, envoyait un premier rapport, non signé, dès le 6 avril<sup>2</sup>. Il en résultait que Teissère avait servi à la Martinique, qu'il avait été pris en mer par les Anglais, conduit à Plymouth, puis de là à Brest, à Paris et à Marseille. L'agent chargé de le surveiller ne paraît pas l'avoir honoré de son estime : « C'est un ferrailleur », écrivait-il, « qui est parvenu à obtenir la décoration de la Légion d'honneur. On ne lui connaît cependant pas de faits militaires qui aient pu le distinguer... Il a toujours des liaisons intimes avec tous les mauvais sujets. » Teissère n'était pourtant pas un intransigeant, car il demanda à rentrer au service. Nouveau rapport, cette fois signé, d'Alary, qui le représente comme un joueur acharné et comme un pilier de café<sup>3</sup>. Il ajoute même, non sans amertume : « Il ne mérite pas pour le moment d'être envoyé au château d'If, mais un officier sans fortune, sans services, sans retraite, sans demi-solde, n'ayant d'autre ressource que le travail de sa femme, doit être suspect à la police et rester sous la surveillance de son commissaire, à qui il lui sera enjoint de se présenter une ou plusieurs fois par semaine. » Le préfet aurait été mieux disposé. Il existe même dans le dossier Teissère une lettre adressée<sup>4</sup> par le marquis de Villeneuve au général Rougé, par laquelle il le prie de rappeler Teissère en activité : mais il ne paraît pas que sa bonne volonté ait dissipé les préjugés de la police, car rien n'indique que l'ex-lieutenant

1. Lettre du 1<sup>er</sup> avril 1816.

2. Lettre d'Alary au commissaire général, 6 avril.

3. Rapport d'Alary en date du 18 mai.

4. Lettre du préfet, 29 mai 1816.

ait été rétabli sur les cadres ; nous trouvons au contraire une lettre du 30 avril 1816 où Teissère, qui demande un passeport pour aller à La Cadière, est signalé comme un agent bonapartiste dangereux et à surveiller.

Aussi bien les défiances de la police à l'égard des anciens officiers de l'armée impériale s'étendaient même à ceux d'entre eux qui résidaient à l'étranger, mais qu'on soupçonnait de vouloir rentrer en France. C'est ainsi que le ministre de la police générale du royaume, Decazes, priait le commissaire spécial de la police à Marseille d'organiser une surveillance étroite contre un certain Boisquet<sup>1</sup> :

Je suis informé qu'un sieur Boisquet, ancien capitaine de hussards, actuellement aux États-Unis, fait des préparatifs pour passer de New-York en France et qu'il manifeste les dispositions les plus coupables. Cet homme, qui prend la qualité de négociant bien qu'il ne fasse aucun commerce, est un des partisans les plus exaltés de Bonaparte et dit hautement qu'il ne vient en France que pour préparer les esprits au retour de l'Empereur. Il paraît qu'il avait des relations fréquentes avec Joseph Bonaparte et Regnault de Saint-Jean-d'Angély.

Il est chargé de correspondances dangereuses. Qu'on le surveille à son débarquement et qu'on l'arrête aussitôt. Ces ordres auraient été exécutés<sup>2</sup> ; mais Boisquet, sans doute prévenu, ne tomba pas dans le piège et resta aux États-Unis.

Ces mesures vexatoires et arbitraires provoquèrent un mécontentement général. Dans les cafés, sur les promenades, dans tous les lieux publics, quelques anciens officiers, exaspérés par les persécutions dont ils étaient victimes, commençaient à relever la tête. On parlait vaguement de conspiration, ou tout au moins d'association secrète. Montgrand, averti par les rapports de police, n'était pas sans inquiétude<sup>3</sup>. « Le mécontentement qui se manifeste depuis quelques jours à Marseille », écrivait-il aux commissaires de police, « suppose nécessairement la présence d'agitateurs et des correspondances qui influent d'une

1. Archives des Bouches-du-Rhône (M<sup>6</sup>-8 (12)). Lettre de Decazes, 5 février 1816.

2. Réponse du commissaire général à Marseille à Decazes (13 février 1816) et lettre du même à Alary (12 février).

3. Archives municipales. Lettre de Montgrand du 28 novembre 1815.

façon fâcheuse sur l'esprit du peuple. » Il recommandait à ses agents de redoubler de surveillance et de sévérité. « Combien ne sont pas coupables ces agitateurs qui voudraient encore tromper le peuple et l'empêcher d'ouvrir les yeux sur les maux dont ils l'ont accablé depuis vingt-cinq années!... Tous nos soins doivent tendre à écarter ces hommes dangereux. Nous devons les poursuivre, les atteindre et les dévoiler. Il faut qu'ils soient sévèrement punis de leurs fautes passées et des crimes qu'ils méditent encore, puisque le moment de la démence n'a pas été pour eux celui du repentir. » C'est sans doute à ses inquiétudes municipales qu'il faut attribuer la circulaire du 23 novembre, adressée par le maire aux commissaires de police, et qui prescrivait la confection d'une véritable liste de suspects<sup>1</sup> :

Il est très important de fixer définitivement l'opinion des autorités supérieures sur chacun des officiers qui ont pris du service pendant les trois mois de la dernière usurpation. Vous recueillerez avec la plus sévère exactitude tous les renseignements possibles sur la conduite plus ou moins remarquable ou coupable de tous les officiers qui ont été domiciliés dans votre arrondissement, pendant le temps de ce domicile, et de tous ceux qui y résident actuellement. Ces officiers sont ceux qui ont été ou qui sont en ce moment employés dans ce département ou qui y reçoivent le traitement de non-activité, et généralement tous ceux qui demandent à prendre du service militaire dans la nouvelle organisation. Vous me rendrez compte de ce que vous aurez recueilli sur la conduite que chacun d'eux a tenue avant et depuis le 20 mars, sur leur caractère et leur moralité; vous vous informerez même de l'opinion de leurs familles et de leurs fréquentations habituelles.

En vertu de ces circulaires affluèrent à la mairie les renseignements et aussi les dénonciations contre les officiers bonapartistes. Tantôt c'est une réponse<sup>2</sup> à une demande d'enquête dirigée contre Lorrot, colonel en retraite, ou contre Guillerling<sup>3</sup>, ex-agent divisionnaire au service des fourrages, ou contre Pierre-Blaise Barthoux<sup>4</sup>, sergent retraité, natif de Poët (Basses-

1. Archives municipales.

2. Archives municipales. Lettre du maire en date du 27 novembre 1815.

3. Rapport du 5 février 1816.

4. Rapport du 11 mai 1816.

Alpes). Tantôt c'est une lettre adressée<sup>1</sup> par le maire au comte de Damas, commandant la 8<sup>e</sup> division militaire, à l'occasion de Pierre-Joseph Bellanger, chef d'état-major de la place à Toulon. « Il avait été nommé à ce poste par le général (*sic*) Brune à l'époque du 25 juin, lorsque des militaires réfugiés à Toulon voulaient de nouveau imposer à Marseille le joug qu'elle avait rejeté. On se plaint des opinions politiques et de la moralité du sieur Bellanger. On ajoute qu'il n'avait point pris de service pendant la durée de la première Restauration et qu'il est rentré au service pendant les trois derniers mois. » Le commissaire de police Renoux est prié de surveiller un certain Saturnin Mallet<sup>2</sup>. « Je vous recommande très expressément de surveiller cet individu sans qu'il s'en doute, et à (*sic*) me le signaler pour peu qu'il s'écarte des bons principes, soit par ses propos, soit par ses actions. » Même recommandation au commissaire Malvillan à propos de Vincent Legros, capitaine retiré du service napolitain<sup>3</sup>. « Vous ne négligerez rien pour connaître quelles opinions il a manifestées et si rien ne s'oppose à ce qu'il soit employé dans l'armée française. » Il est vrai que les anciens soldats et même les domestiques de Murat étaient l'objet d'une surveillance toute spéciale. On n'ignorait pas que la plupart d'entre eux appartenaient à des sociétés secrètes et que, dans leur propagande, ils ne reculaient pas devant les plus extrêmes mesures. C'est sans doute pour ce motif que, le 8 décembre, le maire avertissait les commissaires de police que plusieurs sous-officiers et domestiques de Murat lui étaient signalés comme s'étant échappés de Mantoue et cherchaient à rentrer en France<sup>4</sup>. Il faudra les arrêter s'ils débarquent à Marseille, car ils pourraient devenir dangereux. Il sera même nécessaire d'avertir le préfet, pour qu'il prenne ses précautions<sup>5</sup>.

Donc tout officier retraité ou à demi-solde est considéré comme suspect par l'administration municipale, et, pour peu que sa conduite prête à la critique, on le traitera sans hésiter comme un ennemi public. On mettait ainsi hors la loi toute une catégorie de citoyens, dont la plupart n'avaient commis d'autre crime que

1. Archives municipales. Lettre du 27 novembre 1815.

2. Ibid. Lettre du 10 novembre 1815.

3. Ibid. Lettre du 28 novembre 1815.

4. Ibid.

5. Lettre du maire aux commissaires de police, 9 décembre 1815.



de rester fidèles à leurs convictions et de conserver au fond du cœur un culte pour le général qu'ils aimaient. Aussi des haines inexpiables s'amassèrent peu à peu. Ces sociétés secrètes, ces carbonari dont on redoute l'influence augmenteront de nombre. A la propagande par la parole se joindra bientôt la propagande par le fait. Des conspirations seront ourdies. Il n'y aura pas de pires ennemis de la Restauration que ces officiers, si maltraités par elle, et qui, sans nul doute, auraient renoncé à leurs espérances, si on leur avait simplement rendu justice.

## IV.

Après les officiers, les fonctionnaires. La plupart d'entre eux avaient servi les divers gouvernements qui s'étaient si rapidement succédé en France. Du moment que leurs chefs immédiats leur avaient donné l'exemple de la versatilité, ils s'étaient crus autorisés à crier, suivant les circonstances, Vive le Roi ou Vive l'Empereur ! Sans doute quelques-uns d'entre eux s'étaient compromis par l'étalage de leurs convictions intermittentes, mais la plupart s'étaient contentés de remplir leur devoir et de s'acquitter de leur tâche journalière. Une des grosses fautes de la Restauration fut de les englober tous dans la même réprobation et de traiter en suspects ceux qu'elle ne destitua pas. Lamentable histoire, qu'on ne connaîtra jamais dans tous ses détails, que celle de la mise en retraite prématurée ou de la destitution de fonctionnaires, auxquels on ne pouvait reprocher que d'avoir été au service de l'Empire ! Les comités royalistes qui s'étaient partout constitués avaient pris pour mot d'ordre l'épuration en masse. Une phrase mal comprise, une simple allusion suffisaient alors pour faire destituer un employé, et, comme les inimitiés particulières se cachaient sous le zèle politique, combien furent dénoncés par des voisins convoitant leur place ou simplement jaloux de leur crédit !

Le ministère encourageait ces dénonciations et ces destitutions arbitraires. Decazes n'envoya-t-il pas à toutes ces administrations cette stupéfiante circulaire<sup>1</sup> et longtemps après les événements incriminés : « Vous pouvez reconnaître l'ennemi de l'État dans tout homme qui se réjouit des embarras du gouver-

1. Circulaire du 28 mai 1816.

nement ou de l'administration; qui, par ses discours ou ses insinuations perfides, tend à dissuader les jeunes gens de s'enrôler; dans celui enfin qui, par ses propos, ses gestes et son attitude, décele sa haine et son mépris pour les habitants paisibles ou subordonnés, dont la conduite prouve leur dévouement au roi et leur soumission aux lois. » Cet appel aux passions et aux convoitises ne fut que trop bien entendu. Il y eut comme un déchaînement inouï d'attaques et de calomnies, et, comme conséquence, la ruine d'un grand nombre de familles frappées dans leurs membres. On ne saura jamais le nombre de destitutions prononcées. Les évaluations les plus modérées le portent pour la France à plus de cent mille ! Certaines administrations, celle des finances, par exemple, furent bouleversées de fond en comble. On suspendit l'inamovibilité de la magistrature, afin de se débarrasser des magistrats dont on se défiait. Les préfectures furent toutes remaniées jusqu'au plus humble employé de bureau. Les commis des postes, qui, on ne sait trop pourquoi, passaient pour infectés de bonapartisme, furent impitoyablement sacrifiés. Le maréchal Macdonald raconte dans ses *Mémoires*<sup>1</sup> « que cinq cents maîtres ou directeurs de poste subirent le même sort à la même époque ». De fait, nous avons retrouvé une circulaire confidentielle du directeur général des postes, d'Herbouville<sup>2</sup>, au préfet Villeneuve, ainsi conçue :

Plusieurs agents de l'administration des postes dans votre département m'ont été signalés comme indignes de la confiance publique, et leur destitution est vivement sollicitée. Je désirerais cependant, avant de prendre aucune mesure à cet égard, que vous voulussiez bien me faire connaître votre opinion sur ces agents. J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un état destiné à recevoir les renseignements que vous aurez recueillis sur les employés des postes aux lettres. Je vous serai obligé, en me le renvoyant, d'en joindre un dans la même forme pour les maîtres de poste.

Les employés de marine étaient l'objet des mêmes suspicions. Le ministre de la Marine, vicomte de Bouchage, s'exprimait<sup>3</sup> en

1. Macdonald, *Mémoires*, p. 353.

2. Archives des Bouches-du-Rhône (M<sup>6</sup>-8, 210, 15).

3. Ibid., n° 341.

ces termes sur leur compte dans une lettre confidentielle qu'il adressait au préfet Villeneuve (Paris, 15 novembre 1814) :

Des plaintes me sont adressées sur l'administration de la marine à Marseille... Elles sont principalement dirigées contre les employés secondaires de cette administration que l'on accuse de cupidité et d'un mauvais esprit. Sans accorder trop de confiance à des accusations dictées peut-être par des motifs d'animosité personnelle, je désire néanmoins connaître si les administrateurs de mon département remplissent leurs fonctions avec tout le zèle et le désintéressement que j'ai le droit d'en attendre.

Le préfet se mit aussitôt en mesure d'envoyer les renseignements demandés. Dès le 20 novembre, il écrivait au maire pour l'inviter à diriger une enquête dans le sens indiqué. Le lendemain 21, il revenait sur ce sujet et ajoutait : « Je vous invite à me dire confidentiellement quels seraient les individus de cette administration dont l'intérêt public réclame le changement » ; à la même date, il informait le ministre de la Marine du prochain envoi d'une liste de destitutions. Les documents que nous avons eus en main ne nous permettent pas d'affirmer que les proscrits de la marine furent désignés, mais combien il est probable que le préfet et le maire, dans leur zèle, s'entendirent facilement pour jeter en pâture bien des noms aux rancunes et aux convoitises ?

Quant à l'Université, qui a toujours joui du singulier privilège d'exciter les défiances de tous les gouvernements réactionnaires qui se sont succédé en France, elle fut traitée avec une rigueur que ne justifiait pourtant pas son attitude, mais elle était odieuse aux royalistes comme œuvre de la Révolution et de l'Empire. Lamennais, alors bien jeune, n'était contredit par personne lorsque, dans son discours sur l'Université impériale, qui fut publié dès la première Restauration, il la représentait comme « de toutes les conceptions de Bonaparte la plus effrayante et la plus antisociale ». Il la traitait de « monument de la haine du tyran contre les générations futures ». Les énergumènes qui réclamaient sa dissolution immédiate auraient même eu gain de cause si Royer-Collard et ses amis, bien inspirés, n'avaient réussi à la maintenir provisoirement. L'ordonnance du 15 août 1815 lui accorda la vie, mais en lui rappelant sa fragilité.

« Voulant surseoir à toute innovation importante dans le régime de l'Instruction publique jusqu'au moment où des circonstances plus heureuses, que nous espérons n'être pas éloignées, nous permettront d'établir par une loi les bases d'un système définitif. » Si l'Université fut épargnée, ses membres ne le furent pas. On les traqua sans pitié. Ils furent maltraités, dispersés ou destitués.

Nous ne rappelons pas les noms des fonctionnaires marseillais qui furent alors frappés et, du jour au lendemain, réduits à la misère. Nous craindriions de réveiller de trop tristes souvenirs ou même d'exciter des rancunes qui, peut-être, ne sont pas encore assoupies. Les curieux d'histoire locale n'auront qu'à parcourir les almanachs royaux et les annuaires de 1815 et de 1816. Un simple coup d'œil suffira pour leur faire apprécier les prodigieux changements apportés dans la liste des fonctionnaires : qu'il nous suffise de rappeler que le gouvernement ne tarda pas à comprendre combien il avait fait fausse route en se privant ainsi du concours de nombreux citoyens qui, bien traités, se seraient facilement ralliés, et qui, poussés à bout par d'injustes traitements, devinrent au contraire irrécyclables adversaires de la Restauration. Voici le discours que le ministre, M. de Serre, croyait nécessaire d'adresser aux députés dans la séance du 18 mars 1816 :

A notre arrivée, il était bon, il était indispensable de faire des épurations ; mais, depuis six mois, on a refait toutes choses, on a remanié toutes les administrations. Leur adresser encore en masse les mêmes reproches, appeler à grands cris l'épuration des remplaçants comme on a appelé celle des remplacés est intempestif et illusoire. L'horrible fléau de la délation commence à infester la France. Il est temps qu'elle s'arrête et qu'un emploi cesse d'être un crime.

Nul besoin d'être fonctionnaire pour encourir les défiances du gouvernement ; il suffisait de l'avoir été. Ainsi à Marseille, Vachot, ci-devant commissaire de police dans le quartier du Grand-Théâtre, destitué à la chute de Napoléon, avait demandé sa réintégration<sup>1</sup>. « Il est connu ici sous des rapports très défavorables », écrit aussitôt le maire au directeur de police de la huitième division. « Il est sans moralité, d'une opinion coupable,

1. Archives municipales. Lettre du 19 juillet 1815.

ayant eu des intelligences secrètes avec le sieur Lecointe pendant son séjour à Marseille; dénonciateur bien prouvé, ne pouvant frayer avec ses collègues qui, tous, s'éloignaient de lui et rougissaient d'être forcés de le reconnaître. » On citait même de lui un trait qui n'est pas des plus recommandables. « J'en ai connu les circonstances par les plaignantes qui vinrent me déclarer, avec toute la franchise qu'on a à l'âge de treize ou quatorze ans, que le sieur Vachot et un nommé Rey furent chez elles au cours Bourbon pour leur dire qu'ils étaient instruits qu'elles étaient occupées à faire des cocardes blanches, que bientôt le roi reviendrait en France et qu'elles eussent à en préparer une grande quantité. » Elles le crurent et furent aussitôt dénoncées à Lecointe. Il faut donc bien se garder de le réintégrer, et il est même scandaleux qu'il ait eu l'imprudence de faire des démarches dans ce sens.

Ce Vachot n'est pas un personnage estimable, car le rôle d'agent provocateur n'inspirera jamais que de médiocres sympathies; mais le principal grief qu'on avait contre lui n'était-il pas d'avoir été un des confidents de Lecointe-Puyraveau, le commissaire général pendant les Cent-Jours, et, après tout, cet agent de police n'avait-il pas fait son devoir en favorisant le gouvernement établi? C'était un procès de tendance qu'on instruisait contre lui plutôt qu'une accusation formelle<sup>1</sup>. De même pour deux autres agents de police, Campanelli et Hallbran, qui avaient provoqué le peuple par d'imprudentes paroles : « Je vous serai obligé de vouloir bien prendre telle mesure que vous jugerez convenable, pour qu'à l'avenir les sieurs Hallbran et Campanelli surtout, à qui il conviendrait mieux qu'à tout autre de garder le silence, ne se permettent plus de pareilles provocations. »

Parfois même, il arrivait que, dans leur zèle intempestif, les autorités prononçaient des révocations contre leurs propres partisans. Tel fut le cas d'un commissaire de police, Sicard, brutalement destitué comme agent bonapartiste et qui s'était au contraire signalé par l'exaltation de son royalisme. Il fut, il est vrai, sauvé par ses protecteurs. « Je dois à la plus exacte vérité », écrivait l'un d'eux au préfet, « de rendre un témoi-

1. Archives municipales. Lettre du maire au directeur de la police, 21 août 1815.

gnage favorable du zèle et du dévouement que M. Sicard a manifesté dans l'exercice de ses fonctions pendant la crise qui a précédé les succès éphémères de l'usurpateur; de l'honorable persécution que cette conduite lui a attirée pendant la durée du gouvernement illégitime et des nouveaux services qu'il a rendus à la cause royale depuis la seconde Restauration. » Sicard eut donc l'heureuse chance d'être réintégré, mais on lui donna une autre destination.

Guinot, agent en chef des convois militaires, également compromis, fut, lui aussi, sauvé par de puissantes influences. Dès le 5 février 1816, il avait été signalé par le préfet Villeneuve au commissaire général de police à Marseille<sup>1</sup> :

Je désirerais avoir des renseignements exacts et circonstanciés sur la moralité et l'opinion politique de l'entrepreneur des convois militaires de la 3<sup>e</sup> division. Je tiens à savoir la conduite qu'il a tenue avant, pendant et depuis l'usurpation, si ses relations doivent le faire suspecter de peu de dévouement à la cause royale, et je vous prie de prendre ces informations le plus vite possible.

La police se mit aussitôt en campagne, et, pour aboutir, elle ne recula pas devant les moyens les plus odieux. Elle intercepta ou plutôt vola les correspondances de Guinot et s'empressa d'en envoyer à la préfecture deux extraits assez compromettants. La première lettre était datée de Périgueux, 20 mars 1814. Guinot s'exprimait en ces termes sur la proclamation de Louis XVIII à Bordeaux comme roi de France : « Ils auront bientôt de très grands sujets de s'en repentir, non à cause de l'acte de folie de leur maire qui n'a été partagé que par des turbulents et sans doute des gens ruinés et endettés comme lui, mais parce qu'ils n'ont rien fait pour la défense de leur pays. » Dans la seconde lettre, datée du 29 avril 1814, Guinot demandait simplement si « M. Thibaudeau était changé définitivement, ou s'il était du nombre des victimes qui s'étaient trop dévouées au bien général ». Il n'en fallait certes pas tant pour provoquer une brutale destitution, mais l'agent chargé de l'enquête était obligé de reconnaître que « M. Guinot est aujourd'hui fort circonspect dans ses discours. Il passe pour avoir mis beaucoup d'adresse dans sa conduite, et on prétend qu'il a réussi à per-

1. Archives des Bouches-du-Rhône (M<sup>6</sup>.S<sup>13</sup>).



suader de son royalisme nombre de personnes fort recommandables ». Guinot fut donc épargné, mais resta toujours suspect. Combien de fonctionnaires moins heureux tombèrent-ils victimes de dénonciations ou de persécutions? On n'en saura jamais le nombre!

## V.

Tout autant que les anciens officiers ou que les fonctionnaires, les autres citoyens, sans exception, furent l'objet de mesures analogues. Pendant quelques mois, un véritable régime de terreur s'étendit sur la ville. A la première heure on avait arrêté, à peu près au hasard, tous ceux qui avaient été signalés par leur enthousiasme ou par leur dévouement à la cause impériale. Les douaniers Henri Pérouse<sup>1</sup>, Tavera et Complainville<sup>2</sup>, le savetier Antoine Casimir, le caissier Gabriel André, Léon Jouve, les tonneliers Tiran et Anselme<sup>3</sup>, Cadet Vincent, Aubernon, surnommé Louiset, et beaucoup d'autres avaient été jetés pêle-mêle soit au château d'If, soit dans la prison préventive de l'Hôtel-de-Ville. Des femmes avaient partagé leur sort : Virginie Vadon, Marie Rolland veuve Imbert, Marguerite Aillaud, Cécile Callamand, Rose Besson et plusieurs autres. Ces arrestations étaient arbitraires. On ne pouvait les maintenir que si un mandat d'arrêt était régulièrement décerné contre les prévenus. Leurs amis, montrant en la circonstance un véritable courage civique, protestèrent contre ces illégalités et demandèrent l'intervention de la préfecture. Vaublanc, bien qu'au fond du cœur il partageât à l'égard des prisonniers les préventions courantes, ne crut pas pouvoir se dispenser d'ordonner une enquête. « J'ai reçu la lettre », lui répondit le maire, « que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 7 de ce mois, qui me signale divers individus détenus dans la prison du palais de justice contre lesquels il n'existe aucune charge, que vous n'avez pas cru cependant devoir mettre en liberté jusqu'à une plus ample information. J'ai donné les ordres nécessaires pour avoir sur leur compte les renseignements désirés<sup>4</sup>. »

1. Rapport du 9 septembre 1815.

2. Rapport du 23 septembre 1815.

3. Rapport du 23 août 1815.

4. Lettre du 8 septembre 1815.

Ces renseignements furent favorables à la plupart d'entre eux. Le savetier Antoine Casimir, le caissier Gabriel André et Léon Jouve, qui sans doute n'étaient coupables que d'imprudences, furent aussitôt relâchés. Le douanier Henri Pérouse ne le fut que plus tard, car on se défait de lui : « Je vous invite », écrit à son sujet le maire au commissaire Renoux<sup>1</sup>, « à faire une enquête dans le quartier dudit Pérouse pour connaître la conduite qu'il a tenue, sa moralité, quelle est l'opinion des habitants sur son compte et si son retour dans son domicile ne pouvait pas être un sujet de troubles. » Le douanier Tavera<sup>2</sup> fut au contraire retenu. « Ses intelligences avec Lecointe-Puyraveau me l'avaient rendu suspect. Il avait menacé ses collègues de brûler la cervelle à celui qui lui ferait perdre sa place. Il a été trouvé peu de jours après la régénération de Marseille et arrêté par la garde urbaine qui l'aperçut portant un fusil bien chargé sur l'épaule. Sa conduite et ses propos lui avaient attiré l'animadversion du peuple. Il serait dangereux pour lui de circuler dans les rues de Marseille. Il ne peut être mis en liberté que pour retourner en Corse<sup>3</sup>. »

Montgrand en voulait surtout aux femmes qu'il avait fait incarcérer et qu'il considérait comme de dangereuses perturbatrices de l'ordre public. « La femme Rolland, veuve Imbert, a une mauvaise réputation », écrivait-il au préfet<sup>4</sup>. « Je crois dangereux qu'elle reparaisse dans son quartier. Ses voisins ont dit que, lors du retour de l'usurpateur en France, elle fut la première à arborer le pavillon tricolore et que, chaque fois qu'elle le plaçait, elle chantait le *Ça ira*, et qu'elle déteste les royalistes. » Elle fut pourtant relâchée, malgré une seconde lettre du maire : « Il serait peut-être dangereux que la femme Rolland reparût dans son quartier. Elle y a tellement excité l'indignation par ses opinions et ses propos, que j'ai jugé qu'il lui convenait, pour sa sûreté personnelle, d'aller dans son pays. » Virginie Vadon<sup>5</sup>, « ne pouvant être envoyée en police correctionnelle faute de preuves sur lesquelles on pouvait baser sa condam-

1. Lettre du 9 septembre 1815.

2. Lettre du maire au directeur de police de la 8<sup>e</sup> division militaire, 9 septembre 1815.

3. Tavera fut condamné par la cour d'Aix, le 12 janvier 1816, pour cris séditieux.

4. Lettre du maire au préfet, 7 octobre 1815.

5. Lettre du maire au procureur du roi, 15 octobre 1815.

nation », fut cependant internée à Lyon. Rose Besson<sup>1</sup>, épouse Labrousse, était « prévenue d'avoir donné lieu à un mouvement populaire pour ses opinions séditieuses et révoltantes, au point que le commissaire de police eut beaucoup de peine, conjointement avec la garde urbaine, de la soustraire à l'indignation du peuple ». Elle fut mise en liberté par ordre exprès de la préfecture et aucun rapport de police n'indique que son retour ait provoqué une émeute. Les femmes Marguerite Aillaud et Cécile Callamand étaient peut-être plus compromises. « Elles ont excité le plus grand désordre dans leurs quartiers à tel point que, si la garde ne fût pas survenue, elles auraient été victimées par le peuple... Il serait dangereux que ces femmes retournassent dans leurs quartiers sous peu de jours<sup>2</sup>. » En effet, elles étaient encore en prison au commencement de septembre, et, à cette date, Montgrand signalait encore au préfet Marguerite Aillaud comme bonapartiste dangereuse : « Elle a toujours montré son attachement bien prononcé pour le gouvernement de l'usurpateur. » On finit pourtant par lui rendre la liberté, et elle n'en abusa pas, car son nom ne figure plus dans les dossiers de police.

Un certain Ravat, tourneur de chaises, avait été dénoncé par cinq de ses camarades comme « prévenu de bonapartisme outré et d'avoir tenu des propos révoltants contre le roi ». Le maire<sup>3</sup> l'avait provisoirement retenu dans la prison de l'Hôtel-de-Ville, mais il avait informé le préfet de cette arrestation : « Je joins les interrogats que j'ai fait subir au prévenu et les réponses qu'il a fournies, toutes négatives, et la déclaration de la dame Martel chez qui il travaille actuellement. Il m'a paru que cet individu, accusé par cinq personnes, devait être coupable et envoyé devant M. le Procureur général pour être jugé; mais je n'ai pas voulu cependant le prendre pour moi. » Certes ces scrupules honorent Montgrand, mais il était moins timide en d'autres circonstances, et, si on l'eût écouté, bien d'autres citoyens auraient été maintenus en état d'arrestation. Il en voulait surtout à deux des détenus du château d'If, Vincent Cadet et Aubernon, dit Louiset<sup>4</sup>. « Ils ont acquis l'un et l'autre la plus

1. Lettre du maire au procureur du roi, 24 juillet 1815.

2. Lettre du maire au procureur du roi, 24 juillet 1815.

3. Lettre du maire au préfet, 24 septembre 1815.

4. Lettre du préfet au maire, 12 août 1815 (Registre de correspondance n° 11).

affreuse célébrité », écrivait-il au préfet. « Leur caractère connu d'audace, de sédition et de férocité les a rendus redoutables. Leur conduite a indistinctement provoqué contre eux les mesures de répression de tous les partis. » Ils avaient été arrêtés après les Cent-Jours et conduits au château d'If. Bien que le maire insistât pour les y retenir, il paraît cependant que les résultats de l'enquête tournèrent à leur avantage, car ils furent relâchés. On se contenta de les expulser de Marseille. Aubernon Louiset fut conduit à Tarascon, où il exerça le métier de tonnelier. Il avait demandé en grâce de ne pas y être amené par la gendarmerie, promettant que, trois jours après sa mise en liberté, il se rendrait de lui-même dans sa nouvelle résidence, mais le maire se défiait tellement de lui qu'il ne voulut pas lui accorder cette autorisation sans en avoir référé au préfet<sup>1</sup>.

Un certain Devaux fut également poursuivi par Montgrand<sup>2</sup> avec une animosité que ne justifie pas le délit qu'il avait commis. Dans la nuit du 18 au 19 décembre 1815, il avait, en compagnie de quelques marins, poussé, en sortant du cabaret, des cris qualifiés de séditieux. Des chasseurs royaux en patrouille avaient voulu les arrêter. Ils avaient résisté. Devaux avait reçu un coup de sabre sur la tête qui nécessita son entrée à l'hôpital. On l'y soigna, mais il fut poursuivi. Il protesta de son innocence. Le procureur du roi écrivait à son sujet, le 12 février 1816, au commissaire général de Marseille : « Je n'ai négligé aucun moyen soit pour arracher la vérité de sa bouche, soit pour l'obtenir de quelques témoins. J'ai écrit à M. le commandant de la place pour qu'il m'envoyât la liste des membres de la garde nationale qui composaient le poste de l'Hôtel-de-Ville aux environs duquel le fait s'est passé. » Un seul chasseur se présenta. Il avait bien entendu les cris, mais il n'osait pas affirmer que Devaux en fût l'auteur. Il n'existait donc aucune preuve contre lui, et il n'y avait qu'à le relâcher. Telle était l'intensité de la réaction qu'on retint en prison cet infortuné, et que le procès suivit son cours. Montgrand obtint même, pour empêcher le retour de ce qu'il appelait d'affreux scandales, une ordonnance du ministre Decazes, en date du 14 janvier 1816, l'autorisant à fermer tous

1. Lettre du 16 novembre 1816. Mal reçu à Tarascon, Aubernon fut interné plus tard à Saint-Gilles. Il demanda en vain son rapatriement à Marseille.

2. Archives des Bouches-du-Rhône (M<sup>6</sup>-8-6).

les cabarets à partir de dix heures du soir. Ce n'était certes pas le moyen de ramener le calme dans les esprits. L'indulgence et la clémence auraient mieux convenu<sup>1</sup>.

De simples délits, qu'en toute autre circonstance on aurait qualifiés de contraventions, étaient poursuivis comme des crimes. Ainsi, le 14 septembre 1815, est décerné un mandat d'arrêt contre le voiturier Ourand « prévenu d'avoir engagé des soldats des troupes alliées à chanter des chansons bonapartistes et leur avoir payé du vin à cet effet ». Le 16 octobre on jette en prison des matelots « qui chantaient dans les rues des chansons séditieuses et infâmes ». Le 22 mai 1816, Nicolas d'Aurelle est prévenu d'avoir tenu des propos injurieux contre Louis XVIII. On l'interroge. Il répond que « se trouvant sur la place d'Auriol avec quelques amis, le sieur Guignes s'approcha de lui, et lui montrant un buste du roi, la belle face, dit-il, que j'ai sur ma croisée; qu'alors le sieur d'Aurelle dit que tout à l'heure elle allait tomber et qu'au reste cela ne ferait pas le malheur de la France ». Grave outrage à la Majesté royale, aussitôt dénoncé par ce Guignes, qui paraît avoir joué le rôle d'agent provocateur. Le commissaire Gaudemar adresse aussitôt un rapport indigné au maire Montgrand et demande une punition exemplaire, car « le sieur d'Aurelle m'a déjà été signalé comme n'étant point porté pour notre légitime souverain<sup>2</sup> ».

Ce n'était pas seulement sur le territoire de Marseille que Montgrand poursuivait ainsi les bonapartistes. Voici la lettre<sup>3</sup> qu'il adressait le 29 juillet 1815 à son collègue le maire d'Apt au sujet du cordonnier Joseph Bonnet qui avait clandestinement quitté Marseille dans la nuit du 28 au 29 juin, « parce qu'il avait émis des opinions contraires à celles de la généralité des Marseillais. Il a craint d'être recherché et a trouvé plus convenable de se soustraire aux poursuites qui auraient été dirigées contre lui... Ledit Bonnet m'a été signalé comme un homme rusé,

1. Signalons encore les condamnations prononcées par la cour d'Aix pour propos ou cris séditieux et pour propagation de nouvelles alarmantes, le 17 janvier contre Icard (Blaise), le 14 février contre Varin, le 15 contre Marie Féraud, le 24 avril contre Trussy (Marin), le 14 juin contre Houvré (André), dit le Romassier, le 26 contre Pivet, le 5 juillet contre Bergier (Marie), le 10 contre Blanc (Hippolyte), et les condamnations du conseil de guerre de la 8<sup>e</sup> division militaire, le 18 mars 1816 contre Jean Verdelet et le 23 contre Louis Guillin pour propos séditieux.

2. Rapport du 22 mai 1816.

3. Archives municipales.

entreprenant, dangereux et suspect. Quoiqu'il n'existe contre lui aucun fait à sa charge pour réaliser ces présomptions, je pense qu'il ferait très bien de ne pas retourner à Marseille, où il éprouverait des désagréments ». Lettre analogue adressée le 2 août au maire de Saint-Tropez<sup>1</sup> : « Le sieur Lazare Thionne est venu se fixer à Marseille en avril dernier comme aubergiste. Il avait logé chez lui un grand nombre d'officiers à demi-solde, et les chansons et les propos qu'ils tenaient contre le roi avaient fait déguerpir les autres personnes qui y étaient logées. Lors de l'entrée du roi à Paris, tous ces demi-solde s'enfuirent, et le peuple fit à l'aubergiste toutes sortes d'avanies qui l'obligèrent à quitter Marseille pour se rendre à Lorgues son pays natal. » Sicard, sous-lieutenant des fédérés de Seine-et-Oise, a été interné à Toulon, mais il vient souvent à Marseille ; ordre<sup>2</sup> de l'arrêter et de le renvoyer sous bonne escorte à Toulon. Joubert, garçon boucher, vient d'être arrêté sans passeport à Valence. Montgrand le signale aussitôt aux poursuites du procureur du roi<sup>3</sup>. « J'appris que Joubert était parti furtivement pour se soustraire à la juste punition qu'il avait méritée pour ses propos injurieux contre le roi et les vexations qu'il a fait éprouver aux habitants de son quartier qui n'étaient pas dévoués à l'usurpateur. Il ne travaille jamais. Il vit on ne sait de quoi. Qu'on lui applique donc la loi sur le vagabondage et la société sera débarrassée d'un fanatique compromettant. »

Aussi bien ce ne sont pas seulement les actes séditeux ou les propos malveillants que poursuit alors l'autorité : ce sont aussi les intentions. Les dossiers de police sont pleins de demandes de renseignements sur les opinions de tel ou tel citoyen, de telle ou telle famille. Ainsi le 9 octobre 1815, le commissaire de police est prié par le maire<sup>4</sup> de donner son avis sur « les opinions politiques du sieur Augustin Bigordy et de Marguerite Becary, sa domestique, détenus dans les prisons d'Aix pour cause d'opinions contraires au gouvernement royal. Vous vous informerez

1. Archives municipales, on lit encore Thioussé.

2. Lettre de Montgrand au commissaire de police Bourgogne, 23 septembre 1815.

3. Lettre du 18 septembre 1815.

4. Cf. lettre de Montgrand au commissaire de police Bourgogne (23 septembre 1815) contre un certain Sicard, ex-lieutenant des fédérés de Seine-et-Oise, qui avait reçu l'ordre de résider à Toulon, mais n'obéissait pas, et venait souvent à Marseille. Ordre de l'expulser.



s'ils peuvent sans inconvénient retourner dans leur domicile ». Demandes analogues sur la demoiselle Capitaine (29 octobre), sur les nommés Tiran, Anselme, Hérault, le tonnelier Grasset : « Est-il vrai que ce dernier ait été obligé de se cacher depuis le retour du roi en France ? » Le 2 novembre, circulaire aux commissaires de police pour leur prescrire « l'envoi d'un rapport hebdomadaire sur la situation morale et politique du département ; ce rapport doit embrasser tout ce qui est relatif à la sûreté de l'état, à celle du monarque, et généralement au maintien de l'ordre public et aux causes qui contribuent à lui donner une direction contraire ou favorable au gouvernement ». En effet, pris d'un beau zèle, les agents de la municipalité redoublent de surveillance et les dénonciations pleuvent dans les bureaux de la mairie. Le 1<sup>er</sup> décembre, le maire demande au commissaire Alary de l'instruire de tout ce qu'il pourra recueillir sur la moralité, les opinions et la conduite d'un certain Dupuis, et même il cherchera à connaître le motif de ses relations avec M. Musse<sup>1</sup>. Guigou, commissaire du roi à la monnaie, a été soupçonné à tort, car « c'est un homme d'un caractère tranquille, n'ayant pris aucune part active aux événements des trois derniers mois de Bonaparte et ne s'étant même pas permis des propos considérés » ; mais il n'en est pas de même pour Vincent Livet<sup>2</sup>, ex-employé dans les administrations de l'armée française à Rome ; pour Augustin Meiffre, qu'il faut « surveiller sévèrement si on parvient à découvrir sa demeure<sup>3</sup> » ; pour Louis Bouisson, dont on voudrait connaître les services militaires et les opinions politiques<sup>4</sup> ; pour Allemaud de Vellens, lieutenant à l'ex-26<sup>e</sup> de ligne<sup>5</sup>. Le cordonnier Bobone est signalé comme très dangereux<sup>6</sup>. Il n'est pas jusqu'à l'acteur Prat, directeur du théâtre de Marseille avant Verteuil, qui ne soit cité « comme ayant excité l'animadversion d'un grand nombre de personnes », et, quant à sa femme<sup>7</sup>, elle est tellement compromise par ses opinions « qu'on lui a défendu, sous peine d'expulsion, de se présenter au théâtre » !

1. Lettre du maire au préfet, 2 décembre 1815.

2. Lettre du 7 décembre 1814.

3. Lettre du 7 décembre 1815.

4. Lettre du 11 décembre 1815.

5. Lettre du 20 décembre 1815 avec réponse favorable du colonel baron de La Roque, commandant la légion du Var, 1<sup>er</sup> janvier 1816.

6. Lettre du 23 décembre 1815.

7. Lettre du maire au préfet, 11 décembre 1815.

La municipalité de Marseille prenait donc à cœur la défense des intérêts royalistes. Son dévouement à la cause légitimiste était même tellement ardent qu'elle fermait les yeux sur des actes délictueux, pourtant commis au grand jour, et qui lui étaient signalés par l'autorité préfectorale, mais dont les victimes passaient pour bonapartistes. Les anciens soldats de l'Empire, les brigands de la Loire, comme on affectait de les nommer dans le monde officiel, avaient été licenciés. Ils avaient regagné leurs foyers, soit en bande, soit isolément, mais ils avaient été mal accueillis sur leur passage. Dans les départements du Midi surtout on les avait insultés, même battus et dépouillés. Les uns avaient résisté. Les autres n'avaient pu que se plaindre. Le préfet, scrupuleux observateur de règlements, essaya de leur venir en aide en les recommandant à la bienveillance des municipalités. Voici la réponse, à tout le moins singulière, qu'il reçut du maire de Marseille<sup>1</sup> : « J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 9 de ce mois au sujet des individus de ce département qui se portent aux excès les plus répréhensibles contre les militaires qui rentrent chez eux en exécution du licenciement de l'armée et exercent à leur égard des actes de violence, qui ont pour objet de leur enlever les chevaux, les armes et autres effets laissés à leur disposition. Je n'ai aucune connaissance que de pareils actes de violence aient été exercés à Marseille et, s'ils avaient eu lieu, j'aurais eu l'honneur de vous en informer pour en prévenir le retour. »

Le maire était certes moins scrupuleux quand on lui signalait des désordres causés par ces anciens soldats. Dans la nuit du 18 au 19 décembre 1815, quelques marins réunis à Marseille dans un des cabarets du port, celui du sieur Pottier, avaient poussé des cris qualifiés de séditieux. Il n'y avait qu'à les conduire au poste comme troublant la paix publique. Un lieutenant de chasseurs royaux, Sévérin, voulut faire du zèle et les disperser par la force. Une bagarre s'en suivit, dans laquelle des coups furent échangés et le sang coula. Le cabaretier Pottier, blessé d'un coup de sabre, fut transporté à l'hospice. Le maire écrivit à son sujet pour le recommander aux bons soins des médecins<sup>2</sup>. Il espérait qu'on le guérirait bientôt et qu'on le livrerait ensuite

1. Lettre du 10 octobre 1815.

2. Rapport du maire au procureur du roi (21 décembre 1815) et lettre du maire au commissaire Béranguier (27 décembre).

aux tribunaux. Quant au lieutenant Séverin, l'unique auteur du tumulte, Montgrand lui adressa de chaudes félicitations et lui demanda un rapport détaillé « qu'il enverrait aux autorités compétentes ».

Si le maire de Marseille, à propos d'une vulgaire rixe de cabaret, jetait ainsi feu et flammes et croyait avoir sauvé la patrie, quelles ne furent pas ses angoisses quand il apprit qu'un des bonapartistes les plus militants, l'ancien directeur général des postes, le comte Lavalette, récemment condamné à mort, venait de s'échapper grâce au dévouement de sa femme. Il était nécessaire de mettre la main sur ce redoutable agitateur. Bien certainement il allait essayer de quitter la France, et Marseille était un des points par lesquels il pouvait franchir la frontière. Son évasion avait été en quelque sorte pressentie. Dès le 3 janvier 1816, le préfet Villeneuve avait écrit au commissaire Caire<sup>1</sup> : « Je viens appeler votre attention sur un objet qui réclame toute votre vigilance, tous vos soins. Parmi les grands coupables que l'énormité de leur faute et l'absence de tout repentir ont placés hors de la clémence du roi, et que l'ordonnance de Sa Majesté du 24 juillet et la voix publique ont signalés à la poursuite des tribunaux, il en est encore plusieurs qui ont échappé jusqu'à ce jour aux recherches dirigées pour leur arrestation. On a cependant la certitude que plusieurs d'entre eux sont encore errants sur le sol de la France. » Il faut donc redoubler de surveillance. « Les soupçons ne peuvent tomber que sur quelques anciens complices de leurs fureurs, guidés moins par la pitié que par un coupable esprit de rébellion ; sur quelques citoyens plus à plaindre qu'à blâmer qui, étrangers aux souvenirs comme aux effervescences du crime, respectent dans des malheureux des liens toujours respectables. » Caire répondit aussitôt<sup>2</sup> en annonçant qu'il avait prescrit la surveillance et la vérification toute particulière des passeports, même des passeports étrangers, et il ajoutait : « Contre de tels hommes il est impossible de se dissimuler que les moyens ordinaires ne sont pas les plus sûrs et que la police secrète qui pénètre partout promettrait plus de succès. C'est surtout lorsqu'il s'agit d'atteindre les éternels ennemis du roi et la patrie que je me crois

1. Archives des Bouches-du-Rhône (M<sup>6</sup> 8-2).

2. Lettre du 5 janvier 1816.

obligé de vous exposer combien il est indispensable d'attribuer des fonds à l'entretien de la police, afin de la mettre à l'abri de cette prévention qui la présente à l'opinion publique comme ne devant ses ressources qu'à des voies illicites. »

Au moment précis où préfet et commissaire général reconnaissaient la nécessité de redoubler la surveillance et d'augmenter les ressources de la police, on apprit l'évasion de Lavalette. Le télégraphe transmet aussitôt cette nouvelle dans toute la France<sup>1</sup>. La gendarmerie et la police entrèrent en campagne et les agents reçurent l'ordre d'arrêter tous les suspects, même et surtout les étrangers, car on savait que c'était avec la connivence d'officiers anglais que le condamné avait réussi à s'échapper. Le capitaine du port et les commissaires de marine furent invités à se rendre eux-mêmes à bord de tous les navires en partance et à se faire présenter le rôle des équipages, afin de prévenir un embarquement suspect. Les commissaires de police furent lancés dans toutes les directions. On a conservé leurs rapports<sup>2</sup>. L'un d'entre eux, Gaudemar, écrit « qu'il a porté principalement tous ses soins sur la partie de la côte de son arrondissement où il a présumé qu'il se dirigerait pour tenter de s'embarquer. Malgré mes moyens peu aisés, j'y ai établi un agent secret à ma solde, et je vais, à l'aide de personnes qui me sont affidées, étendre ma surveillance sur tous les points de la commune<sup>3</sup> ». Mais il se plaint d'être mal secondé dans ses recherches. Les douaniers particulièrement l'ont inquiété par leur mollesse et peut-être leur mauvaise volonté. Malgré ce concours d'efforts, toutes les précautions furent inutiles. Pendant qu'on le cherchait ainsi par toute la France, Lavalette était paisiblement caché au ministère des Affaires étrangères et bientôt sortait de Paris revêtu d'un uniforme anglais et sous la sauvegarde d'officiers anglais.

Ces excès de précaution tournèrent plus encore à la confusion de la municipalité lorsque le maire se décida brusquement<sup>4</sup>

1. Lettre de Villeneuve à Caire, 16 janvier 1816. Lettre de Caire aux commissaires de police, 16 janvier 1816.

2. Rapports de Domichel (16 janvier), Alary, Béranguier, Gaudemar, Bourguignon, Raymond (17 janvier), Sicard (18 janvier), etc.

3. Rapport du 17 janvier 1816.

4. Archives des Bouches-du-Rhône (M<sup>6</sup>-8). Lettre du commissaire Alary au préfet Villeneuve, 26 février 1816.

à mettre le séquestre sur un certain nombre de caisses appartenant à Lucien Bonaparte et transitant par Marseille. Il s'attendait sans doute à trouver dans ces caisses la preuve des complots qui s'ourdissaient contre l'Etat. Il y en avait cinquante, et elles étaient déposées dans les magasins de Martin fils. D'autres caisses avaient été envoyées de Naples, et elles étaient parvenues à A. Durand, chez qui elles étaient restées en consigne. Le maire les fit ouvrir de son autorité privée<sup>1</sup>. « Elles ne contenaient, il fut obligé de le reconnaître, que des vieux meubles et autres objets indifférents à nos recherches » ; mais ce mobilier défraîchi appartenait à ce redoutable Lucien<sup>2</sup>, qui jadis avait tant contribué à la fortune de son frère, et qui, pendant les Cent-Jours, s'était encore signalé par son activité et sa résolution. Avait-on le droit de le laisser ainsi disposer d'objets peut-être mal acquis ? On finit cependant par comprendre le ridicule de ces soupçons ; encore le maire ne consentit à laisser partir les caisses incriminées qu'après avoir obtenu l'autorisation formelle du préfet<sup>3</sup>. Le mobilier de Murat fut également séquestré. Il avait été enfermé dans quarante-neuf caisses qu'on garda plusieurs mois à Naples et qu'on se décida à renvoyer à Toulon, d'où elles furent enfin portées à Marseille, mais après un nouveau retard de quatre mois. Le maire Montgrand, toujours soupçonneux, ne consentit à les rendre à la famille de l'infortuné souverain qu'après de minutieuses formalités. On a conservé tout un dossier relatif à cette affaire : lettre du préfet des Bouches-du-Rhône, Ville-neuve (17 janvier 1817), au maire de Marseille, pour l'inviter à payer les frais de transport ; note d'Hippolyte Rougemont pour la fabrication des caisses, 295 fr. 60 ; note d'Amphoux pour la garde des colis à Marseille, 33 fr. 60 (27 janvier 1817) ; note de Thouvenin, conducteur des travaux de la marine, pour transport des caisses sur le quai, 48 fr. (27 janvier) ; autre note de 147 fr. pour le transport des mêmes caisses au magasin de la douane ; lettre du commissaire de police Bourguignon au maire pour accuser réception des caisses (29 janvier), etc. Tout l'intérêt de cette correspondance presque grotesque porte sur la confiscation, sans motif, d'un tableau que l'on désirait s'approprier,

1. Lettre du maire au préfet, 27 novembre 1815.

2. On supposait aussi qu'elles appartenaient au cardinal Fesch. Lettre du 17 janvier 1816.

3. Lettre du 10 février 1816. Registre de police n° 12.

le fameux intérieur d'un cloître, par Granet. Dès le 17 janvier, le préfet Villeneuve avait écrit à Montgrand : « Je viens de voir M. le Consul de Naples, et nous sommes convenus que le tableau peint par Granet, ainsi que les bustes de la famille Murat, seront compris dans l'envoi des autres objets, parce qu'ils sont compris dans l'inventaire et qu'on n'en peut rien distraire. Vous voudrez donc bien donner des ordres au directeur du Musée pour que ce tableau vous soit remis et encaissé. » Le préfet se rendait donc compte de l'illégalité du procédé, et ses ordres furent exécutés, car on a conservé une lettre du 20 janvier 1817, adressée par Augustin Aubert au maire de Marseille, où il est question de la remise entre les mains du commissaire de police Bourguignon du tableau de Granet ; mais il y eut sans doute de nouveau contre-ordre, car le tableau est encore aujourd'hui à Marseille. Telle était la justice distributive de l'époque ! Les passions étaient tellement surexcitées qu'on ne se contentait pas de fusiller sans jugement le chef de la famille, on s'emparait encore, et sans prétexte, de ce qui lui avait appartenu en légitime propriété.

Le maire était peut-être mieux avisé et plus dans son droit quand il prenait des mesures non pas pour suspendre, mais pour limiter la liberté de la presse. On sait combien le gouvernement de la Restauration, malgré les garanties accordées par la charte, s'inquiéta de surveiller et au besoin de bâillonner non pas seulement les journalistes, mais aussi tous les écrivains de l'opposition. Nous n'avons pas à énumérer ici les restrictions apportées à l'exercice des droits reconnus à tous les citoyens français par le roi Louis XVIII. Il nous suffira de rappeler que tous ceux qui s'avisèrent d'user de ces droits furent considérés comme des ennemis publics et traités comme tels. Voici la circulaire que, dès le 17 août 1815, le maire adressait aux commissaires de police, en portant à leur connaissance une série de mesures prises par le préfet contre la presse. « Je vous invite à en prendre connaissance et à surveiller les imprimeurs de votre arrondissement, pour que les dispositions qui y sont contenues soient rigoureusement observées, en exécution de l'article 10 de la loi du 21 octobre 1814 et de l'article 7 de l'ordonnance du roi du 24 du même mois. Dans le cas où vous saisissez des contraventions, vous en rédigerez procès-verbal, que vous adresserez à M. le Conseiller d'État, préfet. » Ces senti-



ments étaient partagés par nombre de citoyens. Le journal *la Quotidienne*, dans son numéro du 12 octobre, publiait un article de fond *contre les auteurs des libelles, pamphlets, articles séditieux, etc.*, et réclamait pour eux un châtimement exemplaire. Quelques Marseillais trouvaient cet article si bien approprié aux circonstances qu'ils demandaient au maire d'Albertas, le successeur de Montgrand, la permission de le reproduire et de le distribuer. N'est-ce pas là la note du jour?

Aussi bien la surveillance ne s'étendait pas qu'aux journaux. On avait signalé au maire une gravure qualifiée de séditieuse, sans doute quelqu'une de ces caricatures, assez grossières, comme il en a toujours été publié aux temps troublés de notre histoire. Malgré toutes les recherches de la police, on n'en avait pas découvert l'auteur. Le maire, à ce propos, croit devoir adresser l'expression de ses regrets au procureur du roi, mais, ajoute-t-il, « on la cherche et elle sera aussitôt détruite que trouvée<sup>1</sup> ». Montgrand profite de l'occasion pour signaler au procureur une autre gravure qu'il ne saurait au contraire trop louer<sup>2</sup>. Elle représente d'un côté Bonaparte prêt à s'embarquer, avec cette légende : « il s'en va cette fois pour tout de bon », et de l'autre Louis XVIII, avec le cri de : Vive le Roi!

A cet envoi, Montgrand aurait été bien inspiré s'il avait joint une poésie de circonstance, composée par un Marseillais anonyme, C. B., et qui est intitulée le *Vœu des Français*. Il suffira, je pense, d'en donner la première strophe :

Grand Roi que notre amour respecte,  
 Tout languit jusqu'à ton retour!  
 Hâte pour la France fidèle  
 Le spectacle d'un si beau jour.  
 Car de l'abominable Corse  
 Les projets sont confondus.  
 Le ciel l'accable de sa force  
 Et déjà le tyran n'est plus.

Les fonctionnaires de la Restauration s'imaginaient naïve-

1. Lettre du 8 décembre 1815.

2. Cf. à propos de cette gravure un rapport de police en date du 8 décembre.  
 « Cette gravure peut être justifiée et paraître légitime. Mon avis positif est qu'elle a été composée dans une intention aussi pure que louable, et qu'elle ne peut exciter qu'une idée très favorable au gouvernement du légitime souverain. »

ment que de pareilles rhapsodies devaient être encouragées. Ne croyaient-ils pas que les colporteurs pouvaient devenir entre leurs mains d'utiles agents de propagande? Ils songèrent sérieusement à transformer ces modestes travailleurs en serviteurs dévoués de la monarchie. Voici la circulaire, à tout le moins singulière, adressée le 15 décembre 1815 par le ministre de la police aux préfets du royaume<sup>1</sup> : « La France est couverte de colporteurs qui la traversent dans tous les sens ; leur active industrie parcourt les plus petits hameaux et s'étend même aux habitations les plus isolées. Trop souvent la malveillance et l'esprit de faction se sont servis de ces hommes pour en faire les agents du mensonge et de l'intrigue. L'administration ne doit pas dédaigner de faire tourner leur activité au profit de l'autorité légitime. Ils ont fait beaucoup de mal, ils pouvaient faire beaucoup de bien. » Le ministre recommande donc de les surveiller, de les diriger et au besoin de les « terroriser », surtout ceux qui vendent des almanachs et des chansons, car « l'influence de ces petites compositions a toujours été grande sur le peuple, et le recueil des chansons populaires serait une représentation fidèle des diverses variations de l'esprit public ». Le préfet Villeneuve s'empressa de consulter à ce sujet les sous-préfets des Bouches-du-Rhône<sup>2</sup>. On a conservé leurs réponses. Elles étaient toutes favorables. Un de ces sous-préfets ne s'est-il même pas avisé de composer ce qu'on pourrait appeler le Manuel du bon colporteur? « Il est essentiel », dit-il, « qu'on inculque à ces hommes simples que la cause de nos désastres a été dans les guerres injustes de Bonaparte et dans sa dernière usurpation. » Il faut choisir les plus intelligents de ces colporteurs et les diriger surtout vers les foires : « Pour ce qui est des productions convenables au but proposé, l'on devrait s'en procurer dans la capitale ; ou, ce qui vaudrait mieux, en commander ici la composition. »

« Nous sommes persuadé que les préfets de la Restauration n'auraient pas été embarrassés pour le choix de ces « productions » officielles, car il s'est toujours rencontré des littérateurs complaisants et une littérature sur commande ; mais la situation était trop tendue et les esprits trop excités pour que la Terreur blanche en Provence ait pu finir par des chansons. Lorsque se

1. Archives des Bouches-du-Rhône (M<sup>e</sup> 8-3).

2. Circulaire du 3 janvier 1816.

termina cette lugubre année 1815, qui laissait derrière elle tant de ruines, tant de hontes et tant de désespoirs, les destitutions n'avaient pas cessé, les emprisonnements arbitraires et les dénonciations continuaient, les tribunaux d'exception allaient bientôt fonctionner, et l'étranger foulait encore le sol de la patrie. Dussent s'en indigner les panégyristes de la Restauration, nous sommes loin de penser comme eux que l'âge d'or fût revenu :

Jam redit et Virgo, redeunt Saturnia regna.

L'âge d'or était si peu revenu que, quelques années plus tard, le vent populaire balayait l'antique dynastie que ses partisans croyaient consolidée à tout jamais, et que, jusqu'en 1830, le calme ne se rétablissait jamais dans les esprits. Aussi bien ce n'est jamais impunément qu'un grand peuple traverse une période révolutionnaire, et rarement le calme succède à la tempête.

Paul GAFFAREL.

---

## MÉLANGES ET DOCUMENTS

---

### L'HISTOIRE DE FRANCE

A LA

### FAÇADE DE LA CATHÉDRALE DE REIMS<sup>1</sup>

---

Par les souvenirs qu'elle rappelait, la cathédrale de Reims semblait résumer en elle toute l'histoire de France, et cette raison seule, à défaut des autres, suffit à expliquer l'acharnement avec lequel les Barbares ont essayé de la détruire. Mais la rage même qu'ils ont déployée est un enseignement pour nous et, si nous avons pu l'oublier, nos ennemis se sont chargés de nous rappeler d'une manière tragique que la cathédrale de Reims est notre édifice national par excellence.

C'était là qu'à chaque avènement le chef de la dynastie capétienne venait recevoir l'onction mystique de la sainte Ampoule qui consacrait la légitimité de son pouvoir et le rendait plus vénérable aux yeux des hommes. Si naïve que nous parût la légende qui s'y attachait, elle n'en était pas moins à nos yeux une des forces historiques qui ont contribué à créer notre conscience nationale. Un nom se détachait surtout sur le fond de ces traditions séculaires, et, dans l'opinion du peuple, la cathédrale de Reims était avant tout l'église où Jeanne d'Arc était venue faire couronner son roi et proclamer du même coup les droits imprescriptibles de la nation française à vivre indépendante.

Mais ce n'était pas seulement à des souvenirs historiques que la cathédrale de Reims devait ce caractère d'édifice national. L'histoire de France et les cérémonies du sacre tenaient une place singulièrement importante dans sa décoration, et en particulier à la façade principale. Bien que le fait ait été souvent mis en lumière par les historiens de la cathédrale de Reims, ils se sont contentés de signaler

1. On trouvera ici, appuyées sur des preuves nouvelles, les conclusions que notre collaborateur, M. Louis Bréhier, a déjà indiquées dans son beau livre, *la Cathédrale de Reims*, Paris, H. Laurens, 1916; nous publierons prochainement un compte-rendu de ce volume.

les détails dont la signification ne saurait être douteuse, sans chercher à retrouver la pensée directrice qui a guidé les artistes.

Or, ce n'est pas une simple impression que les décorateurs de la façade de Reims ont voulu donner. Si l'on examine leur œuvre d'un peu près, on est bien vite convaincu que, suivant les principes mêmes qui régissaient l'iconographie religieuse au moyen âge, ils se sont préoccupés d'offrir aux hommes, sur la façade de la basilique du sacre, une leçon qui fût en harmonie avec cette destination. C'est par là que l'ornementation de Reims, sans cesser d'être conforme aux règles iconographiques du XIII<sup>e</sup> siècle, forme un cas vraiment unique dans l'histoire de l'art français.

### I.

Il semble que le maître qui a créé l'ordonnance sublime de cette façade ait voulu réaliser d'une manière permanente le décor de fête qui convenait à la cérémonie du sacre. Comme une entrée triomphale, les trois porches débordent la ligne des contreforts ; des draperies de pierre recouvrent les soubassements qui supportent la théorie des grandes statues, dont chacune était un chef-d'œuvre et révélait un tempérament original. Puis les trois gables élancés, où d'autres statues se détachent en pleine lumière, se haussent jusqu'au premier étage des tours et atteignent le centre de la grande rose. Les pinacles qui couronnent les contreforts et les baies allongées des clochers continuent cette ascension vers l'infini. La galerie des rois couronne la façade et deux flèches, qui n'ont pu être exécutées, devaient compléter cette impression de montée vertigineuse. La richesse des détails et en particulier la somptuosité des feuillages, épanouis aux corbeilles des chapiteaux ou suspendus aux frises majestueuses, attestaient l'intention formelle de ne laisser sans ornement aucune partie de l'édifice. La façade de Reims était comme un chant d'allégresse, comme un hymne triomphal en l'honneur de la royauté française.

Les sujets mêmes des sculptures contribuaient encore à rendre cette pensée plus claire. Sans doute les deux premiers étages avaient été réservés aux motifs de l'iconographie traditionnelle. Le sujet classique de l'Incarnation, développé à la plupart de nos façades, fut renouvelé ici d'une manière très originale. Pour la première fois la Vierge-Reine occupe dans une église le trumeau du portail central ; pour la première fois la scène douloureuse du Calvaire est exposée en pleine lumière et dans sa réalité tragique. Mais ce n'est pas au

hasard certainement que le sujet du Couronnement de la Vierge a été choisi pour orner le gable principal. Sous les clochetons étagés de la Jérusalem céleste se déroule la liturgie mystique qui offre comme une image du couronnement terrestre pour lequel la basilique a été construite. Au-dessus des nuages naïvement figurés, le Christ impose la couronne sur la tête de Marie qui s'incline avec ferveur. Aux pieds du trône deux chérubins debout, comme des maîtres de cérémonies, introduisent le cortège des anges qui viennent rendre hommage à leur souveraine.

La pensée se précise surtout aux étages supérieurs. Dans la voussure profonde qui surmonte la grande rose, de jolis groupes de statuettes racontent l'histoire de David et de Salomon. On voit successivement : David et Saül ; le jeune David apportant à Saül la tête de Goliath ; David sacré par Samuel ; David et Bethsabée ; Salomon conférant avec un architecte du Temple ; le Jugement de Salomon ; Salomon en prières. En outre, au-dessus de l'arcade, sur le champ qui la sépare de la galerie des rois, sont sculptées des statues de plus grande dimension. Au centre est un paysage sommaire destiné à situer la scène : des moutons et des chiens ombragés par trois arbres. A droite David, en costume de berger, s'avance et provoque Goliath, représenté comme un homme d'armes gigantesque avec la cuirasse d'écailles, le heaume, la lance, le bouclier rond. A gauche, on assiste à la fin du combat : David brandit sa fronde au-dessus de sa tête et le géant, déjà frappé, chancelle.

Ce n'est pas au hasard assurément que ces épisodes de l'Ancien Testament ont été choisis pour orner la partie centrale de la façade de la basilique du sacre. David et Salomon sont les premiers rois qui aient reçu l'onction sainte, dont le sacre des rois de France perpétue la tradition ; ils sont les plus anciens représentants de ce droit divin dont les princes chrétiens ont hérité. Mais de plus ils ont réalisé dans leur personne la figure de la royauté religieuse telle que la comprend l'Église et il n'est pas étonnant de les voir proposés par elle comme des modèles aux princes qui viennent lui demander de consacrer leur pouvoir. Le courage de David, la sagesse et la piété de Salomon leur montrent la gloire que peut acquérir un bon roi avec le secours de la grâce. On sait d'ailleurs quelle place éminente David et Salomon tiennent dans la littérature ecclésiastique du moyen âge. Leur nom revient sans cesse dans les traités moraux composés au ix<sup>e</sup> siècle par un archevêque de Reims, Hincmar, pour l'édification des souverains. David est à ses yeux la figure du Christ lui-même. « Nous lisons », dit-il, « dans l'Ancien Testament que David, roi en même temps que prophète, préfigure Notre-Seigneur



Jésus-Christ, qui seul a pu être à la fois prêtre et roi<sup>1</sup>. » Et au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle Hugues de Saint-Victor compare la victoire de David sur Goliath au triomphe du Christ sur Satan. Ce parallélisme entre l'autorité des rois d'Israël et celle des rois de France était si familier aux hommes du moyen âge qu'un tableau du musée de Cluny rapproche le sacre de David de celui de Louis XII<sup>2</sup>.

Mais on peut préciser encore davantage et découvrir la source directe qui inspira les sculptures de la façade de Reims. Il suffit pour cela de se reporter à la liturgie du sacre telle qu'elle fut fixée dans la première moitié du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, au moment même où se poursuivaient les travaux de la cathédrale, fondée en 1211<sup>3</sup>. Dans les nombreuses oraisons récitées pendant la longue cérémonie du sacre, les noms de David et de Salomon tiennent la place la plus importante parmi les personnages bibliques qui sont cités.

Après que l'archevêque a posé au roi les questions d'usage, un évêque récite une oraison où le Seigneur est supplié d'accorder au nouveau prince « le sceptre de la puissance de David ». « Accorde-lui », ajoute-t-il, « par ton inspiration de régir le peuple avec mansuétude, de même que tu as fait obtenir à Salomon un règne pacifique. » Dans une deuxième oraison, après avoir rappelé tous les personnages bibliques soutenus par la grâce divine, Moïse, Josué, Gédéon, Samuel, un autre évêque s'exprime ainsi : « Répands sur lui la rosée de ta sagesse que le bienheureux David dans ses psaumes et Salomon, son fils, ont reçue du Ciel par ta grâce. »

L'archevêque de Reims procède ensuite aux onctions avec l'huile de la sainte ampoule. Pendant qu'il en prononce la première formule, le chœur chante : « Salomon fut oint par Sadoch le prêtre et par Nathan le prophète à Gihon et tous accourant pleins de joie s'écrièrent : Vive le roi dans l'éternité<sup>4</sup> ? » L'oraison qui accompagne l'onction des mains n'est pas moins significative : « Que ces mains soient ointes de l'huile consacrée dont furent oints les rois et les prophètes et ainsi que Samuel oignit David comme roi, afin que tu sois béni et constitué roi dans ce royaume sur ce peuple, que le Seigneur Dieu t'a donné à régir et à gouverner... »

1. Ad proceres regni, *Patrol. lat.*, 125, 995. — On peut rappeler aussi que David est le surnom que Charlemagne a choisi dans son Académie palatine.

2. Bouchot, *Exposition des primitifs*, I, II, pl. C.

3. Godefroy, *le Cérémonial françois*, Paris, 1649, t. I, p. 13 et suiv. (ordre du sacre mis par écrit sous Louis VIII et qui est un extrait du Pontifical romain). Sur le texte précédemment attribué par du Tillet à Louis VII, voy. dom Brial, *Histoire littéraire de la France*, t. XII, p. 22, et les observations de Petit-Dutaillis, *Études sur la vie et le règne de Louis VIII*, p. 222, n. 1.

4. *Rois*, III, 1, 38-39.

Mais c'est surtout la « Préface » chantée par l'archevêque après les onctions qui nous donne l'explication de nos sculptures. Les allusions aux sujets représentés y sont si claires qu'il est impossible de supposer que le décorateur de la voussure ait cherché ailleurs son inspiration : « Toi qui as élevé ton humble enfant David au faite de la royauté, toi qui l'as sauvé de la gueule du lion et de la main de Goliath et du glaive homicide de Saül et de tous ses ennemis, toi qui as enrichi Salomon du don ineffable de la sagesse et de la paix, considère favorablement les prières de notre humilité et multiplie les dons de tes bienfaits sur ton serviteur que nous élisons comme roi... »

Cette formule, qui apparaît déjà à l'époque carolingienne<sup>1</sup>, intervenait en quelque sorte au moment décisif de la cérémonie, lorsque l'onction mystique avait été accomplie. Elle rappelait d'une manière éclatante le lien qui rattachait le pouvoir de la dynastie capétienne à la royauté biblique de David et de Salomon. Il n'est donc pas étonnant que les décorateurs de la cathédrale aient voulu en quelque sorte l'illustrer en lui réservant une place d'honneur. A part la scène du lion terrassé, on retrouve dans les sculptures situées au-dessus de la grande rose tous les motifs de la « Préface » du sacre. Il est vrai que chacun de ces motifs a fourni au sculpteur plusieurs épisodes ; il s'est plu à les détailler en des tableaux pittoresques, mais il ne s'est pas écarté une seule fois du texte qu'il avait entrepris d'illustrer. La source de son inspiration ne saurait donc faire aucun doute.

## II.

Mais en outre le cérémonial du sacre de Charles V nous apprend qu'au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, après la bénédiction de l'épée et pendant les préparatifs de l'onction, le chœur entonnait une prose qui rappelait que « l'illustre nation des Francs, ainsi que son noble roi, avait été sanctifiée dans la cuve baptismale et enrichie des dons de l'Esprit-Saint, grâce à l'huile merveilleuse que saint Remi avait reçue du Ciel<sup>2</sup> ».

Or, la partie centrale de la galerie des rois qui couronne le faite de l'édifice est consacrée à l'illustration de ce thème. Sous l'arcature du milieu, on aperçoit la statue de Clovis, nu, les mains jointes et plongé jusqu'à mi-corps dans la cuve baptismale. A sa droite est la reine Clotilde tenant dans ses mains une couronne royale ; à sa

1. Sacre de Louis le Bègue (Godefroy, I, 107 ; *Capitularia regum Francorum*, dans les *Monumenta Germaniæ*, in-4°, t. II, p. 461).

2. Godefroy, I, 39.

gauche l'évêque saint Remi, la mitre en tête, fait le geste de la bénédiction. Un diacre portant la croix épiscopale et un seigneur franc complètent la scène.

Il est inutile d'insister sur la popularité prodigieuse qu'eut le culte de saint Remi à Reims pendant tout le moyen âge<sup>1</sup>. Sans parler des monuments hagiographiques comme la célèbre « Vie » composée par Hincmar, il a produit toute une littérature et inspiré un nombre considérable d'œuvres d'art. A Reims même, on conserve les deux admirables séries de tapisseries du x<sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, « l'Histoire du Fort Roy Clovis » et la « Vie de saint Remy », dont les motifs sont empruntés au *Mystère de saint Remi*, en 15,000 vers, où l'on voit « comment le roy Clovis se fist crestienner à la requeste de Clotilde sa feme... et comme en le crestiennant, envoia Diex la sainte ampole ». A la cathédrale, les miracles de saint Remi, y compris celui de la sainte ampoule, avaient été racontés déjà au portail du transept nord. Il était donc très naturel de reproduire à la façade principale l'épisode le plus glorieux de la vie de l'apôtre des Francs. Mais ici ce n'est pas le saint, c'est le roi qui tient la place d'honneur : c'est son baptême qui forme le motif central de la décoration. Saint Remi n'y figure que comme un personnage épisodique, au même rang que la reine Clotilde, car tous deux sont les instruments dont Dieu s'est servi pour convertir « l'illustre nation des Francs ainsi que son noble roi ».

Cette conversion des Francs apparaît aux théologiens, et avec quelque raison, comme l'événement capital de l'histoire de France. C'est ce qui explique la commémoration dont elle est l'objet au cours de la liturgie du sacre et la place éminente qu'elle occupe ici au-dessus de l'histoire de David et de Salomon. Nous voyons par là jusqu'à quel point les décorateurs de la grande façade se sont inspirés de cette liturgie. Ils en ont détaché en quelque sorte les deux motifs essentiels : l'institution divine de la royauté juive dont la monarchie française est l'image, et le baptême de Clovis où s'est révélée la protection spéciale accordée par Dieu à la nation des Francs. « Le Christ qui aime les Francs », ainsi que le dit un des prologues de la loi Salique, les a tirés de leur idolâtrie pour faire d'eux les champions de son Église. Telle est la doctrine que développent au xiii<sup>e</sup> siècle les historiographes officiels de la dynastie, les auteurs des *Grandes Chroniques de France* rédigées à l'abbaye de Saint-Denis. « Et (la France) ne fut-elle pas sans raison dame nommée sur autres nascions », lit-on dans le prologue de ses chroniques, « car elle ne souffrit pas longuement la servitude de ydolatrie ni de

1. Jadart, *la Vie de saint Remi dans la poésie populaire* (Travaux de l'Académie de Reims, t. XCVII, p. 115).

mescreantise... Et lui a Nostre Sire donné par sa grâce une prérogative et un avantage sur toutes autres terres et sur toutes autres nascions. Car onques puis que elle fu convertie et elle commença à servir à son créateur, ne fut heure que la foi n'y fust plus fervement et plus droitement tenue que en nule autre terre<sup>1</sup>. »

C'est la même idée qu'exprime en des vers naïfs Richier, auteur rémois du XIII<sup>e</sup> siècle, qui composa un poème en l'honneur de saint Remi :

Molt fait Dieus aperte monstrance  
D'especial amour a France :  
Car sa grace tant i abonde  
Qu'en roiaume qui soit en monde  
N'est-il si tenrement amez<sup>2</sup>...

Et c'est à Reims que s'affirma pour la première fois cette protection divine :

Tout est en France retenue  
La hautesce, la seigneurie  
Et l'onneur de chevalerie.  
C'est por la coronne deffendre  
Dont Dieu fit l'oncion descendre  
Dou ciel quant li bers saint Remis  
Se fu au roy baptiser mis<sup>3</sup>.

Il existe entre ces textes et la place donnée au baptême de Clovis à la façade de Reims une corrélation évidente, et cette croyance à la mission divine de la France dans le monde paraît avoir été chez nous une des premières formes qu'ait revêtues le sentiment national. Les sculptures de la basilique de Reims en sont donc un des plus anciens monuments : ce n'est pas seulement la monarchie, c'est la nation française qu'elles glorifient ainsi.

### III.

Enfin le groupe du baptême de Clovis ne forme lui-même que le motif central de la galerie des cinquante-six statues royales qui couronne le faite de l'édifice et enserre chacun des deux clochers.

A première vue, il semblerait logique de voir dans ces effigies de princes à couronnes fleuronées et à sceptres fleurdelisés les successeurs de Clovis consacrés par l'huile de la sainte ampoule. Ainsi achèverait de s'affirmer la pensée de ceux qui conçurent le plan de cette façade : après avoir montré l'origine du droit divin des rois de

1. *Grandes Chroniques*, édit. P. Paris, t. I, p. 3-4.

2. *La Vie de saint Remi*, édit. Bolderston, Londres, 1912, v. 61-65.

3. *Ibid.*, v. 70-76.

France, ils auraient trouvé naturel d'exalter la gloire de leurs dynasties dans une sorte d'apothéose.

Mais nous nous heurtons ici à la question si controversée des galeries des rois. Avant la construction de la cathédrale de Reims, des galeries semblables avaient été placées aux façades de Notre-Dame de Chartres (16 statues), de Notre-Dame de Paris (28 statues), de Notre-Dame d'Amiens (22 statues). Jusqu'au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, il fut admis universellement que ces statues représentaient la série des rois de France. Un texte satirique du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle souvent cité nous montre que cette opinion était déjà admise au moyen âge. L'auteur des *XXIII matières de vilains* met en scène un badaud parisien. « Li vilains babouins est cil ki va devant Nostre Dame à Paris et regarde les rois et dit : Ves là Pépin, ves là Charlemainne, et on li coupe sa borse par derrière. » Ce morceau figure dans un recueil daté de 1284, mais il renferme des pièces plus anciennes : nous avons donc la preuve qu'au moment même où s'élevait la cathédrale de Reims (et la galerie des rois ne fut achevée qu'au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle) l'opinion populaire voyait dans les galeries des rois les effigies des rois de France.

Tous les érudits des <sup>xvii</sup><sup>e</sup> et <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècles, Montfaucon<sup>1</sup>, Sauval<sup>2</sup>, Félibien<sup>3</sup>, Gérard Dubois<sup>4</sup>, Lebeuf<sup>5</sup>, pensent de même. Il ne peut leur venir à l'idée que ces statues royales aient une autre signification. Il est vrai que, dans leur zèle monarchique, ils considèrent comme des rois de France toutes les statues royales qui ornent les pieds-droits des portails et représentent en réalité les rois et les reines d'Israël, ancêtres de Marie. C'est à cette méprise que l'on dut la fureur iconoclaste qui dépeupla en 1793 les portails de Saint-Germain-des-Près, de Saint-Denis, de Notre-Dame de Paris.

Puis au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, lorsque Didron essaya de constituer sur des bases solides la science de l'iconographie religieuse, il en vint par une réaction naturelle à expulser des façades des églises tous les personnages profanes. Il vit dans les galeries des rois les statues des rois de Juda, ancêtres du Christ d'après les généalogies des Évangélistes, et il ne fit d'exception que pour celle de Reims, en admettant que ce « monument tout royal... devait différer des autres<sup>6</sup> ».

1. Montfaucon, *Monuments de la monarchie française*, Paris, t. I, p. 194.

2. Sauval, *Histoire et antiquités de la ville de Paris*, Paris, 1724, t. II, p. 347.

3. Félibien, *Histoire de Paris*, Paris, 1725, t. I, p. 201.

4. Gérard Dubois, *Historia ecclesiae parisiensis*, Paris, 1720, t. II, p. 124.

5. Lebeuf, *Dissertations sur l'histoire ecclésiastique et civile de Paris*, Paris, 1739, p. 75-102. Cf. G. Brice, *Description nouvelle de la ville de Paris*, Paris, 1706, t. II, p. 434.

6. Didron, *Rapport à M. de Salveandy sur la monographie de la cathédrale de Chartres*, Paris, 1839, et *Annales archéologiques*, t. XXVII, p. 20.

Dans son beau livre sur *la Sculpture française du XIII<sup>e</sup> siècle*, M. Mâle a poussé la théorie jusqu'à ses dernières conséquences et, partant du principe, juste en soi, qu'aucune place n'était faite dans les églises aux effigies des personnages profanes, il a conclu que même à Reims la galerie des rois ne pouvait avoir aucun caractère historique<sup>1</sup>. A ceux qui font remarquer avec raison que ces galeries n'existent que dans des cathédrales situées dans le domaine royal, il répond à son tour qu'on ne les trouve que dans les églises consacrées à la Vierge. Les vingt-huit rois de Paris correspondent selon lui aux vingt-huit ancêtres de Jésus cités par saint Mathieu depuis Jessé jusqu'à Joseph<sup>2</sup>. Il en est de même des vingt-deux rois d'Amiens, la place ayant manqué pour compléter la série. Quant aux cinquante-six rois de Reims, ils se rattachent à la généalogie de saint Luc qui énumère cinquante-six noms depuis Abraham jusqu'à Jésus<sup>3</sup>.

Il y a dans ces ingénieuses inductions une part évidente d'arbitraire sur laquelle l'attention a été déjà attirée<sup>4</sup>. S'il est exact que les galeries des rois n'ornent que des églises consacrées à Notre-Dame, il n'en demeure pas moins vrai qu'elles ne se rencontrent que dans le domaine royal et dans des villes étroitement soumises à l'influence capétienne; parmi les nombreuses églises étrangères au domaine royal placées sous la même invocation, on n'en trouve aucun exemple. Quand on sait avec quelle facilité les maîtres d'œuvre français transportaient au loin des motifs créés dans l'Ile-de-France ou en Champagne, on ne peut que s'étonner que les galeries des rois soient restées propres aux églises du domaine royal : si elles avaient eu une signification purement religieuse, il est probable qu'elles auraient été imitées, comme le furent les groupes de statues placées aux pieds-droits des portails.

Mais en outre les généalogies des Évangiles ne sauraient être invoquées ici. Celle de saint Mathieu ne commence pas à Jessé, mais à Abraham : elle cite non pas vingt-huit, mais quarante ascendants de Jésus, parmi lesquels beaucoup n'ont jamais été rois. La généalogie de saint Luc commence non à Abraham, mais à Adam et cite soixante-seize noms d'Adam à Jésus. Si l'on part d'Abraham lorsqu'on invoque le texte de saint Luc, pourquoi adopter un point de départ différent pour la généalogie de saint Mathieu ?

Ce système aboutit donc à des contradictions insolubles et confond la généalogie de Marie, représentée par l'arbre de Jessé, avec celle de

1. É. Mâle, *l'Art religieux au XIII<sup>e</sup> siècle*, p. 442 et suiv.

2. Math., I, 17.

3. Luc, III, 23.

4. G. Durand, *Monographie de la cathédrale d'Amiens*, 1901, p. 424-425.



Joseph que rapportent les Évangélistes. Ce n'est pas dans ces galeries, c'est dans les voussures et aux pieds-droits des portails que les rois de Juda ont été représentés. Ajoutons qu'à Reims leur présence de chaque côté du Baptême de Clovis paraît difficile à expliquer. Il faut donc rechercher si l'opinion qui voit en eux les rois de France ne pourrait pas se justifier.

## IV.

On doit tout d'abord remarquer que la représentation des rois de France à cette place n'était nullement contraire aux principes de l'iconographie religieuse. Les princes qui avaient reçu l'onction sainte n'étaient plus des personnages profanes. Le sacre leur conférait une telle dignité qu'il n'y avait rien de choquant à orner les églises de leurs effigies. En fait, les portraits des rois de France assis sur leur trône, dans l'attitude que leur prêtent les sceaux de majesté, et ceux des archevêques de Reims qui les avaient sacrés ornaient les dix-huit verrières des hautes fenêtres de la cathédrale de Reims; quelques noms lisibles encore sous ces figures ne laissent aucun doute sur leur signification. M. G. Durand a d'ailleurs donné une liste importante de souverains du XIII<sup>e</sup> et du XIV<sup>e</sup> siècle dont les effigies sont représentées dans les églises<sup>1</sup>. Il n'y avait là aucune inconséquence et, à plus forte raison, la place des rois de France était particulièrement indiquée dans les édifices qu'ils avaient comblés de leurs bienfaits et surtout dans celui où s'accomplissait la cérémonie de leur sacre.

En outre, il est possible de montrer que l'idée de représenter en une série majestueuse tous les princes qui ont régné sur la France est bien conforme aux préoccupations des clercs qui formaient l'entourage des Capétiens du XIII<sup>e</sup> siècle. A Paris même, Philippe le Bel avait orné d'une galerie semblable la corniche de la Grand-Salle du Palais. On y voyait Pépin le Bref monté sur le lion qu'il abattit d'après la légende, et on y mit plus tard Louis le Hutin tenant par la main son fils posthume, le petit Jean I<sup>er</sup>, qui ne vécut qu'un mois. Au moment de la domination anglaise, on y plaça même la statue d'Henri VI; mais Charles VII à son retour lui fit taillader le visage. Cette curieuse galerie disparut dans l'incendie de 1618<sup>2</sup>.

Mais surtout, depuis une époque très ancienne, les chroniqueurs monastiques des abbayes royales s'étaient préoccupés de dresser des

1. G. Durand, *Monographie de la cathédrale d'Amiens*, p. 425.

2. Jean de Jandun (*Bulletin du Comité de la langue et littérature*, 1856, p. 518); Sauval, *Histoire et antiquités de Paris*, t. II, p. 347; Pierre Champion, *François Villon*, Paris, 1913, t. I, p. 250.

catalogues dynastiques dont quelques-uns avaient une valeur presque officielle. L'un de ces catalogues fut même gravé sous le règne de saint Louis à l'un des portails de Notre-Dame de Paris : il comprenait trente-neuf noms depuis Clovis jusqu'à Louis IX<sup>1</sup> et nous voyons par là que l'idée de commémorer les dynasties françaises à la façade d'une église paraissait toute naturelle. Un grand nombre d'autres catalogues du même genre figurent dans les chroniques : peut-on trouver quelque rapport entre eux et les galeries des rois ? Pourraient-ils en particulier nous fournir la clef des chiffres si différents adoptés à Reims et à Paris ?

Le dépouillement de ces listes monotones est une tâche quelque peu fastidieuse et aboutit à des résultats assez décevants, puisqu'il n'y en a pas deux qui se ressemblent. Il va sans dire qu'aucun d'eux ne donne la liste exacte des princes qui ont de fait régné sur la France. Pour les débuts, chacun a son système différent : les uns commencent à Clovis, d'autres à Pharamond, fils de Marcomir ; d'autres enfin remontent plus haut dans la liste des princes troyens qui sont supposés avoir été les ancêtres des rois francs. Pour Vincent de Beauvais le premier roi de France fut Priam, descendant de Francion, fils d'Hector ; pour la « Généalogie des rois de France » ce fut Anténor, grand-père de Francion.

La liste des Capétiens et même celle des Carolingiens étaient relativement faciles à dresser, mais c'est dans celle des Mérovingiens que les divergences se produisent. Les uns, comme les rédacteurs des *Grandes Chroniques de France*, ne comptent comme rois que les princes francs qui ont régné à Paris ; les autres ne donnent ce titre qu'à ceux qui ont été en possession effective de tout le royaume ; tous s'embrouillent d'ailleurs dans la liste des derniers rois mérovingiens.

Et pourtant, en dépit de ce désaccord, un examen attentif des principaux catalogues qui nous ont été conservés nous permet de les grouper en deux classes bien distinctes. Les premiers abrègent à l'extrême la liste des Mérovingiens. Un des plus anciens est celui de Rigord, le chroniqueur de Philippe-Auguste ; il compte Louis le Gros comme le vingt-huitième roi qui ait régné depuis Pharamond<sup>2</sup>. Or, le système de Rigord a été suivi par certains compilateurs du xiv<sup>e</sup> siècle. Dans la chronique des rois de France de Bernard Gui,

1. Voy. ce catalogue dans Lebeuf, *Dissertations sur l'histoire ecclésiastique et civile de Paris*, Paris, 1739, p. 75-102.

2. *Gesta Philippi Augusti*, éd. Delaborde, Société de l'Histoire de France, p. 55-64. Sur cette chronique, voy. Couderc, *le Manuel d'histoire de Philippe de Valois*, dans les *Mélanges Monod*, p. 415 et suiv.

Louis VI occupe justement le vingt-huitième rang<sup>1</sup>; dans la chronique anonyme de Philippe de Valois, il est seulement le vingt-septième<sup>2</sup>. Sans doute les sculpteurs du moyen âge n'avaient pas toujours la superstition des nombres et on les a vus parfois, faute de place, réduire à vingt le chiffre des Vieillards de l'Apocalypse et à dix celui des apôtres. Il n'en existe pas moins une coïncidence évidente entre le catalogue de Rigord et la galerie des vingt-huit rois de Notre-Dame de Paris. Il faut se rappeler que le plan de la façade exécutée sous Philippe-Auguste a pu être conçu sous Louis VII. Ce roi qui figure au portail Sainte-Anne dans l'attitude du donateur agenouillé aux pieds de Notre-Dame a pu avoir la pensée de glorifier ainsi ses prédécesseurs. Les galeries de Chartres et d'Amiens ne seraient qu'une simplification de ce premier système.

Mais un système différent apparaît au début du *Miroir Historial* de Vincent de Beauvais<sup>3</sup> ainsi que dans une *Généalogie des rois de France* également contemporaine de saint Louis<sup>4</sup>. Dans Vincent de Beauvais, Louis VI occupe le quarante-deuxième rang, dans la *Généalogie* le quarante et unième. Mais par une coïncidence singulière et quoique ayant suivi des voies différentes, les deux auteurs s'accordent à faire de Louis IX le quarante-sixième roi depuis les origines de la monarchie<sup>5</sup>. Il en résulte que, si l'on prolonge le système, le cinquante-sixième roi se trouve être Charles VI ou Charles VII et nous nous rapprochons singulièrement du canon royal adopté à Reims où la galerie des rois ne fut achevée qu'au xv<sup>e</sup> siècle. Il est donc permis de croire que les décorateurs rémois avaient eu à leur disposition un catalogue de ce second type.

Ainsi, parmi les galeries royales qui ornent les façades de nos cathédrales, les deux plus importantes correspondent à chacun des deux principaux canons dynastiques adoptés par les chroniqueurs. Il y a donc tout lieu de penser que ce sont bien, conformément à l'opinion populaire, les effigies des rois de France qui se dressaient ainsi en un cortège majestueux, et c'est au sacre mystique qui sanctifiait leur personne qu'ils devaient cet honneur extraordinaire. Il importe d'ailleurs de faire remarquer que ces galeries de rois sont toujours situées à l'étage supérieur, c'est-à-dire à une place moins honorable que celle qui est réservée aux figures de l'iconographie religieuse. Alors que les rois de Juda garnissent les pieds-droits des

1. *Recueil des historiens de France*, XII, 230.

2. *Ibid.*, X, 314.

3. Vincent de Beauvais, *Speculum historiale*, XVI, 4 (édit. de 1624).

4. *Genealogia regum Francorum* (*Mon. Germ. Script.*, IX, 405).

5. La *Généalogie* compte comme roi Philippe, fils de Louis VI, associé au trône et mort avant son père.

portails et s'y mêlent à la théorie des prophètes et des saints, les rois de France sont placés plus haut et nettement séparés des personnages bibliques. Rien n'était donc plus logique et plus décoratif en même temps que cette magnifique ordonnance. A Reims en particulier, la galerie des rois complétait admirablement la pensée des décorateurs qui s'étaient appliqués en quelque sorte à donner au peuple une vision de l'histoire de France, telle que pouvaient la concevoir des théologiens. L'ornementation de la cathédrale de Reims a donc ajouté un nouveau chapitre à l'encyclopédie iconographique du moyen âge, mais sans cesser d'être fidèle aux principes qui la régissaient.

Comme l'a montré M. Mâle, l'histoire du monde du point de vue théologique ne comprenait que quelques faits essentiels : la création, la chute, l'incarnation, suivie de l'histoire de ceux qui ont rendu témoignage au Christ, enfin le Jugement dernier. La conception des décorateurs rémois a ce caractère de simplification grandiose et ils se sont attachés surtout à mettre en lumière l'événement considérable d'après lequel, selon eux, s'explique toute l'histoire de France.

Tout d'abord, les sculptures situées au-dessus de la rose centrale montraient comment, par l'onction sacrée que David avait reçue de Samuel, Dieu avait institué la royauté légitime et quels modèles il avait proposés dans la personne de David et de Salomon aux souverains des temps futurs. Puis le groupe du Baptême de Clovis racontait le transfert de ce privilège insigne du sacre « à l'illustre nation des Francs » et exaltait la gloire du peuple qui avait été jugé digne de cette grâce divine. Enfin, comme un hosanna suprême, la galerie triomphale qui couronnait le faite de la basilique glorifiait cette monarchie française et la montrait sortant pour ainsi dire du baptistère de Reims : tous ces princes rangés en un magnifique cortège, la couronne en tête, drapés dans le manteau royal et porteurs, soit du sceptre fleurdelisé, soit de la main de justice, représentaient l'auguste lignée dont Clovis avait été la tige.

Une haute leçon se dégageait donc de cette admirable façade, aujourd'hui affreusement mutilée. Les vieux maîtres qui, guidés par la pensée des clercs, en avaient créé l'ordonnance s'étaient efforcés d'exalter en même temps la dynastie et le peuple confondus dans un même amour. Ce n'est donc pas trop s'avancer que de considérer leur œuvre comme une des plus anciennes et une des plus belles manifestations de notre sentiment national.

Louis BRÉHIER.

SUR  
LA FORMATION DE LA LÉGENDE DANTONNIENNE

(DOCUMENTS INÉDITS)

---

La légende dantonienne est de date relativement récente. Elle n'a eu cause gagnée dans le parti républicain et dans l'enseignement officiel qu'aux environs de l'année 1890. Mais elle est le résultat d'une longue campagne menée avec obstination par la famille de Danton, d'une part, et par la chapelle positiviste de la rue Monsieur-le-Prince, d'autre part.

Les premiers mémorialistes et historiens qui écrivirent sur la Révolution, au temps du premier Empire et de la Restauration, exprimèrent sur Danton l'opinion bien assise qu'avaient eue de lui ses contemporains. Ils le représentèrent comme un homme d'argent, affamé de jouissances, dépourvu de toute conviction et de tout scrupule, justement condamné pour ses intrigues politiques et financières. Personne parmi eux ne s'avisa de contester le bien fondé de la sentence définitive qu'avait portée sur le Mirabeau de la populace la Convention thermidorienne elle-même, qui pourtant n'était pas difficile en matière de vertu.

Le 11 vendémiaire an IV (3 octobre 1795), le girondin Hardy avait proposé de réhabiliter la mémoire des Conventionnels qui avaient péri « dans les prisons, dans les forts ou sur les échafauds ou qui avaient été réduits à se donner la mort ». L'Assemblée fit dresser la liste de ces victimes « de la tyrannie décenvirale », officiellement honorées et regrettées. La liste comprend quarante-huit noms. Les Girondins y figurent et même le député Perrin (de l'Aube), condamné pour concussion à dix ans de fers et mort au bagne. Camille Desmoulins et Philippeaux y figurent aussi. On y cherche en vain les noms de Chabot, de Basire, de Delaunay d'Angers et de Danton, qui furent tous mêlés à l'affaire de chantage de la Compagnie des Indes et à bien d'autres affaires. Aucun conventionnel ne se leva pour plaider en faveur de ces omis les circonstances au moins atténuantes. Danton et les siens restèrent sous cette flétrissure.

Deux ans après les journées de juillet 1830 entra premier à l'École

normale supérieure un jeune Champenois de dix-huit ans qui portait le nom de Joseph-Arsène Danton. Il s'assit sur les bancs de l'École aux côtés de Croiset, qui fut professeur de seconde au lycée Saint-Louis; de Faurie, qui devint inspecteur général; d'Ernest Havet, qui entra à l'Académie des sciences morales et politiques; du physicien Trouessard, etc. Il put connaître à l'École Jules Simon, qui écrira en 1870 sa notice nécrologique dans l'*Annuaire de l'association des anciens élèves*; Victor Duruy, qui le prendra plus tard comme chef du personnel; Henri Martin, Amédée Jacques, Saisset, etc. Il eut pour professeurs Cousin et Damiron pour la philosophie, Guigniaut et Ampère pour les lettres, Michelet pour l'histoire. L'enseignement de Michelet le passionnait et il se serait préparé à l'agrégation historique si un désir, qui était un ordre, de Victor Cousin ne l'avait forcé de choisir la philosophie. Il resta du moins en relations étroites avec Michelet, qui l'appelle dans ses lettres son élève et son ami.

Joseph-Arsène Danton ne rougissait pas de son nom, bien au contraire. Né à Plancy, dans l'Aube, le 1<sup>er</sup> janvier 1814, d'un père médecin, il pouvait se découvrir, en remontant la série de ses ancêtres, une parenté éloignée avec le célèbre conventionnel, dont le grand-père, Jacques Danton, était originaire de Plancy<sup>1</sup>. Il avait fait une partie de ses études à Arcis-sur-Aube à l'Institution que dirigeait un ami et un camarade de collège du cordelier Danton, l'ancien prêtre défrôqué Louis-Robert Béon, qui consacra à la jeunesse du révolutionnaire une notice indulgente et fantaisiste parue dans l'*Écho d'Arcis* de 1836<sup>2</sup>. Pendant son séjour à Arcis, il avait pu apercevoir les fils du conventionnel, Antoine et Georges, qui y possédaient une filature de coton<sup>3</sup>.

Le jeune normalien faisait profession d'admirer la Révolution, mais la Révolution sage, celle des débuts. S'il était fier de porter le nom d'un tribun de la grande époque, il s'efforçait du moins de le laver des taches qui le ternissaient. Danton était à ses yeux un génie calomnié et incompris. Ce soi-disant homme de sang avait donné maintes preuves de son humanité et de sa modération. Ce soi-disant voleur avait donné l'exemple de toutes les vertus privées. Toute sa

1. Voir Arsène Thévenot, *Notice généalogique et biographique sur le conventionnel Danton et sa famille*. Arcis-sur-Aube, 1904.

2. Une copie de cette notice, plus complète que celle qui fut communiquée à Rousselin de Saint-Albin et que reproduisit le docteur Robinet en appendice de la première édition de son mémoire sur la vie privée de Danton, figure au dossier Dubuisson conservé aux manuscrits de la bibliothèque de la ville de Paris.

3. Voir l'article sur la descendance de Danton dans les *Annales révolutionnaires*, 1912, t. V, p. 669-673.



vie, Arsène Danton s'efforça de faire partager aux autres les convictions qui l'animaient. Il ne prit jamais la plume, que je sache, mais il puisa dans ses relations et dans l'importante situation universitaire qui allait lui échoir des moyens de propagande qui ne furent pas négligeables.

Professeur au collège de Versailles après l'agrégation, où il avait été reçu premier, il y rencontra Vacherot qui épousa sa sœur. Une extinction de voix l'obligea à demander un congé en 1837. Trois ans plus tard, Villemain, devenu ministre de l'Instruction publique, le prenait comme chef de son secrétariat. En juin 1844, il devenait chef du cabinet du ministre. C'était au moment où la lutte de l'Université contre l'Église battait son plein. Villemain venait de faire voter par la Chambre des pairs un projet de loi sur l'enseignement libre, dont la discussion à la Chambre des députés était commencée<sup>1</sup>.

Le *Journal de l'Aube*, en annonçant en termes flatteurs la nomination d'un compatriote à un haut emploi auprès d'un ministre, crut pouvoir ajouter que l'universitaire Danton descendait de l'illustre Montagnard. Arsène Danton aurait pu rectifier cette information inexacte. Il préféra consulter auparavant les fils de Danton et il écrivit à l'aîné, Antoine, la lettre suivante qui nous éclaire sur ses opinions et sur son caractère :

CABINET  
DU MINISTRE.

MINISTÈRE  
DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Paris, le 16 juin 1844.

Monsieur,

J'éprouve le besoin de vous écrire au sujet d'une note qui a paru dans le *Journal de l'Aube* en date du 14 juin et qui vient de m'être communiquée par un de mes amis. On annonce dans cette note, d'après les journaux de Paris, que je viens d'être nommé chef du cabinet du ministre de l'Instruction publique et que je réunis ces fonctions à celles de chef du secrétariat général dont j'étais chargé depuis longtemps. On dit ensuite que *je descends de l'illustre tribun de la Convention*.

Je ne voudrais pas me laisser attribuer un honneur qui ne m'appartient point, et mon premier mouvement était d'écrire au rédacteur en chef du *Journal de l'Aube* pour lui faire connaître que je ne suis pas le petit-fils du célèbre Danton, mais je réfléchis que, dans l'opinion de certaines personnes qui détestent les souvenirs de la Révolution française, ma démarche pourrait recevoir une fausse interprétation. On croirait que je suis empressé, non pas tant de rectifier une assertion inexacte que de désavouer toute relation de famille avec un révolu-

1. Voir *Villemain*, par G. Vauthier. M. Vauthier, trompé par les apparences, a cru qu'Arsène Danton était le fils du conventionnel.

tionnaire. Or, je serais désolé qu'on fit une pareille supposition sur mon compte. J'honore infiniment la mémoire de M. votre père. J'ai vu, il y a quelques jours encore, des papiers de lui qui ajoutent à l'idée qu'on avait déjà de la générosité de son caractère. Je suis attaché de cœur aux principaux résultats de la grande révolution qu'il a servie. C'est pour cela que je ne voudrais pas qu'on me crût embarrassé du nom que je porte et des souvenirs qu'il réveille.

Si vous êtes de mon avis, Monsieur, je ferai de deux choses l'une, ou de demander au rédacteur en chef une rectification *en son nom* et non au mien, ou bien de laisser passer sans la relever une note qui sera promptement oubliée et dont tout le monde aura reconnu l'inexactitude.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

A. DANTON<sup>1</sup>.

Nous n'avons pas la réponse que firent les fils de Danton à ce témoignage de sympathie qui dut les toucher profondément, mais nous possédons la lettre qu'Arsène Danton leur écrivit aussitôt après :

Paris, le 24 juin 1844.

Messieurs,

Je m'empresse de vous remercier de votre aimable lettre. M. Girardin, qui était chargé de vous porter la mienne, vient de m'écrire qu'il était absent d'Arcis, au moment où elle est parvenue chez lui. C'est ce qui m'explique comment votre réponse, que j'attendais impatiemment, a tardé quelques jours. Ne voyant pas cette réponse arriver, j'avais pris le parti de la prévenir. J'ai chargé la personne de Troyes, qui m'avait communiqué le *Journal de l'Aube*, de passer chez le rédacteur en chef pour l'avertir de son erreur. S'il tient à la vérité, il fera une rectification. S'il est comme les journalistes de Paris qui répugnent à se donner à eux-mêmes des démentis, il laissera tomber son article dans l'oubli.

Quelque parti qu'il prenne, cette petite affaire m'aura procuré le plaisir d'entrer en relations avec vous, et je m'en félicite sincèrement. Si mes occupations me permettaient de faire bientôt le voyage de Plancy et d'Arcis, j'irais certainement vous voir, et je vous prie d'agir de même avec moi si vous veniez à Paris. Je serais très charmé de faire directement votre connaissance.

Je vous parlais dans ma dernière lettre de la générosité du caractère de votre père. J'en ai des preuves nombreuses, indépendamment de celles qui sont dans l'histoire. Ainsi, j'ai vu, entre les mains d'un

1. Dossier Dubuisson. Les lettres inédites que nous publions plus loin proviennent de la même source. On n'a pas pu nous dire à la bibliothèque de la ville de Paris comment ce dossier y était entré. Les documents qu'il renferme, tous autographes, ont d'abord appartenu au D<sup>r</sup> Robinet.

juge de Paris, les pièces du procès qui avait été commencé contre Adrien Duport et la lettre impérieuse que votre père écrivit, en sa qualité de ministre de la Justice, pour le sauver d'une mort certaine<sup>1</sup>. Ainsi encore je me rappelle (c'est un ancien ministre du 1<sup>er</sup> mars 1840 qui me l'a rapporté) que M. de Talleyrand, dans les derniers temps de sa vie, se louait beaucoup de la bonté avec laquelle votre père lui avait procuré des passeports pour l'étranger, au moment où M. de Talleyrand allait être jeté en prison<sup>2</sup>.

Au surplus, voici ce qui m'est arrivé à moi-même il y a quatorze ans. Je venais de remporter plusieurs prix au concours général des collèges de Paris et mon nom avait été répété par les journaux. Un homme très âgé, que je ne connaissais pas et qui avait remarqué mon nom dans son journal, me fit dire qu'il désirait me voir; je lui donnai rendez-vous. Ma surprise fut extrême de voir cet homme mettre à ma disposition sa personne et une partie de sa fortune. Je le priai de s'expliquer. Il m'apprit alors qu'il avait été arraché à la mort par le célèbre Danton et que, me croyant son petit-fils, il serait heureux de me témoigner sa reconnaissance. Je le félicitai de ses sentiments, mais en l'avertissant que je n'étais pas ce qu'il pensait et je lui laissai votre adresse, en supposant qu'il voulait se mettre en rapport avec vous.

Je fais demander en ce moment même à un de mes amis une lettre autographe de votre père pour vous la communiquer. Je pense que vous aurez du plaisir à la voir. Je vous prie de me la renvoyer promptement en la recommandant à toute l'attention de la poste. J'aimerais mieux perdre un billet de banque que d'égarer un pareil autographe auquel le propriétaire attache un prix infini. Si vous voulez en prendre copie pour vous, vous le pouvez, mais je vous prie en grâce de ne laisser voir et surtout de ne laisser copier cette lettre à qui que ce soit. On finirait par la publier et ce serait une désolation pour l'ami qui me l'a prêtée et qui a le droit de la garder inédite ou de la livrer au public comme bon lui semblera.

Veuillez, Messieurs, agréer l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

A. DANTON.

Cette lettre était prête depuis plusieurs jours. Elle a été retardée parce que je voulais y joindre la lettre de votre père qui ne m'a pas été communiquée immédiatement.

1. Il s'agit sans doute de la lettre que Danton écrivit, le 7 septembre 1792, au commissaire du pouvoir exécutif du tribunal de Nemours et que Mortimer-Ternaux a publiée dans son *Histoire de la Terreur*, t. III, p. 354, note. Michélet a eu communication du même dossier.

2. Nous avons publié le passage des mémoires de Théodore Lameth qui confirme la lettre d'Arène Danton dans les *Annales révolutionnaires*, t. VI, 1913, p. 13-17.

On voit par ces lettres que l'universitaire Arsène Danton n'avait pas attendu d'entrer en relations directes avec les fils de Danton pour entreprendre la campagne de réhabilitation. Déjà, il s'était mis à la recherche des documents et des témoignages qui pouvaient contribuer à intéresser, en faveur de sa mémoire, les bourgeois libéraux qui constituaient la classe dirigeante sous la monarchie de Juillet. Danton n'apparaissait plus comme un furieux anarchiste. C'était un cœur sensible, toujours prêt à sauver, gratis bien entendu, ces royalistes contre lesquels il tonitruait, ces « feuillants » qui avaient gouverné sous la Constituante et dont les fils gouvernaient sous Louis-Philippe. L'un de ces feuillants, qui avait été mêlé au grand drame, Théodore de Lameth, venait justement de terminer ses *Souvenirs* où il s'efforçait de dresser de Danton devant la postérité une image semblable, qui n'est point fausse, mais qui est incomplète.

Arsène Danton quitta le ministère de l'Instruction publique en même temps que Villemain en 1845. Il se présenta l'année suivante aux élections législatives dans l'arrondissement de Bar-sur-Seine comme candidat de l'opposition. Il fut battu. Il n'eut pas plus de chance en 1848. Le nom de Danton n'était pas encore une recommandation auprès des électeurs de l'Aube.

Arsène Danton se consola des déboires de la vie publique en faisant une belle carrière dans l'administration. Il devint successivement inspecteur de l'Académie de Paris, inspecteur général et enfin directeur de l'enseignement secondaire sous le ministère Duruy. Il mourut en fonctions le 19 décembre 1869.

La mémoire de Danton a trouvé ainsi pendant plus d'un demi-siècle, de 1840 à 1870, au ministère qui est en relations continues avec les écrivains, un défenseur passionné et influent. Sous la plupart des apologies de Danton qui parurent au temps de Napoléon III, il n'est pas difficile de retrouver sa trace.

Au moment même où le dantonisme faisait son entrée aux côtés de Villemain dans les hautes sphères universitaires, il s'appropriait à pénétrer dans le domaine historique, sous l'influence plus directe encore de la famille de Danton.

Un avocat de Pont-à-Mousson, sincère républicain et travailleur consciencieux, Nicolas Villiaumé<sup>1</sup>, préparait alors la grande histoire de la Révolution qu'il publia en quatre volumes chez Michel Lévy en 1850. Villiaumé s'efforçait d'interroger les acteurs survivants du grand drame. Dès 1835, il voyait à Paris Albertine Marat, qui lui communiquait les papiers de son frère et la précieuse collection des

1. Né à Pont-à-Mousson le 12 août 1818, mort à Paris le 9 août 1877.

numéros de l'*Ami du peuple*, que celui-ci avait annotés de sa main. Il recueillait des lèvres de la vieille fille des anecdotes curieuses sur les derniers jours de Danton. Il s'entretenait avec Rousselin de Saint-Albin, qui avait été l'ami ou plutôt la créature du tribun, avant de passer au service de Barras. Il échangeait toute une correspondance avec Sergent, qui lui adressait de Nice en 1846 et 1847 des lettres qui ont la valeur de documents historiques<sup>1</sup>. Un avocat, qu'il ne désigne que par l'initiale S..., lui communiquait l'original des fameuses notes que Robespierre fournit à Saint-Just pour son rapport d'accusation contre les dantonistes. Il voyait le vieux Buonarroti qui lui faisait ses confidences. Bref, il ne négligeait aucune source d'information. Ayant appris, sans doute par l'universitaire Arsène Danton, que les fils de Danton existaient toujours, il leur écrivit à Arcis et tâcha d'obtenir d'eux des renseignements précis sur la fortune de leur père. Nous n'avons plus ses lettres, mais nous possédons les réponses des fils de Danton :

Monsieur Villiaumé, avocat, à Nancy (Meurthe).

Arcis-sur-Aube, le 14 juillet 1846.

Monsieur,

Les deux lettres que vous nous avez fait l'honneur de nous adresser nous sont parvenues.

Nous n'avons malheureusement pas le moindre document écrit à vous communiquer; nous n'en possédons aucun; mais, sur un sujet aussi important pour nous que celui dont il s'agit, nous avons l'intention en vous répondant d'entrer dans quelques développements. Nous n'avons pas eu et nous n'avons pas encore en ce moment le temps de nous en occuper, et nous croyions pouvoir sans inconvénient tarder encore assez longtemps à le faire; car vous nous parlez du mois de septembre ou d'octobre pour prendre communication des pièces que nous pourrions avoir à notre disposition, ce qui nous a amenés à penser que vous ne teniez pas absolument à recevoir une réponse sans le moindre retard. Nous ne vous indiquons pas d'époque précise, cependant nous vous promettons qu'avant le mois d'octobre, si aucune circonstance imprévue ne vient nous en empêcher, nous aurons l'honneur de répondre le plus complètement qu'il nous sera possible à l'appel que votre impartialité d'historien a bien voulu nous adresser.

Veuillez agréer...

F.-G. DANTON.

DANTON.

Les fils de Danton tinrent leur promesse. Ils employèrent leurs vacances à composer à loisir le mémoire justificatif qui a fourni, jusqu'à ces derniers temps, tout le fond de leur argumentation aux

1. Villiaumé les a publiées dans ses appendices.

défenseurs de la probité de leur père. Ce mémoire, qui pourrait bien avoir été rédigé avec le secours d'un professionnel, est un véritable plaidoyer, très travaillé, très minutieux<sup>1</sup>. Les fils de Danton le contresignèrent *ne varietur* à chaque feuillet, recto et verso, comme on contresigne un document judiciaire. Il est daté du 28 septembre 1846 et adressé, sous la forme d'une lettre, à M. Villiaumé, avocat à la cour de Nancy. L'original est parvenu entre les mains du docteur Robinet et fait partie en ce moment des collections de la bibliothèque Lepelletier de Saint-Fargeau. Une copie en fut exécutée au profit de l'universitaire Arsène Danton, qui la confia à Bougeart, au moment où celui-ci préparait sous le second Empire son indigeste compilation sur Danton. La copie, qui a appartenu à Bougeart, figure aussi dans les papiers du docteur Robinet. Elle porte, de la main de Bougeart, une annotation qui contient presque autant d'inexactitudes que de mots. Il y est dit que la pièce est *l'original* du mémoire écrit par les fils de Danton et qu'elle lui a été confiée, le 15 septembre 1860, par M. Danton, « inspecteur général de l'Université et neveu du conventionnel ». « C'est pour lui-même [pour Arsène Danton] », ajoute Bougeart, « que ce mémoire avait été rédigé. » C'est cette copie, provenant d'Arsène Danton, que Bougeart communiqua à Robinet, qui l'a publiée aux pièces justificatives de son mémoire sur la vie privée de Danton paru pour la première fois en 1865. L'original, qu'on voit aujourd'hui à côté de la copie, n'a pas dû lui parvenir avant la mort de Villiaumé survenue en 1877. Mais, nulle part, Robinet n'a relevé les différences importantes que présente l'original avec la copie.

Le nom de Villiaumé a disparu de la copie. Rien ne révèle que le document a été écrit à la demande de cet historien sous la forme d'une lettre. L'original se termine par une recommandation instante que les fils de Danton adressent à leur correspondant. Ils lui disent qu'ils seraient « désolés » si leur lettre était livrée à la publicité en totalité ou en partie : « Nous vous prions donc instamment de mettre dans l'usage que vous en ferez assez de réserve pour que jamais nous ne puissions être appelés à prendre dans aucun cas la moindre part à une polémique quelconque ; ce qui serait hors de nos habitudes et de nos goûts, au-dessus de nos moyens, de nos forces et de nos talents et nous forcerait à sortir de notre douce et complète obscurité, à laquelle nous ne voudrions jamais renoncer. » Toute cette fin, si caractéristique, a disparu de la copie que Robinet publia.

1. Antoine Danton écrira à Villiaumé, le 16 août 1849, que le mémoire a été rédigé tout entier de la main de son frère cadet Georges, alors décédé.



Les fils de Danton avaient bien raison de craindre la publication de leur mémoire. Dès qu'il m'a été possible de vérifier leurs affirmations et de contrôler leurs raisons, leur plaidoyer s'est effondré<sup>1</sup>.

Villiaumé, esprit d'une autre trempe que les Bougeart et les Robinet, fit des efforts louables pour utiliser en conscience les renseignements partiels et incomplets fournis par les fils de Danton. Ceux-ci prétendaient que leur père avait acheté les immeubles, dont ils avaient hérité et qui auraient été ses seules propriétés, avec le produit du remboursement de sa charge d'avocat aux conseils. Leur mémoire était muet sur le prix d'achat de cette charge comme sur le montant de son remboursement. Villiaumé leur demanda des éclaircissements sur ce point capital et sur d'autres par une lettre du 7 mars 1849. Il leur exprimait aussi son désir de faire leur connaissance. Il habitait alors à Paris à l'hôtel Byron, rue Laffitte. A cette date, Georges Danton venait de mourir. Antoine répondit à l'historien, mais, chose bizarre, sans lui faire part de la mort de son cadet et en employant le pluriel nous, comme s'il écrivait toujours en son nom et au sien. Ils s'excusaient de ne pouvoir se rendre à Paris. Ils ne savaient pas combien leur père avait payé sa charge ni combien elle lui avait été remboursée<sup>2</sup>. Villiaumé leur avait demandé si leur belle-mère, la seconde femme de Danton, Sébastienne-Louise Gély, remariée au père des trois Dupin, vivait encore. Ils avaient appris « d'une manière indirecte et pourtant certaine qu'elle était encore en vie en 1844 ». « Nous ne savons pas si elle est morte depuis cette époque et, comme elle n'a conservé aucune relation avec notre famille, nous ignorons absolument son adresse. » Quant aux autres questions posées par leur correspondant, ils les écartaient de même en ces termes : « Nous ne connaissons à Paris personne d'un âge assez avancé pour avoir eu des relations avec notre père. Ici les vieillards qui l'ont connu sont très peu nombreux et si ce qu'ils savent de lui avait quelque importance nous vous l'aurions déjà transmis dans nos lettres précédentes. Du reste, il n'en est plus un seul qui l'ait connu un peu intimement à l'époque où il a joué un rôle politique, parce qu'alors il n'habitait plus Arcis depuis longtemps. Nous n'avons pas fourni de renseignements à M. de Lamar tine, s'il ne nous en a pas demandé. »

Villiaumé, qui était tenace, ne se laissa pas décourager par cette réponse négative. Il revint à la charge, quelques mois plus tard, en

1. On me permettra de renvoyer à mes articles sur l'inventaire et la vente après décès des biens de Danton et sur la fortune de Danton, dans les *Annales révolutionnaires*, 1912.

2. Lettre du 9 mars 1849.

août 1849<sup>1</sup>. Cette fois, Antoine Danton se décida à lui écrire en son nom personnel. Après lui avoir annoncé qu'il avait eu la douleur de perdre son frère l'année précédente, il lui fit force compliments. Il était « l'homme loyal et courageux » qui vengerait Danton et ses détracteurs. Il reconnut cependant que « faire taire l'esprit de parti aux préventions aux haines enracinées était une tâche bien difficile ». Il ajouta avec mélancolie : « Je lirai votre œuvre que j'attends avec d'autant plus d'impatience que chaque jour m'apporte de nouveaux dégoûts », ce qui montre qu'à Arcis le nom de Danton était encore loin d'être en honneur. Quant aux nouvelles questions posées par Villiaumé, le fils de Danton avoua son impuissance à y répondre : « Vous me dites : Pornis le juif avait un dépôt énorme. Qu'est-ce que cela veut dire? Aucun membre de la famille, pas plus que ses contemporains, ses amis d'Arcis, n'ont entendu parler de cette nouvelle calomnie<sup>2</sup>. Pitié! Pitié! et honte sur de pareilles horreurs! »

Villiaumé dut se contenter du mémoire qui était en sa possession depuis 1846. Il s'efforça du moins d'en compléter les données par d'autres moyens. Les archives des Finances lui furent ouvertes et il y découvrit les pièces authentiques qui prouvaient que la charge de Danton lui avait été remboursée 69,031 livres<sup>3</sup>. Le chiffre des acquisitions de Danton, tel qu'il ressortait du mémoire de ses fils, était légèrement supérieur, 84,960 livres. Villiaumé crut dès lors à l'innocence de Danton. Il admit la thèse de ses fils qui expliquaient ses acquisitions par les sommes qu'il avait retirées de son office. Il crut que Danton avait payé cet office, en 1787, « de l'héritage de son père, de la dot de sa première femme et de quelques économies ». Des éléments essentiels et peut-être aussi un esprit critique suffisamment armé lui manquaient pour embrasser le problème sous toutes ses faces. C'est avec une entière bonne foi qu'il justifia Danton. Les arguments qu'il fit valoir lui avaient été fournis par la famille. Ils ont été depuis répétés docilement, et presque dans les mêmes termes, par la plupart des biographes.

Le livre de Villiaumé exerça une influence considérable, moins peut-être par le talent littéraire de l'auteur, qui est assez mince, que par sa sincérité évidente et sa réelle documentation. Tout convaincu qu'il fût devenu de l'honnêteté de Danton, Villiaumé s'était gardé

1. Villiaumé habitait toujours Paris, mais il avait changé d'adresse. La réponse d'Antoine Danton lui est adressée rue de Richelieu, hôtel d'Espagne, n° 59.

2. J'ignore quel était le juif Pornis qui aurait trafiqué avec Danton. Villiaumé n'en dit rien dans son livre.

3. Villiaumé, *Histoire de la Révolution*, t. I, p. 366.

de se constituer son apologiste systématique. On lisait sous sa plume des phrases comme celles-ci : « Danton dinait quelquefois avec les aristocrates... Il commit des fautes politiques, mais de là à la corruption, à la trahison il y avait un abîme...<sup>1</sup>. [Pendant le massacre du Champ-de-Mars], Danton et ses amis crurent inutile de se compromettre ou ne voulurent pas prendre la responsabilité de ce qui arriverait. Si l'on accepte cette opinion, ils deviennent blâmables pour avoir abandonné le peuple qui devait compter sur eux<sup>2</sup>. » Racontant le procès de la Compagnie des Indes, Villiaumé croyait à la culpabilité de Fabre d'Églantine et ajoutait : « Danton, qui poussait l'indulgence et la bonté jusqu'à la faiblesse, commit la faute de ne point se séparer avec éclat de ceux qui étaient corrompus, se contentant de leur faire en secret de vifs reproches<sup>3</sup>. » Ces réserves ajoutaient du poids au plaidoyer sur la probité de Danton. Villiaumé paraissait d'autant plus impartial que pour grandir Danton, il n'abaissait pas Robespierre. On s'explique que son histoire, qui eut plusieurs éditions, n'ait pas provoqué trop de résistances parmi les républicains de 1850. Beaucoup d'entre eux déjà ne connaissaient plus la Révolution que par les livres. Cinquante-sept ans s'étaient écoulés depuis la mort de Danton. La flétrissure posthume imprimée par la Convention sur sa mémoire était oubliée. Villiaumé paraît l'avoir ignorée. Ses lecteurs ne savaient pas que les fils de Danton avaient constitué la plus grande partie de son dossier.

Cette situation, quelque peu équivoque, pesait à sa loyauté. En envoyant son premier volume à Antoine Danton, il lui demanda l'autorisation de livrer à la publicité le mémoire que son frère avait rédigé. Il tenait à donner loyalement ses preuves. Antoine Danton se confondit en remerciements enthousiastes : Gloire « à l'homme de bien », à « l'écrivain courageux » ! lui écrivit-il le 6 mai 1850. Mais, à la demande qui lui était faite, il répondit par un refus qu'il abrita derrière la volonté de son frère : « Mon frère, à ses derniers instants, m'a recommandé de ne point rendre publiques les notes que nous vous avons transmises. Permettez-moi, Monsieur, de respecter la volonté d'un frère chéri, qui est aussi la mienne, et veuillez avoir la bonté de ne pas faire cette publication. » Villiaumé n'insista plus. Après l'apparition de ses deux derniers volumes, il reçut de nouveaux remerciements d'Antoine Danton : « Nous n'avons plus à Arcis qu'un seul homme qui a connu mon père, d'autant

1. *Histoire de la Révolution*, t. I, p. 370.

2. T. II, p. 24.

3. T. III, p. 294.

plus particulièrement qu'il a été son condisciple au collège de Troyes. C'est un ex-maitre de pension qui vient d'atteindre sa quatre-vingt-douzième année, dont la raison et l'esprit ont conservé toute leur lucidité; il a admirablement la mémoire du temps passé et reconnaît pour vrai tout ce que votre ouvrage récite de mon père<sup>1</sup>. » Le vieux Béon, qui déjà avait endoctriné Arsène Danton, son élève, et qui avait apporté sa pierre à la légende par sa notice sur la jeunesse de Danton, dut s'imaginer que le livre de Villiaumé était le couronnement de l'édifice, et, pourtant, quel aurait dû être son étonnement s'il lui avait été donné de vivre quelques années encore!

L'apologie de Villiaumé ne visait que l'honnêteté privée de Danton. Elle ne dissimulait pas les erreurs de l'homme d'État. Il restait à compléter la légende en faisant de Danton l'égal des Richelieu et des Napoléon, à dresser le démagogue, au seuil de la Révolution et de l'ère nouvelle, comme un génie précurseur, source de toute science politique et de tout progrès social. Seuls des esprits religieux, dénués de toute critique, seuls des dévots emmurés dans leur fanatisme peuvent accomplir de pareils miracles historiques. Aux efforts de la famille s'ajouta, après 1850, l'œuvre pie, ardente et tenace d'une secte à son printemps.

\*  
\* \*

Le positivisme, qui n'avait été qu'une philosophie sous Louis-Philippe, se transforma sous Napoléon III en une religion. Auguste Comte, son fondateur, passé au rang de pontife, se chercha des précurseurs. Auguste Comte croyait qu'il était prédestiné à refaire l'unité morale de la société brisée par la Réforme. La Révolution française renfermait-elle déjà des germes de cette « reconstruction », à laquelle il avait voué ce qui lui restait de vie? Dans la cinquante-septième leçon de son *Cours de philosophie positive*, écrite en juillet 1841, il avait reproché au gouvernement révolutionnaire ses attaques contre les industriels et les commerçants, « sa désastreuse tendance politique à détruire l'indispensable subordination élémentaire des classes laborieuses envers les véritables chefs naturels de leurs travaux journaliers ». Les Montagnards lui apparaissaient en bloc comme des négateurs, des destructeurs, des « littérateurs et des avocats » s'appuyant en démagogues sur « l'incapable multitude ». Il avait applaudi au 9 thermidor qui avait mis fin à la sans-culotterie anti-industrielle. C'étaient là des vues générales, jetées en

1. Lettre datée d'Arcis, le 30 août 1850.

passant à un moment où la doctrine, tout imprégnée encore du saint-simonisme, restait à la phase de l'analyse.

Après 1850, les idées d'Auguste Comte évoluèrent et se précisèrent. Il lut sans doute le livre de Villiaumé qui venait de paraître. Peut-être entra-t-il en rapports par Vacherot avec Arsène Danton ? Il ne condamna plus en bloc tous les Montagnards. Il découvrit Danton. Au tome III de son *Système de politique positive*, paru en août 1853, il distingua dans la Révolution trois écoles : l'école de Diderot, l'école de Voltaire et l'école de Rousseau. La première seule avait ses sympathies. C'était, à l'en croire, une école constructive qui se proposait de réformer la société humaine sur un modèle déjà « positif », autour de l'idée de l'humanité qui est l'idée centrale de la religion positiviste. L'école de Voltaire et l'école de Rousseau n'étaient bonnes qu'à désorganiser. La première, « sceptique, proclamait la liberté » ; la seconde, « anarchique, était vouée à l'égalité ». Toutes deux étaient incapables de rien construire. L'école de Diderot était celle de l'avenir. Encyclopédique, elle embrassait tous les aspects de la question sociale. Elle referait l'harmonie, l'unité entre les institutions et les mœurs. Le pontife découvrait que de cette école sortit sous la Révolution « le grand Danton, le seul homme d'État dont l'Occident doive s'honorer depuis Frédéric, et l'admirable Condorcet, l'unique philosophe qui poursuivit dans la tempête les méditations régénératrices<sup>1</sup> ». Danton et Condorcet devenaient ainsi les annonciateurs, les Jean-Baptiste du Messie des temps futurs. Dès lors, ils furent sacrés pour tous ceux, ils commençaient à être nombreux, qui se réclamaient du credo positiviste.

Un des disciples les plus pieux et les plus ardents du fondateur du positivisme, le docteur Robinet, se consacra spécialement à l'hagiographie de Danton le Précurseur. Il fit paraître, en 1865, un *Mémoire sur la vie privée de Danton*, qui ne brillait ni par la critique, ni par le savoir, ni par le style ; mais il présentait, par ses références et par ses pièces justificatives, une fausse apparence scientifique, dont ont été dupes tant de lecteurs prévenus et pressés<sup>2</sup>.

1. M. Aulard a pris la peine de démontrer le néant des conceptions historiques de Comte dans son article intitulé : *Auguste Comte et la Révolution française (Études et Leçons, 2<sup>e</sup> série)*. Depuis, M. François Vermales a analysé avec pénétration les raisons de l'antipathie de Comte pour Rousseau et Robespierre dans une spirituelle étude intitulée : *Danton, Robespierre, Auguste Comte et M. Aulard (Annales révolutionnaires, t. V, 1912)*.

2. Le docteur Robinet poursuivra son apostolat par le *Procès des Danto-*

Le 2 décembre et la domination du clergé, qui en fut la conséquence, avaient fait évoluer les idées et les sympathies du parti républicain. A demi religieux en 48, il devenait de plus en plus hostile à tout ce qui ressemblait de loin au catholicisme. Il suivait Littré qui lui enseignait le positivisme purement critique de la première manière d'Auguste Comte. Le déisme lui paraissait maintenant une vieillerie réactionnaire. Plus les minorités sont opprimées, plus elles exagèrent leurs tendances. L'athéisme fut à la mode parmi ceux qui se rattachaient à la tradition révolutionnaire<sup>1</sup>.

Rares à toutes les époques sont les historiens qui abordent sans prévention et sans arrière-pensée l'étude du passé. Les républicains du second Empire allaient y chercher des arguments pour leur propagande. Robespierre, qui avait été le dieu de leurs pères, leur devint indifférent ou antipathique, parce que le nom de Robespierre évoquait devant leur imagination l'Être suprême, l'alliance de l'Église et de l'État, la morale officielle, toutes choses qui leur paraissaient liées avec l'oppression dont ils souffraient. Sans réfléchir à la différence des temps, sans remarquer que Danton pensait sur la religion comme Robespierre, ils prirent de celui-ci une idée fausse. De l'adversaire le plus redoutable, parce que le plus habile, que l'Église eût rencontré sur son chemin, ils firent un ami de l'Église. Ils étaient fortifiés dans leur erreur et leur injustice par la tendance à l'apologie des derniers grands historiens robespierristes. Louis Blanc, dans sa *Révolution*<sup>2</sup>, faisait le panégyrique du déisme et du socialisme dans un style de prédicateur. Ernest Hamel, dans son *Histoire de Robespierre*<sup>3</sup>, si documentée, mais si confuse, écrivait une vie de saint, ennuyeuse par son onction, fatigante par ses partis pris. Ni l'un ni l'autre n'attachèrent une suffisante attention à la formation de la légende dantonienne, ne discutèrent avec une critique assez avisée les affirmations du positivisme religieux ou les plaidoyers domestiques de Villiaumé et de Robinet. Inspirés d'ailleurs par une sorte d'éclectisme historique, ils croyaient possible jusqu'à un certain point la réconciliation posthume dans une même

*nistes* (1879), *Danton émigré* (1887), *Danton homme d'État* (1889), dira violemment leur fait aux adversaires ou aux hérétiques, à Victor Hugo, coupable d'avoir cru à la vénalité du précurseur (*Danton et Victor Hugo*, une brochure, 1877), à Georges Avenel, qui avait raillé la canonisation de Danton dans la *République française* (*Le 10 août et la symbolique positiviste*, une brochure, 1873), à M. Aulard lui-même, coupable d'indépendance (*Auguste Comte et M. Aulard*, une brochure, 1893).

1. Sur l'anticléricalisme sous le second Empire, voir l'excellent article de G. Weill dans la *Revue des études napoléoniennes* de juillet 1915.

2. Parue de 1847 à 1862.

3. Parue de 1865 à 1867.



glorification de tous les révolutionnaires. Ils défendaient Robespierre sans accabler Danton. Leurs apologies furent molles et ondoynes. Il leur manqua le nerf que donne seul le souci profond de la vérité complète.

Les compilations de Bougeart<sup>1</sup> et de Vermorel<sup>2</sup>, le léger article d'Eugène Despois<sup>3</sup> n'auraient pas suffi cependant à donner droit de cité dans le parti républicain à la thèse familiale et positiviste du docteur Robinet, si le terrain n'avait été préparé par l'historien le plus populaire de la Révolution; j'ai nommé Jules Michelet.

Michelet commença sa *Révolution* au lendemain de son cours fameux sur les Jésuites, dans toute la fièvre du combat. « La Révolution est-elle chrétienne, antichrétienne? », c'est la première question qu'il se pose et qui le met dans l'impossibilité de comprendre Robespierre. Michelet admire les Girondins incrédules comme Vergniaud, les déchristianisateurs comme Chaumette et Cloots. Il porte ceux-ci aux nues parce qu'ils fermèrent les églises. Son fanatisme anticlérical ne lui permet pas de distinguer entre les prêtres constitutionnels, que les Montagnards protégèrent par nécessité politique, et les prêtres réfractaires, leurs ennemis. Il les confond tous dans une même haine violente et mystique.

Dans ses premiers volumes, écrits avant le coup d'État, alors qu'il était chef de division aux archives, Michelet garde encore quelque mesure en parlant de Robespierre; mais, dans les deux derniers (VI et VII) qu'il composa à Nantes, tout près de la Vendée, dans l'amertume de sa révocation, il charge Robespierre de tous les péchés d'Israël. La préface de son tome VI est un virulent réquisitoire où sont mises en œuvre toutes les rapsodies girondines et thermidoriennes. Robespierre n'est plus qu'un inquisiteur qui étouffe la France avec le « boa constrictor » des mille sociétés jacobines. Michelet persiste cependant à l'appeler un grand homme.

Par ses attaques contre Robespierre, Michelet servit la légende beaucoup plus encore que par ses appréciations sur Danton. Son élève et son ami, l'universitaire Arsène Danton, n'avait pas manqué de l'intéresser à la cause qui lui tenait à cœur; mais il y réussit assez mal. Michelet reçut communication du plaidoyer des fils de Danton puisqu'on peut lire dans son tome IV : « La fortune de Danton, dont j'ai sous les yeux un détail authentique (dont j'usurai au temps de son procès), semble avoir peu varié de 1791 à 1794. Elle consistait en une maison et quelques morceaux de terre qu'il avait à

1. *Danton*, documents inédits pour servir à l'histoire de la Révolution, Paris, 1861.

2. *Œuvres de Danton*, Paris, 1866.

3. Sur la vénalité de Danton, dans la *Revue de Paris* du 1<sup>er</sup> juillet 1857.

Arcis, qu'il agrandit un peu et que son honorable famille possède encore aujourd'hui<sup>1</sup>. » Il est visible que même sur la question de fortune Michelet n'affirme pas. Il lui semble! Cette hésitation se comprend puisqu'il reste convaincu des relations de Danton avec la Cour et avec le duc d'Orléans.

Racontant la fameuse scène du 21 juin 1791 aux Jacobins, dans laquelle Danton accusa Lafayette d'avoir favorisé la fuite du roi, Michelet s'exprime ainsi : « Lafayette connaissait Danton; il savait que, trop docile aux exemples du maître, aux leçons de Mirabeau, il était en rapports avec la Cour. Il n'avait pas vendu sa parole qui, évidemment, ne cessa jamais d'être libre; mais, ce qui est plus vraisemblable, c'est qu'il s'était engagé comme *bravo* de l'émeute, pour une protection personnelle contre les tentatives d'assassinat, une protection analogue à celle des brigands d'Italie. Qu'avait-il reçu? On l'ignore; la seule chose qui semble établie (sur un témoignage croyable, quoique celui d'un ennemi [Lafayette]), c'est qu'il venait de vendre sa charge d'avocat au Conseil et qu'il avait reçu du ministère bien plus qu'elle ne valait. Ce secret était entre Danton, Montmorin et Lafayette; celui-ci avait sur lui cette prise; il pouvait l'arrêter court entre deux périodes, lui lancer le trait mortel. Ce danger n'arrêta pas Danton. Il vit du premier coup d'œil que Lafayette n'oserait; que, ne pouvant blesser Danton sans blesser aussi le ministre Montmorin, il ne dirait rien du tout. » Michelet croit donc à la vénalité du tribun. Il dit ailleurs qu'ayant 1789 celui-ci ne possédait guère que des dettes<sup>2</sup>. Il repousse l'apologie de Villiaumé qui rejette le témoignage de Lafayette.

En vain Arsène Danton a-t-il vanté à Michelet l'humanité, la générosité de Danton, en vain lui a-t-il communiqué les pièces qu'il a réunies sur l'affaire d'Adrien Duport, sauvé des fureurs de Marat en septembre 1792 par une vigoureuse intervention de Danton<sup>3</sup>; Michelet n'est pas convaincu. A l'apologie familiale, il oppose une explication plus rationnelle : « Danton pouvait bien avoir aussi quelque raison personnelle de craindre qu'un homme qui savait tant de choses [Duport] ne fût jugé, interrogé, qu'il ne fit sa confession publique. Dans la primitive organisation des Jacobins et plus tard peut-être, même dans quelqu'une de ses intrigues avec la Cour, Duport avait très probablement employé Danton! Intérêt? Généro-

1. Edition définitive, t. IV, p. 489.

2. T. IV, p. 490.

3. « Je dois la communication des nombreuses pièces qui éclairent cette affaire à l'obligeance de M. Danton, l'un de nos professeurs de philosophie les plus distingués, aujourd'hui inspecteur de l'Université » (t. IV, p. 226 de l'édition Chameroi).

sité? Ces deux motifs plutôt ensemble lui faisaient désirer passionnément de sauver Duport... Si Danton livrait Duport, il était perdu très probablement. Duport eût parlé sans doute avant de mourir, emporté avec lui Danton<sup>1</sup>. » Voilà un Danton bien différent de celui de Villiaumé, de Robinet ou de M. Aulard.

Michelet a bien vu que, sous ses airs de « taureau qui rugit le meurtre », Danton était « prudent dans l'audace même », « instinctif et calculé<sup>2</sup> ». Il voit que, dans la crise qui suivit Varennes, ce finaud vénal prônait la solution orléaniste. Il voit qu'il sut se ménager habilement sous la Législative, qu'il évita de se compromettre dans toutes les questions brûlantes. Il note son attitude équivoque dans le procès du roi. Il le montre « hésitant misérablement » au 2 juin 1793. Il avoue que Danton « n'inspirait aucune confiance<sup>3</sup> ». Il dit de lui qu'« il n'était pas assez pur pour haïr le mal<sup>4</sup> ». Bref, sa sympathie ne lui a pas voilé les ombres du personnage.

Les réserves graves de Michelet gênaient les positivistes religieux pour qui le Précurseur ne pouvait être qu'un agneau sans tache. Le docteur Robinet se mit en rapports avec le grand historien et s'efforça de tenter sa conversion. Il lui envoya sa notice sur Auguste Comte. Michelet le remercia par ce court billet :

10 novembre 1860.

Monsieur le docteur Robinet, rue Cherche-Midi, 57.

Monsieur,

Je vous remercie infiniment. Malgré nos différences d'opinion<sup>5</sup>, j'avais une sorte de culte pour ce grand esprit encyclopédique et ce vrai stoïcien. Je vous lirai avec un intérêt très sérieux.

Recevez mes salutations de gratitude sympathique.

J. MICHELET.

Le docteur Robinet envoya de même son *Mémoire sur la vie privée de Danton* qui parut en 1865. Michelet remercia de nouveau par un billet plus court encore :

24 juin 65.

M. Michelet remercie Monsieur le docteur Robinet de son important travail sur Danton. Il lui adresse ses salutations sympathiques.

1. T. IV, p. 215-218 (édition Chamerot). L'hypothèse de Michelet est vérifiée par la publication des mémoires de Théodore Lameth.

2. T. III, p. 55.

3. T. VI, p. 124.

4. T. VI, p. 238.

5. Michelet marquait par là qu'il se rattachait à Littré.

Michelet réimprima sa *Révolution* en 1868. Le docteur Robinet crut l'occasion bonne pour essayer d'obtenir quelques adoucissements à ses jugements sur Danton. Il lui écrivit. Nous n'avons pas ses lettres, mais nous possédons les réponses de Michelet :

Monsieur,

Je lis votre important ouvrage, si curieux, capital en tant de points. Je vous remercie infiniment. Je vais réimprimer et je m'appuyai de vous. Recevez mes salutations les plus sympathiques.

J. MICHELET<sup>1</sup>.

Le billet est suivi de ce post-scriptum :

Mon ami et élève M. Danton, l'inspecteur général, y prendra un vif intérêt, j'en suis sûr, et en sera reconnaissant. Je vais vous rendre les journaux.

Le docteur Robinet était tenace comme le sont les apôtres. Il revint à la charge et Michelet lui répondit encore :

Dim. 12 j. 68<sup>2</sup>.

Je vous remercie infiniment, Monsieur. Je reconnaitrai certainement dans ma *Révolution* tout ce que je vous dois pour ce point essentiel.

Croyez à ma gratitude et recevez mes salutations les plus sympathiques.

J. MICHELET.

Le jour de l'an 1869 fut l'occasion d'un nouvel échange de correspondances. Robinet offrit ses vœux. Michelet le remercia :

2 janvier 69.

Mille vœux, cher Monsieur, mille vœux pour le pauvre genre humain ! Unissons-nous dans notre pensée commune, la vraie, vraie communion.

Je fais quelques études sur les premiers socialistes qui sans doute vous auront préoccupés (*sic*), mais spécialement ceux de Lyon — et Paris.

= avant 1800.

C'est Ange<sup>3</sup>, Chalier, Fourier, etc.

C'est Babeuf, Saint-Simon, le pauvre Chaumette...

Avez-vous des notions ou des amis au courant de ces choses ?

Tout à vous.

J. MICHELET.

1. Cette lettre n'est pas datée. Elle porte le timbre de la poste Paris, 15 décembre (sans doute 15 décembre 67).

2. Dimanche 12 juillet 68.

3. L'Ange, communiste lyonnais, auquel M. Jaurès a consacré une étude dans l'*Histoire socialiste. Convention*, p. 328-347.

Robinet était l'homme du monde le moins en état de documenter l'historien sur Chaumette et Babeuf. Il ne connaissait qu'Auguste Comte et le Précurseur. Il crut être agréable à Michelet en lui envoyant un document sur la grande querelle entre Auguste Comte et Littré. Michelet lui accusa réception en daubant quelque peu sur la femme d'Auguste Comte qui était soupçonnée d'inspirer la polémique de Littré :

22 j. 69<sup>1</sup>.

Mille remerciements, Monsieur, de cette curieuse communication. Je ne connais point le testament [d'A. Comte] et ne puis le juger. Je ne suis pas disciple — tant s'en faut — de ce puissant et singulier esprit. Mais il me semble énorme et téméraire de dire :

1<sup>o</sup> il a eu à 25 ans une fièvre chaude,

2<sup>o</sup> à 60 il était amoureux,

= donc il est fou.

Cela me semble fou, audacieux, injurieux.

Qu'une dame soutienne que l'amour est le signe certain de la folie, cela étonne, cela semble exorbitant.

Je vous serre la main.

J. MICHELET.

Je crains que mes très chers et très honorables amis, Littré et autres, ne soyent en tout cela les dupes d'une personne très passionnée.

La surprise de l'historien dut être assez vive quand il reçut de son correspondant, peu de jours après, l'excommunication en forme que voici :

Paris le 28 Moyse 84 (28 janvier 1869).

Monsieur,

Je manquerais à mon devoir si je ne vous disais l'étonnement profond, la désillusion pénible que m'a causés votre refus d'accorder à la mémoire de Danton la réparation que vous lui deviez.

J'ai prouvé, par des documents décisifs, indiscutables, que les dires de ses ennemis sur sa pénurie, ses dettes, son ignorance, sa paresse, sa générosité, sa vénalité et ses dilapidations n'étaient que des mensonges, et néanmoins vous maintenez ces dires, vous les soutenez à nouveau de tout le poids de votre notoriété, vous ne prévenez même point vos lecteurs qu'il existe un ensemble de pièces authentiques qui infirment toutes ces calomnies.

Je l'avoue. Je reste navré et confondu.

Mais, je protesterais, croyez-le, et, si faible et si obscur que je sois, je parviendrai à rétablir la vérité, ne fût-ce que chez des généra-

1. 22 janvier 1869.

tions à venir, plus honnêtes, plus fermes et plus intelligentes que la nôtre.

Veuillez agréer mes salutations.

ROBINET,

auteur d'un mémoire sur la vie privée de Danton<sup>1</sup>.

Rue Saint-Placide, 35.

Entre le 22 et le 28 janvier 1869, le pieux disciple d'Auguste Comte avait lu la seconde édition de l'œuvre de Michelet et il avait constaté que l'historien n'avait pas modifié un seul de ses jugements sur le grand Danton ! Il avait cru s'acquitter suffisamment à l'égard de l'auteur du *Mémoire sur la vie privée de Danton* en citant son nom en passant dans son Introduction<sup>2</sup>. Les croyants ne se satisfont pas à si bon marché. Il leur faut tout ou rien.

Michelet aurait pu dédaigner l'épître du docteur Robinet et s'abstenir de lui répondre. Il lui écrivit une réponse polie et prévenante où il s'excusait presque, faisait des promesses, se confondait en compliments :

29 j. 69 [29 janvier 1869].

Monsieur,

Dans la préface de mon premier volume, j'ai dit que vous aviez lavé la mémoire de Danton. Je le redirai mieux encore dans la prochaine (3<sup>e</sup>) édition qui paraîtra bientôt et j'expliquerai surtout qu'il s'agit de la prétendue vénalité.

Ceci n'a nul rapport avec ce que j'ai dit dans la préface de la dernière (t. V) sur la faiblesse déplorable avec laquelle il appuya Robespierre contre la Montagne, contre la Commune, fin novembre 93, pour rétablir l'ancien culte dans sa liberté, pour établir le décret du 18 qui proscribit l'unité et qui fit l'anarchie au profit des robespierristes<sup>3</sup>; ils deviennent maîtres de la France, n'ayant ni la responsabilité d'argent que demandait Cambon, ni la responsabilité que demandait Chaumette pour les arrestations, etc. En 94 encore, il se montra très faible. Voilà, Monsieur, ce que j'ai dit.

Je vous suis très uni et vous êtes la personne du monde avec laquelle je suis le plus chagrin d'être en dissentiment. Je m'expliquerai mieux et vous prouverai l'estime affectueuse que je vous ai vouée.

J. MICHELET.

1. Cette lettre est la seule du docteur Robinet qui figure dans le dossier. Il avait pris soin d'en garder la minute.

2. « Nos Robespierriistes mettaient la Montagne même en jugement. Ils poursuivaient Danton. Villiaumé, Esquiros (dans son livre éloquent) le défendirent et les actes encore mieux. Publiés récemment par Bougeart, Robinet, ils le couvrent aujourd'hui, absolvent sa grande mémoire. » Édition définitive, t. I, p. 9.

3. Il s'agit du décret du 18 frimaire qui fut un frein à la déchristianisation violente.



Michelet en fut pour son amabilité. Le docteur Robinet n'était pas de ces hommes qu'on amadou par des phrases. Sa piété ombrageuse s'était hérissée. Il ne daigna plus correspondre avec l'historien qui avait trompé ses espérances en refusant de voir la vérité qu'il lui révélait.

Chose curieuse, c'est le docteur Robinet qui eut gain de cause en définitive, comme il l'avait prédit. Danton eut sa statue en plein Paris. Les lecteurs sont simplistes. Ils retinrent de l'œuvre de Michelet les attaques contre Robespierre. Les réserves par lesquelles il tempérerait son éloge de Danton leur échappèrent. Bon gré mal gré, Michelet contribua à l'édification de la statue et de la légende.

Cette légende, les documents, que nous venons de publier, nous font voir comment elle s'est formée peu à peu sous la double influence de la famille et de la chapelle positiviste. Partout, dans l'œuvre de Villiaumé, de Bougeart, de Robinet, de Michelet lui-même, s'est révélée à nous l'action de l'universitaire Arsène Danton. Le plaidoyer des fils de Danton est le fonds commun où ils puisent leurs arguments. Ils se le passent de mains en mains. Mais il faut ajouter que des circonstances politiques favorables, le lamentable échec de la République de 48, l'oppression cléricale du second Empire, ont singulièrement facilité la tâche des apologistes, tant il est vrai que ce que les générations recherchent et admirent dans le passé, c'est elles-mêmes.

Albert MATHIEZ.

## BULLETIN HISTORIQUE

### HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE.

#### MOYEN ÂGE.

OUVRAGES GÉNÉRAUX. INSTITUTIONS. — Nous donnons ci-dessous en note la liste des mémoires<sup>1</sup> qui composent le volume de mélanges offert à Mgr de Waal, recteur du Campo-Santo des Allemands à Rome, à l'occasion de son jubilé sacerdotal<sup>2</sup>. Nous signalons ici les plus importants pour l'histoire générale. M. GÖLLER annonce la belle découverte qu'il a faite au Vatican de restes considérables des archives de la Pénitencerie et en communique un inventaire sommaire pour la période antérieure à saint Pie V. Il s'agit de registres de suppliques. L'examen, très superficiel encore, qu'il a pu en faire lui permet déjà de rectifier sur quelques points la liste des grands

1. Emil Göller : *Das alle Archiv der päpstlichen Pönitentiare*. — Franz Egon Schneider : *Zur Entstehungsgeschichte der Römischen Rota als Kollegialgericht*. — Paul Maria Baumgarten : *Ueber einige päpstliche Kanzleibeamte des 13 und 14 Jahrhunderts*. — Heinrich Zimmermann : *Die päpstliche Legation zu Beginn des 13 Jahrhunderts im Dienste der Kreuzpredigt, Inquisition und Kollektorie*. — Stephan Ehse : *Kardinal Otto Truchsess von Augsburg zu Rom 1559-1563*. — Joseph Kolberg : *Der ermländische Dompropst Christoph von Suchten* († 1519). — Johannes Mumbauer : *Der « Maler Müller » in Rom*. — Karl Heinrich Schäfer : *Das Römische Deutschtum im 14 Jahrhundert*. — Joseph Schlecht : *Deutsche Berichte aus Rom 1492 und 1504*. — Franz Xaver Seppelt : *Des Bischofs Jodocus von Breslau (1456-1467) Romfahrt*. — Joseph Sickenberger : *Zur Frage nach dem Todestage Christi*. — Franz Luttor : *Die Paulstür; ein Meisterwerk der byzantinischen Kunst*. — Franz Ehrle : *Nachträge zur Geschichte der drei ältesten päpstlichen Bibliotheken*. — Konrad Eubel : *Mittelhochdeutsche Stücke aus dem Handschriftenbestand des Minoritenklosters Würzburg*. — Richard Stapper : *Eine angeblich von Albertus Magnus verfasste Ars praedicandi*. — Lambert Schulte : *Bischof Konrad von Breslau in seinem Verhältniss zum römischen Stuhle und zu dem Baseler Konzile*. — Joseph Schmidlin : *Rom und die Missionen*.

2. *Kirchengeschichtliche Festgabe Anton de Waal zum goldenen Priester-Jubiläum (11 Oktober 1912) dargebracht*, herausgegeben von F. X. Seppelt, Fribourg-en-Brisgau, Herder, 1913, in-8°, xiv-488 p. (*Römische Quartalschrift, Supplementheft XX*).

pénitenciers donnée par lui dans un autre ouvrage<sup>1</sup> et de préciser les conditions, diverses suivant les époques, de l'enregistrement des suppliques. M. SCHNEIDER traite des origines de la rote. Il montre comment les auditeurs du Sacré Palais, délégués individuellement pour juger des causes, mais astreints à s'entourer du conseil de juriconsultes, prirent l'habitude de s'adresser de préférence à leurs collègues; comment, d'autre part, l'avis de ces assesseurs, d'abord purement consultatif, finit par lier le juge, de sorte que les arrêts, rédigés au nom d'un seul auditeur, représentent en réalité la décision d'un collège. Cette pratique coutumière, en usage dès la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, fut consacrée par la bulle *Ratio juris* de 1331. M. BAUMGARTEN, avec sa grande érudition spéciale, apporte de nombreuses additions aux listes des fonctionnaires de la chancellerie apostolique et signale d'intéressantes particularités diplomatiques dans nombre de bulles originales. En attendant la publication du deuxième volume de son *Historia bibliothecae Romanorum pontificum*, le P. EHRLÉ donne quelques renseignements sur les destinées finales des trois plus anciennes bibliothèques pontificales. La première, antérieure au XIII<sup>e</sup> siècle, n'a pas été brûlée dans l'incendie de la *Turris Chartularia* en 1244<sup>2</sup>; on ignore comment elle disparut; la deuxième, constituée par les papes du XIII<sup>e</sup> siècle et inventoriée sous Boniface VIII, puis conservée d'abord à Pérouse, ensuite à Assise, paraît avoir été, ainsi que cela résulte d'une information en vue de la canonisation d'Urbain V, distribuée par ce pape aux églises de Rome<sup>3</sup>. De la troisième, la bibliothèque d'Avignon, le P. Ehrle signale deux catalogues. L'un, de 1407, représente la bibliothèque au moment de son plus grand développement (avec de précieux détails sur son organisation matérielle). L'autre est un inventaire méthodique de la collection de Benoît XIII à Peniscola; ces livres furent vendus; de nombreuses notes marginales font souvent connaître le nom de l'acquéreur et le prix de vente; d'autres mentions fixent au 23 mai 1423 la mort de Benoît XIII et tranchent ainsi un petit problème dont M. Valois avait laissé la solution indécise<sup>4</sup>.

M. SCHREIBER<sup>5</sup> a essayé, en s'appuyant sur des dépouillements

1. Göller, *Die päpstliche Pönitentiarie von ihrem Ursprung bis zu ihrer Umgestaltung unter Pius V.*

2. Ici le P. Ehrle ne fait que résumer son article paru dans les *Mélanges Châtelain*.

3. Albanès et Chevalier, *Actes anciens et documents concernant le bienheureux Urbain V, pape*, p. 398.

4. *La France et le Grand Schisme d'Occident*, IV, 452-4.

5. Georg Schreiber, *Untersuchungen zum Sprachgebrauch des mittelalterlichen Oblationenwesens; ein Beitrag zur Geschichte des kirchlichen Abga-*

considérables, mais sans parvenir, en somme, à des résultats bien nets, de préciser le sens des termes (*oblato, offerenda, offertorium*, etc.) qui servaient à désigner les dons offerts et les redevances payées par les fidèles.

OUVRAGES RANGÉS PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE. — M. SCHÖBER<sup>1</sup> a ajouté une nouvelle dissertation, très érudite, aux travaux innombrables qu'a déjà provoqués le décret de 1059 sur l'élection pontificale. Il cite, compare, discute ses prédécesseurs avec un scrupule presque fatigant, ne faisant grâce d'aucune théorie et d'aucune conjecture. Il admet, comme presque tout le monde depuis Scheffer-Boichorst, l'authenticité de la recension dite « pontificale ». L'interprétation qu'il en donne ne nous paraît pas exempte du défaut assez fréquent qui consiste à vouloir trouver chez les hommes du XI<sup>e</sup> siècle une netteté d'idées et une précision de langage dont ils n'étaient guère capables; et quand il lui faut bien avouer que le texte du décret est vague et obscur, il voit un calcul raffiné dans ce qui n'était qu'impuissance et gaucherie<sup>2</sup>.

On ne peut se défendre d'une impression de mélancolie en lisant la date qui termine la préface du livre consacré par le P. DE GHELLINCK<sup>3</sup> au mouvement théologique du XII<sup>e</sup> siècle : *Louvain, 15 octobre 1913*. C'est sans doute le dernier travail important écloso dans ce vénérable centre d'études avant la sauvage destruction qui en a interrompu l'histoire. Il est tout à fait digne de l'illustre université. Formé d'un certain nombre d'articles primitivement distincts et plus ou moins remaniés, il pêche un peu par la composition et les proportions; il y a des redites; certaines parties sont tout à fait ache-

*benwesens und des Eigenkirchenrechts*, Wörishofen, Wagner, 1913, in-8°, 56 p. (dissertation de la Faculté de théologie de Fribourg-en-Brisgau. Cette dissertation se compose des chapitres 2 et 3 d'un ouvrage plus étendu dont la publication est annoncée comme prochaine. C'est une singulière habitude, qui tend à se répandre dans les universités allemandes, que d'accueillir des thèses qui ne sont que des fragments de livres et ne se suffisent pas à elles-mêmes).

1. Gustav Schöber, *Das Wahldekret vom Jahre 1059*. Breslau, Breslauer Genossenschafts-Buchdruckerei, 1914, in-8°, iv-79 p. (thèse de doctorat de l'université de Breslau).

2. Une au moins de ses explications paraît inacceptable. Il croit que le *debitus honor et reverentia*, reconnus à Henri IV par le décret, étaient un privilège héréditaire et non personnel. Même en adoptant la leçon, fort douteuse, *successoribus* au lieu de *successorum*, je ne vois pas bien comment cette opinion peut se concilier avec le membre de phrase : *qui ab hac apostolica sede personaliter hoc jus impetraverint*. M. Schöber traduit comme s'il y avait *impetraverunt*.

3. J. de Ghellinck, S. J., *le Mouvement théologique du XII<sup>e</sup> siècle, études, recherches et documents*, Paris, Gabalda, 1914, in-8°, x-409 p. (*Études d'histoire des dogmes et d'ancienne littérature ecclésiastique*).

vées, d'autres se présentent encore à l'état de listes de références et de matériaux prêts, mais non encore utilisés. Ce sont défauts de forme, dont le titre même du livre annonce que l'auteur a pris son parti; le fond est solide, suggestif et intéressant à souhait. Deux chapitres étudient la longue préparation qui a abouti aux *Sentences* de Pierre Lombard, ce manuel classique et typique de l'enseignement de la théologie au moyen âge. Le P. de Ghellinck remonte jusqu'à la fin de l'âge patristique pour saisir à leur source et suivre dans leur cours les deux courants, l'esprit de compilation et le goût de la dialectique, qui se combinent enfin franchement au *xii<sup>e</sup>* siècle dans l'œuvre d'Abélard, puis dans celle du Lombard. Il détermine avec beaucoup de finesse et de précision l'apport des différents pays à cette œuvre collective, définit très bien les caractères des théologiens du temps de la scolastique naissante, un saint Anselme, un Abélard, un Hugues de Saint-Victor, et analyse les qualités qui ont assuré et les défauts qui n'ont pas empêché l'extraordinaire succès du Maître des sentences. Revenant ensuite en détail sur des points déjà effleurés, il discute le problème des relations de Pierre Lombard avec Gandulphe, le théologien canoniste de Bologne, qui n'était guère qu'un nom avant les découvertes du P. Denifle, et dont l'œuvre a paru à quelques savants mettre en question l'originalité, toute relative d'ailleurs, du Lombard. Le P. de Ghellinck conclut en faveur de l'antériorité de ce dernier. Le quatrième chapitre est consacré à la diffusion en Occident du *de fide catholica* de saint Jean Damascène (bien que Pierre Lombard n'en ait connu qu'une faible partie, ses citations l'ont mis à la mode, et depuis le *xiii<sup>e</sup>* siècle « les deux recueils systématiques de la théologie de l'Orient et de l'Occident font route sous le même pavillon »; souvent associés dans les mêmes manuscrits, le recueil latin communique à l'autre ses divisions, son titre et son prestige). Le cinquième chapitre est, avec les deux premiers, celui qui intéresse le plus l'histoire générale, à la condition que dans les collections théologiques et canoniques on sache discerner, sous une forme qui nous paraît étrange et rebutante, de graves et passionnants conflits d'idées. Il insiste sur les étroits rapports qui ont uni, aux *xi<sup>e</sup>* et *xiii<sup>e</sup>* siècles, la théologie et le droit canonique : communauté des matières (une bonne partie de la théologie sacramentaire et de la théologie de l'Église, toutes ces questions alors brûlantes et débattues entre intellectuels comme entre politiques); — utilisation des mêmes dossiers patristiques; — analogie des problèmes (de part et d'autre, il n'y en a pas de plus aigu que l'harmonisation des textes divergents); — analogie aussi des méthodes et des principes de solution; — action et services réciproques (Gratien doit

beaucoup à Abélard et Pierre Lombard ne se comprend pas sans Gratien). L'ouvrage se termine par un utile aperçu bibliographique.

Une histoire des légats pontificaux, ou bien se confond avec l'histoire de la politique générale du Saint-Siège, ou bien se réduit à une succession assez décousue de registes particuliers. M. BACHMANN<sup>1</sup>, dans la monographie, d'ailleurs soignée, qu'il a consacrée aux légats envoyés en Allemagne et en Scandinavie, depuis l'avènement de Lothaire III jusqu'à la rupture de Frédéric I<sup>er</sup> avec le Saint-Siège, n'a pas toujours réussi à éviter ce double danger, inhérent à un sujet mal choisi. Quant à l'histoire de l'institution légatine, il est bref et vague sans qu'il y ait tout à fait de sa faute; les documents sont peu explicites sur une institution encore en voie de développement<sup>2</sup>.

Le cinquième volume publié par la Société britannique d'études franciscaines<sup>3</sup> comprend cinq mémoires. Trois sont dus à M. LITTLE; une description de quelques dessins franciscains des manuscrits de Mathieu de Paris (l'un d'eux, fort beau, est considéré par M. Little comme l'œuvre originale de frère Guillaume d'Angleterre, un des premiers compagnons de saint François); puis la notice détaillée d'un manuscrit provenant de la collection Phillips et important pour l'établissement du texte des *Actus* et du *Speculum Perfectionis*; enfin quelques fragments de nécrologes de la province franciscaine d'Angleterre. D'autre part, M. JAMES inventorie les manuscrits (actuellement dispersés) provenant de la bibliothèque du couvent de Hereford, et M. BANNISTER ceux du couvent de Cambridge, actuellement à la Vaticane.

M. SETON<sup>4</sup> a retrouvé dans divers manuscrits de bibliothèques allemandes le texte latin (publié par lui d'après le ms. de Bamberg, *Misc. Hist.* 146, E. VII, 19) et une version allemande assez libre (publiée d'après le ms. de Berlin, *Germ. oct.* 484) d'une légende

1. Johannes Bachmann, *Die päpstlichen Legaten in Deutschland und Skandinavien (1125-1159)*, Berlin, Ebering, 1913, in-8°, xvi-235 p. (*Historische Studien*, fasc. 115).

2. L'exposé des dernières légations d'Hadrien IV à Frédéric Barberousse est un peu sommaire. On est surpris de ne pas voir signaler la prétention émise par l'empereur de subordonner à son consentement l'envoi de légations. Prétention très grave et d'autant plus intéressante que d'autres souverains, vers le même temps, l'ont formulée avec plus ou moins de succès (ainsi le roi de Sicile).

3. A. G. Little, M. R. James, H. M. Bannister, *Collectanea Franciscana*, I, Aberdeen, 1914, in-8°, iv-163 p. et quatre pl. (*British Society of Franciscan Studies*, vol. V).

4. Walter W. Seton, *Some new sources for the life of blessed Agnes of Bohemia*, Londres, Longmans, Green et C<sup>ie</sup>, 1915, in-8°, iv-176 p. (*British Society of Franciscan Studies*, vol. VII).



de la bienheureuse Agnès de Bohême, religieuse franciscaine, qui lui paraît représenter en substance le travail exécuté un peu avant 1328 en vue d'une demande en canonisation introduite par la reine Élisabeth de Bohême ; les vies jusqu'ici connues (et publiées par les Bollandistes) n'en seraient que des remaniements. Il donne d'autre part, d'après les mêmes manuscrits, une version allemande des quatre lettres de sainte Claire à la bienheureuse Agnès, dont l'attestation manuscrite se trouve ainsi reculée de plusieurs siècles. Dans l'introduction, il discute, entre autres choses, quelques dates de la vie de la bienheureuse (elle serait entrée au couvent en 1234 et morte le 2 mars 1282, et non le 6 comme l'admettaient les Bollandistes) et fait ressortir le rôle qu'elle a joué dans les négociations avec le Saint-Siège en vue de la confirmation de la règle de sainte Claire. Six planches reproduisent des spécimens paléographiques des manuscrits utilisés, ou des miniatures empruntées au manuscrit M. 281 de la bibliothèque de Dresde et représentant des épisodes de la vie de sainte Claire.

Tandis que jusqu'à la fin du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle l'Église d'Angleterre, dans ses représentants les plus illustres, a généralement lutté, de concert avec le pape et contre le roi, pour « la liberté de l'Église », au <sup>xiii</sup><sup>e</sup>, par suite des relations nouvelles établies entre la couronne d'Angleterre et le Saint-Siège, de l'hostilité que Rome témoigne au mouvement des libertés anglaises, et des progrès de la fiscalité et de la centralisation pontificales, bien des prélats, qui font cause commune avec les barons laïques, sont amenés à entendre d'une façon toute nouvelle la défense de la liberté de l'Église ; la formule se retourne contre le pape. Ces quatre éléments, papauté, royauté, clergé, barons, se combinent de bien des manières différentes, mais d'ordinaire, au moins sous Henri III, les deux derniers contre les deux premiers. M. DEHIO<sup>1</sup> étudie précisément le renversement d'alliances par lequel Henri III, après avoir montré d'abord quelques velléités de s'appuyer sur la nation pour résister au Saint-Siège, s'est au contraire entendu avec le Saint-Siège en vue de l'exploitation financière de l'Angleterre. Il analyse avec soin l'état d'esprit du clergé et insiste d'une façon toute particulière sur Robert Grossetête, qui lui semble résumer, dans sa personne et sa carrière, l'évolution accomplie par l'Église d'Angleterre au cours de deux générations ; d'abord ultramontain, il finit sur de violentes protestations contre Rome. M. Dehio n'a-t-il pas ici exagéré un peu le contraste ? D'une façon générale, les péripéties ont-elles été aussi nettes et les sentiments

1. Ludwig Dehio, *Innocenz IV und England; ein Beitrag zur Kirchengeschichte des 13 Jahrhunderts*, Berlin et Leipzig, Goetschen, 1914, in-8°, x-84 p.

aussi conscients qu'il le suppose? Mais cette recherche même de précision lui a permis de renouveler jusqu'à un certain point un sujet déjà souvent abordé. Son tableau de l'administration ecclésiastique d'Innocent IV est exact et impartial. On regrettera que le désir, avoué, de condenser sa matière l'ait empêché de tirer parti de tous les éléments pittoresques et vivants que lui auraient fourni en si grand nombre les chroniques anglaises.

La biographie des cardinaux Jacques et Pierre Colonna, par M. MOHLER<sup>1</sup>, est une œuvre assurément considérable qui apporte sur bien des points des précisions utiles (notamment sur les débuts des Colonna jusqu'au pontificat de Boniface VIII) et dont certaines conclusions semblent solidement établies (je fais allusion surtout au chapitre sur l'« hérésie » de Boniface VIII; M. Mohler réduit à leur juste valeur des commérages haineux). Mais, sur d'autres détails importants, faute d'un esprit assez net, d'une critique assez ferme, d'une rigueur assez grande dans l'étude des textes, le livre ne paraît pas au point. Par exemple, sur les relations de Philippe le Bel avec les Colonna, avant l'éclat de mai 1297. Y a-t-il simple coïncidence entre le « différend » et la révolte des deux cardinaux? Ou bien, comme le veut M. Mohler, celle-ci a-t-elle été dès ses premières origines une machination française? Tout repose sur deux des dépositions de l'enquête avignonnaise de 1311 touchant le « zèle louable et juste du roi »; celle de Pierre Colonna lui-même et celle d'un agent de Philippe le Bel, Pierre de Paroi. M. Mohler s'en est beaucoup servi sans se rendre compte qu'elles ne sont pas tout à fait d'accord. Pierre de Paroi attribue aux ennemis de Boniface VIII dans le Sacré-Collège, et les premières initiatives (ce que l'on peut tenir pour certain), et des instances réitérées et pressantes auxquelles le roi aurait cédé, dans l'hiver 1296-1297, en annonçant son intention de prendre lui-même l'affaire en mains. Quant aux Colonna, ils racontent qu'à peine excommuniés ils écrivirent à Philippe le Bel que, s'étant compromis à son instigation, ils comptaient sur son appui. On croira sans peine qu'ils ont tenu ce langage, assurément très conforme à leur intérêt du moment, mais qui, pour ce motif même, peut n'avoir pas été tout à fait conforme à la vérité. Le plus probable est que le roi et les Colonna se sont mutuellement excités dans leur haine contre Boniface; mais la preuve que ce n'est pas le roi qui a vrai-

1. Ludwig Mohler, *Die Kardinäle Jakob und Peter Colonna, ein Beitrag zur Geschichte des Zeitalters Bonifaz' VIII*, Paderborn, Schöningh, in-8°, xvi-285 p. (*Quellen und Forschungen aus dem Gebiete der Geschichte*, in Verbindung mit ihrem historischen Institut zu Rom herausgegeben von der Görres-Gesellschaft, Band XVII).

ment déclenché la révolte des cardinaux, c'est que celle-ci a été en partie fortuite, préparée, sans doute, par des années d'opposition, d'intrigue et de trahison, mais non préméditée, en ce sens que les cardinaux n'ont pas choisi leur heure; ils ont été entraînés, plus loin peut-être, en tout cas plus vite qu'ils ne voulaient, par le coup de tête de leur parent Étienne Colonna (le 3 mai 1297, celui-ci enlevait aux portes de Rome une partie du trésor pontifical). Pourquoi, en effet, sinon pour éviter ou du moins ajourner la rupture définitive, ont-ils obéi, en somme, quoique en retard, à la citation du pape, eu avec lui deux entrevues, l'une le 6 mai, l'autre entre le 6 et le 9<sup>1</sup>, décidé Étienne Colonna à rendre la somme volée, essayé, à les en croire, d'obtenir de lui qu'il se constituât prisonnier et livrât ses châteaux? — Quelles sont, d'autre part, les raisons qui ont rendu tout replâtrage impossible? Nul doute que Boniface ne considérât de longue date les Colonna comme des opposants et ne saisis avec empressement une occasion de se défaire d'eux. Mais avait-il déjà en mains la preuve qu'ils contestaient sa légitimité? Contrairement à l'opinion de M. Mohler, nous ne pensons pas que cette question ait été traitée dans l'entrevue du 6 mai<sup>2</sup>. Si, en effet, les cardinaux avaient avoué, comment le pape aurait-il négligé ce grief dans son discours consistorial du 10 mai et dans sa bulle *In excelso throno*? Et, s'ils ont nié, pourquoi ni la bulle *Lapis abscissus*, ni le manifeste du Sacré-Collège, qui font ressortir avec tant de force l'inconséquence de leur conduite, n'ont-ils pas ajouté aux autres ce nouvel argument *ad hominem*. — La révolte des Colonna, on l'a remarqué bien des fois, a servi très utilement les intérêts de Philippe le Bel, en précipitant les concessions par lesquelles Boniface VIII mettait fin à la première période du différend. Philippe en a-t-il seulement profité d'une façon en quelque sorte involontaire; ou bien a-t-il encouragé les Colonna tant qu'il a eu besoin d'exercer une pression sur le pape, quitte à les sacrifier aussitôt le résultat obtenu? Le cardinal Pierre, toujours dans l'enquête de 1311, a très nettement accusé le roi de France (ou plutôt son ambassadeur Pierre Flotte) d'avoir en effet joué ce jeu déloyal. Ce curieux texte dit probablement vrai, car les Colonna n'avaient aucun intérêt en 1311 à rappeler un souvenir qui, malgré toutes les précautions oratoires, ne pouvait qu'être désagréable à Philippe. Mais M. Mohler n'est pas le

1. Cette deuxième entrevue est un fait nouveau que paraît bien avoir établi M. Mohler.

2. Il n'est pas vrai que Pierre Colonna l'ait dit dans l'enquête de 1311. Je ne puis m'expliquer l'assertion de M. Mohler à ce sujet que par une erreur de traduction.

premier à en avoir montré l'importance; il avait déjà été utilisé par M. Langlois<sup>1</sup>. — Livrés à leurs propres forces, les Colonna succombèrent. Dans quelles conditions ont-ils rendu leur refuge suprême de Palestrina? A merci? Ou moyennant une capitulation dont Boniface VIII aurait violé les clauses? Abstraction faite de quelques historiettes invérifiables<sup>2</sup>, l'hypothèse d'une capitulation déchirée repose sur les déclarations des Colonna, contredites par le cardinal François Gaëtani au cours du procès débattu entre eux sous Clément V. Là encore M. Mohler n'a pas soumis ses documents à une critique assez serrée. Il n'a pas remarqué, ce qui me paraît un indice grave, que le reproche de parjure ne figure pas dans les divers actes d'accusation dressés contre Boniface, auxquels cependant la collaboration des Colonna est certaine<sup>3</sup>, et qui insistent si copieusement sur leurs griefs particuliers. Ce reproche n'apparaît à ma connaissance qu'au moment précis où les Colonna en ont besoin, non pas tant pour noircir la mémoire du pape que pour repousser un argument de leurs adversaires, non pas tant pour expliquer la reddition de Palestrina (un événement militaire dont les conséquences, très graves en leur temps, étaient chose du passé), mais la soumission de Rieti qui l'avait suivie, un acte juridique, et qui leur restait perpétuellement opposable<sup>4</sup>. « Vous avez », leur disait-on, « reconnu vous-même et votre culpabilité et la justice des peines portées contre vous. » C'est pourquoi ils affirment être venus à Rieti la tête haute, sans aucune intention d'avouer leurs torts, pour faire redresser au contraire ceux du pape et sur la foi des plus brillantes promesses; on ne peut tirer aucun argument contre eux de la perfidie à laquelle ils se sont laissé prendre. Cette formule vague désigne leur amende honorable, qu'ils veulent éviter de reconnaître et n'osent pas nier expressément. Ce qu'ils voudraient insinuer, c'est qu'attirés dans une espèce de guet-apens ils ont été obligés de se prêter à une cérémonie à laquelle ils ne s'attendaient pas. Mais toutes ces allégations tardives, intéressées, inspirent la défiance par leurs réticences trop

1. *Histoire de France*, publiée sous la direction d'E. Lavisse, t. III, 2<sup>e</sup> partie, p. 138.

2. La plus célèbre, parce que Dante l'a immortalisée, est celle de Guido de Montefeltro et du conseil donné par lui à Boniface VIII :

« Lunga promessa coll' attendere corto. »

3. C'est un des mérites de M. Mohler de l'avoir fortement montré.

4. C'est bien l'acte de Rieti qu'ils s'efforcent de pallier; il suffit de lire la pièce donnée à l'appendice VI pour s'en convaincre; et je ne comprends pas comment M. Mohler peut faire porter leurs dénégations sur une période antérieure des négociations, sous prétexte que, s'appliquant à l'entrevue de Rieti, elles seraient une défaite par trop misérable. Il n'estime pas assez haut la capacité d'impudence des Colonna.

habiles comme par leurs exagérations grossièrement maladroites. A qui les Colonna feront-ils croire que Boniface VIII ait jamais pu promettre la révocation de tous ses « méfaits » et la réforme de l'Église, et que le moins qu'il ait pu réclamer d'eux n'ait pas été la reconnaissance formelle de sa légitimité, et, par conséquent, l'aveu du tort qu'ils avaient eu de la contester? Que si, ce dont je doute fort<sup>1</sup>, Boniface VIII a fait en effet quelque promesse, ultérieurement violée<sup>2</sup>, nous n'en pouvons rien savoir aujourd'hui, dans l'état de notre documentation, et la faute en est pour une bonne part aux mensonges des Colonna eux-mêmes. Il ne pourrait en tout cas s'agir que d'une promesse de grâce<sup>3</sup>. — On voit que notre principale objection au livre de M. Mohler, c'est qu'il nous paraît attacher beaucoup trop d'importance aux dires des Colonna, dont la mauvaise foi n'est dépassée peut-être que par celle de Nogaret. Assurément, Boniface VIII est peu sympathique; mais que dire de ses adversaires? Quant au contraste que fait cette mauvaise foi avec les sentiments religieux et mystiques que l'on connaît par ailleurs au cardinal Jacques Colonna, il est loin d'être un fait unique; et d'ailleurs — ici nous serons pleinement d'accord avec M. Mohler — dans toute la campagne contre Boniface VIII, c'est sans doute le cardinal Pierre qui a été l'inspirateur et le meneur.

Le P. OLIGER<sup>4</sup> a réuni en volume un certain nombre de documents sur les fraticelles publiés par lui dans l'*Archivum Franciscanum Historicum* de 1910 à 1913. D'inégale importance, ils sont tous de nature à mieux faire connaître la secte; ils en attestent la ténacité et la diffusion, ils en éclairent les relations avec les communes de l'Italie centrale, qui la soutenaient parfois, par hostilité

1. Surtout pour la raison donnée plus haut, l'apparition tardive de l'accusation. La tradition, transmise par Dante et par d'autres, peut dériver des dires des Colonna ou avoir été inventée pour rendre compte de la nouvelle révolte des cardinaux, suivant de si près leur soumission.

2. Dans un mémoire perdu, connu par la réfutation qu'en font les Gaëtani, les Colonna prétendaient qu'on leur avait promis de leur laisser Palestrina et leurs autres châteaux, sur lesquels on placerait seulement la bannière pontificale.

3. Par un acte perdu (mais visé dans une lettre de Boniface VIII, *Registres*, éd. Digard, n° 4472), Agapito Colonna a fourni caution, en son nom et au nom des autres Colonna, *quod... starent... mandatis et beneplacitis nostris... super omnibus et singulis excessibus... perpetratis... per eos*. Cet acte a été passé à Rieti (rectifier M. Mohler sur ce point) où Agapito se trouvait alors. Il semble que les ex-cardinaux n'y fussent pas. S'ils y sont venus plus tard, c'est donc en pleine connaissance de cause et sachant ce qui les y attendait.

4. P. Livarius Oligier, O. F. M., *Documenta inedita ad historiam fraticellorum spectantia*, Quaracchi, 1913, in-8°, iv-208 p.

contre le Saint-Siège. Nous signalerons, sans nous astreindre à l'ordre adopté par l'éditeur, les plus intéressants de ces textes. D'abord un traité d'Andrea Richi, personnage resté à peu près inconnu aux historiens de l'ordre franciscain, inquisiteur à Florence de 1370 à 1373, et dont l'ouvrage est une des sources principales du *Dialogue contre les fraticelles* de saint Jacques de la Marche. Puis des brefs d'Eugène IV contre un fraticelle aragonais, Philippe Berbegall, où est affirmé le fait curieux de ses relations avec les Hussites. Diverses pièces relatives aux Clarenins, ces fraticelles revenus à l'orthodoxie dans des conditions encore obscures, et notamment une bulle d'Eugène IV, de 1446, qui est la première attestation formelle de leur nom. Plusieurs lettres ou traités émanés des fraticelles eux-mêmes, et remarquables, d'un côté par l'érudition théologique et juridique dont ils témoignent (on n'a plus du tout affaire ici à des ennemis de la scolastique), d'un autre côté par l'acharnement avec lequel, évidemment pour se distinguer d'autres hérétiques, ils justifient la secte du reproche de rejeter les sacrements de l'Eglise romaine et de faire dépendre la validité des sacrements de la sainteté du ministre.

Pourquoi l'Angleterre, de tous les pays de la chrétienté, a-t-elle eu avec le concile de Bâle les relations les plus intermittentes et joué dans la crise conciliaire le rôle le plus effacé? Telle est la question à laquelle permet de répondre l'exposé un peu trainant, mais solide, de M. ZELFELDER<sup>1</sup>. D'abord ses échecs politiques et militaires avaient détruit le prestige de l'Angleterre et ruiné ses finances; l'unanimité était loin de régner dans ses conseils; sa lenteur et son indécision, défauts communs à tous les gouvernements d'alors, en étaient augmentés. Mais, d'ailleurs, bien des raisons l'empêchaient de s'intéresser à la cause du concile. La « réforme » que les Bâlois avaient toujours à la bouche la laissait en somme indifférente; satisfaite des « libertés » ecclésiastiques conquises au cours du XIV<sup>e</sup> siècle, elle aurait plutôt craint de les voir mettre en question<sup>2</sup>. Les négociations avec les Hussites, autre article du programme conciliaire, effrayaient une Eglise et un gouvernement qui menaient contre les Lollards la terrible répression que l'on sait<sup>3</sup>. Le vote par députa-

1. August Zellfelder, *England und das Basler Konzil*, Berlin, Ebering, 1913, in-8°, 386 p. (*Historische Studien*, fasc. 113).

2. Il vaudrait toutefois la peine de rechercher si le bas clergé avait sur ce point les mêmes sentiments que le haut clergé.

3. Un des mérites de M. Zellfelder est d'avoir contribué à reconstituer la biographie de Pierre Payne, Anglais et Lollard d'origine, Tchèque et Hussite d'adoption.



tions, inauguré à Bâle, mécontentait un peuple qu'avait singulièrement avantagé le vote par nations. Surtout la politique française décidait de la politique anglaise; celle-ci ne pouvait que prendre le contre-pied de celle-là. Or, la France avait devancé l'Angleterre auprès du concile; et les Bâlois achevèrent d'écarter les Anglais en reconnaissant implicitement Charles VII comme roi de France, en applaudissant bruyamment à la paix d'Arras, en abandonnant les Anglais dans leur querelle de préséance avec les Castillans, en agitant le projet de transférer le concile à Avignon. La maladresse de la politique anglaise se trahit en ce qu'elle ne sut pas se faire d'un abandon suffisamment rapide et décidé du concile un mérite auprès d'Eugène IV. Le rapprochement anglo-romain, négocié par un nonce habile, del Monte, arriva trop tard pour que l'Angleterre pût en tirer un parti politique<sup>1</sup>.

E. JORDAN.

## HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.

DOCUMENTS. — Nous avons à signaler quatre volumes publiés par la *Selden Society*.

Le tome XXVII contient la suite des *Year-books* ou Annuaires de jurisprudence pratique<sup>2</sup>; il se rapporte à la quatrième année du règne d'Edouard II (1310-1311). La préface, par M. TURNER, présente un intérêt particulier. L'auteur y soumet à une critique pénétrante l'opinion professée par feu F.-W. Maitland sur l'origine de ces Annuaires. Faut-il y voir « des notes d'audience prises par de jeunes étudiants en droit<sup>3</sup> », travaillant soit pour leur instruction personnelle, soit pour le compte de commerçants en librairie<sup>4</sup> dont la science juridique était le moindre souci? M. Turner montre qu'ils n'ont pu être compilés pour des commençants, puisqu'on y suppose

1. En appendice, M. Zellfelder inventorie le recueil de pièces formé par William Sprever (ms. lat. 1448 de la Bibl. nationale) et en tire un certain nombre de documents relatifs surtout au conflit anglo-castillan. Parmi les autres pièces justificatives, il en est une fort curieuse, déjà signalée par M. Noël Valois, mais encore inédite; c'est le memorandum adressé par del Monte à Henri VI pour le déterminer définitivement en faveur du concile de Ferrare et contre Bâle.

2. *Year-books of Edward II*. Vol. VI : 4 *Edward II, 1310-1311*. Edited for the Selden Society by G. J. Turner of Lincoln's Inn, barrister-at-law. Londres, B. Quaritch, 1914, in-4°, cm-228 p., les pages 1-198 étant doubles.

3. Voir *Rev. histor.*, t. CXIII, p. 386.

4. C'est l'opinion de M. Bolland; voir *Rev. histor.*, t. CXII, p. 114.

connus les éléments mêmes de l'enseignement juridique : nature des brefs (*writs*) introductifs d'instance, notions de procédure civile et criminelle, principes généraux de la plaidoirie ; en outre, les manuscrits où ils sont conservés ne portent aucune trace d'usage, d'annotations, de gloses personnelles qu'on ne manquerait pas de trouver dans des livres souvent maniés par des étudiants. Manifestement, ils ont été exécutés pour des magistrats curieux des précédents et amis des gros livres. A l'aide de quels éléments ? Sans doute au moyen de « Rapports » rédigés après chaque « terme » ou session judiciaire par des personnes qui avaient suivi les audiences ; et ici nous revenons tout de même à l'opinion de Maitland combattue, avec tout le respect dû à un si grand nom, par M. Turner. Nous ne savons rien des personnes qui prirent ces notes d'audience ; leur rédaction confuse et parfois presque inintelligible ne décelez-elle pas des mains novices, des intelligences encore mal formées ? Qu'importe alors si ces rédacteurs étaient des étudiants proprement dits ou des « students » ou stagiaires qui n'avaient pas encore été admis à la barre ? Ces rapports étaient écrits sur des cahiers de parchemin dont aucun n'est, semble-t-il, parvenu jusqu'à nous ; mais M. Turner en a retrouvé la trace certaine dans les manuscrits des *Year-books* et la description minutieuse qu'il en donne est un des points les plus neufs de sa savante introduction. Notons enfin que la compilation des *Year-books* ne fut pas une œuvre exclusivement privée. Nous savons de façon certaine qu'au xvi<sup>e</sup> siècle il y eut des rédacteurs payés par le roi pour ce travail ; il est probable que la pratique remontait au xv<sup>e</sup> siècle et peut-être déjà au xiv<sup>e</sup>. Il est curieux de constater que les *Year-books* d'Édouard II ont été écrits dans le dernier quart du xiv<sup>e</sup> siècle ; depuis l'avènement de Henri IV, on cessa d'y prêter attention ; les premiers qu'on ait imprimés appartiennent au règne d'Édouard III.

A la même série et au même règne appartiennent les notes d'audience prises dans les tournées des juges itinérants au comté de Kent. Le tome III est dû aux soins de M. BOLLAND, qui en avait commencé l'édition comme continuateur de F. W. Maitland et de V. Harcourt<sup>1</sup> ; il termine les plaidoiries au civil dont la première partie remplit le tome II. L'introduction, où sont discutés un cer-

1. *The Eyre of Kent, 6-7 Edward II, 1313-1314*. Vol. III. Edited for the Selden Society by William Craddock Bolland, of Lincoln's Inn, barrister-at-law (t. VIII des *Year-books of Edward II*, et t. XXIX des Publications de la Société). Londres, B. Quaritch, 1913, in-4°, cm-242 p., les pages 1-209 étant doubles. Sur les deux précédents volumes, voir *Rev. histor.*, t. CIX, p. 112, et t. CXII, p. 114. Rappelons enfin que les mots *Eyre of Kent* ont pour équivalent latin *Iter Cancie*.

tain nombre de « cas », intéressera les jurisconsultes. Une section traite, en outre, des salaires des juges et des clercs; elle nous fait connaître l'organisation de ces tribunaux de « justices in eyre ». Rappelons en outre que ces juges d'assise avaient à trancher nombre de questions économiques concernant, par exemple, les foires, la fabrication et la vente du pain et de la bière, qui étaient réglementées avec une attention méticuleuse, le prix des lièvres et des lapins, déterminé alors par des idées toutes différentes de celles qui ont cours aujourd'hui.

On trouve des documents de semblable caractère dans un autre volume où M. BOLLAND a donné un choix de « Bills » présentés aux juges itinérants dans leurs tournées d'assise<sup>1</sup>. Dans la langue du XIV<sup>e</sup> siècle, le mot bill désigne toujours une requête rédigée sur un ton assez humble pour demander à une personne puissante, ici le roi, de réparer une injustice<sup>2</sup>. Le bill est introductif d'instance comme le bref ou « writ »; mais il y a de grandes différences entre le « bill » et le « writ ». Ce dernier était toujours rédigé suivant des formules rigoureusement fixées par la chancellerie royale; le « bill », au contraire, indiquait l'objet de la plainte avec les mots qui venaient à la plume du scribe. Il en est qui ont tout dit en deux lignes (voir le n° 2). Le bill était remis au shérif qui le transmettait aux juges d'assise lors de leur prochaine tournée; aussi n'est-il pas rare de voir des plaintes sur des faits vieux déjà de plusieurs années<sup>3</sup>. La langue employée était d'ordinaire l'anglo-normand, le *law-french*, quelquefois le latin, jamais l'anglais; elle est d'ailleurs d'une incorrection rare et la traduction qu'en donne M. Bolland a dû lui coûter beaucoup de peine<sup>4</sup>. Sans doute, l'usage de ces bills avait pour objet de rendre la justice royale plus expéditive et plus secourable aux malheureux : le juge d'assise représentait à leurs yeux la personne même du souverain, sollicitée avec d'autant plus

1. *Select bills in eyre*, A. D. 1292-1333. Edited for the Selden Society by William Craddock Bolland (t. XXX des Publications de la Société). Londres, B. Quaritch, 1914, in-4°, LXIII-197, les pages 1-153 étant doubles.

2. M. Bolland a fort bien établi le sens du mot *bill*; mais il est impossible de le suivre quand il propose de faire venir le mot du latin *libellus* ou du français *libel*, *libell*.

3. Au n° 18, qui est de la 20<sup>e</sup> année d'Édouard I<sup>er</sup> (1292), on rappelle un fait qui s'est passé dans la première année.

4. Voir le tableau des conjugaisons de la p. xxxiii et le glossaire de la p. 161; glossaire d'ailleurs beaucoup trop maigre. M. Bolland paraît hésiter sur le sens du mot *forcer*, qui signifie un tondeur de drap travaillant avec des ciseaux ou « forces », et sur l'étymologie du mot *meysel*, qui vient de « misellus », en français meseau. Une pratique plus intime du Glossaire de Du Cange lui aurait rendu service.

d'ardeur qu'elle apparaissait plus rarement. Et c'est sans doute aussi cette liberté permise aux rédacteurs des bills qui en limita la durée. Le formalisme judiciaire ne put s'en accommoder longtemps. On n'en possède en effet que quelques centaines au P. Record Office; ils s'espacent entre les années 1286 et 1333 et ne se rencontrent que dans un petit nombre de comtés<sup>1</sup>. En somme, la place qu'ils occupent dans la procédure anglaise est si mince qu'elle passe d'ordinaire inaperçue et il a fallu à M. Bolland beaucoup de recherches pour en reconstituer l'histoire.

On peut être surpris de voir une société, dont l'objet est de publier des textes intéressant essentiellement l'histoire du droit, donner un recueil de chartes constitutives de compagnies de commerce. Le recueil formé par M. CARR<sup>2</sup> comprend quarante et une chartes comprises entre les années 1530 et 1707 et concernant la compagnie moscovite, celle du Levant, celle des Indes orientales, les sociétés pour le trafic avec la Berbérie et la Guinée, la colonisation de l'Ulster et de l'Amérique du Nord, des entreprises industrielles pour l'exploitation des mines, la fabrication du savon et du papier blanc, les pêcheries maritimes, etc. Tout cela intéresse si bien l'histoire économique, que la préface de M. Carr nous fournit surtout, en abondance, des détails sur l'origine et la constitution de ces nombreuses et diverses compagnies; il y ajoute d'utiles notions sur les associations de marchands et sur les compagnies par actions. L'aspect proprement juridique est relégué en quelque sorte au second plan; et alors on nous présente quelques aperçus rapides sur l'idée de « corporation » qui domine dans bon nombre de ces chartes. Je n'affirmerais pas qu'ils apportent beaucoup d'idées nouvelles aux historiens du droit; mais un recueil de chartes sur l'organisation industrielle et commerciale d'un pays comme l'Angleterre, au temps où commence son puissant développement économique, ne peut être accueilli qu'avec un vif sentiment de gratitude.

On nous devait une édition vraiment critique du célèbre traité sur les lois et coutumes de l'Angleterre composé au XIII<sup>e</sup> siècle par Henri de Bracton. Celle de Sir Travers Twiss, dans la Collection du maître des rôles, était des plus regrettables. Si l'on ne craignait pas d'être par trop injuste, on pourrait dire qu'elle donne des exemples de toutes les espèces de fautes et d'erreurs que doit éviter

1. M. Bolland a retrouvé les bills pour les tournées de juges itinérants dans les comtés de Shrewsbury (20 Edw. I), de Stafford (21 Edw. I), de Derby (4 Edw. III); pour les autres comtés on ne possède que quelques pièces isolées.

2. *Select charters of trading companies, 1530-1707*. Edited for the Selden Society by Cecil T. Carr, of the Inner Temple, barrister-at-law. Londres, B. Quaritch (t. XXVIII des Publications de la Société), 1913, cxxxvi-322 p.

l'érudit chargé d'éditer un texte du moyen âge; et à cet égard elle fournit la matière d'un précieux enseignement. Mais il nous fallait autre chose. Déjà Maitland avait, dans son *Bracton and Azo*, ouvert la voie en essayant de dégager le texte véritable des leçons différentes fournies par les nombreux manuscrits de Bracton. Le travail qu'il n'a fait qu'ébaucher pour les parties communes au juriconsulte anglais et au glossateur bolonais a été entrepris par un érudit américain, M. WOODBINE<sup>1</sup>. Comme il le dit fort justement au début même de sa préface, « avant de tenter une reconstitution du texte, il faut répondre à deux questions importantes : 1<sup>o</sup> quels manuscrits lui servent de base; 2<sup>o</sup> quels passages du texte imprimé ont été ajoutés ou interpolés » ? C'est à cet indispensable travail préliminaire qu'est consacré tout le premier volume d'une édition qui en comprendra six. « Le texte latin », dit encore M. Woodbine, « avec les variantes et le commentaire, paraîtra dans les tomes II et III; les tomes IV et V contiendront une traduction anglaise; l'introduction est réservée pour le tome VI et dernier, après qu'une étude prolongée de l'œuvre de Bracton aura conféré à l'éditeur plus de compétence pour l'écrire. » Œuvre considérable, on le voit, et que les historiens accueilleront avec la plus vive reconnaissance. On possède environ cinquante manuscrits du *De legibus*; l'examen de ces manuscrits dispersés en plusieurs lieux : Oxford et Cambridge, le British Museum et Lincoln's Inn, Paris et Yale, impose à l'éditeur une première tâche longue et souvent rebutante; il lui faut en outre établir leur filiation, retrouver le texte tel que l'a laissé Bracton. Plus de la moitié du volume est employée par cette seconde partie du travail et pour aboutir à des résultats incertains : on ne saurait dire quel plan fut tracé par Bracton lui-même. Le texte traditionnel nous montre le *De legibus* divisé en cinq livres, subdivisés à leur tour en parties; mais Bracton paraît avoir distribué sa matière en *tituli* ou chapitres (certains manuscrits groupent ces chapitres en *centenae*), subdivisés en *paragraphi*, qui ne correspondent pas à la division en livres et en parties, bien que cette division ait été certainement présente à sa pensée et qu'on puisse croire qu'il fut tenté de diviser sa matière comme l'avait fait son maître Azo. Même incertitude quand on cherche à distinguer les meilleurs manuscrits, ceux qui devraient refléter le mieux la pensée de Bracton, contenir l'expression la plus correcte de cette pensée. M. Woodbine a choisi

1. George E. Woodbine, *Bracton. De legibus et consuetudinibus Angliae*, t. I. New Haven, Yale University Press; Londres, Humphrey Milford (Yale historical publications, série II), 1915, in-4°, xii-422 p.; prix : 5 dollars. — L'ouvrage est dédié à l'éminent professeur de Yale, George Burton Adams.

douze passages pour lesquels il a donné toutes les variantes fournies par les manuscrits et il a montré, par une série de diagrammes, comment on peut les grouper; ce qui lui apparaît le plus clairement, c'est que Bracton lui-même n'a cessé de travailler à son livre, ajoutant des remarques en marge ou sur des feuillets de parchemin qui allaient ensuite s'encarter dans les cahiers du volume; que de nombreux scribes, parfois fort négligents, s'empressèrent de copier ces cahiers et de les livrer aux acheteurs qui, à leur tour, faisaient des additions et des corrections acceptées par d'autres comme provenant de l'auteur même. Comment discerner l'œuvre de toutes ces mains? Nous verrons plus tard comment M. Woodbine a réussi à surmonter ces difficultés que Twiss avait entrevues, mais qu'il avait esquivées tout tranquillement en adoptant pour base de son édition un manuscrit, estimé le meilleur (sans qu'on sache pourquoi) par Th. D. Hardy. Pour l'instant, nous ne pouvons qu'admirer le soin méticuleux, l'ingéniosité, le sens critique avec lesquels il a mené son enquête à bon terme.

Qu'entend-on par les mots *finis* et *pedes finium*? Un des sens du mot *finis* désigne des actes d'accord qui mettent fin (*finis, finalis concordia*) à des procès, réels d'abord, puis, à partir de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, le plus souvent fictifs, qui étaient portés devant la Cour des plaids communs ou devant les juges itinérants, à l'effet de rendre légal le transfert de la propriété foncière. Rappelons ce qu'en dit Ch. Gross dans sa Bibliographie de l'histoire d'Angleterre (§ 52): « Quand s'ouvrait un procès de ce genre, les parties commençaient par obtenir de la Cour l'autorisation de mettre fin à leur différend et la terre était adjugée au demandeur aux conditions préalablement concertées entre lui et le défendeur. Une copie ou « indenture » du jugement était délivrée à chacun d'eux et la contre-partie ou « pied » (nous dirions le talon) était conservée dans les archives de la Cour pour faire foi du titre acquis par le nouveau propriétaire<sup>1</sup>. » Elle fut mise en pratique dès le règne de Henri II; « mais la série continue des *pedes finium* commence en 1195<sup>2</sup>; elle est remarquablement complète [au P. R. O.] et s'étend jusqu'à l'année 1834 où les *finis* furent abolies » (*ibid.*). Aujourd'hui, ces documents nous sont de la plus grande utilité pour l'histoire de la propriété foncière. Les plus

1. Voir le fac-similé d'un de ces *feet of fines* dans *English court hand 1066-1500*, planche XVII b. Ces actes d'accord commencent presque toujours, au moins au XIII<sup>e</sup> siècle, par la formule : « *hec est finalis concordia...* ».

2. M. Turner rappelle que l'usage de dresser trois copies du même acte final a commencé le 15 juillet 1195 : « *hoc est primum cyrographum quod factum fuit in curia domini regis in forma trium cyrographorum...* » (Pipe roll Soc., t. XVII, p. 21).



anciens ont été publiés par Jos. Hunter (Gross, n° 2035). M. G. TURNER a dressé l'inventaire analytique de tous ceux qui se rapportent au comté de Huntingdon depuis l'origine (1194) jusqu'à la mort d'Élisabeth (1603)<sup>2</sup>. Travail long et délicat, dont le diligent éditeur s'est acquitté à merveille. Il a fait plus encore : dans une très savante introduction il a parlé des *finés* en général, décrivant leur forme diplomatique et les pièces annexes, la manière de les dater, les garanties données par le vendeur à son acheteur, etc.; puis il a étudié la nature de la propriété mentionnée dans les *finés* : le manoir, les mesures agraires : *hide* et *virgate*, *carucate* et *bovate*, l'acre et les multiples valeurs que lui attribuait la coutume. Ses recherches, très détaillées, très approfondies, l'amènent à proposer des solutions, en partie nouvelles, aux plus délicats problèmes touchant l'origine et la transformation de la propriété foncière depuis l'époque romaine jusqu'au triomphe de la féodalité. Deux autres chapitres traitent de la forme des noms de lieux dans ces actes d'accord, des abréviations employées et des règles à suivre pour résoudre les abréviations, de l'origine des noms et surnoms d'hommes et de femmes, des titres et styles. L'ordre dans lequel M. Turner a placé ces différents chapitres ne nous paraît pas heureux<sup>3</sup>; mais chacun d'eux contient un grand nombre de remarques très précises et qu'il faut recommander à l'attention de tout homme appelé à publier des documents anciens et à dresser des tables onomastiques<sup>4</sup>.

Le *Livre noir* de l'abbaye de Saint-Augustin de Cantorbéry, dont l'édition a été confiée aux soins très éclairés de M. TURNER et

1. Le travail avait été préparé par M. Tingey, de Norwich; mais il a dû être repris, remanié et complété par M. Turner, seul responsable en définitive du travail tel qu'il se présente maintenant.

2. G. J. Turner, *A Calendar of the feet of fines relating to the county of Huntingdon, levied in the king's court from the fifth year of Richard I to the end of the reign of Elizabeth, 1194-1603*. Cambridge, Printed for the Cambridge antiquarian Society (n° XXXVII de la série in-8° des Publications de cette Société), 1913. Londres, G. Bell et fils, CLXIV-300 p.; prix : 10 sh.

3. Voici le plan qu'il a suivi : I. Noms, titres et styles. II. La propriété telle qu'elle nous apparaît dans les *finés*. III. Des *finés* en général. IV. Graphie et abréviations des noms propres. La suite dans laquelle j'ai essayé de résumer l'introduction de M. Turner me paraît plus logique.

4. La correction du volume, où figurent tant de noms propres et de mots techniques, est remarquable. Quelques textes publiés dans l'introduction me laissent des doutes : p. CXXIX, je lis : « *conuencionem... factam de uno mesuagio una uirgata terae et dimidia et quatuor acras prati* ». — « *Summone predictos... quod sint coram iusticiariis nostris... ostensuros quare non fecerint*. » Si les deux mots en italiques sont ainsi écrits dans l'original, il eût été bon de le dire. Page CLX, on a laissé passer *Herbert Hall*. Tout le monde sait que l'auteur du *Formula book of legal records* s'appelle Hubert Hall.

du R<sup>év.</sup> **SALTER**<sup>1</sup>, se compose de deux parties : la première est un terrier où sont consignées toutes les contributions coutumières en argent, en nature et en travail, toutes les rentes appartenant à cette antique et riche abbaye; la seconde est un cartulaire où sont transcrites les chartes et autres pièces officielles constatant les acquisitions faites par l'abbaye depuis la Conquête. Il a été compilé dans les dernières années du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle; mais de nombreuses intercalations ont été faites pendant tout le cours du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> sur les blancs du manuscrit ou sur des feuillets additionnels qui ont été reliés avec le volume original. C'est la première partie seulement, le terrier, qu'on nous donne aujourd'hui. Il est riche en mentions de toute nature sur les possessions de l'abbaye, sur ses droits et ses revenus, sur la condition des personnes et des terres, sur les mesures agraires. A part quelques notes en français et une ou deux courtes chartes en anglo-saxon, tous les actes sont rédigés en latin; les expressions rares, parfois obscures, y abondent; pour une nouvelle édition de Du Cange, on y ferait un beau butin. Est-il besoin d'ajouter que, faite par des médiévistes aussi bons paléographes, aussi profondément versés que MM. Turner et Salter dans la connaissance des institutions juridiques et de leur langue, l'édition de ce registre nous offre toutes les garanties désirables de correction<sup>2</sup> et d'exactitude? Dans la préface, ils examinent les chartes sur lesquelles se fondaient les droits de l'abbaye, depuis la plus ancienne, en 605, jusqu'à la Conquête. La plupart ont été retouchées dans le cours des siècles, quelques-unes sans doute sont apocryphes; MM. Turner et Salter s'efforcent de dégager les parties que l'on peut tenir pour authentiques, non pas en soumettant chaque document à un examen rigoureux des formes diplomatiques, mais en faisant ressortir les vraisemblances historiques qui militent en leur faveur. Les diplomates eux-mêmes devront tenir grand compte de leurs observations<sup>3</sup>.

1. *The Register of St. Augustine's abbey, Canterbury, commonly called The Black book*, edited by G. J. Turner and Rev. H. E. Salter. Part I. Londres, publié par la British Academy chez Humphrey Milford, Oxford University press, à Londres, 1915, in-8°, XLIV-377 p.; prix : 16 sh. (c'est le t. II des « Records of the social and economic history of England and Wales », publiées par l'Académie sous la direction de M. Paul Vinogradoff; sur le t. I, voir *Rev. histor.*, t. CXVII, p. 188).

2. J'ai quelque honte à signaler à la note 2 de la page 347 une faute d'impression : 1833 au lieu de 1333.

3. Parmi les actes qu'on ne s'attendrait pas à trouver dans le registre terrier de l'abbaye, mentionnons les Coutumes de Fordwich : « Iste sunt consuetudines quibus maior et communitas de Fordwico ab antiquo utebantur et adhuc utuntur », p. 145, et une sorte de traité sur la manière de nommer un rem-

La Société des archives de Lincoln<sup>1</sup> a publié le tome I des Injonctions édictées par deux évêques, Richard Flemyng (1420-1431) et William Gray (1431-1436), après la visite des maisons religieuses dans leur diocèse<sup>2</sup>. On sait l'intérêt que présentent d'ordinaire les témoignages de cette nature sur la vie dans les monastères et maisons conventuelles au moyen âge. Le recueil qu'on nous présente ici sera particulièrement apprécié. Sans doute, le caractère de certaines parties est assez banal : après chaque visite, l'évêque ordonne l'exacte observation de la règle bénédictine, l'assiduité aux offices, la tempérance et la décence, l'interdiction du jeu et des plaisirs mondains, parmi lesquels on peut signaler le tir de l'arc (p. 97), la bonne administration des terres et en particulier des forêts, l'entretien des hôpitaux. Mais d'autres injonctions plus particulières au diocèse présentent un intérêt plus inattendu, par exemple celles qui concernent la création d'un hôpital à Stamford (p. 116-120); notons à ce propos la défense faite au « surgicus » du prieuré de Newnham d'exercer la médecine, à moins qu'un des chanoines n'ait un besoin urgent de ses soins (p. 90). Aucune injonction ne concerne le travail intellectuel; la lecture des seuls livres de piété (*lectio* ou *historia*, qui sont ici termes à peu près synonymes) est recommandée. L'instruction paraît réduite à sa plus simple expression. Qu'il y ait dans

placant de l'abbé au Parlement : « *Modus faciendi attornatum ad interessendum in parlamento domini regis* » (1332), p. 315.

1. Cette Société (*The Lincoln record Society, for the ancient diocese and the county of Lincoln*) a été fondée en 1910. Le volume annoncé est le t. VII de ses publications. Nous ne pouvons que donner le titre des autres. I : *Lincolnshire church notes made by Gervase Holles (1634-1642)*, publ. par R. E. G. Cole. II : *Lincoln episcopal records, temp. Bishop Cooper, 1571-1584*, publ. par C. W. Foster. Les tomes III, IV et IX sont trois volumes des *Rotuli Hugonis de Welles, episcopi Lincolnensis, 1209-1235*, publ. par feu W. P. W. Phillimore. IV : *Speculum dioceseos Lincolnensis sub episcopis Gul. Wake et Edm. Gibson, 1705-1723*, 1<sup>re</sup> partie, publ. par R. E. G. Cole. V : *Lincoln wills, 1271-1526*, publ. par C. W. Foster. Le tome VII est le volume que nous annonçons aujourd'hui. Le tome XI, qui contient les *Rotuli Roberti Grosseteste, 1235-1254*, et le *Rotulus Henrici de Lexington, 1254-1258*, paraît par fascicules sous le patronage de la Canterbury and York Society (cf. *Rev. histor.*, t. CXI, p. 410). Enfin, le tome VIII, contenant les *Libri cleri* (détails sur le clergé et les églises du xvi<sup>e</sup> et du xvii<sup>e</sup> siècle) et le tome X : *Final concords* (accords passés devant la Cour du roi au temps de Henri III), sont annoncés comme étant sous presse. Un tome XII contiendra les Actes du chapitre de Lincoln en 1520.

2. *Visitations of religious houses in the diocese of Lincoln. Vol. I: Injunctions and other documents from the registers of Richard Flemyng and William Gray, bishops of Lincoln, 1420-1436.* Edited by A. Hamilton Thompson. Horncastle, printed for the Lincoln Record Society, t. VII, 1914, in-8°, xxvi-318 p. (les pages 1-145 doubles).

le prieuré de Newnham, lit-on p. 89, « un instructeur pour instruire et former les chanoines dans les sciences primitives; qu'il y ait là quatre enfants dociles, nourris sur les fonds des aumônes du prieuré et instruits avec les chanoines, pour aider et servir les chanoines célébrant les offices dans les chapelles latérales »; et p. 139 : « Que les clercs pauvres (de la cathédrale de Lincoln), appelés serviteurs de l'église, après avoir, chaque jour non férié, accompli leur service dans l'église, suivent avec zèle, aux heures réglementaires, les écoles de chant et de grammaire, afin que, se perfectionnant dans la connaissance des lettres, ils méritent de monter plus haut. » On aimerait à connaître le programme de ces écoles. Ailleurs (p. 91), l'évêque ordonne au prieur de Newnham de continuer à un des moines du prieuré la bourse qui lui permet de faire ses études à l'Université. Mais les mentions de ce genre sont très rares.

Le chapitre des mœurs est peu édifiant; assez souvent, l'évêque ordonne d'informer sur des actes graves commis par les chanoines de Huntington (p. 76), par l'abbé et les moines d'Eynsham (p. 57-63), par « dame Pétronille », nonne à l'abbaye d'Elstow (p. 54), par l'abbesse de Godstow (p. 64), par les prieures de la Sainte-Trinité-du-Bois à Markyate et de Saint-Gilles à Flamstead, leurs religieuses et leurs servantes (p. 81-86); accusée d'inceste, d'adultère et de sacrilège, la prieure de Markyate, Denise de Loweliche, commença par nier; puis, après un interrogatoire serré, finit par se soumettre et se démettre (p. 84). Jusqu'à quel point ces cas particuliers permettent-ils de porter un jugement équitable sur l'ensemble du clergé régulier? Grave question que ce n'est pas le lieu de traiter ici; du moins peut-on dire que les évêques devaient se montrer vigilants, ce qui n'indique pas dans ce clergé un état ordinaire de continence et de chasteté. A un point de vue tout différent, notons une commission chargée d'examiner la demande d'une nonne de Stainfield qui voulait être enfermée comme recluse (p. 113) et surtout une ordonnance réglant la manière dont devait être traité par son ancien monastère le prieur de Daventry, admis à la retraite : la chambre qu'on lui destine, son mobilier, ses vêtements, ses repas sont décrits avec une intéressante précision (p. 38). Le procès-verbal de l'élection de l'abbé de Wellow (p. 114) et celui de la réception faite par le chapitre de Lincoln à son évêque venant pour le visiter (p. 128) touchent à l'organisation même de l'Église.

L'éditeur de ces documents, M. THOMPSON, s'est acquitté de sa tâche avec un soin très méritoire. Le texte a été reproduit avec une exactitude méticuleuse; il est accompagné d'une traduction anglaise qui, très littérale, éclaire les passages difficiles. En appendice, on

trouve des listes des maisons religieuses et conventuelles du diocèse de Lincoln, avec l'époque de leur fondation et leur composition dans le second quart du xv<sup>e</sup> siècle; puis un tableau du chapitre de Lincoln avec la biographie très minutieuse du prieur et de chacun des chanoines. Des notes mises au bas des pages expliquent les termes rares ou obscurs qui se rencontrent en assez grand nombre; dans d'autres, on tente de reconstituer les anciens bâtiments claustraux. Un glossaire<sup>1</sup>, un index des noms de lieux et de personnes, une table des noms de matières terminent cette remarquable publication.

OUVRAGES DIVERS. — Un professeur adjoint d'histoire à l'Université d'Yale, M. MITCHELL, nous a donné une étude très fouillée sur les taxes extraordinaires qui ont été levées en Angleterre au temps des rois Jean sans Terre et Henri III<sup>2</sup>. Ces taxes sont, outre l'aide aux trois cas, qui ne présente pas d'intérêt particulier, l'écuage (*scutagium*) payé par les fiefs de chevalier, la taille levée sur les terres, cités et bourgs du domaine royal, enfin les contributions fournies par le clergé sous le nom de *dona* ou d'*auxilia*. C'est sur ces trois sortes d'impôts que M. Mitchell a concentré ses recherches. L'écuage, dont le taux était uniforme, et certaines contributions analogues dites *finés*, dont le taux variait suivant les temps et les personnes, étaient des taxes payées par les vassaux du roi pour se racheter du service militaire. En droit, quand ils étaient régulièrement convoqués à l'ost royal, ils devaient y venir en personne et, s'ils avaient des vassaux, amener avec eux un certain nombre de chevaliers; en fait, ils ne venaient pas toujours ni toujours avec leur contingent nominal; dans ce cas, à peine de forfaiture, ils devaient composer avec le roi à prix d'argent. Les sommes que le roi obtenait ainsi de ses vassaux lui apportaient une source appréciable de revenus et lui permettaient de lever des mercenaires. Une étude sur l'écuage touche donc à l'organisation féodale de l'Angleterre, à la composition de l'armée, aux rapports du roi avec ses vassaux, aux finances, au consentement des sujets à l'impôt, à l'une au moins des origines du Parlement. C'est assez dire l'intérêt du livre de M. Mitchell. Ce livre a été préparé par un travail très minutieux; l'auteur a dépouillé les comptes de l'Échiquier, si nombreux déjà et si importants depuis le règne de Henri II. Après une rapide introduction sur les revenus ordinaires et extraordinaires de la royauté au commencement du xiii<sup>e</sup> siècle, il donne année par année le relevé

1. On y trouverait beaucoup à glaner pour une nouvelle édition de Du Cange.

2. Sydney Knox Mitchell, *Studies in taxation under John and Henry III*. New Haven, Yale University press (t. II des Yale historical publications, series I), 1914, in-8°, xiii-407 p.; prix : 2 dol.

de toutes les taxes extraordinaires demandées ou imposées par le roi à ses vassaux, aux gens de ses domaines, au clergé; huit chapitres sont consacrés à ce long dépouillement, plein de faits intéressants et aussi de répétitions, dont un plan mieux combiné eût, semble-t-il, pu diminuer le nombre. L'enquête est menée avec intelligence; la langue est précise d'ordinaire; cependant, quelque obscurité plane sur le début, parce que l'auteur a omis de donner tout de suite le sens exact des termes techniques employés dans les documents<sup>1</sup>; des citations bien choisies, que l'on souhaiterait plus copieuses et plus correctes<sup>2</sup>, viennent d'ailleurs éclairer d'ordinaire les passages difficiles. Dans un dernier chapitre sont groupés, suivant un ordre méthodique, les résultats de cette minutieuse analyse. Il serait trop long de tenter ici d'en donner même un résumé; c'est la plume à la main qu'il faut lire ce livre substantiel, qui n'apporte pas de révélations inattendues, mais qui fait mieux connaître le mécanisme de la société féodale organisée par Henri II et déjà en voie de transformation sous Henri III. L'impôt qui, au XII<sup>e</sup> siècle, pesait seulement sur les tenures, commence au XIII<sup>e</sup> à frapper la propriété foncière et à prendre un caractère national. Bien qu'il soit toujours extraordinaire, il contribue à fortifier à la fois le pouvoir royal et le contrôle parlementaire.

On saura gré à M. COULTON d'avoir donné une seconde édition, légèrement remaniée, de ses *Études médiévales*<sup>3</sup>. Ce qui l'attire le plus dans cette époque, c'est l'histoire religieuse, c'est la vie monastique, c'est le mouvement franciscain. Ainsi lira-t-on avec intérêt ses articles sur les prédications de Berthold de Ratisbonne (mort en 1272) et sur les origines lointaines du puritanisme qui se manifestent déjà chez les premiers disciples de saint François; mais son livre est surtout une œuvre de polémique. Il s'attaque à certains catholiques anglais qui, armés en guerre contre la Réforme anglicane, se sont donné la double tâche de vilipender les auteurs de cette réforme, ce qui est facile, et de prouver l'innocence du clergé persécuté, dépouillé, martyrisé par Henri VIII et ses ministres, ce qui est plutôt paradoxal. Parmi ces écrivains, celui que M. Coulton prend le plus volontiers à partie, parce qu'il est le plus connu et aussi le plus élevé en dignité, est Mgr Gasquet, autrefois président des Bénédic-

1. L'index permet de remédier en partie à ce défaut.

2. J'ai noté un certain nombre de solécismes; est-ce la faute du copiste, de l'imprimeur ou de l'auteur?

3. G. G. Coulton, *Medieval studies*. First series. Second revised edition, with three appendices. Londres, Simpkin, Marshall, Hamilton, Kent and Co, 1915, in-8°, vi-131 p.



tins anglais, aujourd'hui cardinal et chargé de présider la Commission de la Vulgate. Il fait remarquer, non sans âpreté, les fautes nombreuses de méthode qui déparent les ouvrages de Mgr Gasquet sur les monastères anglais ou qui infirment ses opinions sur l'instruction publique au moyen âge, sur la traduction anglaise de la Bible par Wycliffe, etc. Il relève sans indulgence les erreurs de fait, les contresens qu'il y a rencontrés. Un appendice de plus de cinquante pages est consacré par lui à ce travail d'épuration. Il y était d'ailleurs bien préparé par la connaissance étendue qu'il possède des écrits théologiques, des traités de morale, des rituels et notamment des visites épiscopales. M. Coulton est un polémiste redoutable.

Parmi les mystiques du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, Richard Rolle occupe un rang distingué. Non seulement sa vie fut édifiante, mais il écrivit en anglais et en latin beaucoup d'œuvres, peu originales il est vrai ; les traités et poèmes en anglais ont été édités avec soin à cause de leur intérêt linguistique ; les œuvres latines ont été jusqu'ici fort négligées. Une des plus notables, l'*Incendium amoris*, vient d'être publiée par Miss DEANESLY<sup>1</sup>. C'est une longue effusion sur l'amour divin, sur les voies qu'il faut suivre pour le faire naître, sur la félicité du cœur qu'il enflamme. « Ce n'est pas par la discussion, mais par l'amour qu'on parvient à la connaissance », dit Rolle, qui a fréquenté les écoles d'Oxford et qui a sondé l'inanité de l'enseignement scolastique ; aussi a-t-il secoué les entraves du clergé séculier et même régulier, et c'est dans la solitude qu'il a cherché son chemin vers Dieu ; enfermé dans une cellule près du prieuré cistercien de Hampole<sup>2</sup>, il y passa les dernières années d'une vie consacrée à la méditation et à l'étude ; c'est là qu'il écrivit son *Incendium amoris* et qu'il mourut en 1349. Dans ce traité, il ne fait nul étalage d'érudition, à ce point qu'il est difficile de dire exactement à quelles sources il a puisé, par quels liens il se rattache à saint Bonaventure et aux mystiques de Saint-Victor, qui sont cependant ses maîtres. Il nous intéresse aujourd'hui surtout par les renseignements qu'il fournit sur la vie et sur les mœurs de son temps<sup>3</sup> ; ses contemporains furent touchés plutôt par ses effusions mystiques dégagées

1. *The Incendium amoris, of Richard Rolle of Hampole*, edited by Margaret Deanesly. Manchester, at the University press, 1915 (n° 97 des publications de l'Université) ; Londres, Longmans, in-8°, xxi-284 p. ; prix : 10 sh. 6 d.

2. Hampole ou Hanopole, au comté d'York. Le nom a complètement disparu des cartes modernes.

3. Voir page 42 un passage sur les hautes coiffures des femmes, les « cornes », dont on attribue communément l'introduction en Angleterre à Anne de Bohême ; cette mode donc est plus ancienne d'au moins cinquante ans.

de tout dogmatisme, par l'exemple qu'il donnait d'une vie nouvelle, libre de tous vœux. Par là, il encourut le soupçon d'hérésie et plut aux Lollards. Aussi son *Incendium amoris*, bien que maintes fois recopié (on en possède vingt-six manuscrits), n'a-t-il été lu que dans des milieux assez restreints et est resté presque inconnu sur le continent. Les Lollards lui firent subir de nombreuses interpolations; il jouit surtout d'une insigne faveur auprès des religieuses du monastère brigittin de Sion. Miss Deanesly, qui a pris à tâche, avec grand succès, de raconter<sup>1</sup> la vie de Rolle, de décrire ses manuscrits, d'en suivre la trace dans les mains de leurs différents possesseurs, n'a pas résisté au plaisir d'exposer par surcroît tout ce qu'elle sait sur les origines du culte imaginé par sainte Brigitte de Suède, sur l'origine et la fondation (en 1415) du monastère de Sion<sup>2</sup>. C'est un hors-d'œuvre qu'on hésite à lui reprocher, parce qu'elle y dit beaucoup de choses intéressantes et nouvelles.

M. EVANS a donné à son livre : *les Gallois et la guerre des Deux-Roses*<sup>3</sup>, un titre qui n'en indique pas bien le contenu, car on y trouve (chap. III) la biographie d'un chef gallois qui combattit surtout en France, Mathieu Gough, le « Matago » qui fut en 1449 capitaine de Bellême; même la vie d'un autre chef gallois, William Herbert (chap. IV), n'appartient qu'en partie à l'histoire de la guerre civile. C'est seulement avec le chapitre V que nous entrons dans le sujet; désormais, le rôle des Gallois dans la lutte entre York et Lancastre de 1450 jusqu'à la bataille de Bosworth, où le récit s'arrête brusquement, est présenté avec une grande abondance de faits précis et en partie nouveaux. Parmi les témoignages contemporains utilisés par l'auteur, sont les œuvres des poètes gallois, qui, sans doute, ne se sont pas préoccupés de noter, comme des chroniqueurs, les événements de leur temps, mais qui sont les interprètes des sentiments populaires. Très en faveur auprès des chefs qui les accueillaient volontiers dans leurs châteaux, qui leur confiaient leurs projets et leurs rêves, leur voix mérite d'être écoutée, même quand ils déforment les faits ou les inventent. M. Evans traite avec une visible prédilection, dans son premier chapitre, de la littérature galloise, encore en partie manuscrite; des autres sources, il ne nous

1. Après et d'après les recherches de Miss Hope Allen, de Radcliffe College, aux États-Unis, qui prépare un travail étendu sur les œuvres de Rolle et sur les manuscrits qu'on en possède. Il est curieux de constater l'intérêt porté par les femmes aux doctrines de Richard Rolle.

2. Ce chapitre intitulé « the Foundation of Sion abbey » occupe les p. 91-144.

3. Howell T. Evans, *Wales and the wars of the Roses*. Cambridge, at the University press, 1915, in-8°, vi-244 p. avec une carte; prix : 10 sh.

dit rien, se contentant de les mentionner en appendice<sup>1</sup>. Dans le chapitre II, il étudie la condition des Gallois soumis aux dures lois pénales édictées par l'Angleterre; ce chapitre se rattache par un lien assez lâche au précédent, quoiqu'il contribue à expliquer la haine du Gallois contre l'Anglais qu'anime la plupart des poètes; mais il eût fallu entrer plus au fond dans le sujet et dire pourquoi cette haine de l'étranger n'empêcha pas les chefs gallois de servir les rois d'Angleterre, ceux de la rose rouge comme ceux de la rose blanche, et de se battre les uns contre les autres. En somme, livre un peu décousu, mais où l'on trouvera nombre de faits utiles à glaner.

C'est un bien intéressant volume que celui de M. BOND<sup>2</sup> sur les *Dédicaces et les saints patrons des églises anglaises*. Il y a une quinzaine d'années, Miss Arnold-Forster avait publié une liste complète des saints sous l'invocation desquels ont été placées ces églises<sup>3</sup>. M. Bond se propose aujourd'hui d'en dresser une statistique méthodique, montrant le nombre d'invocations dont chaque saint a bénéficié et par conséquent le degré de popularité dont il a joui, racontant l'histoire, authentique ou légendaire, de chacun d'eux, de manière à expliquer à la fois la cause de cette popularité et les emblèmes dont l'a décoré l'iconographie religieuse, dévoilant le symbolisme par lequel s'exprimait la foi naïve des chrétiens. Le plan est ingénieux : après un chapitre sur les trois personnes de la Trinité et les emblèmes du Christ, il parle des saints mentionnés dans la Bible : c'est la Vierge qui tient la tête avec 2,335 dédicaces; viennent ensuite saint Pierre (1,140), saint Michel (687), saint André, le « protoclerc » (637), saint Jean-Baptiste (500), etc., saint Paul occupe seulement le septième rang, saint Mathieu le quatorzième, saint Luc le seizième, saint Marc le vingt et unième, etc. Puis viennent les saints non tirés de la Bible : saints de sang royal,

1. La liste des sources originales n'est pas dressée avec toute l'exactitude bibliographique requise dans les ouvrages d'érudition. Quelle peut bien être l'utilité d'une mention telle que celle-ci : « Iolo Mss. » ou que celle-ci : « Issue Rolls ; Pell Issue rolls. Mss. Record office, Fetter lane » ? L'Histoire de Charles VII par Thomas Basin et la Chronique de Mathieu d'Escouchy ont été publiées par la Société de l'Histoire de France et non de Paris. Pourquoi ne mentionner du *Richard III* de J. Gairdner que la 1<sup>re</sup> édition ; la seconde (1898) a été légèrement retouchée. Page 18, en note, on a deux fois laissé passer le mot « loiaux lièges » au lieu de « loiaux lieges ».

2. Francis Bond, *Dedications and patron saints of english churches. Ecclesiastical symbolism ; saints and their emblems*. Londres, Humphrey Milford (Oxford University press), 1914, in-8°, xvi-343 p., avec 252 illustr. ; prix : 7 sh. 6 d.

3. *Studies in church dedications* (3 vol., 1899).

en tête desquels est placée sainte Hélène (avec 135 dédicaces), rois anglo-saxons et danois qui ont été plus ou moins régulièrement canonisés ; enfin les martyrs, dont les plus nombreux appartiennent à l'époque anglo-saxonne (l'époque anglo-normande se glorifie de saint Thomas de Cantorbéry, avec 80 dédicaces) et dont la liste se termine par Charles I<sup>er</sup> (avec 7 dédicaces). Le chapitre xii concerne les saints légendaires dont les dramatiques histoires remplissaient les âmes de terreur ou d'admiration, comme saint Georges, promu par degrés au rang de patron du royaume d'Angleterre. La question de savoir quel degré de créance méritent les vies de saints est effleurée au chapitre xiii d'une main légère et experte à la fois. M. Bond est un écrivain plein de révérence pour un ordre de faits et de sentiments qu'il a étudiés avec une prédilection évidente, et son scepticisme apparaît furtivement dans un sourire. Le chapitre xv traite de deux personnages relativement récents, très historiques et qui ont été révéérés comme des saints sans avoir jamais été canonisés : le roi Henri VI et maître Jean Schorn, curé de North Marston, mort en 1308 et dont la tombe fut, jusqu'à la suppression de 1538, un lieu de pèlerinage très fréquenté. Les dédicaces inscrites sur les cloches et dans les calendriers remplissent les chapitres xvi et xvii. Dans les deux derniers chapitres (xix et xx), M. Bond étudie rapidement le symbolisme ecclésiastique : plan et orientation des églises, emblèmes de la Trinité, de la Passion, du Diable et de l'Enfer, emblèmes des saints, qui sont décrits dans une table alphabétique détaillée (chap. xxi). Les nombreuses images qui illustrent ce répertoire constituent un petit musée iconographique plein d'enseignement pour l'histoire des croyances populaires et de l'art religieux pendant les siècles — de foi vivante et crédule — qui s'étendent par delà même la Réforme iconoclaste jusqu'à la fin des Stuarts<sup>1</sup>.

Voici deux ouvrages dont on ne saurait trop recommander la lecture à ceux qui veulent s'initier à l'histoire économique de l'Angleterre.

Le premier est d'un savant déjà réputé par ses travaux antérieurs sur ce sujet : M. ASHLEY, bien connu chez nous par la traduction française de son *Economic history*, a donné, en décembre 1912, une série de huit leçons professées à l'Institut colonial de Hambourg ;

1. La correction du volume est remarquable. J'ai noté seulement la date de 1629 (au lieu de 1649) donnée page vi pour la mort de Charles I<sup>er</sup>, correcte partout ailleurs. Je relèverai encore une faute de grammaire, que les Français commettent aussi de plus en plus souvent : à la page 43, où il est question de saint Jean-Baptiste : « one of the very few who has two saint's days in the calendar », il faudrait : « the very few who have ».

elles forment le petit volume que nous annonçons<sup>1</sup>. L'auteur y a joint seulement un appendice où il a mentionné les principaux ouvrages qui ont paru sur les points traités par lui. Dans ces leçons, il a étudié le système agraire de l'Angleterre et le manoir, l'évolution industrielle et la guilde, les débuts du fermage moderne qui s'édifia sur les ruines du manoir, le commerce extérieur à ses origines et la création d'une classe de capitalistes au xv<sup>e</sup> siècle, l'industrie domestique et le nationalisme sous les Tudors, les grands domaines agricoles et le « self-government », la révolution industrielle et la liberté des contrats au xviii<sup>e</sup> siècle, la formation des sociétés anonymes et le développement du capitalisme au xix<sup>e</sup> siècle. Pour faire entrer tant de faits, de problèmes et d'idées dans un si petit cadre, M. Ashley n'a pu qu'indiquer les points essentiels et poser des fils directeurs. Il l'a fait d'ailleurs en homme qui est parfaitement maître de son sujet et qui le domine, en habile conférencier qui, dans un exposé logique et clair, sait dire beaucoup de choses en peu de mots.

Sous la forme modeste d'une simple introduction, M. LIPSON entre beaucoup plus avant dans le détail<sup>2</sup>. Le tome I de son *Histoire économique* comprend seulement la période du moyen âge, période à laquelle il rattache tout le xvi<sup>e</sup> siècle. Son plan est à peu près le même que celui de M. Ashley et il serait difficile d'en adopter un autre très différent : l'Angleterre ayant été tout d'abord et durant de longs siècles un pays essentiellement agricole, il commence par l'étude du manoir qu'il poursuit dans les quatre premiers chapitres; puis il traite de l'origine des villes et de l'organisation urbaine : foires et marchés, guildes de marchands et corporations de métier. Le moyen âge est une époque de particularisme étroit et jaloux où les agriculteurs et les artisans ne travaillent guère que pour satisfaire aux besoins locaux, où toute production est soigneusement limitée et réglementée, où l'on peine pour vivre, non pour créer de la richesse. A partir du xiv<sup>e</sup> siècle, l'industrie de la laine prépare une ère nouvelle où le capital s'accumule en un petit nombre de mains (chap. ix); les drapiers (clothiers), fabricants et marchands, forment une classe de nouveaux riches inconnus à l'époque précédente. Dans le même temps aussi, l'Angleterre commence à exporter les produits de son sol et de ses manufactures : le

1. William James Ashley, *The economic organisation of England. An outline history. Lectures delivered at Hamburg*. Londres, Longmans, 1914, petit in-8°, viii-213 p.; prix : 2 sh. 6 d.

2. E. Lipson, *An introduction to the economic history of England. I : The Middle ages*. Londres, Black, 1915, in-8°, viii-552 p.

commerce extérieur (chap. x) est une autre source de richesse qui, désormais, ne pourra que s'accroître. Ce développement économique n'a été ni libre ni spontané; il a été surveillé de près par le gouvernement royal qui, d'une part, était sollicité de protéger les coutumes anciennes et les intérêts égoïstes de l'aristocratie rurale et de la bourgeoisie urbaine, et qui, surtout, voulait alimenter le trésor à l'aide de taxes imposées à l'industrie et au commerce. Le chapitre xi et dernier traite donc de l'Échiquier et des revenus publics. Une liste des ouvrages à consulter et un index terminent le volume.

M. Lipson n'a pas écrit un simple résumé, comme M. Ashley; il traite chaque question avec l'ampleur nécessaire et indique ses sources avec précision. Son exposé est d'une remarquable netteté. Peut-être notera-t-on de préférence tout ce qu'il dit sur la transformation de la classe agricole au xiv<sup>e</sup> siècle, sur les conséquences économiques de la Peste noire, sur les efforts tentés par le Parlement et la royauté pour régler les salaires, sur le caractère véritable de la révolte des paysans sous Richard II; mais un choix risquerait de faire tort à beaucoup d'autres parties non moins instructives. Je ne dirai pas qu'il y ait beaucoup d'idées neuves et originales, à quoi sans doute on ne saurait s'attendre; il suffit que tout y soit puisé aux bonnes sources, présenté avec art et discuté avec sagacité.

A l'histoire économique se rapportent encore trois études composées, sous la direction du prof. Edward P. Cheyney, par des élèves de l'Université de Pensylvanie et qui ont été réunies en un seul volume de modeste dimension<sup>1</sup> : les Origines de la Compagnie anglaise de commerce avec la Moscovie et son organisation, par M. GERSON; les Expéditions commerciales de l'Angleterre en Asie sous les auspices de cette même compagnie, par M. VAUGHN, et le Commerce des Anglais dans la Baltique sous le règne d'Élisabeth, par Miss DEARDORFF; trois études fort méritoires, fondées sur des sources en partie inédites et qui jettent une lumière assez inattendue sur les relations commerciales de l'Angleterre avec l'Orient au xvi<sup>e</sup> siècle. A ces travaux, fondés en grande partie sur des documents anglais, on ne manquera pas d'ajouter ceux d'une Russe, M<sup>me</sup> Lubimenko, notre savante collaboratrice, qui utilise aussi des documents moscovites.

1. *Studies in the history of english commerce in the Tudor period.* I : *The organisation and early history of the Muscovy company*, by Armand J. Gerson. II : *English trading expeditions into Asia under the authority of the Muscovy Company, 1557-1581*, by Ernest V. Vaughn. III : *English trade in the Baltic during the reign of Elizabeth*, by Neva Ruth Deardorff. New York, Appleton (publications de la University of Pennsylvania, 1912), in-8°, xi-344 p.



Un des plus tragiques épisodes du règne de Henri VIII est ce qu'on appelle le Pèlerinage de grâce, c'est-à-dire le soulèvement que provoqua, surtout dans les comtés du nord de l'Angleterre, la politique religieuse de Henri VIII depuis sa rupture avec Rome. Il a été conté maintes fois. Le récit qu'en a fait Froude est célèbre; il respire encore toute l'aversion que cet historien éprouvait pour l'ancienne religion, toute l'admiration qu'il professait pour la révolution nécessaire accomplie par Henri VIII et par Cromwell. Il devra être corrigé et complété par un travail très approfondi qui est l'œuvre de deux sœurs, les demoiselles Dodds<sup>1</sup>. Ces deux volumes, tout bourrés de faits, pourraient sembler bien longs; personne néanmoins ne se plaindra de cette abondance de renseignements précis, bien distribués, présentés dans une langue claire et nerveuse, éclairés par des idées générales très nettes et très instructives sur la nature du soulèvement et sur le caractère du souverain contre lequel il était dirigé. Jusqu'alors, la royauté anglaise avait eu à lutter surtout contre la noblesse féodale et, pour vaincre, elle s'était appuyée sur les classes moyennes; la politique tyrannique de Henri VIII eut pour effet de réunir dans un commun effort la noblesse et le petit peuple des comtés insurgés; si le mouvement avait été préparé avec plus d'habileté, s'il avait éclaté en même temps dans les comtés de Lincoln et d'York, il est probable que Henri eût été renversé et sa fille, la catholique Marie, installée sur le trône à sa place. Henri comprit le danger; il en fut très effrayé et quand, par un acte d'insigne mauvaise foi, il eut réussi à persuader les rebelles trop naïfs de poser les armes, quand il put se venger, il le fit avec une brutalité sanguinaire égale à son mépris pour toutes les formes même extérieures de la justice. La peur n'est pas d'ailleurs le seul sentiment auquel il obéit; il était si profondément convaincu du caractère divin de l'autorité royale que ces gentilshommes, ces bourgeois, ces paysans, armés pour la défense des anciennes libertés de l'Angleterre et pour le maintien du culte catholique, étaient à ses yeux autant de traîtres et de parjures. La répression fut donc sans pitié.

Cette victoire encouragea Henri VIII à frapper un second coup dirigé, cette fois, contre deux branches de la maison de Lancastre : les Pole et les Courtenay.

Les Pole lui étaient odieux depuis que Reginald Pole, l'auteur du *De unitate ecclesiae*, était devenu cardinal et avait été nommé légat

1. Madeleine-Hope Dodds et Ruth Dodds, *The Pilgrimage of grace, 1536-1537, and the Exeter conspiracy, 1538*. Cambridge, at the University press, 2 vol. in-8°, avec 4 cartes, viii-388 et 381 p.; prix : 30 sh.

du pape en Angleterre. Les Courtenay lui était suspects, quoique le marquis d'Exeter, son cousin germain, qui en était le chef, fût un rival bien peu redoutable. Ils se tenaient, il est vrai, tranquilles et leur conduite était loyale : d'Exeter avait même fourni des contingents pour aider à réprimer le soulèvement ; mais ils se tenaient à l'écart, détestant Thomas Cromwell et laissant échapper des paroles imprudentes. Cette abstention, parfois malicieuse, finit par être interprétée comme un acte de haute trahison. Froude croyait encore à la culpabilité du marquis d'Exeter ; mais elle ne s'appuie sur aucun témoignage recevable. Elle a été machinée par Henri VIII et son ministre pour détruire une maison qui pouvait devenir une rivale. Il faut d'ailleurs bien le reconnaître : le double avantage qu'ils remportèrent en 1536 sur des bandes armées un moment redoutables et en 1538 sur des mécontents narquois et sans doute inoffensifs affermit les fondements sur lesquels reposait le trône des Tudors.

On sait que les chefs du parti protestant, tout puissants en Angleterre pendant le règne d'Edouard VI, durent fuir sur le continent après l'avènement de la reine Marie et le rétablissement du catholicisme. Ils trouvèrent asile en Allemagne et en Suisse. A Francfort, ils organisèrent une Église où la discorde ne tarda pas à éclater, si bien que la plupart de ses membres se dispersèrent : les uns se retirèrent à Bâle, les autres à Genève. L'accueil qu'ils reçurent dans la ville de Calvin fut fraternel ; ils furent autorisés à pratiquer publiquement leur culte à Notre-Dame-la-Neuve (1<sup>er</sup> novembre 1554). Ils y restèrent en paix jusqu'à l'avènement d'Élisabeth, qui mit fin à leur exil. L'histoire de cette petite Église vient d'être contée par M. Charles MARTIN<sup>1</sup>. Dans une consciencieuse étude, il donne des détails biographiques sur les membres de l'Église ; il en expose longuement la constitution et la liturgie ; il analyse les écrits théologiques et politico-ecclésiastiques qui s'y rattachent, insistant particulièrement sur la traduction anglaise du Nouveau Testament de Tyndale, révisée par Whittingham<sup>2</sup>, un ami de Knox, un des membres les plus influents et les plus distingués de l'Église. Ce dernier point est important, car c'est à Francfort et surtout à Genève qu'achevèrent de préciser leurs idées, sur la réforme religieuse et l'organisation d'une communauté vraiment évangélique, les hommes qui, rentrés en Angleterre et en Écosse à partir de 1559,

1. Charles Martin, docteur en théologie, ancien pasteur à Genève, *les Protestants anglais réfugiés à Genève au temps de Calvin, 1555-1560*. Genève, A. Jullien, 1915, in-8°, xv-352 p.

2. M. Martin l'appelle partout Whittingham. Il vaut mieux adopter l'orthographe du *Dictionary of national biography*, qui est sans doute plus conforme à la prononciation.

seront chargés d'y organiser, ici l'Église anglicane, là l'Église presbytérienne. On ne saurait dire d'ailleurs que M. Martin nous apprenne beaucoup de choses nouvelles, ni que son récit soit attrayant; son style est terne et lourd et, s'il parle avec précision de tout ce qui touche à la théologie, s'il donne d'utiles descriptions des ouvrages publiés par l'Église anglaise de Genève<sup>1</sup>, il laisse trop voir par endroits que sa formation historique est incomplète<sup>2</sup>.

C'est une exquise figure que nous peint M. WALLACE dans son excellente biographie de Sir Philippe Sidney<sup>3</sup>. Né dans une famille illustre au moins du côté maternel<sup>4</sup>, Sidney était destiné aux plus hauts emplois; mais son père voulut d'abord faire de lui un esprit cultivé et un honnête homme. Quoique absent et de loin<sup>5</sup>, il lui donna des leçons d'honneur et de vertu que d'ailleurs il pratiquait lui-même<sup>6</sup>. Après avoir étudié à Oxford et à Cambridge<sup>7</sup>, Sir Philippe

1. Ils sont au nombre de quarante-quatre et sont décrits p. 297-330 avec trois fac-similés. — Dans la liste des ouvrages consultés, p. XI-XV, il serait facile de signaler des lacunes, même importantes. — A la suite de la Bibliographie, M. Martin publie les noms des membres de l'Église de Genève d'après le *Livre des Anglois*; c'est, nous dit M. Martin (p. 44), « un cahier manuscrit déposé dans les archives de l'État de Genève par les membres de la communauté anglaise au moment de dissoudre ce corps ». Il a déjà été publié, en tout ou en partie, au moins quatre fois.

2. Il parle du parti « vraiment protestant » (p. 6), de « bases essentiellement réformées » (p. 7); du D<sup>r</sup> Cox, il dit qu'il fut « un protestant décidé, mais aussi un Anglican décidé et autoritaire » (p. 30); on aimerait à savoir exactement quelle réalité se cache sous ces banales épithètes. Il nous dit que le jeune roi Edouard VI, à l'âge de neuf ans et neuf mois, était déjà « extrêmement avancé en intelligence, en sagesse et en piété » (p. 2). Je ne protesterai pas contre les « cruautés » de Marie Tudor (p. 64); mais on emploierait peut-être une expression plus nuancée si, par l'esprit, on replaçait la fille du sanguinaire Henri VIII, la sœur de la peu pitoyable Élisabeth, dans son temps et dans son milieu. On ne devrait point parler d'un *duc* de Derby au xvi<sup>e</sup> s., et il faut corriger la phrase où il est parlé de la petite congrégation wallonne de Glastonbury « fondée dans le comté de Somerset par le Protecteur, qui réunit dans son *duché* quelques centaines de tisserands wallons réfugiés pour cause de religion » (p. 11). Le duché de Somerset n'avait, comme on sait, aucune réalité territoriale.

3. Malcolm William Wallace, *The life of Sir Philip Sidney*. Cambridge, at the University press, 1915, in-8°, vii-428 p.; prix : 10 sh. 6 d.

4. La mère de Philippe, Marie, était une Dudley, sœur de Guildford, qui épousa Lady Jane Grey, du comte de Warwick, de Robert, comte de Leicesters, du comte de Huntingdon.

5. Sir Henry Sidney fut le plus souvent employé en Irlande.

6. Voir p. 68 la lettre d'un ton si élevé, si imprégné de l'esprit de la Renaissance, qu'il écrivit à son fils.

7. Que Philippe étudia pendant quelque temps à Cambridge, la preuve en est donnée p. 105.

voyagea en France, en Allemagne, en Italie, en Pologne, connut quelques-uns des personnages les plus notables de son temps, entre autres Languet, avec lequel il se lia d'une amitié que la mort seule interrompit, séjourna à la Cour de l'empereur; ambassadeur de la reine Élisabeth (1576), chargé officiellement de présenter les condoléances de sa souveraine à l'empereur Rodolphe et à sa mère, à l'occasion de la mort de l'empereur Maximilien II, en réalité pour s'informer de la situation religieuse dans l'empire, il apprit à connaître les Pays-Bas; il devint un des admirateurs du prince d'Orange; il fut même question pour lui d'un mariage avec une sœur du Taciturne, projet auquel s'intéressait vivement Languet et qui échoua par l'opposition d'Élisabeth, jalouse de tout honneur qu'un de ses sujets n'aurait pas tenu d'elle-même. On sait d'ailleurs que l'intérêt porté par Philippe à la maison d'Orange et à la cause protestante l'engagea dans de vastes desseins tendant à la ruine de la catholique Espagne et que c'est en combattant les Espagnols qu'il trouva une fin héroïque (1586). Ce vaillant soldat, ce politique à longues vues était aussi un romancier, un poète, et ce sont ses œuvres littéraires qui ont rendu son nom illustre. Il n'avait que trente-deux ans à sa mort et, malgré son destin inachevé, il est un des hommes qui représentent l'époque d'Élisabeth avec le plus de variété et de vie. M. Wallace incline à croire qu'il a fourni à Shakespeare le type original du prince de Danemark : « Son esprit versatile, son aversion pour tout ce qui était vil, son enthousiasme pour tout ce qui était bon, sa politesse, ses manières affables avec les inférieurs, sa générosité, le mélange qu'il y avait en lui d'humilité, d'orgueil et de hauteur, sa confiance en soi, sa loyauté envers ses amis, sa tendance à vivre dans l'idéal, tout nous rappelle Hamlet » (p. 402). Peut-être, mais en tout cas le héros de Zutphen était trop sain d'esprit pour succomber dans les ténèbres de la déraison<sup>1</sup>.

L'établissement de l'Église anglicane par Élisabeth eut comme corollaire la poursuite contre les non-conformistes. Les Puritains, dont beaucoup de protestants, même à la Cour et dans le Clergé, professaient les doctrines morales, étaient suspects, non sans cause, aux yeux de la reine et de ses ministres, qui ne pouvaient guère tolérer en effet leur hostilité contre la hiérarchie ecclésiastique soigneusement conservée par Henri VIII et les continuateurs de son œuvre. Un de leurs plus fougueux adversaires fut l'archevêque de Cantorbéry, Whitgift, qui, pendant les vingt années de son épiscopat

1. M. Wallace a publié en appendice le livre de comptes tenu par le serviteur chargé de surveiller le jeune Philippe pendant ses premières études à Shrewsbury, 1565-1568; c'est un document intéressant pour l'histoire de l'éducation.

(1583-1603), leur fit une guerre sans merci. L'épisode le plus curieux de cette lutte est personnifié pour ainsi dire par le pamphlétaire anonyme et demeuré mystérieux, appelé Martin Marprelate ou « le Tombeur des prélats ». Comme pour l'auteur des lettres de Junius, on dispute encore aujourd'hui sur l'auteur ou les auteurs des pamphlets parus sous ce nom en 1588 et 1589. Dans ses *Annales d'Angleterre sous Élisabeth*, William Camden en nomme trois : Penry, Udall et Job Throckmorton<sup>1</sup>. Dans un excellent travail où l'on trouvera tout l'exposé de la controverse<sup>2</sup>, et autre chose encore, M. BONNARD met Udall hors de cause et fait valoir de sérieux arguments en faveur de Job Throckmorton, auquel Penry aurait seulement fourni des documents sur les doctrines puritaines et leur diffusion en Angleterre. Il reconnaît d'ailleurs lui-même qu'il ne saurait appuyer son opinion de preuves formelles, et son récit, qui présente avec une si grande précision les faits et les dates, n'a parfois que la valeur d'une hypothèse. Cette réserve faite, on ne peut que louer le soin apporté par M. Bonnard à son travail. Le plan en est simple : il consiste à suivre mois par mois, presque jour par jour, l'œuvre souterraine d'une poignée de Puritains : gentilshommes campagnards, publicistes de profession, imprimeurs, adhérents plus ou moins conscients, plus ou moins bénévoles, des idées puritaines, qui entrent en guerre contre les plus hautes autorités de l'Église établie : l'archevêque de Cantorbéry, les évêques de Londres et de Winchester, la Convocation, la Cour de Haute-Commission. La censure épiscopale est soupçonneuse et sévère, servie par une police sans pitié comme sans scrupule. Il leur faut donc se cacher, déménager à chaque instant les presses, trouver les affidés qui se chargeront, au péril de leur vie, de transporter les ballots d'imprimés et de les répandre dans le public. Le Clergé décide de recourir aux mêmes moyens de combat dont s'étaient armés les Puritains ; à Martin Marprelate, il fait répondre par des publicistes à gages : Lily, le poète de Cour, Nashe et Marlowe, spadassins de lettres. Martin leur répond, sans réussir à toujours maintenir les rieurs de son côté ; mais la partie est trop inégale : la presse secrète finit par être saisie (août 1589), les complices de Martin sont

1. Camden parle, p. 225, des pamphlets « quibus tituli erant : Martinus Prasulibus exitiosus vel Prasulo-mastix », et il désigne comme auteurs « Penrius et Udallus, Verbi ministri, et Jobus Trocmortonus, vir doctus et facete dicax ».

2. G. Bonnard, *la Controverse de Martin Marprelate, 1588-1590. Épisode de l'histoire littéraire du puritanisme sous Élisabeth*. Genève, A. Jullien, 1916, in-8°, xv-237 p.; prix : 4 fr. — M. Bonnard conserve pendant tout l'ouvrage la forme anglaise du nom d'Élisabeth.

arrêtés; mais, chose assez singulière, si Martin est Throckmorton, Martin lui-même n'est pas dénoncé tout d'abord et se tire ensuite d'affaire par une simple amende (octobre 1590). Puis tout rentre dans le silence. Cette guerre de plume avait suscité des écrits dont la valeur littéraire n'est pas à dédaigner; les traductions de M. Bonnard permettent d'en apprécier la verve grossière. Elle met en branle l'opinion publique qui bientôt saura briser les barrières opposées au puritanisme par la Haute Église et par le Gouvernement.

Parmi les biographies de Shakespeare, un des mieux informés, à coup sûr, est Sir Sidney LEE<sup>1</sup>. Depuis qu'il a fait paraître l'article Shakespeare dans le *Dictionary of national biography* (1897) et le livre où il développa cet article (1898), le nombre des faits nouveaux concernant le grand dramaturge n'a cessé de s'accroître, si bien qu'une refonte complète de l'ouvrage était devenue nécessaire. C'est ce que M. Lee nous donne aujourd'hui. Une comparaison, même rapide, entre les deux éditions, permet de constater des changements importants : si la rédaction première a été conservée en grande partie, il n'est pas un chapitre qui n'ait été plus ou moins retouché et plusieurs nouveaux ont été ajoutés; leur nombre, qui était de vingt et un en 1898, est maintenant de vingt-sept. La bibliographie, à peine est-il besoin de le dire, est mise à jour; il suffirait presque de comparer dans les deux éditions le second appendice consacré à la controverse Bacon-Shakespeare pour apprécier la diligence apportée par M. Lee au remaniement d'un travail déjà si méritoire sous sa forme primitive. Quant aux idées fondamentales, rien n'a été changé et plus que jamais M. Lee reste convaincu qu'il faut avoir l'esprit dérangé pour admettre un instant l'idée que les drames de Shakespeare aient pu être composés par le chancelier Bacon. Mais a-t-il réussi à dissiper tout le mystère dont est entouré le nom de Shakespeare? Les études que provoque de tout côté le troisième centenaire de la mort du poète prouvent à tout le moins que le dernier mot n'a pas été dit.

Le « grand Lord Burghley », le célèbre ministre de la reine Élisabeth, eut, comme on sait, pour successeur, son second fils, Robert Cecil. Fidèle serviteur de la reine, Cecil fut, à l'insu de sa maîtresse, mais interprétant sa pensée la plus secrète, le principal instrument de l'avènement au trône d'Angleterre du fils de Marie Stuart, Jacques VI d'Écosse; et Jacques ne fut pas un maître ingrat : non seulement il décora Cecil des titres de vicomte Cranborne, puis de comte de Salisbury, mais Cecil resta jusqu'à sa

1. Sir Sidney Lee, *A life of William Shakespeare*. New edition. Londres, Smith, Elder et C<sup>ie</sup>, 1915, in-8°, xxxi-776 p.; prix : 8 sh. 6 d.



mort (1612) à la tête des affaires intérieures et extérieures du royaume. La biographie de ce bon conseiller a été présentée avec une érudition du meilleur aloi, avec autant d'art que de tact, par un de ses descendants. M. CECIL<sup>1</sup> a pu puiser à loisir dans les admirables archives de la famille conservées à Hatfield House; il a fouillé également dans les liasses du Record Office, et d'heureuses trouvailles lui ont permis d'ajouter plus d'un intéressant détail aux documents, déjà si nombreux, qui ont paru sur cette captivante période de l'histoire d'Angleterre. En plusieurs points, il précise ou redresse les jugements qu'il convient de porter sur le caractère du ministre et sur sa politique; ses rapports avec Francis Bacon, son cousin, et avec Sir Walter Raleigh sont présentés sous un jour plus favorable qu'ils ne paraissent dans la plupart des livres. Avec l'Espagne, le point est plus important et plus délicat, puisqu'on a fait peser sur Cecil le soupçon, considéré comme fondé par l'impartial Gardiner lui-même, que, tout en dirigeant officiellement une politique hostile à Philippe III, il recevait de lui une pension et lui faisait en secret passer d'utiles renseignements. Les arguments fournis par M. Cecil sont de nature au moins à faire hésiter et, en l'absence de toute preuve formelle, on doit accorder au ministre le bénéfice du doute. La probité personnelle de Salisbury demeure intacte. Sur un autre point, celui de la conspiration des poudres, l'auteur est en plein accord avec Gardiner pour déclarer, contrairement au plaidoyer du P. Gérard, qu'elle ne fut pas une machination policière montée par Salisbury pour frapper la cause catholique et que le P. Garnet a bien été le complice des conspirateurs.

Bien qu'il ait utilisé et publié un certain nombre de documents manuscrits et bien qu'il manie agréablement la plume, M. HENSLOWE<sup>2</sup> ne paraît pas avoir réussi, en racontant la vie d'Anne Hyde, fille de Clarendon et première femme de Jacques, duc d'York, à nous faire mieux connaître ni apprécier cette femme; elle serait peu intéressante, n'était l'aventure de son mariage avec le frère du roi Charles II. Ce sont surtout des intrigues et des commérages de Cour que l'on nous sert et qui sentent le réchauffé. L'historien pourra y puiser çà et là quelque détail inédit, mais il sera souvent rebuté par l'imprécision des références bibliographiques. Il sera bien avancé si on le renvoie, par exemple, aux « Thurloe papers », sans plus!

Je ne m'arrêterai pas davantage sur la nouvelle biographie du duc

1. Algernon Cecil, *A life of Robert Cecil, first earl of Salisbury*. Londres, John Murray, 1915, in-8°, xii-406 p., avec neuf illustrations fournies par des tableaux conservés à Hatfield House; prix : 12 sh.

2. J. R. Henslowe, *Anne Hyde, duchess of York*. Londres, T. Werner Laurie, [1915,] in-8°, xiii-301 p.; prix : 10 sh. 6 d.

de Marlborough par M. THOMAS<sup>1</sup>; elle n'ajoute rien à ce qu'on savait déjà sur la vie, la personne, le rôle politique et militaire du grand général; mais l'ouvrage se lit avec agrément et il n'est pas pour déplaire aux Français d'aujourd'hui de relire les exploits accomplis vers la fin du règne de Louis XIV par les Anglais et leurs alliés en faveur des Pays-Bas espagnols, de ce qui est aujourd'hui la Belgique. Si, en août 1714, les Anglais se sont rangés aux côtés de leurs anciens adversaires de Ramillies et de Malplaquet, ils n'ont fait qu'appliquer un des principes de leur politique étrangère. Les publicistes allemands qui, à ce propos, ont accusé l'Angleterre d'égoïsme et de perfidie ont oublié par ordre les leçons de l'histoire.

Si la biographie de Thomas Pitt n'avait pour nous d'autre intérêt que de nous montrer les rapports de la Compagnie des Indes orientales avec les sujets du Grand Mogol au temps d'Aurengzeb, la situation du gouverneur qu'elle entretenait à Madras, comment ce gouverneur pouvait faire une honnête fortune tout en réalisant d'appréciables bénéfices pour la Compagnie et pour ses actionnaires, le livre de M. DALTON<sup>2</sup>, composé d'après les meilleures sources, devrait être recommandé; mais la vie de Thomas Pitt touche en outre l'histoire générale en deux points: d'abord c'est lui qui, étant au service de la Compagnie comme gouverneur du fort Saint-Georges à Madras (1699-1710), acheta (1702) le fameux diamant qu'il réussit plus tard (1717) à vendre au Régent pour la couronne de France; ensuite il fut l'aïeul de William Pitt, le fameux comte Chatham. Les biographes du grand ministre trouveront dans l'ouvrage de M. Dalton de nombreux détails sur le père de Chatham, Robert Pitt, qui fut un très pauvre sire, sans allure, sans aucune aptitude commerciale, sans intelligence politique, et sur son grand-père, Thomas, le sujet du présent livre. C'était un petit propriétaire campagnard, aventurier avide, sans doute peu scrupuleux, volontiers querelleur, administrateur rude et cependant juste, sachant être à propos cassant ou souple avec les agents du Grand Mogol comme avec le Conseil de la Compagnie qui l'avait élu, qui apprécia fort ses services et qui néanmoins finit par le destituer. Dans tous ces traits, il est malaisé de découvrir ceux qui ont pu contribuer à former le génie des deux Pitt; mais les historiens ont en général traité Thomas Pitt

1. Edward Thomas, *The life of the duke of Marlborough*. Londres, Chapman et Hall, 1915, in-8°, VIII-294 p., illustrations; prix: 10 sh. 6 d. — Dans le dernier chapitre de l'ouvrage est traitée la question de la célèbre chanson populaire: *Malbrouk s'en va-t'en guerre*. On n'en trouva pas de trace avant la fin du règne de Louis XV.

2. Sir Cornelius Neale Dalton, *The life of Thomas Pitt*. Cambridge, at the University press, 1915, in-8°, XII-611 p.; prix: 15 sh.

avec malveillance. Un savant allemand, à qui nous devons une étude approfondie sur William Pitt, A. von Ruville, l'a même traité avec la plus grande sévérité : il lui a reproché de n'avoir eu d'autre passion que celle du gain, d'avoir trahi les intérêts de la Compagnie, notamment en achetant le fameux diamant, d'avoir indignement traité son fils Robert, etc. M. Dalton a discuté chacune de ces imputations et, sans intention d'apologie, il a montré qu'elles ne reposent pas sur des fondements sérieux. Le personnage n'a rien qui plaise ; mais on ne saurait dire qu'il ne mérite pas l'estime de la postérité.

Le grand ouvrage de Sir George O. TREVELYAN sur la révolution américaine est maintenant terminé. On sait qu'il comprend deux parties : la première en quatre volumes sous le titre général : *The American revolution*, et la seconde en deux volumes sous cet autre titre, un peu décevant : *George the third and Charles Fox* ; le tome II de cette seconde partie que nous annonçons aujourd'hui<sup>1</sup> est le dernier de toute la série. Il commence au retour du général Bourgoyne en Angleterre en mai 1778 et s'arrête à la démission du ministère présidé par Lord North le 27 mars 1782. On s'étonnera sans doute qu'un livre sur la révolution américaine ne soit pas poussé au moins jusqu'à la fin de la guerre menée par l'Angleterre à la fois contre les Insurgés d'Amérique et contre les puissances européennes qui étaient intervenues dans le conflit (1783). C'est que l'objet que s'est proposé Sir George est double : il a voulu faire l'histoire en même temps de la révolution américaine et du ministère qui la déchaina, qui ne sut pas la réprimer et qui succomba sous le poids de ses fautes politiques et de ses revers militaires. Et ce ministère, à ses yeux, n'est pas seulement responsable d'avoir poussé les colonies à se soulever contre la mère-patrie, il est coupable de s'être fait le docile instrument de la politique de George III et d'un Parlement corrompu. Sir George fait donc le procès du roi et de ses ministres ; il s'applique à montrer le travail de l'opposition, qui comprenait à peu près tout ce que l'Angleterre possédait alors en hommes de valeur comme orateurs, comme chefs de parti et comme futurs ministres ; il met en haut relief la figure d'Edmond Burke ; il marque avec une évidente prédilection les débuts du jeune Pitt ; mais c'est Fox qu'il place en tout premier plan : en face de George III qui prétend imposer à tous les partis sa volonté souveraine, qui gouverne avec l'appui d'un parlement issu d'un système électoral détestable et corrompu, qui maintient

1. The Right Hon. Sir George Otto Trevelyan, *George the third and Charles Fox. The concluding part of the american Revolution in two volumes.* Vol. II. Londres, Longmans, 1914, in-8°, xi-473 p. et une carte des treize colonies américaines ; prix : 7 sh. 6 d.

les catholiques sous la rigueur de lois surannées, persécute l'Irlande, traite les colons américains non comme des citoyens mais comme des sujets, Fox représente pour lui l'idée libérale, une politique vraiment humaine envers tous ceux qui vivaient sous la protection du drapeau britannique; c'est à Fox, arrière-petit-fils d'un roi de France<sup>1</sup>, et à la cause dont Fox était alors le chef le plus éloquent, le plus populaire, que vont les sympathies de l'auteur. Ce n'est pas à dire qu'il ait fait une œuvre de parti. Sir George est trop soucieux des obligations qui s'imposent à l'historien véritable pour altérer les faits qu'il raconte ou pour juger sans équité les acteurs qu'il met en scène. Il se défend de céder à aucun parti pris. Dans une feuille volante qu'il a fait insérer après coup en tête de son volume et qui est datée de septembre 1914, il prend soin de prévenir le lecteur que son volume était entièrement imprimé plusieurs semaines avant l'explosion de la grande guerre, qu'il ne contient par conséquent pas la moindre allusion aux événements les plus récents et qu'il n'a rien à changer à ce qu'il a écrit; les horreurs d'une guerre où l'Angleterre venait de s'engager « avec une conviction légitime dans la justice de sa cause » lui inspirent au contraire cette fierté que, dans la guerre de l'Indépendance américaine, les descendants des deux peuples alors ennemis peuvent aujourd'hui rappeler avec orgueil qu'ils se sont, dans les deux camps, conduits avec bravoure et humanité. Avec une réserve pleine de dignité, il laisse au lecteur le soin de deviner sa pensée intime.

Cette générosité de sentiments pénètre l'ouvrage tout entier. L'auteur nous élève aisément au-dessus des médiocres contingences de l'histoire. Il ne s'embarrasse pas d'ailleurs du détail. Bien que ses lectures soient étendues et qu'il connaisse fort bien les documents, il ne cède pas aux demandes, parfois exigeantes, de l'érudition; peu de notes au bas des pages et point de bibliographie. Il ne procède pas par une accumulation de faits particuliers, mais par des tableaux d'ensemble présentés dans le cadre de chapitres se succédant d'après l'ordre chronologique ou à peu près. Cette galerie de tableaux, il faut bien le dire, ne produit point une impression d'ensemble harmonieuse et il n'y a point de conclusion. Ce n'est pas sans quelque surprise qu'après avoir été toujours intéressé, passionné même par endroits, le lecteur se trouve brusquement arrêté à la fin par un bref salut en latin que l'auteur adresse à ses amis, connus et inconnus, des deux côtés de l'Atlantique.

A M. SEYMOUR, professeur adjoint d'histoire à Yale College, nous

1. C'est Burke lui-même qui l'a rappelé, prétendant que les bons et les mauvais côtés du caractère de Fox étaient ce qu'on devait attendre d'un homme qui descendait en droite ligne de Henri IV (II, 377).

devons une bonne étude sur les réformes électorales opérées en Angleterre de 1832 à 1885<sup>1</sup>. Le résultat considérable produit par ces réformes a été de ruiner progressivement l'influence prédominante de l'aristocratie foncière et commerciale, au profit d'un régime de plus en plus démocratique. L'examen des lois votées en 1832, 1867, 1883-1885 est fondé sur une connaissance approfondie des documents. Une attention toute particulière a été accordée, ainsi qu'il convenait, aux mesures prises pour dresser les listes électorales et établir la sincérité des élections. Nos législateurs y pourront puiser d'utiles indications.

HISTOIRE D'ÉCOSSE. — M. HENDERSON, bien connu par ses études sur Marie Stuart et les lettres de la cassette, a entrepris de nous donner la biographie de tous les rois de la famille des Stuarts en Écosse comme en Angleterre<sup>2</sup>; et il s'est abstenu de toute excursion hors du cadre exclusivement biographique. L'ouvrage est donc d'un art un peu simple; on dirait une suite d'articles extraits du *Dictionary of national biography*: à la fin de chaque règne, portrait du roi, de ses mérites ou défauts comme homme et aussi comme souverain, liste de ses enfants ou bâtards (et longue est la liste des bâtards des deux frères Charles II et Jacques II). De là une certaine monotonie répandue un peu sur tout le livre. Livre qui s'adresse au grand public: pas de notes au bas des pages; une bibliographie abondante et assez précise<sup>3</sup> remplit les douze dernières pages; mais livre qu'on peut lire avec sécurité, parce que l'auteur est maître de son sujet, et dont on appréciera les jugements toujours mesurés et personnels. M. Henderson, qui n'est pas un admirateur de Marie Stuart en Écosse, désapprouve la politique ecclésiastique des quatre Stuarts qui ont régné successivement en Angleterre<sup>4</sup>; mais en ce

1. Charles Seymour, *Electoral reform in England and Wales. The development and operation of the Parliamentary franchise, 1832-1885*. New Haven, Yale University press; Londres, Humphrey Millford, 1915 (tome III des « Yale historical Publications », 1<sup>re</sup> série), in-8°, xix-564 p.; prix: 2 d. 50. — A noter, dans l'appendice sur les sources, ce que l'auteur dit des « Parliamentary papers » et de leur classement. La carte de l'Angleterre qui fait face à la page 542 n'a pas été dressée de manière à faire comprendre le remaniement des circonscriptions électorales. On pourrait se reporter à la carte électorale de l'Angleterre au temps de la loi de 1832 qui se trouve dans l'Atlas de M. Poole.

2. T. F. Henderson, *The royal Stuarts*. With portraits (chaque souverain a son ou ses portraits depuis Jacques I<sup>er</sup> jusqu'à Henri Benoit, cardinal d'York, Henri IX pour ses partisans). Edimbourg et Londres, Blackwood et fils, 1914, in-8°, x-590 p. et un tableau généalogique; prix: 16 sh.

3. Corriger le titre de l'ouvrage de M. Jusserand: *le Roman d'un roi d'Écosse* (au lieu de *le Romans de un roi d'Écosse*) et le nom de M. Guiffrey (et non Guiffry).

4. M. Henderson ne parle qu'incidemment des deux filles de Jacques II,

qui concerne Charles I<sup>er</sup>, il refuse d'accepter les jugements passionnés de Carlyle et de Gardiner; à propos de Charles II et de Jacques II, il demande si le Parlement d'Angleterre a fait preuve de plus de sens politique et de tolérance que les rois mêmes. Sans doute, mais la tolérance appartient à un autre âge. Les époques de foi (et les Puritains d'Angleterre furent de rudes croyants) sont des époques de fanatisme.

On sait que Lauderdale fut le plus tyrannique et le moins scrupuleux des serviteurs de Charles II en Écosse; affermir l'institution de l'épiscopat restauré en 1660, combattre et, si possible, abattre la résistance obstinée des Presbytériens, des Whigs, comme on ne tarda pas à les appeler, fut le principal objet de son gouvernement pendant les dix années de 1669 à 1679. Cette résistance était opiniâtre surtout dans la région occidentale, dans les comtés d'Ayr, de Renfrew, de Lanark, à Glasgow, et c'était les armes à la main que les Covenantaires, les « Malcontents », pratiquaient leur culte et tenaient leurs assemblées. Au point de vue politique comme au point de vue religieux, cette situation était pour le roi et son ministre grosse de danger; on pouvait à tout instant craindre un soulèvement. Pour le prévenir et aussi pour en finir une bonne fois, par la force, avec ses ennemis, Lauderdale fut amené à prendre une mesure assez extraordinaire. Les appréhensions de la Chambre des Communes, qui voyait, non sans raison, dans l'établissement d'une armée permanente en Angleterre une menace pour les libertés politiques, ne lui permettaient pas de compter sur un contingent de troupes régulières. La milice était mal organisée et peu sûre. Il prit donc le parti de réclamer le service féodal d'ost dû à la couronne par les seigneurs des Highlands; alléchés par l'espoir d'un opulent butin à faire dans la plaine, les Montagnards répondirent à son appel et, en janvier 1678, plusieurs milliers de ces pillards invétérés purent être envoyés dans les comtés de l'Ouest. S'ils n'avaient fait que désarmer les habitants, c'eût été un acte de police qui pouvait se justifier par des raisons au moins spécieuses; mais ces garnisaires abusèrent des réquisitions qu'ils étaient autorisés à exiger des habitants et quand ils regagnèrent les hautes terres en mars, ils emportèrent avec eux de lourdes prises. Les plaintes contre leurs excès, portées à Londres par le duc de Hamilton, excitèrent l'indignation de la Chambre des Communes et décidèrent le roi à prendre

Marie et Anne, deux Stuarts authentiques pourtant et qui régnèrent en fait comme en droit; mais il retrace la biographie du Vieux Prétendant (James Francis Edward ou Jacques III), du Jeune Prétendant (Charles Edward ou Charles III) et de Henri Benoit, frère cadet de Charles Édouard (ou Henri IX).



des mesures de douceur. Mais Lauderdale resta en place; il ne put, il est vrai, obtenir des Presbytériens de l'Ouest un acte de soumission formelle; réduits à l'impuissance matérielle, ils se réfugièrent dans une résistance passive dont le gouvernement ne put venir à bout. L'histoire de ce douloureux épisode, contemporain des dragonnades ordonnées en France par le Grand Roi, a été fort bien racontée par M. ELDER<sup>1</sup> d'après les sources officielles et les mémoires du temps.

L'union de l'Angleterre et de l'Écosse en 1707 a déjà fait l'objet de plusieurs études approfondies. L'historiographe royal d'Écosse a repris le sujet dans une série de six conférences qu'il a professées à Oxford en 1914<sup>2</sup>. Quoiqu'il ait utilisé un certain nombre de documents inédits (dont il reproduit quelques-uns en appendice), il ne semble pas qu'il ait rien dit de bien nouveau sur les causes politiques, religieuses et économiques qui décidèrent les représentants des deux royaumes à entamer des négociations en vue d'abord de s'entendre sur la succession au trône d'Angleterre après la mort de la reine Anne, puis de régler le point vital : y aurait-il fédération ou union? Des méfiances, des jalousies réciproques prolongèrent les débats et c'est finalement la conclusion la moins favorable en apparence, parce qu'elle coûtait davantage à l'esprit d'indépendance national, qui l'emporta. Après avoir été approuvé par les parlements des deux royaumes, le traité d'union fut d'abord très mal accueilli, surtout par les Écossais, et il fut bien près d'être dénoncé dans les années qui suivirent; mais il importait si fort au fond, aux deux contractants, qu'il résista aux plus mauvaises volontés et qu'il est devenu l'inébranlable fondement du royaume de Grande-Bretagne.

HISTOIRE LOCALE. — Le dernier ouvrage dû à cet infatigable travailleur que fut M. GOMME est une thèse sur Londres<sup>3</sup>. D'après lui, l'histoire de cette ville n'a pas de sens si l'on ne se rappelle qu'elle a été d'abord une cité romaine avec toutes les institutions municipales de l'époque impériale; c'est alors la cité mère du Celte vivant sous le régime de la tribu et du Breton vivant sous la loi romaine (p. 72). Après le départ des légions au v<sup>e</sup> siècle, au temps de la « grande renaissance celtique », elle prend les attributs d'une cité-état et dès

1. John R. Elder, *The Highland Host of 1678*. Glasgow, James Maclehose, 1914, in-8°, vi-156 p.; prix : 5 sh.

2. P. Hume Brown, *The legislative union of England and Scotland*. The Ford lectures delivered in Hilary term, 1914. Oxford, at the Clarendon press, 1914, in-8°, xii-208 p.; prix : 7 sh. 6 d.

3. Sir Laurence Gomme, *London*. Londres, Williams et Norgate, 1914, in-8°, xiv-381 p., nombreuses gravures; prix : 7 sh. 6 d.

lors elle revêt un caractère qu'elle conservera pendant tout le moyen âge et même, en s'atténuant peu à peu, à l'époque moderne; les Anglo-Saxons l'entourent, mais ne l'occupent pas, ne la détruisent pas, « donc rien de ces institutions n'est changé » (p. 92); des traces du paganisme romain peuvent s'observer jusqu'au milieu du <sup>xviii</sup> siècle<sup>1</sup>. Après la conquête normande, la cité entra en lutte avec la royauté, son autonomie fut amoindrie; mais elle n'abdiqua jamais son droit de s'administrer elle-même et ce droit avait ses racines dans le plus lointain passé, puisqu'il remontait au temps de l'Empire, à un système de gouvernement étranger à l'esprit anglo-saxon (p. 179). La Commune de Londres n'est pas d'origine française, comme on l'a prétendu; elle est d'origine anglaise ou mieux romaine (p. 130). Au <sup>xiii</sup> e, au <sup>xiv</sup> e siècle survient une transformation considérable : Londres devient une ville de commerce de plus en plus importante; « elle diffère beaucoup du passé, mais continue le passé; c'est ce qu'on n'a jamais compris. Il est vrai qu'il n'est pas aisé de jeter un pont entre la Londres des Tudors et celle des Plantagenets » (p. 332). Cette continuité change simplement de caractère. Au <sup>xviii</sup> e siècle, un heureux retour à l'ancien régime permet au Common hall de fonctionner avec une réelle autonomie, mais en harmonie avec le reste des institutions monarchiques, et ceci est encore un des traits qui caractérisent le développement de la ville : survivance de l'organisation romaine qui se maintient par une lutte constante sans être jamais révolutionnaire : « Londres au temps des George agit dans l'esprit de Londres au temps des Plantagenets ou des rois normands, en harmonie avec la maîtrise exercée par les Anglo-Saxons, suivant une formule et un dessein qui dérivait de la position que Londres occupait comme cité-état au temps des Romains » (p. 291).

Cette thèse, Sir Laurence l'avait déjà présentée dans un précédent ouvrage<sup>2</sup> avec des arguments plus développés et des textes étudiés de plus près que dans le présent livre. Que vaut-elle? Séduisante à première vue, appuyée sur des faits habilement mis en lumière, étayée de raisonnements spécieux, qui remplacent trop souvent des preuves matérielles, elle a ce mérite de résumer une longue histoire dans une formule simple et facile à retenir. Mais les faits eux-mêmes

1. Page 86 : « Une ville qui, au <sup>v</sup> e siècle, exerce certains droits constitutionnels et sans caractère révolutionnaire, qui pratique les lois romaines en opposition avec la loi anglaise, qui possède dans le rituel de son église cathédrale jusqu'au <sup>xviii</sup> e siècle des traces du culte païen de Diane est une cité d'un caractère particulièrement défini. »

2. *The governance of London. Studies on the place occupied by London in english institutions.* Londres, 1907.

sont-ils assez nombreux et assez probants? Que savons-nous en réalité sur l'organisation de Londres romaine, sinon ce que nous pouvons inférer de l'organisation municipale que l'on trouve dans toutes les cités au temps le plus florissant de l'empire? Les vestiges du forum, du pomœrium, du territorium qu'ont signalés, avec plus ou moins de certitude, les archéologues, ne nous en font connaître que la forme extérieure. M. Haverfield, qui possède des institutions romaines en Bretagne une connaissance approfondie, est arrivé à des conclusions très différentes. Sir Laurence s'en afflige et il argumente non sans véhémence (car la vérité absolue s'impose à lui avec une force impérieuse) contre les vues étroites et le scepticisme de son contradicteur (p. 347-348); un trouble n'en reste pas moins dans l'esprit du lecteur. Si ingénieux que soit le commentaire, les preuves alléguées ne lui paraîtront pas toujours solides; ce sont des chaînons isolés qu'il est difficile de souder ensemble. Ces preuves, on les trouvera d'ailleurs exposées avec plus de précision dans le *Governance of London*. Ce dernier intéresse surtout les érudits; *London* s'adresse plutôt au grand public, qui ne manquera pas d'être touché par l'enthousiasme de l'auteur pour l'histoire ancienne de la ville; car ce n'est pas à la cité admirable et monstrueuse du *xx<sup>e</sup>* siècle que va sa dévotion.

Une place devait être faite à Londres dans les histoires de comté qui paraissent sous l'invocation de la reine Victoria<sup>1</sup>. Dans l'unique volume déjà paru, MM. R. A. SMITH et F. W. READER traitent de la partie archéologique<sup>2</sup>. Il est bon de comparer les données fournies par ces archéologues avec les observations de M. Gomme et l'on ne sera pas surpris s'il n'y a pas toujours parfait accord entre ces chercheurs. La plus grosse partie du volume est occupée par l'histoire ecclésiastique de Londres, qui nous est donnée avec un grand luxe de détails<sup>3</sup>.

Ch. BÉMONT.

1. *The Victoria history of London, including London within the Bars, Westminster and Southwark*, Londres, A. Constable, 1909.

2. Sépultures et routes antiques; le mur romain de la Cité; liste des fragments romains trouvés à Londres. Cette dernière liste est très détaillée; elle occupe les pages 86-145 et est accompagnée de quatre plans.

3. Jusqu'en 1547, cette histoire a été retracée par Miss J. Jeffries Davis; de 1547 à 1666 (année du grand incendie), par Miss M. E. Cornford; depuis 1666, par Miss H. L. E. Garrett. L'histoire des sectes non-conformistes a été retracée par le Rév. T. G. Crippen; les divisions ecclésiastiques décrites par M. J. M. Ramsay; les archives paroissiales par Miss Davis; les maisons religieuses par Miss Reddan, Miss Douglas Irvine, Miss Phyllis Wragge et le Rév. J. C. Cox.

## COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Paul CLOCHÉ. **La restauration démocratique à Athènes en 403 av. J.-C.** Thèse pour le doctorat ès lettres présentée à l'Université de Paris. Paris, Leroux, 1915. In-8°, xxiv-493 pages.

Id. **Étude chronologique sur la troisième guerre sacrée (356-346 av. J.-C.).** Thèse complémentaire pour le doctorat ès lettres présentée à l'Université de Paris. Paris, Leroux, 1915. In-8°, viii-130 pages.

I. — On a toujours vivement discuté sur la restauration démocratique à Athènes en 403, sur les vicissitudes politiques qui l'amènèrent et les tendances qu'elle fit prévaloir. Il n'en pouvait être autrement; car nous n'avons pour nous renseigner que les témoignages de contemporains engagés dans les luttes civiles, Xénophon et Lysias, ou les appréciations d'auteurs déjà éloignés des faits, mais encore exposés à rapporter des récits passionnés, Aristote et Éphore conservé par Diodore. Le procès est toujours pendant. L'apparition de la *Politeia* d'Athènes, la découverte d'un décret récompensant les métèques qui avaient combattu pour la démocratie, quelques nouveaux fragments d'orateurs déchiffrés sur les papyrus invitaient à faire la revision totale d'un dossier litigieux. Tel est le travail entrepris par M. Cloché. Avec un sujet où les documents sont surtout des textes littéraires, le danger était ou de suivre les sentiers battus ou, pour éviter la routine, de se jeter dans une originalité violente. Mais, en appliquant aux auteurs une critique minutieuse et acérée, en arrivant presque toujours à donner la préférence à Xénophon sur ses contradicteurs, M. Cloché est parvenu à des conclusions tout ensemble solides et personnelles. La façon dont il présente les hommes et les choses est, de toutes celles auxquelles on a songé, la plus cohérente et la plus vraisemblable. Pour expliquer la chute des Trente et la reconstitution de la république, il montre à l'œuvre, entre une oligarchie couverte de sang et une démocratie avide de vengeance, la minorité privilégiée des Trois-Mille.

Dans la première partie de l'ouvrage, l'auteur étudie la guerre civile qui ramène Thrasybule et les démocrates exilés de la Béotie, par Phylé et le Pirée, jusque dans Athènes. Au début, les Trois-Mille, désignés par les Trente, leur restent fidèles. Le mécontentement gronde pour la première fois dans leurs rangs lorsque les tyrans font massacrer les Eleusiniens. La défaite de Munychie force les Trente à

gagner l'asile qu'ils se sont préparé à Éleusis et laisse les Trois-Mille maîtres de la ville. Mais leurs chefs, les Dix, luttent à la fois contre les oligarques d'Éleusis et les démocrates du Pirée. Quand Lysandre, l'implacable ennemi du Dèmos, vient bloquer le port, ils saluent son arrivée avec joie. Il faut l'intervention directe du roi Pausanias, ennemi personnel de Lysandre, pour amener la réconciliation des partis et la rentrée, non pas triomphale, mais transactionnelle, des exilés.

Loin donc d'être immédiatement favorable à la démocratie extrême, la restauration doit à ses origines mêmes un caractère tempéré, à demi aristocratique. Ce régime s'est maintenu assez longtemps. Le rétablissement de la constitution ne ruina point l'influence des Trois-Mille. Ils avaient tout intérêt à empêcher l'affermissement d'un État ennemi à Éleusis : au mépris des conventions, Archinos supprima les derniers délais fixés pour l'inscription sur la liste des futurs Éleusiniens; le meurtre des Trente satisfait les haines des démocrates et ramena les émigrés dans Athènes. Mais la loi d'amnistie fut appliquée rigoureusement : rien ne prouve qu'elle ait jamais été violée dans les procès intentés soit aux Trente et à leurs suppôts, soit à quelques-uns des Trois-Mille. Maître du gouvernement, le parti modéré retira le droit de cité à un groupe de métèques qui l'avaient obtenu de Thrasybule. Phormisios voulut même réserver les droits civiques aux propriétaires ruraux. Il échoua; mais la présentation de son projet indique quelle puissance l'idée timocratique continuait d'opposer à la démocratie pure.

La démonstration de M. Cloché est faite avec un soin méticuleux et d'infinites scrupules. Toutes les parties du sujet, tel qu'il l'a conçu, sont creusées de telle façon qu'il serait difficile d'en fouiller plus profondément les coins et recoins : chaque épisode, chaque mot des textes est soumis à une analyse qui ne néglige rien. Tout cela est d'une probité absolue. Pas une affirmation, si indifférente qu'elle puisse paraître, qui ne soit le résultat d'une discussion sérieuse. Pas un détail, bien que tout conspire à la même conclusion, qui ne soit dûment établi par un argument *ad hoc*. D'un bout à l'autre de l'ouvrage, l'auteur examine chaque fait, chaque fraction de fait, citant tous les textes anciens où il en est question, énumérant toutes les opinions et nuances d'opinions qui ont été exprimées par les modernes. La méthode est bonne, elle inspire une pleine sécurité.

Cependant on peut trouver que M. Cloché l'applique avec quelque exagération. Il a lu tout ce qui a été écrit sur son sujet. Ses références sont même un peu démodées; il semble qu'il soit attiré par les rayons de bibliothèque les plus poussiéreux, et les livres qu'il a en main sentent parfois le moisî<sup>1</sup>. Sa Bibliographie (p. XXI-XXIV) ne ren-

1. Quand il parle des idées politiques d'Isocrate (p. xi), il ne cite pas le mémoire *Isokrates und das Problem der Demokratie* publié par Pöhlmann dans les *Sitzungsberichte* de l'Académie de Munich en 1913. Dans la bibliographie qu'il dresse pour les *Hellenica* d'Oxyrhynchos (p. xiii), il oublie de

ferme pas un ouvrage postérieur à 1908, excepté ceux de Bury et de Cavaignac, dont il n'a pas tiré grand chose. Mais peut-on citer aujourd'hui les histoires générales de Cox (1876), de Mitford (1838), de Lambros (1888)? Et qui a jamais songé à en appeler au témoignage de Jacobs, auteur d'un petit volume sans prétention scientifique sur la géographie de la Grèce, son histoire, sa littérature *et de quibusdam aliis*? Voilà les auteurs, entre bien d'autres, dont chaque mot est pieusement recueilli par M. Cloché pour être mis en bonne place. Plus d'un ne se serait certes pas douté qu'on l'interrogerait comme un oracle sur des questions qui ne lui avaient jamais pris une minute de réflexion. Vous voyez bien que M. Cloché pêche par excès de conscience. Mais vous devinez qu'il donne ainsi à son ouvrage un aspect vieillot et désuet ou, si vous préférez, un air d'inexpérience et de jeunesse. Il était pourtant si facile d'éviter pareil reproche! Dans tous les sujets où l'un des documents capitaux est la *Πολιτεία* d'Aristote, on peut se faire une loi, non pas de négliger dans les recherches, mais d'omettre dans les références, sauf exception, tout travail antérieur à 1891. De combien M. Cloché eût allégé son livre s'il s'était conformé à cette loi aussi raisonnable que commode!

A force de comparer mot à mot les textes des auteurs anciens et des historiens ou éditeurs modernes, M. Cloché rend à la longue le procédé fastidieux. Chacun, selon la patience dont il est doué, en supporte le renouvellement un certain nombre de fois; mais un moment arrive où l'on se fatigue de distinguer plusieurs douzaines d'avis différents sur un point imperceptible (une trentaine de noms, p. 103-105, puis seulement 24 ou 25 p. 122-125; cf. p. 20-21, 140, 150, 331, etc.). En outre, l'habitude de ne rien omettre et de tout nuancer tourne en subtilité. M. Cloché raffine sur les différences possibles et les hypothèses concevables. Quand Xénophon nous dit, au moment de la révolution décarchique, que les honnêtes gens commençaient à en avoir assez « de ces maux », avons-nous besoin d'une longue discussion (p. 61-66) pour savoir de quels maux il s'agit?

Si l'auteur connaît bien les textes littéraires et les manie avec dex-

mentionner comme partisans de l'attribution à Cratippos Théodore Reinach, Lehmann-Haupt et Pareti, comme champions de Théopompe Wilamowitz et Wilcken, et il ignore que Judeich et Walcker ont songé à Ephore. La longue note de la p. xiv sur la question de savoir si la *Πολιτεία* découverte en 1891 est d'Aristote vient une bonne vingtaine d'années trop tard pour offrir le moindre intérêt. Celle de la p. xv sur les sources et les tendances politiques d'Aristote mentionne quelques lignes insignifiantes de von Meiss dans le *Rheinisches Museum* de 1908 et laisse ignorer que le même auteur a publié dans la même revue, en 1911, un article intitulé précisément : *Aristoteles' Ἀθηναίων Πολιτεία und die politische Schriftstellerei Athens*. La Bibliographie cite la *Littérature grecque* d'Alfred et Maurice Croiset dans la première édition, de même que la *Πολιτεία* de Sandys.

1. Voir encore, p. 168, la discussion sur la mort du cavalier Callistratos. P. 48, n. 1, et p. 49; à force de raffiner, l'auteur se contredit.



térité, les autres sources de renseignements ne lui sont pas très familières. Dès qu'il abandonne le terrain des éditions classiques, il ne sent plus guère à l'aise.

Quand il examine le projet de Thrasybule tendant à conférer le droit de cité à tous les gens revenus du Pirée avec le peuple, il mentionne (p. 459) l'inscription où est gravé le décret voté en faveur des gens revenus de Phylè. Mais il transcrit la lecture du premier éditeur, qui est très défectueuse, quand il pouvait copier celles de Michel (*Recueil des inscriptions grecques*, n° 1442) ou de Nachmanson (*Historische attische Inschriften*, n° 23). Encore ce texte primitif est-il médiocrement reproduit, avec une accentuation déplorable, sans la distinction obligatoire des tirets et des points, des crochets et des parenthèses, sans l'indication du nombre des lettres manquantes. Et pourtant que de renseignements il aurait découverts dans ce document s'il avait su l'étudier ! Il démontre longuement (p. 460-461) que ce n'est pas le décret d'Archinos : il lui suffisait de voir que le nom qui précédait  $\epsilon\lambda\pi\epsilon\nu$  à la fin de la ligne 3 et au commencement de la ligne 4 avait de neuf à onze lettres. Il se demande (p. 462) quel était le nombre des bénéficiaires : il devait observer que les noms étaient rangés par colonnes, qu'à la ligne 10 de la troisième colonne paraît le nom de la tribu Aigéis, la deuxième dans l'ordre officiel, que par conséquent à la première tribu étaient réservées les deux premières colonnes et neuf lignes de la troisième, en tout environ 30 noms pour une tribu, ce qui en fait pour la liste entière environ 300. Pour montrer la tendance politique du projet de Thrasybule, il examine les catégories sociales qui devaient en profiter et celles qui le rejetèrent, il soupçonne même (p. 456-457) les « propriétaires ruraux » de s'être élevés contre l'octroi du droit de cité aux « gens de mer ». Or, par une chance insigne, cas unique dans l'épigraphie grecque, un décret est là sous sa main, qui adjoint au nom de chacun sa profession, et il ne s'en aperçoit pas. Il est vrai que, sur dix-huit gens de métier, n'apparaît pas un seul marin, mais bien cinq cultivateurs et un maraicher.

Les textes papyrologiques que n'a pas encore consacrés l'usage sont assez maltraités. L'intéressant fragment du discours de Lysias contre Théozotidès qu'on a trouvé dans les *Papyrus de Hibeh* est recopié de telle façon qu'il eût mieux valu renoncer délibérément à toute accentuation. On pouvait aussi tirer meilleur parti des *Hellenica* d'Oxyrhynchos. Ainsi, M. Cloché admet (p. 192-193) qu'il y avait liaison déclarée entre les Thébains et Thrasybule : il s'en fie à Plutarque et à Diodore, qui mentionnent même un décret de Thèbes en faveur des exilés ; il n'est pas arrêté par le mot de Justin, qui parle d'un concours clandestin ( $\lambda\acute{\alpha}\theta\epsilon\alpha$ ). Mais l'Anonyme d'Oxyrhynchos nous apprend que jusqu'en 396 le parti de Léontiadès « avait dirigé souverainement la cité » en restant fidèle à Sparte et que le parti d'Isménias « était accusé de sympathie pour Athènes depuis qu'il avait aidé

la démocratie en exil ». C'est donc Justin qui avait raison, et la seule question qui se pose est de savoir d'où vient la légende du prétendu décret.

L'archéologie et la numismatique sont également dédaignées. Cependant, le relief du Nouveau-Phalère méritait plus qu'une simple note (p. 169), puisque M. Svorónos y voit la description symbolique des événements contemporains et y lit cette dédicace : « A Hermès et aux Nymphes, comme gage de victoire, le Dèmos. » A une époque où Eleusis avait son gouvernement particulier, le problème du monnayage éleusinien ne devait pas être passé sous silence. Il n'était pas indifférent, pour voir comment s'est refaite l'unité athénienne, de regarder de près la série la plus ancienne, celle qui porte comme légende d'abord ΕΑΕΥΣΙ [εἰς], puis ΕΑΕΥΣΙ [εἰς] et ΑΘΕ[αἰών].

Même chez les auteurs que M. Cloché a le mieux étudiés, tandis qu'il découpe les paragraphes qu'il va disséquer, il perd quelquefois de vue des textes tout voisins et d'importance égale. Il loue (p. 367) le respect de la démocratie pour la propriété foncière des oligarques. L'occasion était bonne pour se demander si ce n'est pas sous l'archontat d'Euclide que le serment des héliastes reçut cette addition : « Je ne serai ni pour une abolition des dettes particulières, ni pour un partage des terres et des maisons des Athéniens » (Démosth., c. *Timocrate*, 149). Il convenait aussi d'examiner cette proclamation de l'archonte dont Aristote (Ἀθ. Πολ., 56) a conservé la formule : « Tous les biens que chacun possédait avant mon entrée en charge, il en gardera la propriété pleine et entière jusqu'à la fin de ma charge. » L'expression ἔχειν καὶ κρατεῖν, employée ici, appartient au vocabulaire juridique du IV<sup>e</sup> siècle (voir *Inscriptiones graecae*, II, n<sup>os</sup> 1139, 1140). La formule de l'archonte semble donc une confirmation de la garantie donnée par celle des héliastes.

Il y a là une certaine sécheresse de pensée, une étroitesse de vue, disons mieux : une peur des hypothèses, qui ailleurs empêche M. Cloché de déterminer plus largement le caractère et les conséquences des faits qu'il considère. On dirait qu'il étudie à son corps défendant la revision législative faite sous l'archontat d'Euclide (p. 415-418). Il y note avec assez de précision les tendances conservatrices et le désir de revenir autant que possible sur les réformes d'Éphialtes. Puis il constate qu'elle repose sur le principe de la suprématie des lois sur les décrets. Mais il importait de noter que c'est la nécessité de fortifier ce principe qui fit rétablir l'action publique en illégalité, la *γραφὴ παρανόμων*. Voilà précisément une des mesures qui caractérisent le mieux le nouveau régime. La *γραφὴ παρανόμων*, odieuse à l'oligarchie parce qu'elle complétait la réforme d'Éphialtes et s'opposait à la révolution antidémocratique, avait été abolie par les Quatre-Cents et par les Trente; elle fut remise en vigueur par le tiers-parti, malgré ses origines suspectes, parce qu'elle devait s'opposer aux coups de tête populaires et rendre vaine toute tentative de renverser la consti-

tution constitutionnellement. Un autre principe assigne à la revision législative de 403 une place éminente dans l'histoire générale du droit attique : elle fit prévaloir avec une rigueur absolue dans le droit criminel la personnalité des peines, menant ainsi à son terme naturel une évolution séculaire. Mais comment se fait-il que la tradition individualiste de la démocratie ait réussi à se réaliser dans la perfection par l'action d'un gouvernement à demi aristocratique? C'est que la question de la responsabilité collective et héréditaire se posa sans doute d'une façon décisive à propos des enfants des Trente. M. Cloché voit dans les accusations intentées contre eux un incident d'un jour (p. 320); ce jour-là, pourtant, fut arrêtée une règle qui, en complétant la loi d'amnistie, mettait le sceau à la plus belle œuvre du droit athénien.

Voyez encore comment se terminent les chapitres sur le projet de Phormisios et sur le projet de Thrasybule. M. Cloché ne fait pas apparaître complètement le sens des faits, faute de les mettre en rapport avec des faits connexes qui les éclairent. Il affirme (p. 445) qu'en rejetant la proposition Phormisios, qui aurait chassé les petites gens de l'assemblée, Athènes devait se pousser de nouveau vers la pleine démocratie. Voilà qui est bientôt dit. La conséquence immédiate et pratique du projet en question, Aristote nous l'indique (*Αθ. Πολ.*, 41) quand il rapporte que la restauration de 403 allait aboutir au rétablissement du *μισθος ἐκκλησιαστικός*. « Au début, on décida de renoncer au salaire pour l'assemblée. Mais, comme le peuple ne se rendait pas aux séances et que les prytanes s'épuisaient en combinaisons pour obtenir l'assistance nécessaire à la validité du vote, Agyrrhios commença par faire décréter le salaire d'une obole; puis Héraclide de Clazomène, surnommé le « Roi », deux oboles; enfin, le même Agyrrhios, le triobole. » Tous les citoyens actifs devaient être mis en état d'user de leurs droits politiques sans compromettre leurs intérêts. Quant au rejet de la proposition Thrasybule, qui eût fait entrer un grand nombre de métèques dans le corps des citoyens, c'est la contre-partie presque nécessaire de la précédente mesure. Puisqu'il y a de nouveau des *μισθοί* à se partager, on ne veut pas augmenter le nombre des preneurs. Il fallait donc insister sur la remise en vigueur de la loi de 451, qui retire le titre de citoyen au fils d'une mère non athénienne, et ne pas reléguer le décret de Nicoménès dans une simple note (p. 468), sous prétexte qu'« il ne porte pas l'empreinte des conflits de l'époque ». Tout cela se tient, et c'est le devoir de l'historien de révéler les liens intimes et profonds qui unissent des actions ou des institutions diverses d'apparence.

Et, puisque j'en arrive à signaler des lacunes dans différentes parties de l'ouvrage, j'exprimerai le regret que, parmi les innombrables procès dont le récit remplit une bonne centaine de pages, l'auteur n'ait pas réservé une place au procès de Socrate. Sans doute, il examine les affaires d'Ératosthènes, d'Agoratos, de Callimachos et des autres

en vue d'étudier l'application de l'amnistie. Il n'en sent pas moins le besoin d'excuser un silence un peu surprenant : il allègue (p. 306, n. 2) que le procès de Socrate ne touche qu'incidemment aux événements de 403 et qu'il fut mené surtout par des haines personnelles. Mais il reconnaît qu'on poursuivait dans le philosophe le maître de Critias et l'ami d'Alcibiade. Peut-on prétendre qu'une accusation dirigée par un chef de parti contre un citoyen déclaré moralement responsable des excès oligarchiques et démocratiques n'intéresse pas la vie politique d'une époque? Il n'y a pas de circonstances, au contraire, qui caractérisent mieux le personnage d'Anytos et les tendances des hommes au pouvoir. M. Cloché laisse échapper là une indication précieuse en faveur de sa thèse. Il nous devait les quelques pages que tout lecteur de son livre attend sur la foi du titre.

Dans l'ensemble, M. Cloché a juxtaposé une série de dissertations excellentes qu'il a, d'ailleurs, reliées par une idée continue. On trouvera dans son ouvrage le meilleur des commentaires perpétuels qu'on puisse appliquer à plusieurs discours de Lysias ou à certains chapitres de Xénophon et d'Aristote. Tous les faits sont examinés à la loupe sous toutes leurs faces. Mais l'auteur craint de s'élever au-dessus des faits particuliers. Aussi la forte conception qui domine toutes ses recherches ne leur donne-t-elle cependant qu'une unité diffuse. On voudrait que les résultats obtenus fussent ramassés de temps en temps sous une forme plus vigoureuse<sup>1</sup>; on voudrait surtout qu'à la fin, après tant d'analyses et tant de discussions, une synthèse nous montrât toute l'importance d'une réconciliation civique qui devait à jamais clore dans Athènes l'ère des révolutions et faire prévaloir dans les conflits entre citoyens la méthode pacifique<sup>2</sup>.

1. C'est ce que M. Cloché a essayé de faire, depuis la publication de son livre, dans l'article intitulé *les Trois-Mille et la Restauration démocratique à Athènes en 403* et paru dans la *Revue des Études grecques*, t. XXIX (1916), p. 14-28.

2. Ajoutons à ce compte-rendu quelques observations de détail.

P. 2 : les « exclus » ont-ils été désarmés avant l'affaire de Phylé? M. Cloché admet en faveur de l'affirmative des « raisons de vraisemblance ». Il y a aussi une raison de principe : l'interdiction de la *συνεργασία* est la précaution traditionnelle des tyrans et des oligarques contre leurs adversaires. — P. 13-15 : la discussion sur le nombre des démocrates n'est pas très claire. Le système de Grote, qui croit à une augmentation progressive, paraît préférable. En tout cas, le calcul de la p. 29 est mathématiquement faux. — P. 35 : le désir de se préparer un lieu de refuge n'est pas le seul motif qu'aient eu les Trente pour ordonner le massacre des Éleusiens; le mot de Critias indique qu'ils voulaient se lier par une complicité sanglante, comme les membres des hétaires s'étaient jadis engagés les uns envers les autres par un sacrilège. — P. 53-54 : le devin qui conseille aux démocrates d'attendre qu'un des leurs soit frappé pour engager le combat ne songe nullement à leur faire prendre une attitude civique et chevaleresque : les vieilles lois de la guerre, comme nous le dit Polybe, exigeaient une juste déclaration, non seulement avant les hostilités, mais avant tout com-

II. — Dans sa thèse complémentaire, *Étude chronologique sur la troisième guerre sacrée*, M. Cloché traite un sujet plus austère et plus sec. Aussi ses qualités se présentent-elles sous une forme plus dense et plus ferme.

Cette guerre, qui excita tant de passions et eut de si grandes conséquences, cette lutte de dix ans qui, de la Phocide, se propagea bientôt à Thèbes, à Sparte, à Athènes et incita la Macédoine à intervenir en Grèce, compte parmi les événements les plus considérables du IV<sup>e</sup> siècle, mais aussi parmi les moins bien connus. Les faits qui doivent servir de points de repère sont horriblement difficiles à classer et à dater. Depuis le travail fondamental d'Arnold Schaefer sur Démosthènes et son temps, plusieurs tentatives ont été faites pour serrer le problème de plus près : Pintchovius et Pomtow s'y sont efforcés d'abord; puis Kahrstedt en 1910 (voir *Rev. histor.*, t. CVIII, p. 108) et Pokorny en 1913 (voir *supra*, p. 110) sont venus proposer des solutions nouvelles. Ni l'une ni l'autre n'a paru définitive à M. Cloché, et il a eu raison de reprendre le problème.

Il n'a pu verser aux débats aucun document qui eût échappé à ses précurseurs. Les fouilles de Delphes ne lui ont pas fourni un seul texte décisif. Elles ont révélé la présence des Phocidiens dans le sanctuaire, fixé l'emplacement d'un mur bâti sous leur domination, marqué la

bat, et l'homme du droit sacré veut qu'on soit particulièrement scrupuleux dans une lutte où coule le sang *ἐμφύλιον*. — P. 254 : l'autorisation accordée par les conventions aux gens d'Athènes d'aller à Eleusis s'explique par la célébration des mystères en commun; mais l'auteur se demande pourquoi les gens d'Eleusis sont autorisés à venir à Athènes, et il croit que c'est pour « des raisons de famille ». Il ne sait donc pas qu'une bonne partie de la fête se passait dans l'Eleusinion d'Athènes? Le 14 boédromion, les *ἱερά* y étaient transportés, et jusqu'au 18 toutes les cérémonies s'accomplissaient là. Ce n'est que le 19 et le 20 qu'avait lieu le retour à Eleusis, où les mystères se célébraient jusqu'au 22. — P. 260 : l'explication de la *βούλευσις* par « complicité » ne vaut rien; il faut s'en tenir à celle qui est donnée p. 261, meurtre « indirect ».

M. Cloché ne donne pas toujours au lecteur les éclaircissements auxquels il a droit. On a peine à le suivre au début. Il faudrait être initié à la situation politique d'Athènes et connaître les principaux personnages dont il va être question.

Le style est d'ordinaire clair et correct. Mais on n'écrit pas : « Thrasybule avait trois à quatre fois moins de soldats » (p. 48-49). L'alinéa qui commence (p. 50) par « avec les frondeurs » est presque incompréhensible.

L'impression est généralement très soignée. A noter : p. xxii, Stuttgart (= Stuttgart); p. 36, Thalheim (= Thalheim); p. 167 et suiv., OExoniens (= Exoniens); modifier le faux-titre de la p. 445. Le grec est correct dans l'ensemble. Mais on a vu qu'il n'en est pas ainsi des textes épigraphiques et papyrologiques. Voici quelques autres fautes : p. 274 et suiv., 343, au lieu de *πύοντες*, écrire *φυγόντες*; p. 173 et suiv., 408, au lieu de *ἰδιώται*, écrire *ἰδιῶται* et corriger l'Erratum en conséquence; p. 416, n. 1, au lieu de *κατάλυσας*, écrire *καταλύσας*; p. 447, n. 1, au lieu de *Ἀρχ. Δελτίον*, écrire *Ἀρχ. Δελτίον*; enfin, pourquoi l'auteur imprime-t-il plusieurs centaines de fois *Αθ. πολ.* sans esprit?

place de leurs chefs dans des groupes équestres ; mais pour aucun fait elles n'ont établi de date précise. Elles ont certifié la valeur d'un des auteurs consultés par Diodore, de ce Callisthènes qui avait rédigé en collaboration avec Aristote un catalogue des vainqueurs aux jeux pythiques et avait ainsi donné une base solide à la chronologie delphique (Homolle, *Un ouvrage d'Aristote dans le temple de Delphes*, dans le *Bulletin de correspondance hellénique*, t. XXII, 1898, p. 260-270) ; malheureusement, cette œuvre, transcrite sur une stèle par ordre des naopes, s'est perdue, et les historiens de l'antiquité n'en ont pas conservé l'essence. Restent les inscriptions qui ont permis à M. Bourguet (*l'Administration financière du sanctuaire pythique*, p. 142) de prouver que les pylées d'automne et de printemps se tenaient, pendant le IV<sup>e</sup> siècle, au quatrième et au dixième mois de l'année, et non pas au deuxième et au huitième, comme au II<sup>e</sup> siècle : elles peuvent guider les recherches de détail, sans fournir d'indication précise sur la marche générale des faits. Tout au plus les comptes des naopes, en mentionnant la présence intermittente des Locriens dans le collège sacré, aident-ils à déterminer les moments où Onomarchos et Phayllos firent la guerre à la Locride. Tout cela est de peu de secours. Il faut toujours en revenir au récit de Diodore.

C'est à la critique de ce récit, qui remplit les §§ 23-31 du livre XVI, que doit s'acharner l'historien. Il est communément admis que Diodore a recouru successivement à deux sources : d'après l'une, il raconte les faits qui accompagnent ou suivent immédiatement l'occupation de Delphes par Philomèlos ; d'après l'autre, il fait, à son insu, un retour sur des faits déjà racontés, par exemple sur l'agression des Locriens contre Amphissa, sur les promesses de Philomèlos aux États amphictyoniques. Mais on n'est pas d'accord sur la place exacte de la coupure. Pokorny la trouve après le § 27. M. Cloché la voit après le § 26. Telle était déjà la solution proposée par Kahrstedt ; mais M. Cloché y est amené par de tout autres raisons, et surtout il en tire des conclusions souvent très différentes.

Les chapitres I et II sont consacrés à la période de Philomèlos (printemps 356-été 355). L'auteur commence par le classement relatif des faits. Il distingue avec une grande netteté trois étapes dans la constitution de l'armée phocidienne : Philomèlos n'a qu'une petite troupe de citoyens mêlés de quelques mercenaires avant de s'emparer de Delphes ; lorsqu'il dispose du trésor sacré, devant les menaces de Thèbes, il porte l'effectif de ses troupes à cinq mille hommes, surtout mercenaires ; après la décision amphictyonique, il appelle à lui de nouvelles bandes et commande à dix mille hommes. Voici les dates assignées aux principaux faits de cette période : au printemps 356 (avril), pylée qui consacre au dieu de Delphes le territoire de Crissa ; en juin, occupation du sanctuaire par les Phocidiens ; en juillet, ambassade et agression des Locriens ; en août, déclaration de guerre amphictyonique. Suivent deux campagnes en Locride orientale, l'une



jusqu'à l'automne 356, l'autre au printemps 355. A celle-ci se mêlent les Thessaliens. Dans l'été 355, la lutte est menée contre les Thébains, et Philomèlos trouve la mort vers le mois d'août.

La période d'Onomarchos (ch. III) va de l'automne 355 à juin 353. Tandis que le nouveau chef des Phocidiens passe l'automne et l'hiver 355-354 à faire des préparatifs de guerre et se porte, au printemps et dans l'été suivant, sur la Locride, la Doride et la Béotie, Philippe de Macédoine menace Méthone, puis l'assiège et la prend (juillet 354). Aussitôt Onomarchos envoie son frère Phayllos en Thessalie (août) et l'y suit (automne). Au début de 353, Thèbes envoie Pamménès au secours d'Artabaze révolté; mais, en avril, la chute de Coronée lui porte un coup dangereux. Après cette seconde campagne en Béotie, Onomarchos se lance dans une seconde campagne en Thessalie et succombe en juin 353.

Phayllos lui succède jusqu'en automne 352 (ch. IV). Pendant qu'il fait de nouveaux préparatifs, Philippe paraît en Thessalie (juin-juillet 353) et tente un coup de main sur les Thermopyles (août). Dès lors, les Phocidiens peuvent encore une fois envahir la Béotie (août-automne), si bien que Mégalopolis, attaquée par Sparte (août), est réduite à implorer Athènes et que les Thébains sont hors d'état d'intervenir dans le Péloponèse jusqu'à la chute d'Ornées (automne). Au printemps 352, Phayllos lâche la Béotie pour s'en prendre à la Locride. Les Thébains, délivrés, peuvent envahir un instant la Phocide (été) et prendre part au conflit péloponésien.

Quand Phalaicos remplace Phayllos (fin du ch. IV et ch. V), il commence par se faire battre à Chéronée (automne 352) et par perdre cette ville (printemps 351). Les Thébains pénètrent en Phocide (juin-juillet). Les années « blanches » de 351 à 346 sont remplies par la « petite guerre » de 351 et 350, la première invasion thébaine au printemps et en été 349, le sursaut des Phocidiens qui les ramène en Béotie dans l'automne 349 ou au printemps 348, la seconde invasion thébaine en juin 348. C'est en février 346, plutôt qu'en septembre 347, que Phalaicos rejette les propositions d'Athènes. Peu après sont conclues la paix du Philocrate et la capitulation de Phalaicos. La guerre sacrée se termine ainsi le 23 skirophorion (17 juillet) de l'an 356. Elle avait duré, à peu près exactement, les dix années que lui attribuait l'antiquité.

Dans les discussions qui forment la trame de cet ouvrage, on ne peut que louer la rigueur de la méthode, la justesse du raisonnement, la netteté de l'exposition. Aussi les solutions que préconise M. Cloché apparaissent-elles toujours comme les plus vraisemblables, et lui-même sait en graduer la probabilité avec un tact qui est dû à une infaillible probité<sup>1</sup>.

1. Peu de taches à signaler. A la p. 1, M. Cloché aurait dû relever l'erreur de Diodore, qui déclare les Phocidiens coupables d'avoir mis en culture les terres sacrées de Cirrha, confondant ainsi la troisième avec la quatrième guerre

Grâce à M. Cloché, une question d'érudition que les fouilles de Delphes devaient attribuer à la France, et qui avait été trop facilement abandonnée aux savants allemands, est redevenue française. Et elle le restera tant qu'une découverte nouvelle ne viendra pas rouvrir les débats.

Gustave GLOTZ.

Reginald L. POOLE. *Lectures on the history of the papal chancery down to the time of Innocent III.* Cambridge, University Press, 1915. In-8°, xvi-211 pages. Prix : 9 sh.

Le petit volume que publie M. Poole n'a pas de prétentions à l'originalité. C'est un exposé limpide des résultats les plus importants de la grande enquête poursuivie, surtout depuis Mabillon, par les érudits du monde entier touchant l'organisation de la chancellerie pontificale jusqu'au temps d'Innocent III.

L'ouvrage comprend sept chapitres : le premier étudie l'origine du corps des notaires pontificaux<sup>1</sup> et les plus anciens documents dus à leur activité; le second est consacré aux « bulles » d'Hadrien I<sup>er</sup> et de ses successeurs jusqu'à Léon IX exclusivement; le troisième aux modifications survenues dans le personnel de la chancellerie depuis

sacrée et les Phocidiens avec les Locriens. — P. 2 et 7, l'auteur traduit *χαρτῶν* comme s'il y avait *χαρτῶν*; il transforme un état de fait en un acte récent, ce qui inspire quelque défiance sur la conséquence chronologique tirée de ce passage. — P. 42, la traduction de Pausanias introduit une erreur dans le texte. — P. 84, n. 1, la contradiction signalée entre Diodore et Phylarque n'existe pas. — Les inscriptions, dont M. Cloché ne peut pas faire grand usage, sont citées (p. 43, n. 4; p. 70) avec négligence dans l'indication des lettres manquantes et timidité dans la restitution. — P. 119, n. 1, il ne fallait pas, sur la date des grands et des petits mystères d'Éleusis, citer l'opinion de M. Paul Foucart d'après le mémoire de 1900, mais d'après le livre de 1914. Sans doute, M. Foucart s'en est tenu à son texte, sans y rien changer; mais il a eu tort, et M. Cloché aurait dû s'en apercevoir. Le passage que M. Foucart transcrit *εἰς μυστήρια τὰ μ[...]* et qu'il restitue implicitement *τὰ μ[μυστήρια]* est devenu dans Dittenberger (n° 587, l. 106) *εἰς μυστήρια [τ]ὰ μ[ε]γάλα*. M. Foucart n'a pas donné son avis sur la lecture de Dittenberger, et c'est regrettable; en tout cas, M. Cloché ne devait pas s'appuyer sur la restitution de M. Foucart sans la discuter.

Les fautes d'impression et les étourderies sont rares : p. vii, n. 1, dont nous sommes servis; p. 46, n. 2, au lieu de *parfait*, lire *aoriste*; p. 53, n. 1, voir *Locride ravagée*.

1. Il n'est pas prouvé que la plus ancienne mention de l'*arcarius* du Saint-Siège soit celle de l'inscription de Saint-Paul-hors-les-Murs, comme le dit M. Poole, p. 17. Cette inscription est attribuée au vi<sup>e</sup> siècle, sans qu'on puisse préciser. La plus ancienne mention datée d'un *arcarius* remonte à l'année 559 (voir nos *Études sur l'administration de Rome au moyen âge*, p. 115).

Léon IX jusqu'à Pascal II; un quatrième chapitre traite du *cursus*; un cinquième analyse les caractères diplomatiques des actes pontificaux à partir de Léon IX; un sixième est réservé aux registres officiels où ces actes ont été transcrits; un septième enfin aux mesures prises par la chancellerie pontificale, principalement sous Innocent III, pour découvrir les pièces falsifiées, trop souvent produites par les plaideurs devant la curie romaine.

En appendice, M. Poole a résumé les théories aujourd'hui en cours relativement à deux questions qui n'ont avec son sujet que des rapports assez lointains : la composition du *Liber pontificalis* et les diverses divisions de Rome en « régions », ou quartiers, usitées au moyen âge. Il a joint à cette double étude la réédition de trois séries de textes importants cités dans le corps de l'ouvrage : 1° les deux listes des « juges palatins », bien connues des spécialistes, avec un bref aperçu des discussions auxquelles elles ont donné lieu<sup>1</sup>; 2° un petit formulaire du XIII<sup>e</sup> siècle publié déjà en 1858, d'après un manuscrit de Paris, par Léopold Delisle dans son *Mémoire sur les actes d'Innocent III*, et en 1890 et 1896, d'après un manuscrit de Venise et un manuscrit de Munich, par Simonsfeld dans les *Comptes-rendus* et dans les *Mémoires* de l'Académie de Munich; 3° le « Provincial romain » du XIII<sup>e</sup> siècle dont le texte a été étudié et publié par Mgr Duchesne au tome II du *Liber censuum*. Le reste des Appendices a trait à de menues questions de diplomatique : la plus ancienne mention de la formule *Salutem et apostolicam benedictionem*, les plus anciennes bulles sur papyrus, les plus anciennes lettres closes, les sceaux ou bulles pontificales, etc.<sup>2</sup>.

D'une manière générale, M. Poole se borne à exposer le plus fidèlement possible l'état des questions passées en revue, en reprenant à son compte les conclusions des travaux qui font autorité. Et l'on pourrait même lui reprocher de pousser ce système si loin qu'il lui arrive en plus d'un endroit de ne faire guère autre chose que traduire ou paraphraser le Manuel de diplomatique de M. Bresslau, au mérite duquel il s'est d'ailleurs empressé, dans son introduction, de rendre loyalement hommage. Le plan de ce recueil de « lectures » manque parfois aussi un peu de netteté : on sent trop, en lisant certains chapitres, le laisser aller de la leçon orale.

Mais, dans l'ensemble, le livre de M. Poole constitue pour ceux qui veulent s'initier à l'histoire de la chancellerie pontificale un guide

1. Sur ce point, il eût été bon d'utiliser avec un peu plus de circonspection peut-être les travaux de M. Keller.

2. Dans sa préface, M. Poole donne un court aperçu de l'histoire de la diplomatique pontificale. Il y réserve aux érudits de France une place d'honneur, tout en constatant le rôle capital joué par les érudits allemands depuis quarante ans — mais depuis quarante ans seulement.

commode, bien informé, et parfois même (en particulier sur la question du *cursus*) une mise au point intéressante et neuve.

Louis HALPHEN.

Roger CHAUVIRÉ. **Jean Bodin, auteur de la République.** Paris, H. Champion, 1914. In-8°, 543 pages.

**Id. Colloque de Jean Bodin des secrets cachez des choses sublimes entre sept sçavans qui sont de differens sentimens.** Traduction française du *Colloquium Heptaplomeres*. Paris, H. Champion, 1914. In-8°, 212 pages.

1. — M. Chauviré, l'auteur de ces deux thèses qui ont été soutenues en Sorbonne le 8 avril 1916, est Angevin, et c'est à un Angevin dont le souvenir n'est pas tout à fait perdu dans sa petite patrie qu'il a consacré ces deux travaux. Il a lu avec soin tous les traités publiés par Jean Bodin et, dans sa grande thèse, il s'est surtout attaché à nous faire connaître en lui, ainsi que l'indique son titre, l'auteur de la *République*. Mais, avant d'aborder ce traité jadis si célèbre et aujourd'hui plutôt cité que lu, il a tenu à nous présenter Jean Bodin, en nous racontant dans le livre I<sup>er</sup> sa biographie<sup>1</sup>; en nous exposant dans le livre II, mal intitulé « La formation intellectuelle de Bodin », quelles furent ses idées sur la science et la religion lorsqu'elles furent toutes formées. La biographie est très attachante et nous fournit une foule de renseignements; pourtant, en cherchant directement dans quelques chroniques de la fin du XVI<sup>e</sup> ou du début du XVII<sup>e</sup> siècle, M. Chauviré aurait trouvé quelques indications très précieuses qui lui ont échappé. Il ne s'est point servi de deux passages des *Mémoires-Journaux* de L'Estoile, l'un qui nous apprend que Bodin courut de sérieux périls à la journée des Barricades et qu'il dut la vie, le 12 mai 1588, à Dager, avocat au Parlement (éd. Jouaust, t. V, p. 234), l'autre (t. IX, p. 104) où il est question des soixante-quatorze « carmes » que Bodin composa la veille de sa mort, « auxquels il ne se lit pas un mot de Jésus-Christ, comme aussi il avait la réputation de n'y pas croire beaucoup », et L'Estoile ajoute : « Au surplus homme docte, mais qui ignorait tout, puisqu'il ignorait cestui-là. » Comme il serait intéressant de trouver ces soixante-quatorze vers latins; quelle lumière ils jetteraient sur

1. Dans ce livre premier, M. Chauviré signale aussi tous les ouvrages de Bodin : en Appendice, il dresse la bibliographie de ces œuvres et en indique les diverses éditions. Cette bibliographie doit être complétée à l'aide des catalogues de la Bibliothèque nationale et du British Museum. On y signale quelques éditions que M. Chauviré ne cite que d'après Brunet ou Moréri. Mentionnons la traduction allemande de la *Démonomanie* par le célèbre Strasbourgeois Jean Fischart (Strasbourg, 1586 et 1591), la traduction anglaise de la République par R. Knolles (Londres, 1606).

*l'Heptaplomeres!* M. Chauviré, qui a très bien connu les anciens ouvrages publiés en Allemagne sur Jean Bodin, n'a pas eu connaissance de certains travaux récents. Sans doute, il ne pouvait pas se servir de l'article de F. von Bezold : *Jean Bodins Colloquium Heptaplomeres und der Atheismus des 16. Jahrhunderts*, paru dans *l'Historische Zeitschrift* en juillet 1914 ; mais depuis longtemps Bezold s'occupe de l'écrivain de la Démonomanie ; dès 1908, il donnait dans la même revue une étude : *Jean Bodin als Okkultist und seine Demonomanie*<sup>1</sup> ; et Bezold avait lu les deux passages de *L'Estoile* que nous venons de rappeler ; il avait lu aussi à la Bibliothèque nationale les deux si curieuses lettres de Bodin à Castelnau-Mauvièsière que publie M. Chauviré (p. 529-532) ; il nous a appris qu'à propos de ces lettres où étaient annoncés en 1585-1586 la libération de Marie Stuart et l'emprisonnement d'Élisabeth, le gouvernement anglais demanda à Henri III l'arrestation de Bodin. Ces quelques traits doivent être ajoutés au premier livre de l'ouvrage, qui demeure très exact et précis.

Le second livre, où M. Chauviré analyse les idées scientifiques et religieuses de Jean Bodin, est celui où il a déployé le plus de pénétration psychologique et de talent d'écrivain. Il essaie de résoudre ce problème : comment le même homme qui a eu des idées si hardies, qui en était arrivé à la fin du *xvi<sup>e</sup>* siècle, pendant la Ligue, à croire en une sorte de religion naturelle, syncrétisme de toutes les religions<sup>2</sup>, qui par suite supprimait de chacune de ces religions ce qui lui était particulier, ici Jésus, là Mahomet, pour s'en tenir, comme les Juifs, au culte d'un Dieu unique, a-t-il pu croire aux sorciers, à l'influence du diable, à la vertu mystique des nombres, à la divination de l'avenir ? Comment a-t-il pu se montrer si implacable et recommander l'emploi de la torture ? Nous n'oserions affirmer que M. Chauviré nous ait absolument expliqué cette antithèse. Il la constate seulement une fois de plus en sa conclusion, quand il dit de Bodin : « On dirait un de ces Faunes dont le buste se perd dans une gaine roide ; de tous ses traits achevés, de tout son vif et fin visage, le dieu sourit à l'avenir ; mais c'est en vain qu'avec effort il tente d'arracher au bloc qui les recèle

1. D'autres écrivains allemands se sont occupés récemment de Jean Bodin. La *Methodus ad facilem historiarum cognitionem* a été étudiée dans le séminaire de Lamprecht et Renz ; un des élèves de celui-ci a publié en 1905, dans les *Historische Untersuchungen*, un travail sur J. Bodin, Gotha, 1905. Voir dans la *Zeitschrift für Kirchengeschichte*, t. XXXIV, 1913, p. 582-592, l'article de J. Kvačala, *Zu Bodin und Leibnitz*. Des corrections à la défectueuse édition de *l'Heptaplomeres* de Noack sont faites par Dunin-Borkowski, *Der junge Spinoza*, Münster, 1910.

2. Pour Bodin, le vrai droit devait se chercher de même dans une étude comparée de toutes les législations, dans ce qui était commun à toutes ; il combattait avec énergie les juristes qui ne voyaient rien en dehors du droit romain.

ses pieds fondus dans le marbre, englués dans le passé. » Mais ce singulier amalgame est du présent et Bodin ne s'explique que par son temps : c'est tout entier un homme du XVI<sup>e</sup> siècle.

Le livre III porte le titre : De quelques sources de la *République*, et M. Chauviré analyse exactement les emprunts que Bodin a faits aux écrivains anciens : Platon, Aristote, Cicéron, à ceux du moyen âge : saint Thomas, et il range encore parmi les auteurs du moyen âge Thomas Morus et Machiavel, enfin aux auteurs français du XVI<sup>e</sup> siècle : Claude de Seyssel, Calvin, l'Hôpital, du Haillan ; avec beaucoup de raison, il a consulté les procès-verbaux des États-Généraux, surtout ceux de 1484<sup>1</sup> et de 1560, et les pamphlets de l'époque. Les emprunts sont souvent littéraires ; et peut-être auraient-ils été mieux mis en évidence, si les deux textes avaient été publiés en regard l'un de l'autre sur deux colonnes. M. Chauviré sait fort bien qu'on trouverait encore ailleurs des passages imités par Bodin ; nous signalons par exemple les deux premiers livres des *Recherches de la France* de Pasquier, parus l'un en 1560, l'autre en 1565 ; avec prudence, l'auteur a intitulé ce livre : De quelques sources.

Le livre IV est une analyse très minutieuse et très élégante du principal traité de Bodin. Quel est pour Bodin le meilleur *estat*, quelles doivent être les règles générales du gouvernement, quelles réformes propose-t-il dans l'armée, la justice, les finances ? M. Chauviré nous le dit, en s'efforçant d'expliquer les opinions de Bodin par le personnage et, réciproquement, le personnage par ses opinions. Nous croyons qu'il a toujours rendu avec fidélité la pensée de son auteur ; en un seul endroit, il nous paraît la dépasser. Bodin est un magistrat de son époque et il a tous les préjugés de sa fonction — ces *idola specus* dont parle Bacon — mais c'est un magistrat debout, un procureur ; voilà pourquoi il est impitoyable aux sorciers ; voilà pourquoi aussi il n'a pas pour le Parlement ces tendresses que lui attribue M. Chauviré (p. 429 et suiv.). Homme du roi, il est tout près à requérir l'enregistrement des édits royaux et il ne paraît pas que pour lui le corps du Parlement soit le « régulateur » de la machine de l'État. En sa conclusion, M. Chauviré montre pour quelles raisons Bodin a perdu de nos jours son ancienne faveur : Bodin a été médiocre écrivain et l'art lui fait entièrement défaut<sup>2</sup>. Il a du moins laissé une postérité intellectuelle et l'influence de la *République* sur l'*Esprit*

1. Janvier 1484 (n. st.). M. Chauviré continue d'écrire 1483.

2. Il y a aussi une autre raison à cette disgrâce. La *République* est remplie d'incorrections matérielles qui se répètent d'édition en édition. Dans le passage que cite M. Chauviré p. 392, note, il faut lire Gorze au lieu de Gosen, le seigneur de Salm au lieu du seigneur de Lumes. Puis Bodin, comme tant de ses contemporains, n'a pas le sens de l'histoire ; il emprunte ses exemples pêle-mêle aux républiques grecques, à Rome, aux Babyloniens, aux Tartares, à Venise, en un pittoresque pêle-mêle. Tout en montrant la différence des climats, il ne tient aucun compte de la différence des temps et des civilisations.



des lois de Montesquieu est certaine. Le travail de M. Chauviré est, dans l'ensemble, excellent; s'il n'a pas épuisé son sujet, ce sujet lui appartient bien, et tous ceux qui à l'avenir s'occuperont de Bodin s'appuieront sur son étude.

II. — Le traité le plus curieux de Bodin, le *Colloquium Heptaplomeres*, était longtemps resté inédit, et pour cause. En 1841, Guhrauer donna pour la première fois à Berlin une analyse du dialogue en allemand avec le texte en latin du livre IV en partie et du livre V. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le baron de Senckenberg en avait préparé une édition dont les matériaux se trouvent à la bibliothèque de Giessen; et c'est d'après cette édition qu'en 1857, à Schwerin, Lud. Noack. publia intégralement les six livres. Or, cette édition est des plus médiocres. M. Chauviré n'a pas voulu la refaire et nous le regrettons un peu. Il a préféré nous donner des fragments d'une ancienne traduction française, de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, représentée par cinq manuscrits. Ces fragments sont surtout empruntés aux livres IV, V et VI. Ils sont présentés avec soin, commentés par des notes nombreuses; la traduction a été vérifiée sur les manuscrits du texte latin qui sont à Paris. L'introduction nous donne des renseignements précis sur l'histoire de l'*Heptaplomeres*.

Chr. PFISTER.

---

Fernand VAN LANGENHOVE. **Comment naît un cycle de légendes.**

**Francs-tireurs et atrocités en Belgique.** Lausanne et Paris, Payot, 1916. In-12, 268 pages. Prix : 3 fr.

Le 8 septembre 1914, l'empereur allemand adressait au président des États-Unis un message où il protestait contre l'emploi de balles dum-dum par des soldats français et anglais. Il ajoutait : « Le gouvernement belge n'a pas seulement fait emploi de ces armes cruelles, mais il a autorisé ouvertement la population civile belge aux combats et il l'y a depuis longtemps soigneusement préparée. Les cruautés commises dans cette guerre de guérilla par les femmes et les enfants et par les prêtres, même sur des soldats blessés, des membres du personnel médical et des ambulancières ont été telles que mes généraux ont finalement été obligés de recourir aux moyens les plus rigoureux pour châtier les coupables et de semer la terreur dans la population assoiffée de sang pour l'empêcher de poursuivre ses meurtres et ses horreurs. Plusieurs monuments célèbres, même la vieille ville de Louvain..., ont dû être détruits pour la protection de mes troupes en légitime défense. Mon cœur saigne... » Ainsi s'expliquaient les « atrocités » commises en Belgique par les troupes allemandes : c'étaient de justes représailles pour les cruautés dont les Belges s'étaient rendus coupables tout les premiers; l'empereur ne faisait que dire tout haut, avec l'autorité qui lui appartient, ce que les sol-

dats écrivait du front, ce que les blessés racontaient en rentrant dans leur pays, ce que les journaux et les romans populaires ne cessaient ensuite de répéter à leurs lecteurs, ce que les cartes postales illustrées popularisaient jusqu'au fond des campagnes. La vérité officielle était acceptée partout comme étant la vérité vraie. Un journal catholique, la *Kölnische Volkszeitung*, qui d'abord avait accueilli, comme tous ses confrères, et propagé les infamies débitées sur les Belges, mais qui n'avait pas tardé à s'émouvoir tout de même d'accusations lancées contre des prêtres catholiques, commit l'imprudence de mettre en doute l'exactitude des faits sur lesquels était assise la conviction impériale; elle fut frappée d'une suspension de vingt-quatre heures.

Cependant, à Cologne même fonctionnait, depuis le temps lointain du Kulturkampf, un bureau chargé de défendre la réputation du clergé allemand et des catholiques notables, le bureau Pax; il entreprit de soumettre à une enquête rigoureuse tous les cas précis d'atrocités où étaient inculpés des prêtres catholiques. Les informations recueillies par le bureau Pax ont été publiées dans les principaux journaux catholiques; un Père jésuite allemand, dont les historiens connaissent bien le nom et les œuvres, Bernhard Duhr, en a composé un recueil intitulé : *L'Esprit de mensonge dans la guerre des peuples; légendes relatives à la guerre (Der Lügegeist im Völkerkrieg : Kriegsmärchen, Munich et Ratisbonne, Manz, 1915)*. S'armant à son tour des résultats fournis par ces enquêtes et d'autres recueils semblables, tous publiés en Allemagne, M. Van Langenhove, secrétaire scientifique de l'Institut de sociologie Solvay à Bruxelles, expose la question à un point de vue aussi impartial et objectif que possible. Il oublie qu'il est Belge, qu'il a lu les enquêtes conduites cependant avec le plus scrupuleux souci de la vérité par les gouvernements belge, anglais et français, que l'abominable conduite des armées allemandes dans son pays est prouvée par les témoignages les plus nombreux et les plus certains. Il ne veut savoir qu'une chose, c'est qu'il est sociologue et qu'il a cette bonne fortune de pouvoir étudier sur le vif la manière dont se forment les légendes. Il étudie donc ce cas, en savant de laboratoire que les bruits du dehors ne sauraient émouvoir, dans une série de chapitres d'un puissant intérêt sur les « motifs thématiques » des légendes, leur genèse, leur transfusion et leur difficulté, leur caractère et leur groupement en « cycles ». Une abondante bibliographie, des renvois précis aux sources inspirent la plus grande confiance dans la méthode suivie par l'auteur et permettent de contrôler, de développer ses conclusions.

L'idée première qui a présidé à l'éclosion de ces légendes est essentiellement imaginaire. Le haut commandement allemand avait donné aux troupes l'assurance que les Belges les laisseraient passer sans combattre et il négligea de leur faire connaître la résolution officiellement prise par le roi Albert et son gouvernement de résister à l'enva-

hisseur. Grande fut donc la surprise des Allemands quand ils se virent accueillis à coups de fusil, entravés dans leur avance qu'ils voulaient exécuter avec une rapidité foudroyante, harcelés par d'incessants combats de détail qu'ils n'avaient pas prévus. Le souvenir des embarras que, pendant la guerre de 1870-71, les francs-tireurs français (troupes d'ailleurs régulièrement constituées et encadrées) avaient causés à la marche de leurs armées n'avait cessé de préoccuper l'état-major, et les officiers avaient reçu l'ordre de réprimer sans pitié toute tentative faite par des troupes de ce genre. Or, il n'y avait pas de francs-tireurs en Belgique; les gardes civiques, analogues à nos gardes nationales du temps jadis, avaient été désarmées et leurs fusils, qui pour la plupart portaient gravé le nom de leurs propriétaires, avaient été déposés dans les mairies. Mais l'imagination des Allemands avait été tellement prévenue par ces vieilles histoires de francs-tireurs qu'ils en virent désormais partout; la peur créa des fantômes. S'ils étaient surpris par l'ennemi, s'ils perdaient du monde dans une embuscade, c'étaient des francs-tireurs déguisés qui avaient fait le coup; chaque clocher devint un observatoire de combat avec son téléphone et sa mitrailleuse; bien que les clés du clocher fussent légalement à la disposition du bourgmestre et non du curé, c'est le curé qui fut considéré comme l'âme de cette résistance. Les Bavarois catholiques n'en furent pas moins convaincus que les Prussiens ou les Saxons luthériens, et bientôt ce sont les prêtres qu'ils virent partout fomenter cette guerre sournoise et meurtrière; c'est à leur instigation évidemment que les paysans, les enfants, les femmes empoisonnaient les soldats, massacraient les blessés ou leur crevaient les yeux<sup>1</sup>. Cette guérilla était d'ailleurs préméditée, comme le prouvaient les créneaux dissimulés dans les maisons belges, les postes de pigeons voyageurs, les fabriques d'armes clandestines<sup>2</sup>. Désormais, dans les journaux allemands, le mot de *bestialität* suffit à caractériser l'infâme conduite des Belges, des Flamands tout comme des Wallons.

1. La légende des yeux crevés est une des plus typiques (p. 79-90). On avait affirmé qu'il y avait à Aix-la-Chapelle une salle entière remplie de blessés qui avaient eu les yeux crevés en Belgique; on les retrouva également à Sigmaringen, à Potsdam, à Hanovre, dans l'hôpital de la Charité à Berlin. Les autorités militaires et hospitalières déclarèrent partout qu'elles ignoraient la présence de ces malheureux. — C'est ainsi que chez nous se forma et s'évanouit la légende des enfants auxquels des soldats allemands avaient coupé les mains.

2. En réalité, les créneaux des maisons étaient les trous laissés vides dans les façades pour y introduire les bouliens des échafaudages dont se servent les ouvriers du bâtiment, selon un usage suivi dans toute la Belgique. Les pigeons voyageurs sont un des sports favoris de la Belgique. L'industrie des armes de chasse et de guerre était très répandue, surtout dans la région de Liège, et l'on sait que la plupart des pièces étaient fabriquées à domicile par des ouvriers spécialisés. Les Allemands, si vains de leur science, ignoraient tout de cette organisation économique. Mais la peur ne raisonne pas et le régime de terreur prescrit par le haut commandement ne laissa pas le temps de réfléchir.

Cette analyse de l'état mental du soldat en campagne est conduite par M. Van Langenhove avec une remarquable pénétration.

On s'explique alors avec quelle facilité ont pu être faussés les témoignages non seulement des soldats, peu lettrés pour la plupart, crédules et facilement suggestionnés, mais de leurs officiers. Or, l'enquête ouverte par le bureau Pax a été concluante : chaque fois qu'un cas précis a été allégué contre des prêtres, il a pu constater que le fait a été controuvé. Satisfait d'avoir ainsi disculpé le clergé catholique, il a borné là sa tâche et paraît s'être désintéressé des civils. M. Van Langenhove, qui n'a pas les mêmes raisons de s'arrêter en chemin, montre que, plus d'une fois, la cause des civils se confond intimement avec celle des prêtres et qu'il faut nécessairement les mettre, eux aussi, hors de cause. Mais il ne traite pas, lui non plus, la question à fond, parce qu'alors les sources allemandes lui font défaut ; car il ne semble pas qu'aucun autre effort collectif ait été tenté en Allemagne (sauf dans certains groupes socialistes et en particulier celui qui a le *Vorwärts* comme organe) pour porter la lumière de la vérité dans le fouillis des faits imaginaires.

Passant alors du domaine des cas particuliers dans celui des théories, M. Van Langenhove aborde l'étude critique du témoignage humain. Statisticien plus que psychologue, il expose avec quelle rapidité il se déforme, à mesure qu'on s'éloigne du moment où le fait s'est accompli ; il en arrive à établir, chiffres en mains, que cette déformation commence fatalement dès la 48<sup>e</sup> seconde. Or, dit-il, les enquêtes officielles conduites par les autorités allemandes et dont le résultat a été consigné dans le *Livre blanc* allemand du 10 mai 1945 ont été faites longtemps après, ainsi que le prouve un tableau publié p. 245-251. Sans doute ; mais que restera-t-il à ce compte des dépositions recueillies par les enquêteurs français, anglais et belges ? Et quel historien oserait jamais tenter le récit d'un événement, quel juge rédiger une sentence ? L'analyse faite par M. Van Langenhove est rigoureuse, mais elle est incomplète. Un témoignage est souvent un bloc de faits, de sentiments ou de souvenirs qui ne sont pas tous également contaminés par les suggestions auxquelles obéit le témoin ; il faut les isoler, les étudier à part, c'est à l'esprit de finesse qu'il appartient alors de dégager la parcelle de vérité contenue même dans un faisceau de légendes. M. Van Langenhove dit bien quelque part : « Faut-il en déduire que l'observation d'un fait ne puisse jamais conduire à sa connaissance exacte ? Ce serait là, à coup sûr, une conclusion absurde autant qu'injustifiée » (p. 99) ; mais il oublie de nous dire en quoi elle serait « injustifiée » et « absurde ». En tout cas, on sera pleinement d'accord avec lui quand il ajoute : « qu'avant d'être admise comme l'expression d'une vérité, une relation, fût-elle oculaire, exige un rigoureux critique ».

Il y a donc dans cette remarquable dissertation autre chose qu'un écrit de circonstance. A coup sûr, il nous importe de savoir que les

imputations dirigées par les Allemands contre la loyauté des Belges sont de pures calomnies; que, malgré les voix les plus autorisées<sup>1</sup>, malgré la parole de l'empereur allemand lui-même, les atrocités commises par les Allemands en Belgique ne sauraient être considérées comme de légitimes représailles. Il importe aussi, afin de rendre justice à tout le monde, de savoir à quel point ces garants officiels de l'innocence germanique ont, tout comme le commun des sujets de l'empire, subi l'influence du milieu dans lequel ils vivaient, des fantômes qui hantaient l'imagination populaire. L'ouvrage de M. Van Langenhove conservera en outre cet intérêt permanent de montrer l'abîme de la crédulité humaine et d'enseigner les précautions dont tout homme, vraiment soucieux de la vérité, doit s'entourer pour éviter d'y être précipité.

Ch. BÉMONT.

Jean VARIOT. **La Croix des Carmes. Documents sur les combats du bois Le Prêtre.** Avec cinq dessins de l'auteur. Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1916. In-16, 96 pages.

La Croix des Carmes se dressait naguère dans le bois Le Prêtre entre les tranchées allemandes et les tranchées françaises. Sous ce titre, Jean Variot, qui a servi dans ce bois comme simple soldat et qui y a conquis tous ses grades, a réuni six récits qui nous conduisent de janvier à juillet 1915. Ce sont des pages toutes vibrantes, que nul Français ne saurait lire sans éprouver une profonde émotion, sans ressentir une vive admiration pour nos soldats, qui bravent la boue et la mitraille, qui affrontent tous les dangers pour conquérir sur l'ennemi quelques mètres de notre sol, qui parfois commettent des imprudences pour narguer Fritz placé en face, témoin le planton Minguet. Ce volume, où tout naturellement, sans aucune recherche, paraît un grand talent littéraire, compte parmi les meilleures publications de la guerre. En juillet 1915, nos braves s'emparèrent de deux blockhaus ennemis dans le « quart-en-réserve ». La Croix des Carmes était à nous; elle a été emportée vers le cantonnement de repos et elle domine aujourd'hui l'un des cimetières où dorment ceux qui sont tombés au bois Le Prêtre.

C. PFISTER.

1. Le gouverneur militaire de la Belgique, baron von Bissing, écrivait encore tout récemment (mars 1916), en réponse à une lettre de l'archevêque de Malines, cardinal Mercier : — « Quant aux prétendues cruautés commises par nos soldats et aux griefs contre l'occupation, ils sont si inouïs que je me refuse à les caractériser. » Affirmer ou nier n'est pas prouver.

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

### HISTOIRE GÉNÉRALE.

— Maurice PROU. *La forêt en Angleterre et en France*. — Ce mémoire, qui a paru dans le *Journal des Savants* (cahiers de juin, juillet et août 1915), a été réimprimé dans la *Revue des eaux et forêts* (1916, nos de janvier, février et mars). — On sait que le savant directeur de l'École des chartes y soumet à un examen très serré les textes déjà étudiés par M. Petit-Dutaillis (cf. *Rev. histor.*, t. CXV, p. 430 et 470; t. CXX, p. 190); sa critique porte d'ailleurs surtout sur les diplômes mérovingiens et carolingiens où se trouve le mot *forestis*. Les recherches de ces deux éminents érudits ont projeté une vive lumière sur un problème auquel on n'avait pas encore accordé chez nous une suffisante attention. Ch. B.

— Charles Homer HASKINS. *The Normans in european history* (Boston et New-York, Houghton Mifflin Company, 1915, in-8°, viii-258 p.; prix : 2 dol.). — Sans avoir les apparences d'un ouvrage d'érudition, ce livre est un résumé de longues recherches poursuivies dans les archives et bibliothèques de la France, de l'Angleterre et de l'Italie méridionale. Appelé à faire une série de leçons sur les Normands au moyen âge, tant à l'Institut Lowell qu'à l'Université de Californie dans le courant de l'année 1915, l'auteur a retracé, d'une main aussi habile que ferme, le prodigieux développement de leur histoire millénaire; mais c'est surtout l'époque médiévale qui l'intéresse : les premières incursions des vikings sur les deux rives de la Manche; l'organisation donnée par les Normands à l'Angleterre que leur livre un coup de fortune; leurs relations avec le royaume de France jusqu'à la conquête de Philippe-Auguste; leur civilisation si puissante et si variée du XI<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle; enfin le royaume qu'ils fondent en Sicile et ses institutions. Chaque chapitre est suivi d'indications bibliographiques où se trouve noté l'essentiel, et l'on saura un gré particulier à l'auteur d'avoir indiqué toutes les dissertations qu'il a consacrées lui-même à des points particuliers de sa vaste enquête et qui n'ont pas toujours rencontré chez nous l'attention qu'il faut leur accorder. Cet excellent érudit a su écrire, sans effort apparent, un beau chapitre d'histoire générale. On lira avec le plus vif intérêt ce qu'il a dit des vikings et de leur culture, de la bataille de Senlac, des Normands d'Italie et de la lutte qu'ils soutinrent contre l'influence musulmane. Sa langue nette et rapide sait peindre les hommes aussi bien



que montrer le mécanisme des institutions. Notons par exemple le portrait qu'il trace de Henri II, habile administrateur plutôt que grand législateur ou politique de génie. Comme œuvre de haute vulgarisation scientifique, le livre de M. Haskins peut passer pour un modèle.

Ch. B.

## HISTOIRE DE L'ANTIQUITÉ.

— Malgré les dures épreuves que la guerre lui fait subir dans la personne de ses maîtres et de ses élèves, l'École des Hautes-Études continue son œuvre d'érudition désintéressée; elle vient en effet de donner quatre nouveaux volumes de sa Bibliothèque : les nos 216-219. Nous en présenterons, en attendant mieux, une brève analyse :

N° 216. Georges MATHIEU : *Aristote, constitution d'Athènes. Essai sur la méthode suivie par Aristote dans la discussion des textes* (Paris, Champion, 1915, in-8°, vii-137 p.). — On ne doute plus maintenant que l'*Ἀθηναίων Πολιτεία* retrouvée par Kenyon et publiée par lui pour la première fois en 1891 ne soit l'œuvre d'Aristote; mais l'on dispute encore sur le point de savoir quelle en est la valeur historique. M. Mathieu montre qu'Aristote a puisé à des sources diverses, de caractère les unes démocratique, les autres oligarchique; parmi ces dernières, on peut dégager un pamphlet, peut-être composé par Critias, écrit sans doute entre 403 et 400. Aristote a parfois présenté leurs versions côte à côte sans se prononcer entre elles; d'ordinaire il a essayé de les concilier, mais en se laissant influencer surtout par la tradition oligarchique. Cette solution explique les disparates et les contradictions que l'on a signalés dans l'œuvre du Stagyrite; elle lève l'objection la plus grave que l'on ait soulevée contre son authenticité.

N° 217. Armand DELATTE : *Études sur la littérature pythagoricienne* (314 p.). — Les théories de Pythagore sur les nombres et les traités d'arithmologie composés par ses disciples n'ont avec l'histoire que de faibles contacts. Nous n'y insisterons pas autrement.

N° 218. Henri ALLINE : *Histoire du texte de Platon* (323 p.). — Cet important mémoire traite d'un point très spécial, mais intéressant, pour l'histoire littéraire. En sept chapitres, l'auteur étudie successivement 1° le public de Platon et les éditions partielles faites de son vivant; 2° les apocryphes et la grande édition faite, dans la génération qui suivit sa mort, par ses disciples de l'Académie, édition-type, mais non pas définitive; d'ailleurs l'intelligence des dialogues n'étant pas toujours aisée ni certaine, des altérations au texte primitif durent se produire de bonne heure. De là des différences dans la « tradition » du texte; 3° ce que devint ce texte à l'époque hellénistique; l'édition d'Aristophane de Byzance; 4° celle d'Atticus; 5° l'archétype des manuscrits médiévaux, que l'on pourrait tenter de reconstituer à l'aide de ces copies dérivées; 6° les scholies de Platon et la Renaissance du ix<sup>e</sup> siècle; 7° Renaissance byzantine et Renaissance occi-

dentale. On nous montre ainsi la continuité du mouvement platonicien durant tout le moyen âge.

N° 219. Dr. G. CONTENAU : *Contribution à l'histoire économique d'Umma* (XLIII-102 p.; avec une carte et le texte de 100 tablettes en caractères cunéiformes). — Umma est une ville de Mésopotamie qui s'appelle aujourd'hui Djokkha; les cent tablettes, qu'accompagnent une traduction et un commentaire, permettent de reconstituer, à l'époque des rois d'Ur, l'existence d'un centre provincial, qui eut alors une réelle importance. Étude sur le rôle historique d'Umma; sur l'art dans cette ville à l'époque d'Ur; sur l'épigraphie et le calendrier, etc. Dans les tablettes, il est question de livraisons de grains (orge, froment, farine), de dattes, de boisson, de pain, de bétail, de cuirs et de peaux, de sparterie, de lainages et étoffes, de cuivre, etc. On y trouve des listes de journaliers, des chiffres de salaires et des traces de comptabilité. Suivent un vocabulaire, une table des noms propres, divins et humains, une autre des noms de lieux, de pays, d'édifices; enfin, après le texte des tablettes vient une liste autographiée des caractères cunéiformes d'un emploi fréquent.

Ch. B.

#### LA GUERRE.

— Hermann FERNAU. *Précisément parce que je suis Allemand! Éclaircissements sur la question de la culpabilité des Austro-Allemands posée par le livre « J'accuse »*. Édition française (Lauzanne et Paris, Payot, 1916, in-12, 107 p.; prix : 1 fr. 50). — Ce petit livre sera lu avec curiosité. Si l'Allemand, auteur de *J'accuse*, a cru devoir conserver l'anonymat, M. Fernau est un Allemand connu; il était domicilié à Paris avant la guerre et il a publié en mai 1914 un ouvrage intitulé : *Die französische Demokratie*. Comme l'auteur de *J'accuse*, il s'est affranchi du libéralisme trop asservi en Allemagne et il a passé au parti socialiste qui seul ose ouvrir les yeux et qui ne craint pas, par quelques voix encore isolées, de dire la vérité. Il a lu *J'accuse* avec émotion; le verdict de culpabilité prononcé dans ce réquisitoire contre les gouvernants allemands et austro-hongrois, convaincus d'avoir voulu la guerre et de l'avoir déclarée sans nécessité, il l'analyse à son tour et le résume sous une forme tour à tour ironique et pressante qui captive l'attention. Puis il entreprend pour son compte de réfuter les plus importantes des répliques qui circulent en Allemagne : celles du professeur Th. Schiemann, du « Feldgrauer », anonyme lui aussi (cf. *Rev. histor.*, t. CXXI, p. 392), et du Suisse Weber; c'est la seule partie originale de sa brochure. Le grand service qu'elle est appelée à rendre est d'ailleurs d'inciter à lire *J'accuse*. Précisément parce qu'il est Allemand, le témoignage de M. Fernau est d'un grand poids; il dit tout haut ce que plus d'un pense en Allemagne et rend ainsi à son pays un inappréciable service.

Ch. B.

— *La guerre. Documents de la section photographique de l'armée* (ministère de la Guerre). Fascicule V : *la Bataille de Champagne* (Armand Colin, Album de 25 p.; prix : 1 fr. 25). — Dans ce superbe Album défilent tour à tour devant nous ces coins de France désormais célèbres, la ferme de Wacques, Souain, Perthes, Les-Hurlus, Tahure, Maison-de-Champagne. Une courte introduction d'ARPOUIN-DUMAZET nous explique ce que signifient ces noms; en eux est contenu beaucoup de courage, d'abnégation et d'héroïsme. — C. PF.

— *L'Italie et la guerre*, d'après les témoignages de ses hommes d'État. Préface de M. Henri HAUVETTE (Paris, Armand Colin, 1916, in-18, 144 p.; prix : 1 fr. 50). — On a réuni dans ce volume les discours les plus retentissants des hommes d'État italiens, depuis que l'Italie a déclaré la guerre à l'Autriche : la belle et superbe harangue lancée du haut du Capitole par le président du Conseil Salandra le 2 juin 1915, au moment où le royaume venait de s'engager dans la lutte; le discours prononcé à Paris, au Trocadéro, le 24 juin, par M. Tittoni, ambassadeur d'Italie en France, pour célébrer le 56<sup>e</sup> anniversaire de la bataille de Solferino; celui que tint le ministre d'État Barzilai au théâtre San-Carlo, à Naples, le 26 septembre, et où il affirma sa foi en la victoire; ceux du garde des sceaux Vittorio Emanuele Orlando au théâtre Messimo, à Palerme, du 20 novembre; du ministre des Affaires étrangères Sidney Sonnino, à la Chambre des députés, du 1<sup>er</sup> décembre; de M. Tittoni, du 20 février 1916, aux fêtes franco-italiennes de Nice. Ces six harangues, prononcées en des circonstances différentes, ne laissent pas que de former un bloc; elles disent la volonté ferme de l'Italie de poursuivre la guerre jusqu'au bout; elles revendiquent pour tous les alliés la réparation du Droit et de la Justice. Dans la préface, M. Hauvette, professeur de littérature italienne à la Sorbonne, explique, en termes excellents, avec une louable discrétion, pour quelles raisons l'Italie est entrée dans le conflit, à l'heure choisie par elle. Il faut que la France connaisse en toute son étendue l'effort italien; « il faut que l'on se rende mieux compte, parmi nous, que l'essor national de l'Italie, depuis une vingtaine d'années, est merveilleux, et que l'Italie est destinée, par sa situation même et par la vivacité de son génie, à jouer dans l'Europe renouvelée un rôle de première importance ». — C. PF.

— *Pages d'histoire, 1914-1916* (Paris et Nancy, Berger-Levrault). — Suite : N<sup>o</sup> 89. *Les communiqués officiels depuis la déclaration de guerre. XVII : Novembre et décembre 1915* (annexes : l'armée d'Orient; la bataille de la Cerna en Macédoine, 30 octobre-16 novembre 1915). — N<sup>o</sup> 90. *Voix américaines sur la guerre de 1914-1916*, articles traduits ou analysés par S. R. IV (à noter les articles de KALONYMOS : *Défendre!* c'est-à-dire sur le régime prussien appliqué à l'Allemagne et que résume le mot *Verboten!* — de MAC GREW : *le Caractère français à l'épreuve*, impressions remportées par un

ambulancier américain de Champagne et des Vosges; — de L. B. SWIFT : *les Allemands aux États-Unis*, conférence dont la conclusion est que « les Américains ne peuvent se mettre d'accord avec les Allemands d'Amérique sans renoncer à leur idéal politique, car il n'y a pas de conciliation possible »; — de Th. ROOSEVELT : *le Devoir international et les Américains hyphénés*. Les Américains hyphénés sont les Américains à trait d'union, c'est-à-dire les Germano-Américains : « Tout homme qui, dans ce pays, essaie d'influencer la politique de la nation, conformément non pas aux intérêts des États-Unis et de l'humanité, mais aux intérêts de la nation dont ses ancêtres ou lui-même ont fait partie, est un citoyen indigne, un mauvais patriote »; — de A. G. KELLER : *le Prussianisme colonial*). — N° 91. Gaston CADOUX. *La prospérité économique de l'Allemagne*; sa « place au soleil » et la guerre (c'est merveille de pouvoir, en moins de quarante petites pages, montrer, par des chiffres, toujours empruntés aux statistiques allemandes, que l'Allemagne s'était fait au soleil économique la plus large part et qu'elle n'avait nul besoin de vouloir conquérir le monde par les armes, alors qu'elle l'envahissait pacifiquement par le prodigieux développement de son industrie et de son commerce. Petit livre à lire et à méditer). — N° 92. Herbert Adams GIBBONS. *Les derniers massacres d'Arménie. Les responsabilités* (reproduisons seulement quelques en-têtes des chapitres : « En avril 1915, le gouvernement ottoman a commencé à mettre à exécution un plan systématique, soigneusement préparé, pour exterminer la race arménienne; en six mois, près d'un million d'Arméniens ont été massacrés. » Cette race « ne mérite en rien l'accusation de déloyauté portée contre elle pour justifier le massacre et la déportation ». Le gouvernement allemand pouvait empêcher l'œuvre d'extermination; « il a préféré ne pas intervenir; il y a même de sérieuses raisons de croire qu'il a bien accueilli, sinon encouragé, la disparition des Arméniens d'Asie Mineure pour l'extension de ses projets politiques et commerciaux dans l'empire ottoman ». L'indication des sources officielles donnée en appendice permet de contrôler les faits avancés par l'auteur, qui a vécu dans le pays et a été témoin oculaire de plusieurs incidents de ce drame lugubre). — N° 93. Fernand PASSELECQ. *Le second « Livre blanc » allemand*; documents sur l'explosion de la guerre. Essai critique et notes sur l'altération officielle des documents belges. — N° 94. S. R. *Chronologie de la guerre*. 3<sup>e</sup> volume, 1<sup>er</sup> juillet-31 décembre 1915. — N° 95. *Voix de l'Amérique latine* (extraits de journaux et brochures publiés par des savants, des professeurs, des hommes d'État de tous les pays de l'Amérique espagnole et portugaise, de Cuba au Chili. On peut y signaler : « le Brésil et la guerre », par J. de Medeiros y Albuquerque, de l'Académie brésilienne; « la Colombie et la France », par le Dr. H. de Zubiria, délégué de la Colombie à l'Institut Pasteur; « Pourquoi nous sommes francophiles », par Ventura Garcia Calderón, Péruvien; « le Vene-

zuela et la guerre européenne », par Andrés E. de La Rosa. Une chaleureuse préface de Gómez Carillo : « Le Péril allemand dans l'Amérique latine », ouvre dignement ce spicilège où vibrent les plus vifs sentiments d'admiration pour la France et pour la cause qu'elle représente dans le conflit mondial). — N° 96. ALGLAVE. *Problèmes de la guerre. Le droit de la guerre autrefois et aujourd'hui; comment on paie en temps de guerre.* — N° 97. *Les communiqués officiels depuis la déclaration de guerre.* T. XVIII : *Janvier-février 1916* (en annexe, le récit officiel de la bataille de Verdun au moment peut-être le plus critique : du 21 au 25 février). — N° 99. Adrien BERTRAND. *La conquête de l'Autriche-Hongrie par l'Allemagne; une nouvelle forme du pangermanisme : le « Zollverein »* (expose les moyens employés par l'Allemagne pour faire accepter par l'Autriche-Hongrie le plan d'union douanière qui doit réaliser, au profit de l'Allemagne, le plan d'une *Mitteleuropa* dressé à l'avance par Naumann. A ce plan les Alliés doivent opposer le principe très ferme du respect des nationalités, petites et grandes). Ch. B.

— Houston Stewart CHAMBERLAIN. *Wer hat den Krieg verschuldet?* (Wiesbaden, 1915, *Wiesbadener Volksbücher*, n° 179, in-8°, 87 p.). — Cette brochure est une des nombreuses études sur la guerre publiées depuis août 1914 par M. Chamberlain, fils d'un amiral anglais, qui, après avoir étudié en Angleterre et en France, est devenu le gendre de Richard Wagner. Il recherche le coupable et distingue trois grands cycles de causes. Les causes profondes agissent avec une « nécessité naturelle » et déterminent les autres; ce sont, en France, la prédominance croissante du sentiment de la revanche, en Russie, un instinct brutal et aveugle d'expansion en tous sens, en Angleterre, la jalousie envers la prospérité commerciale de l'Allemagne. Les causes médiate rendent la guerre inévitable; elles résident dans l'association de trois puissances unies seulement par la haine contre l'Allemagne. La cause immédiate de la guerre résulte de l'intervention déplacée de la Russie dans un différend qui ne regardait que la Serbie et l'Autriche; les cabinets de Londres et de Paris, au lieu de s'associer à la démarche conciliante de Guillaume II à Pétrograd, ont excité le gouvernement russe et par leur attitude lui ont donné l'audace de procéder à la mobilisation.

Une partialité criarde caractérise cette brochure, qui ne présente qu'un aspect des choses et où les faits sont triés et déformés. Il est à peine question de l'Allemagne, si ce n'est pour affirmer sa complète innocence. Aucun pays n'est aussi pacifique; il est impossible de faire accepter la guerre à un peuple qui l'envisage comme une « nécessité morale », s'il n'est pas auparavant convaincu de la sainteté de sa cause. Pas un mot sur le pangermanisme, sur les tendances impérialistes de la diplomatie, sur la politique de coups de poing sur la table pratiquée à l'égard de la France depuis 1904; au contraire, la France a sans cesse provoqué l'Allemagne, laquelle a fait preuve d'une angé-

lique patience. M. Chamberlain ne s'occupe guère des documents diplomatiques. Les divers livres jaune, rouge, bleu, gris lui sont suspects parce que les textes ne présentent aucune garantie d'authenticité et qu'une interprétation critique est nécessaire pour les apprécier. Ainsi, « le mensonge est tellement inné chez les Français que leur *Livre jaune* peut être considéré comme un pamphlet tendancieux fabriqué ». Les affirmations gratuites et erronées y sont nombreuses, il faut renoncer à les citer, ainsi qu'à les réfuter. Reconnaissons cependant qu'il faut à l'auteur une certaine habileté pour soutenir d'aussi audacieuses contre-vérités. Là réside l'intérêt de la brochure, qui n'est guère qu'une œuvre de polémique brutale destinée à la propagande.

P. G.

— Paul DELAY. *Les catholiques au service de la France. I : les Diocèses de l'intérieur* : Paris, Versailles, Meaux (Paris, Bloud et Gay, éditeurs, 1916, 1 vol. in-8°, 344 p.). — Ce livre trace le tableau des œuvres de piété et de charité auxquelles se consacrent les catholiques depuis le début de la guerre; il expose leur rôle dans l'Union sacrée et les titres qu'ils ont à la reconnaissance de la France. L'auteur n'a pas dénombré avec précision l'immense effort des catholiques dans tout le pays; cette étude exigerait de nombreuses années de préparation et un recul notable des événements. Il se contente d'apporter des témoignages probants en recherchant l'œuvre accomplie dans trois diocèses de l'intérieur : Paris, Versailles et Meaux; choix judicieux en raison de leur situation géographique, de leur activité exceptionnelle et de leurs oppositions de caractère. M. Delay nous présente sous un aspect différent l'action de chaque diocèse; il montre à Paris les grandes manifestations religieuses et les œuvres de bienfaisance fondées par la guerre ou adaptées aux circonstances; la matière est si abondante qu'il est contraint de trier. Il explique le mécanisme du diocèse de Versailles, la mobilisation de ses deux organes : l'Action sociale et l'Organisation diocésaine, ainsi que leur incessant dévouement pour les victimes de la guerre. Une série de bonnes monographies sur diverses paroisses termine chaque étude. Enfin, dans le diocèse de Meaux, M. Delay nous décrit ce qui se passa avant, pendant et après la bataille de la Marne. Ce livre, bourré de textes, de faits et de chiffres, est d'une lecture attrayante; certaines considérations d'ordre politique ou moral s'expliquent par la portée apologétique du livre. Il est destiné à révéler aux neutres la part des catholiques dans la fondation des œuvres de guerre et la place de la religion dans la vie nationale. Il fera bonne figure dans la collection de la propagande catholique.

P. G.

— Rudolf PRESBER. *An die Front zum Deutschen Kronprinzen* (Stuttgart, deutsche Verlags-Anstalt, 1915, in-8°, 137 p.). — R. Presber est un romancier et poète dramatique qui a déjà publié un recueil de poésies de guerre; la présente brochure est le simple récit d'une visite



faite au Kronprinz allemand à l'occasion de son anniversaire en mai 1915. L'auteur célèbre la haute valeur et les qualités de l'héritier du trône; il décrit longuement sa villa, ses distractions de sportsman, ses soucis de général ainsi que « l'immense popularité » dont il jouit, et « l'indescriptible allégresse » avec laquelle le salue son armée. De petites poésies s'intercalent entre des descriptions de paysage, qui font valoir le contraste entre la prospérité des campagnes allemandes et la désolation des ruines françaises. M. Presber déborde de joie à l'idée qu'il traverse des pays conquis, ce qui ne l'empêche pas de dénigrer de manière haineuse le sol, les habitants et les mœurs. Ce voyage n'est pas sans résultat puisqu'il lui permet une fois de plus d'exalter le militarisme prussien, de découvrir l'éclatante supériorité de la race allemande et de prouver à quel point sont arriérés les Français en matière de goût et de culture.

P. G.

— Paul GOLDMANN. *Von Lille bis Brüssel, Bilder aus den westlichen Stellungen und Kämpfen des deutschen Heeres* (Berlin, Karl Curtius, 1915, in-8°, 134 p.). — M. Goldmann, correspondant de guerre de la *Neue Freie Presse* de Vienne, a entrepris à la fin d'avril et au début de mai 1915 un voyage sur le front occidental; il a visité le secteur tenu par l'armée bavaroise dans le nord de la France. Ses articles sont réunis dans un livre intitulé : « De Lille à Bruxelles »; outre une longue description de ces deux villes, il contient le récit d'une réception chez le Kronprinz de Bavière et de deux excursions, l'une aux tranchées d'Armentières, l'autre à Langemarck sur le terrain de la deuxième bataille d'Ypres. L'auteur n'a pu saisir que les manifestations extérieures de la vie, mais il les reproduit avec beaucoup de soin. Tour à tour, il note les journaux, les affiches, l'animation sur les boulevards, l'affluence dans les cafés, les toilettes des promeneurs, les conversations entendues, la fréquentation des églises, les vols des aviateurs, les relations entre les « feldgrauen » et les civils, la folle confiance de la population en la délivrance. La narration, d'ailleurs fort vivante, pourrait servir de guide à un touriste; les rues, les monuments, les musées et leurs œuvres d'art sont décrits avec minutie, ainsi que les importants dégâts causés par le bombardement. L'auteur voudrait bien prouver que la Belgique, malgré l'abandon des villages en ruine et des champs en friche, jouit d'une paix complète; il s'efforce en vain d'atténuer les dévastations commises et d'expliquer à sa guise le sac de Louvain. Tous les détails sont habilement combinés pour démontrer que les pays envahis souffrent très peu de la domination allemande; elle régit les vaincus avec modération et n'intervient, mais très énergiquement, qu'en cas d'absolue nécessité. C'est au dévouement des pionniers allemands, à la sagesse des artilleurs que les monuments de Lille doivent d'avoir été miraculeusement épargnés. Partout règnent le fameux ordre et la célèbre organisation allemande. Que sont les inconvénients d'une occupation à côté des bienfaits d'une administration militaire, si soucieuse du bien-être des populations.

qu'elle construit des routes et des chemins de fer, cultive les champs et élève le bétail en Belgique et dans la France du Nord et vend des dentelles à Bruxelles ? Le récit de la visite aux tranchées tend à faire valoir la bonne méthode et la prévoyance du haut commandement. Mais il est évident que les tranchées d'Armentières, face aux Anglais, si confortables et si tranquilles, sont un de ces rares secteurs du front si bien aménagés qu'ils servent de but classique d'excursion aux reporters de guerre. Le spectacle de la région de Langemarck fait moins bonne impression à M. Goldmann ; bien qu'il ne s'aventure pas en première ligne, il doit avouer la disposition sommaire des tranchées et leur incessante démolition par le feu de l'artillerie. Il décrit les boyaux, les couloirs et les abris ; il est frappé par la bonne humeur et par l'ardeur au travail des combattants et il souligne avec plaisir tous ces traits qui peuvent servir à exalter « la fidélité allemande au devoir » et la « capacité allemande ».

P. G.

— Walter REINHARDT. *Sechs Monate Westfront. Feldzugserlebnisse eines Artillerie-Offiziers in Belgien, Flandern und der Champagne* (Berlin, Mittler und Sohn, 1915, in-8°, 96 p.). — Ces souvenirs d'un officier d'artillerie, qui a passé six mois sur le front occidental dans une batterie d'obusiers légers, forment une suite de courts épisodes ; les notes brèves et incisives, prises en campagne, n'ont reçu que peu de modifications. Elles sont souvent sans intérêt ; pas de considérations générales ni de vues d'ensemble. Les incidents du service, l'exécution des ordres absorbent l'auteur, qui se borne à décrire la manière dont il a vécu et à raconter ce qu'il a vu dans son étroite sphère. Ses notes toutefois donnent bien l'impression de la réalité ; elles rendent avec netteté la monotonie de la vie de tranchées, la lutte contre la boue et l'eau, les petites souffrances, les privations et les dangers de l'officier subalterne en guerre. M. Reinhardt est parti avec un détachement de renfort au début d'octobre 1914 ; il a parcouru la Belgique, les Flandres et la Champagne. Après avoir tenu garnison à Namur, il a participé à la prise de Lille et occupé jusqu'à la fin de l'année les tranchées dans le secteur d'Armentières ; il a enfin assisté aux combats qui se déroulèrent de janvier à mars 1915 en Champagne dans la région de Perthes et du Mesnil. Il distingue deux phases dans l'offensive française ; les premiers combats du 20 décembre au 13 janvier et la bataille d'hiver du 15 février au milieu de mars. Il est remarquable qu'il estime que les deux séries de combat ont exposé les Allemands à un égal péril et que les pertes importantes subies par eux dans la deuxième offensive sont seulement dues à la plus grande fréquence des assauts et à l'excellente qualité des munitions américaines. Bien que l'auteur admire de parti pris l'organisation militaire de son pays, son récit en révèle les défauts et démontre qu'elle n'évite pas aux troupes allemandes les misères et fatigues que connaissent les autres armées. Comme la plupart des soldats du front, M. Reinhardt n'éprouve aucune haine contre l'adversaire, il reconnaît l'extrême lenteur de la progression, les lourds sacrifices par lesquels elle est

achetée, il souligne la ténacité des Anglais et rend hommage à la vaillance des fantassins français.

P. G.

— G. DESSON. *Souvenirs d'un otage*. Préface de Serge BASSET (Paris, Bloud et Gay, 1916, in-16, 192 p., 6 photographies, 12 dessins de l'auteur; prix : 2 fr. 50). — A la fin du mois de janvier 1916, dix citoyens français de marque, retenus comme otages en Allemagne, furent échangés contre dix prisonniers allemands et purent gagner par la Suisse Lyon et la France. Qu'avaient-ils fait pour être ainsi retenus? Rien, absolument rien, sinon aimer leur patrie et compter au nombre de ses fidèles serviteurs. Ils furent mis en état d'arrestation « pour être soupçonnés d'avoir commis des actes semblables à ceux pour lesquels des sujets allemands ont subi, contre tout droit, la peine capitale au Maroc », et tous les dix ont reçu copie de cette même formule qu'aujourd'hui même ils n'arrivent pas à expliquer et que le gouvernement allemand serait en peine d'expliquer lui-même. Ils ont été arrêtés dans la région du nord, en février 1915, et l'un d'entre eux, M. G. Desson, ingénieur des plus distingués, nous raconte dans ce volume les souvenirs de cette captivité de onze mois. Arrêté au château de Montrouge, près de Tergnier, il fut transféré dans les casemates d'Hirson où il trouva M. Noël, maire de Noyon, sénateur de l'Aisne, directeur de l'École centrale, et où les autres « inculpés », dont M. Jacomet, procureur général de la cour de Douai, et M. Trépont, préfet du Nord, ne tardèrent pas à les rejoindre. Ils demeurèrent là jusqu'au mois de juin, où ils furent emmenés en Allemagne et jetés dans les casemates de Rastatt avec les prisonniers de droit commun. Les traitements qui leur furent infligés ont été vraiment odieux et nous devinons qu'ils ont encore souffert plus que M. Desson nous rapporte. Mais nous voyons aussi avec quel courage, quel héroïsme, quelle foi dans le succès final de la France ils ont subi toutes les tortures, comment ils ont réussi, à force d'énergie et même parfois de bonne humeur, à surmonter tous les ennuis et les tourments de cette longue détention. Tout Français qui lira ce livre — et nous en recommandons la lecture à tous les Français — passera comme nous par les mêmes sentiments d'indignation et d'admiration. Nous souhaitons qu'à un jour prochain M. Desson puisse reprendre ces souvenirs, parus dans le *Petit Parisien*, ajouter ce que la prudence l'obligeait de taire, citer les noms de ceux qui se sont montrés particulièrement cruels envers les « otages », et nous pensons que ces mémoires complets seront souvent cités par les historiens de l'avenir pour illustrer par un exemple précis la barbarie de la « culture » germanique au début du xx<sup>e</sup> siècle.

C. PF.

— Frédéric MASSON. *Discours à l'hôpital Hôtel Thiers-Institut de France* (Paris, Bloud et Gay, 1916, in-12, 106 p.). — Aussitôt après l'ouverture des hostilités, l'Institut de France prit la résolution d'installer un hôpital auxiliaire de cinquante lits dans une partie de l'hôtel Thiers, 27, place Saint-Georges, que l'éminent homme

d'État lui avait légué. L'hôpital reçut les premiers blessés le 21 septembre 1914, et du 24 septembre 1914 au 31 décembre 1915, vingt-sept soldats y ont succombé à leurs blessures. A chacun d'eux, au nom de l'Institut, M. Frédéric Masson, de l'Académie française, membre de la Commission centrale de l'Institut, a voulu adresser le dernier adieu; ce sont les discours prononcés près de leur cercueil qui sont réunis en ce petit volume. M. Masson a su célébrer en termes émus ces soldats, originaires de tous les coins de la France, du pays basque comme de Bretagne, du Midi comme du Nord, qui tous ont rempli avec vaillance leur devoir et offert leur vie pour la France.

C. PF.

— Johannes JÖRGENSEN. *La cloche Roland*, traduit du danois avec introduction et notes par Jacques DE COUSSANGE (Paris, Bloud et Gay, 1916, in-16, 235 p.; prix : 3 fr. 50). — M. Jørgensen, après s'être converti au catholicisme, a écrit des livres de piété, des poèmes et aussi des livres d'histoire où il a essayé de pénétrer l'âme de certains grands saints mystiques du moyen âge, François d'Assise, Catherine de Sienne. Son volume : *Pèlerinages franciscains* contient sur l'art inspiré par le *poverello* des pages de toute beauté et est lui-même une œuvre d'art. Tous ces ouvrages ont été traduits en français et ils ont obtenu dans notre pays le succès le plus vif. Il fallait aussi faire connaître à notre public les pages toutes vibrantes d'émotion que la guerre a inspirées au poète danois et nous devons remercier M. de Coussange de les avoir rendues en une fort belle langue. A Sienne, où il s'est retiré et où il continue ses études franciscaines, M. Jørgensen a lu le fameux Manifeste des 93; puis il a reçu tous les documents sur les violations du droit dont les Allemands se sont rendus coupables et il a été convaincu. Six paragraphes dans le Manifeste commencent par : « Il n'est pas vrai que... »; à ces négations il oppose les faits : « Il est vrai que... », et les intellectuels allemands qui niaient ainsi l'évidence sont convaincus de « faux témoignage ». M. Jørgensen est tout spécialement ému des horreurs commises en Belgique où autrefois il a visité d'excellents amis; il flétrit l'incendie de Louvain, l'assassinat des prêtres et des religieuses, les sacrilèges; il magnifie le cardinal Mercier qui a su faire monter au ciel l'hymne de douleur de la Belgique — *planctus beati martyris Belgii*. Il annonce aux Belges le triomphe de la Justice. Dans le beffroi de Gand était suspendue autrefois la grande cloche Roland :

Klokke Roeland bin ick genandt,  
Als ik kleppe, dan is 'ts Brand,  
Als ik luyde, is 'ts Victorie in Vleenderland!

« Je suis appelée la cloche Roland; quand je sonne le tocsin, c'est l'incendie; quand je sonne à toute volée, c'est la victoire en pays de Flandre. »

C. PF.

## HISTOIRE D'ALSACE-LORRAINE.

— *L'épreuve alsacienne*, par UN ALSACIEN (Lausanne et Paris,

Payot, 1916, in-8°, 69 p.; prix : 1 fr.). — On a réuni dans cette brochure une série d'articles parus dans le *Journal de Genève* en septembre et octobre 1915. L'auteur les a remaniés et mis au point en tenant compte de ce qui s'est passé en Alsace jusqu'à la fin de janvier 1916. Il nous apprend ce que les Allemands complotent de faire du Reichsland en cas de victoire : tour à tour ils ont mis en avant un partage entre la Prusse et la Bavière — les autorités ont préparé au roi de Bavière une réception brillante en Alsace en août 1915 — et une annexion à la Prusse; en tout cas, on expulsera en masse du pays tous ceux qui ont gardé le souvenir de la France, les *Französlinge*. Il nous dit aussi l'affection que les Alsaciens de tous rangs, de toutes conditions gardent à la France et il nous en donne pour preuves les condamnations que prononcent les conseils de guerre tant ordinaires qu'extraordinaires. Le peuple alsacien, formé par toute son histoire aux idées de liberté, n'entend point être gouverné par un hobereau prussien, d'esprit étroit, comme von Dallwitz; il a en horreur toute contrainte de ses sentiments propres et avec impatience il attend l'heure de la délivrance.

C. Pr.

## HISTOIRE DE BELGIQUE.

— LÉON VAN DER ESSEN. *A short history of Belgium* (Chicago, Illinois. The University of Chicago Press, in-12, 168 p., illustr. et deux cartes; prix : 4 sh.). — Voici un excellent résumé de l'histoire de la Belgique depuis les origines jusqu'à nos jours. L'auteur ne s'est pas contenté de résumer les travaux de ses confrères belges; il y apporte le fruit de ses recherches personnelles, par exemple sur Alexandre Farnèse. Ouvrage d'un caractère strictement scientifique. L'auteur s'est uniquement proposé de nous montrer, et il nous fait bien voir, comment, dans une région sans frontières, sinon maritimes, un peuple relevant de deux empires rivaux, France et Allemagne, parlant deux langues différentes, le français et le flamand, soumis pendant des siècles à des princes étrangers, destiné par conséquent, semblait-il, à être démembré au profit de ses voisins, a formé peu à peu une nation dont l'ingéniosité de la diplomatie européenne a fini par constituer un état au XIX<sup>e</sup> siècle. Aucune allusion à la situation actuelle de la Belgique, sinon quand, à la fin du chap. XII, il est parlé du traité de Londres (1839), « ce traité qui devait, pensait-on, protéger la Belgique, mais qui n'empêcha pas la neutralité du pays d'être violée par l'Allemagne le 3 août 1914 ». Le livre est dédié « à Albert I<sup>er</sup>, roi des Belges, le chevalier sans peur et sans reproche ».

Ch. B.

## HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS.

— *Calendar of the Correspondence of George WASHINGTON, commander in chief of the Continental army, with the officers.* Prepared from the original manuscripts in the Library of the Congress

by John C. FITZPATRICK. Washington, Government printing office. 4 vol. in-8° : t. I, 17 juin 1775-19 octobre 1778; t. II, 19 octobre 1778-9 décembre 1780; t. III, 9 décembre 1780-4 janvier 1784; t. IV, Index. En tout, 2,865 p. — Ce catalogue est le second que l'administration de la bibliothèque du Congrès ait consacré aux manuscrits de Washington. Le premier, paru en 1906, donnait le catalogue analytique de sa correspondance avec le Congrès américain; celui que nous annonçons aujourd'hui contient toute la correspondance échangée entre le général en chef d'une part et, de l'autre, les officiers de tout rang des troupes de la Confédération, des auxiliaires français, des ministres et agents étrangers, des officiers employés au service de l'Angleterre. Il commence avec le rapport du général sur les pertes anglaises à Bunker Hill, 17 juin 1775, et s'arrête à la fin de l'année 1783. Les analyses sont extrêmement brèves. Prenons par exemple le n° 1, auquel il vient d'être fait allusion; il est ainsi libellé : « 1775, June 17. Washington, George. [Philadelphia.] An account, given by John Machin, of British killed and wounded at Bunker Hill, A. D. 1 p. » Rien ne ressemble moins aux *Calendars* anglais, qui donnent toute la substance du document et qui jusqu'à un certain point dispensent de recourir à l'original; on ne trouve ici que les indications essentielles sur l'objet de document, qu'il faut ensuite aller consulter aux archives mêmes.

Un ouvrage de cette nature ne s'analyse pas. L'Index occupe tout un tome (de la page 2,461 à la page 2,865). Il est très détaillé et généralement bien distribué. Que l'on parcoure par exemple les articles « Army » ou « Washington », on trouvera les renvois disposés d'une façon commode et claire. Dans d'autre cas, au contraire, on jugera excessive la peine prise par l'auteur de noter tous les endroits où l'on trouve un même nom cité. Prenez l'article *Humphreys*; il comprend deux colonnes de chiffres. On tombe encore devant de pareils alignements de chiffres dans des articles généralement mieux distribués comme ceux de La Fayette, de La Luzerne, etc. La plus robuste patience se fatigue vite à rechercher des passages où sans doute il n'y a qu'une simple mention d'un même nom, et l'on abandonne la partie; l'auteur a donc dépensé en vain beaucoup de temps et de papier. Il n'en reste pas moins que M. Fitzpatrick s'est, par son *Calendar*, assuré la reconnaissance de tous les historiens qui voudront étudier sur les originaux la guerre de l'Indépendance américaine.

Ch. B.

— *The papers of the Bibliographical Society of America* (recueil publié en minces fascicules trimestriels in-8° par The University of Chicago press; dans le Royaume-Uni, il est mis en vente par The Cambridge University press, à Londres, Fetter lane). — Nous donnerons l'analyse des tomes VII à IX, les seuls qui nous soient parvenus. — Tome VII, 1912-1913, nos 1-2. Aksel G. S. JOSEPHSON. Les recherches bibliographiques et leur efficacité (montre l'absence de méthode dans les recherches bibliographiques aux États-Unis; à ce



mal, l'unique remède doit être cherché dans la coordination des efforts. Il faut créer un institut chargé de centraliser le travail; plan de cet institut). — Oscar WEGELIN. Liste bibliographique des livres et brochures concernant Stamford ou imprimés à Stamford, Fairfield county, Connecticut. — Askel G. S. JOSEPHSON. Bibliographies de bibliographies, 2<sup>e</sup> édition; suite; fin dans la livraison 3-4. — W. N. C. CARLTON. Le catalogue de la collection E. D. Church (la collection de M. Church comprenait : 1<sup>o</sup> les livres relatifs à la découverte et aux premiers temps de l'Amérique septentrionale et méridionale; 2<sup>o</sup> ceux qui concernent la littérature anglaise et en particulier Shakespeare. Elle a été achetée par M. Henry E. Huntingdon. Le catalogue est un ouvrage rare et de très grand prix). — J. C. M. HANSON. Histoire de la bibliothèque de l'Université de Christiania, 1811-1911. = N<sup>os</sup> 3-4. Max RADIN. La collection Sulzberger de livres imprimés par les Soncini, qui sont conservés dans la bibliothèque du Jewish theological seminary (Soncino, localité du Milanais, eut une imprimerie fondée en 1483 par un certain Israel Nathan, fils de Samuel. Cet imprimeur était un juif allemand, dont la famille habitait soit à Fürth, soit à Spire. Ses premiers livres étaient des éditions en hébreu; puis il imprima des livres italiens et latins. Après lui, et même après que l'imprimerie eut été transférée successivement dans plusieurs villes d'Italie, ses descendants prirent le nom de Soncino. Les éditions des Soncini eurent une grande vogue, inférieure de peu à celle des Aldi de Venise. Liste de trente-deux volumes sortis de leurs presses de 1502 à 1520; ils ont été réunis par Mayer Sulzberger, de Philadelphie, un des fondateurs du séminaire israélite de New-York). = T. VIII, 1914, n<sup>os</sup> 1-2. James GEDDES. La littérature franco-canadienne; esquisse bibliographique (cette bibliographie s'impose à l'attention de toute personne désireuse de connaître le développement littéraire de cette autre France que nous connaissons si mal). — Frederick W. JENKINS. La bibliographie et ses rapports avec les œuvres sociales (huit pages seulement). — Laurence J. BURPEE. Bref exposé des documents publics du Dominion canadien et de ses provinces (cinq pages). — Edward A. HENRY. La collection Durrett déposée aujourd'hui à la bibliothèque de l'Université de Chicago. I : les journaux (collection fondée par le colonel Reuben T. Durrett, mort en 1913 à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Il s'était proposé de réunir tout ce qui avait été publié dans le Kentucky ou concernant cet État, tout ce qui avait été écrit par ou sur un citoyen du Kentucky; il vendit cette belle bibliothèque à l'Université de Chicago peu de temps avant sa mort). = Vol. IX, 1915, n<sup>os</sup> 1-2. Th. W. KOCH. De quelques ex-libris. — P. MERRITT. Le club des livres rares (fondé à Boston en 1887 à l'effet de développer le goût des livres bien imprimés et bien illustrés. Liste de ses publications, au nombre de 45). = N<sup>os</sup> 3-4. G. W. COLE. Collectionneurs de livres qui ont été les bienfaiteurs de bibliothèques publiques.

Ch. B.

## HISTOIRE DE FRANCE.

— Camille JULLIAN. *La tradition française* (Paris, in-12, 1916, 31 p.). — La librairie de *Foi et Vie* a eu bien raison de publier à part cette belle conférence. M. Jullian est parti de ce passage écrit par M. de Bülow : « La France est la plus ancienne nation de l'Europe. C'est elle qui est le plus demeurée semblable à elle-même. Depuis deux mille ans, les traits de sa physionomie n'ont point varié. » Et il cherche quels sont les traits caractéristiques de cette physionomie. L'ex-chancelier allemand avait indiqué avec un peu de dédain que la France a toujours préféré les instincts de l'âme à des besoins matériels ; M. Jullian prouve que cette fidélité à un idéal supérieur, au culte du Droit, a fait la grandeur de la France au cours de sa longue histoire ; elle fait dans la guerre présente sa force, et voilà pourquoi, si elle est la plus vieille des nations, elle sera la Nation éternelle.

C. PF.

— M. DE LAUNAY. *Quelques notes sur Pierre de Montreuil, maître maçon de Notre-Dame de Paris* (Paris, in-8°, 8 p.). — Les personnages appelés, dans les chartes latines du XIII<sup>e</sup> et du XIV<sup>e</sup> siècle de Paris : de *Monasteriolo* sont désignés dans les documents français par : de *Montreuil*. Maintenons donc à Pierre ce nom et ne le remplaçons pas par celui : de *Montereau*, comme on est tenté de le faire depuis quelque temps. M. de Launay ne recherche pas d'ailleurs de quelle localité cette famille était primitivement originaire : Montreuil près du bois de Vincennes ou Montreuil, incorporé à Versailles ?

C. PF.

— Ph. MORÈRE. *L'Ariège avant le régime démocratique. I : l'Ouvrier : les mineurs de Rancié. II : l'Ouvrier : les forgers* (Foix, Gadrat aîné, deux brochures in-8°, 1913 et 1916, chacune de 25 p.). — Les mines de Rancié sont situées dans l'étroite vallée du Vicdessos que dominent le Montcalm et les Trois-Seigneurs. Au XIX<sup>e</sup> siècle encore, les mineurs, tous originaires du pays, exploitent directement la mine et chacun d'eux vend directement aux muletiers le minerai extrait par lui. Le prix est en réalité fixé par les maîtres de forges. On compte que le règlement de 1893 donnera aux mineurs une meilleure rémunération et plus de bien-être. — La seconde brochure nous décrit les ouvriers des forges, la forge où ils habitent, leur travail, leurs distractions. Nous assistons en ce moment à une véritable révolution ; les anciennes forges à la catalane tombent en ruines ; le forgeron fait place à l'ouvrier de la grande usine, et « c'est la fin d'un monde industriel, politique et social ». Deux bonnes monographies. — C. PF.

— Max SAINSAULIEU. *Reims avant la guerre* (Paris, H. Laurens. Collection des « Images historiques. Le Mémorial des cités ravagées ». In-4°, 16 p. et 41 illustrations). — Le texte, très rapide, est plutôt insignifiant ; il encadre quelques bonnes reproductions de certains

monuments, mais il s'en faut que toutes les illustrations aient une égale valeur; la vue d'immenses ateliers de filature ou de tissage ou de magasins à vin de Champagne ne donne qu'une faible idée de la production industrielle réalisée par la malheureuse cité. — Ch. B.

## HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.

— *The official papers of Sir Nathaniel BACON of Stiffkey, Norfolk, as Justice of the peace, 1580-1620.* Selected and edited for the R. historical Society by H. W. SAUNDERS (Camden third series, vol. XXVI. Londres, au Bureau de la Société, 1915, in-4°, XLII-255 p.). — Ce Nathaniel Bacon est un frère consanguin du grand François Bacon. Il était le second fils du premier mariage de Sir Nicolas, qui fut garde du sceau royal sous Elisabeth. Né en 1547, il mourut en 1622. Juge de paix dans le comté de Norfolk, plusieurs fois shérif et député à la Chambre des communes, il eut pendant quarante ans environ la charge d'administrer le comté à une époque troublée et difficile. Après la découverte de la conspiration de Throgmorton, il dut surveiller de près les Jésuites et déploya beaucoup de zèle dans la poursuite des dissidents. Ses papiers, qui, jusqu'à une époque récente, faisaient partie de la collection du marquis Townshend, nous font connaître son activité comme juge de paix, haut fonctionnaire qui, à cette époque, concentrait dans ses mains à peu près toute l'administration du comté, dirigeait la police, surveillait les débits de boisson, appliquait, comme il le pouvait, la loi sur les pauvres. Il fut aussi chargé de lever les subsides et emprunts forcés établis sous Elisabeth et Jacques I<sup>er</sup>, de diriger les travaux de drainage, de digues et de jetées sur le bord de la mer, de réglementer l'exportation des blés, de la laine et des cuirs, etc. Ces multiples affaires qui aujourd'hui seraient, en Angleterre même, du ressort du pouvoir central, étaient, à cette époque de « self-government » (il faut bien entendre ce mot dans le sens anglais), administrées par le pouvoir local. — En appendice est publié le texte d'une ordonnance tendant à organiser la surveillance du rivage maritime en Norfolk (août 1324), texte déjà connu, mais par des copies fautives. Celle que fournit la collection Townshend permet d'y corriger d'assez nombreux passages. L'introduction à ce document a été fournie par M. Hubert Hall. — Ch. B.

## HISTOIRE D'ITALIE.

— Alfred STERN. *Die Berichte des Obersten Luvini, ausserordentlichen eidgenössischen Bevollmächtigten in Mailand aus dem Jahre 1848* (Bern, K. J. Wyss, 1915. Separatabdruck aus dem *Politischen Jahrbuch der schweizerischen Eidgenossenschaft*, 1915, p. 267-314). — Quand, au mois de mars 1848, les Milanais eurent chassé Radetzky avec la garnison autrichienne et eurent créé, sous la présidence du comte Casati, un gouvernement provisoire qui s'étendit bientôt à toute la Lombardie, le Directoire de la confédération suisse

résolument d'envoyer à Milan comme délégué extraordinaire le colonel fédéral Luvini, originaire de Lugano, pour sauvegarder les intérêts de la Suisse et observer les événements. Luvini remplit cette mission du mois d'avril au mois d'août, où il demanda à être relevé, parce qu'il blâmait la « fusion » de la Lombardie et du royaume de Savoie. Tant qu'il fut en Italie, il envoya au Directoire suisse des lettres écrites en un français très clair. M. Alfred Stern publie celles qui ont été conservées aux Archives fédérales de Berne. Elles nous renseignent sur le mouvement italien, sur le rôle de Mazzini et de Charles-Albert; on y trouvera aussi de curieux détails sur l'échauffourée de Naples du 15 mai, la lutte en cette ville de la garde nationale contre les régiments suisses. Ces documents sont publiés avec soin et annotés discrètement par l'historien de l'Europe au XIX<sup>e</sup> siècle. C. Pr.

## HISTOIRE D'ORIENT.

— P. HUVELIN. *L'Allemagne en Orient* (Trévoux, J. Jeannin, 1916, in-16, 43 p.). — Conférence faite, sous les auspices de l'Université de Lyon, le 22 mai 1915 et qui doit être méditée. M. Huvelin, qui a séjourné à Constantinople, nous décrit l'emprise de l'Allemagne sur la Turquie depuis 1835 où le sultan demanda une mission militaire à la Prusse — celle-ci lui envoya le capitaine de Moltke — jusqu'à nos jours. De 1880 jusqu'en 1895, l'Allemagne exalte la force militaire et morale de la Turquie, s'efforce de créer un panislamisme, allié du pangermanisme; puis elle s'implante elle-même en Turquie, fait du pays son fief intellectuel, économique et politique, et déjà elle songe à en faire sa colonie. Détails très curieux et très précis sur le chemin de fer de Bagdad dont l'ambassadeur allemand, le baron Marschall von Bieberstein (1897-1912), a été l'ouvrier. L'Allemagne comptait par cette ligne s'intercaler en quelque sorte entre la Russie et la mer Noire d'une part, l'Angleterre et le golfe Persique de l'autre, et dominer dans l'empire turc. Mais pauvre Turquie, qui s'est mise à la remorque de l'Allemagne! Cette politique lui coûtera cher. — C. Pr.

— *L'unité yougo-slave. Manifeste de la jeunesse serbe, croate et slovène réunie*. Préface du professeur T. G. MASARYK (Paris, 1915, in-8°, 53 p.). — Ce manifeste, publié par des étudiants réfugiés à Paris, tend à démontrer que les Slovènes, les Croates et les Serbes ne sont qu'un seul et même peuple; la lutte incessante contre les ennemis du dehors les a scindés en trois groupes, qui correspondent aux trois fronts: au nord, les Slovènes ont lutté contre les Germains; au centre, les Croates contre les Vénitiens et les Hongrois; au sud-est, les Serbes contre les maîtres de Byzance et les Hongrois. En dépit de circonstances politiques contraires, tous leurs efforts depuis leur origine ont toujours tendu à s'unir pour former un État libre et indépendant; le mouvement ayant cette unité pour but est le mouvement yougo-slave. Le manifeste emprunte à l'histoire les faits qui peuvent servir à déceler la persistance de ce mouvement au cours

des âges; il insiste surtout sur le XIX<sup>e</sup> siècle et les premières années du XX<sup>e</sup>, fait ressortir le rôle joué par la jeunesse universitaire. L'unité yougo-slave se traduit également par tous les traits qui caractérisent une race : la langue, l'art national, les traditions, les coutumes, les facultés civilisatrices, l'unité économique; les différences de confessions, d'alphabet sont rapidement effleurées. Le programme yougo-slave est celui du nationalisme panserbe; il revendique au profit de la Serbie la formation d'un État national, indépendant, au caractère démocratique, qui doit embrasser tous les territoires peuplés par les Yougo-Slaves.

P. G.

— *Le programme yougo-slave* (Paris, Plon-Nourrit, 1916, « Bibliothèque yougo-slave », n° 1, in-12, 30 p., avec une carte; prix : 0 fr. 50).

— Un comité de l'émigration yougo-slave s'est constitué à Londres. Le programme qu'il vient de publier décrit d'abord le domaine géographique où les Slaves du Sud dominent par leur nombre, leur langue et leurs coutumes; il montre qu'une paix durable n'est possible dans cette région que par l'union de tous les membres et de tous les territoires yougo-slaves dans un État indépendant. Il aborde ensuite nettement la grosse difficulté, créée par l'intervention de l'Italie et l'avènement de l'Adriatique; le nouvel État, d'après lui, n'est viable que si Trieste, Fiume, Spalato et Sebenico (autrement dit Trst, Rieka, Split et Šibenik) lui sont rattachés par des liens indissolubles. La carte ne peut manquer de faire impression sur les lecteurs; convaincra-t-elle les diplomates, quand ceux-ci seront appelés à fixer les frontières des nouveaux États?

Ch. B.

#### HISTOIRE DE ROUMANIE.

— MOSCO MARCU. *Ce que les Juifs roumains doivent à la Prusse. Un marché allemand* (Paris, Félix Alcan, 1916, in-16, 36 p.; prix : 0 fr. 30). — Le titre est ironique. L'article 44 du traité de Berlin de 1878 porte qu'« en Roumanie la distinction des croyances religieuses et des confessions ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice des différentes professions et industries, dans quelque localité que ce soit ». C'était réclamer l'émancipation des Juifs. L'Allemagne feignit de poursuivre, d'accord avec la France et l'Angleterre, l'exécution de cet article et s'en servit comme d'un moyen de chantage pour obtenir que le gouvernement roumain rachetât les chemins de fer roumains, dont les actions et obligations étaient surtout entre les mains des hobereaux allemands, et convertit ces titres sans valeur en bonnes rentes sur l'État roumain. Quand, en février 1880, la Roumanie eut cédé sur ce point, l'Allemagne se désintéressa des Juifs, reconnut la pleine indépendance de la Roumanie et la France se déclara de son côté prête à entrer en relations diplomatiques régulières avec le gouvernement princier. Telle est l'histoire

qu'expose en cette brochure M. Mosco Marcu, s'appuyant surtout sur les Mémoires du roi Karol. C. PF.

#### HISTOIRE DE SUISSE.

— L'état-major fédéral a fait paraître la troisième livraison de l'*Histoire militaire de la Suisse* (Berne, Kuhn, 1913, 81 p. in-8° et 3 cartes; voir *Rev. histor.*, t. CXXI, p. 239). M. J. HAENE y décrit l'organisation militaire de l'ancienne Confédération à l'apogée de sa puissance, c'est-à-dire pendant la seconde moitié du xv<sup>e</sup> siècle. La vigueur des Suisses, leur amour de la liberté ne sont pas les seules causes de leurs succès retentissants : il faut y ajouter le soin qu'ils mettaient à être continuellement prêts à la guerre. Cette préparation se manifeste dans l'obligation du service militaire, imposée à tous les hommes valides dès l'âge de seize ans, dans les inspections périodiques de l'armement personnel dont chaque soldat devait se pourvoir lui-même — et qu'il conservait chez lui comme le fait encore aujourd'hui le soldat suisse — dans l'attention donnée, en temps de paix, à l'instruction militaire des classes les plus jeunes. Enfin, les règles qui présidaient à la mobilisation et à l'organisation des troupes, à leurs marches, à leurs formations de combat, témoignent également d'un esprit militaire très développé. Ce côté si important de la vie nationale des anciens confédérés a été fort bien mis en lumière par M. Haene, qui prépare depuis longtemps un ouvrage d'ensemble sur l'art militaire suisse. — Le chapitre de M. K. MEYER, sur la politique transalpine et les expéditions des confédérés au delà des Alpes jusqu'à la victoire de Giornico (1478), se lit aussi avec intérêt. Après l'échec de la politique des empereurs allemands en Italie, les petits cantons des Waldstaetten reprennent pour leur propre compte, contre Milan, la lutte pour la possession du Gothard et des passages voisins qui assurent les communications à travers les Alpes. Bellinzzone et Domo d'Ossola tombent entre leurs mains. Mais le manque d'unité dans la politique extérieure des cantons empêche ceux-ci de conserver ces points stratégiques. A la paix de 1480, Uri doit se contenter d'acquiescer définitivement la Léventine, premier échelon dans la conquête de la Suisse italienne. Bien documentée, l'étude de M. Meyer apporte quelques traits nouveaux à l'histoire de ces premières expéditions, préludes des grandes campagnes des Suisses dans le Milanais. V. v. B.

#### HISTOIRE DE LA MUSIQUE.

— *L'Année musicale*, publiée par M. BRENET, J. CHANTAVOINE, L. LALOY, L. DE LA LAURENCIE, 3<sup>e</sup> année : 1913 (Paris, Félix Alcan, 1914, in-8°, 358 p.; prix : 10 fr.). — Le tome III de l'*Année musicale*, paru peu de temps avant la guerre, est composé comme ses aînés : 1<sup>o</sup> de quelques travaux d'érudition « musicologique » ; 2<sup>o</sup> d'un article de M. Jean CHANTAVOINE sur la *Musique française* durant l'année qui a précédé l'apparition du volume ; 3<sup>o</sup> d'une trentaine de comptes-



rendus. Nous ne reviendrons pas sur les regrets que cette conception d'une *Année musicale* où l'« année musicale » n'est étudiée qu'en un seul et très bref article concernant la France (p. 283-289) peut légitimement faire naître; et nous nous bornerons à constater que cette publication tend à devenir moins une revue annuelle du mouvement musical ou de l'histoire de la musique qu'un recueil d'études savantes dont le seul lien réside dans l'emploi d'une même rigoureuse méthode. Ce principe une fois admis, on ne s'étonnera pas que M. Brenet et ses collaborateurs veuillent non pas tant faire eux-mêmes œuvre d'historiens que faciliter les recherches futures et fournir à leurs confrères d'utiles instruments de travail. Aussi les deux tiers du volume (et nous faisons même abstraction des comptes-rendus) sont-ils occupés par des travaux d'ordre purement bibliographique, dont, au surplus, l'importance n'a pas besoin d'être soulignée. C'est d'abord une grande *Bibliographie des bibliographies musicales* de M. BRENET (p. 1-152), laquelle est divisée en cinq parties : ouvrages généraux de bibliographie musicale; bibliographies « individuelles », classées par noms de musiciens; catalogues d'ouvrages de musique ou de littérature musicale conservés dans les bibliothèques publiques, dans l'ordre alphabétique des noms de villes; catalogues de bibliothèques privées, dans l'ordre alphabétique des noms de possesseurs; catalogues d'éditeurs et de libraires. C'est ensuite un *Catalogue sommaire des Écrits des théoriciens de la musique conservés dans le fonds latin des manuscrits de la Bibliothèque nationale* par M. Louis ROYER (p. 206-246), et enfin un travail de M. CUCUEL sur les documents et les ouvrages à consulter pour l'histoire de l'Opéra-Comique en France (p. 247-282). Le seul mémoire d'histoire musicale proprement dite est dû à M. DE LA LAURENCIE. Ce sont des « notes biographiques » sur *André Campra, musicien profane* († 1744), dont M. de La Laurencie avait déjà étudié la carrière comme musicien d'église dans le *Recueil de la Société internationale de musique* (ann. 1909, p. 159 et suiv.). En tant que « musicien profane », Campra se fit surtout connaître par des ballets et des opéras, dont quelques-uns, et notamment un *Tancrède* joué en 1702, furent assez bien accueillis, sans cependant valoir à leur auteur aucun succès franc et durable. L'étude de M. de La Laurencie, malheureusement cantonnée sur le terrain biographique et on pourrait dire « individuel », n'en constitue pas moins une utile étude sur l'histoire de la musique de théâtre au temps de Louis XIV et de Louis XV.

L. H.

— Henri COLLET. *Victoria* (Paris, F. Alcan, 1914, in-16, 213 p. et 1 pl.; collection *les Maîtres de la musique*; prix : 3 fr. 50). — M. Henri Collet a écrit pour la collection des *Maîtres de la musique* une étude enthousiaste sur Thomé de Victoria (né vers 1535, † vers 1608), chapelain de l'impératrice Marie, fille de Charles-Quint et femme de l'empereur Maximilien II. L'œuvre de Victoria, tout entière composée de motets, de messes et de chants sacrés, a été récemment recueillie et commentée par l'érudit « musicographe » espagnol Felip

Pedrell en une grande édition qui ne compte pas moins de huit volumes (Breitkopf et Härtel, 1902-1913). On sait que Victoria passa à Rome quelques-unes des années les plus fécondes de sa carrière musicale au temps de l'illustre Palestrina, et l'on sait aussi que ce dernier exerça sur son talent une influence que M. Collet lui-même ne songe pas à nier, bien qu'il vante les mérites et l'originalité du musicien castillan en des termes qu'on aimerait plus simples, plus mesurés. La biographie de Victoria surtout l'a incité à des débauches d'un romantisme aujourd'hui un tant soit peu démodé, et pour notre part, nous eussions préféré qu'il se donnât moins de mal pour « essayer de colorer » (nous nous servons de ses propres expressions) « les documents secs et indifférents » que M. Pedrell a exhumés des archives d'Avila : les œuvres mêmes de Victoria, en leur âpre et émouvante exaltation mystique, sont assez significatives et « colorées » pour dispenser de l'emploi de cette « couleur locale » ; et nous nous empressons d'ajouter que, dans la partie de son livre où il les a étudiées, M. Collet, revenant à un style moins imagé et à une forme plus simple, a su nous apporter à maintes reprises des détails instructifs et dont les historiens de la musique religieuse au XVI<sup>e</sup> siècle pourront utilement faire leur profit.

L. H.

— Sous la direction de M. Albert Lavignac, professeur au Conservatoire de Paris, paraît à la librairie Ch. Delagrave une *Encyclopédie de la musique*, dont la première partie est consacrée à l'histoire de cet art. Cette histoire prétend être la plus complète qui ait été conçue jusqu'à présent : elle embrasse le monde entier et toute l'humanité. L'Égypte, l'Assyrie, la Syrie, la Perse, la Judée, la Chine, le Japon, l'Inde, la Grèce, le Moyen Âge, l'Italie, l'Allemagne, la France, la Belgique, l'Angleterre, l'Espagne, le Portugal, la Russie, la Finlande, la Scandinavie, l'Autriche-Hongrie (École Tchèque), les Tziganes, les Arabes, la Turquie, le Thibet, l'Éthiopie, la Birmanie, l'Annam, l'Insulinde, Madagascar, les Canaries, l'Amérique, les Indiens-Peaux-Rouges y ont trouvé ou y trouveront (la publication a été interrompue à cause de la guerre) de savants et judicieux interprètes. Des professeurs français (comme MM. Saint-Saëns, Camille Le Senne, Romain Rolland) et étrangers, les autorités des conservatoires du monde entier s'y donnent rendez-vous pour démontrer avec une science approfondie l'évolution de la musique. On nous permettra néanmoins de signaler l'absence d'un chapitre concernant la musique polonaise. Comment se fait-il que, dans un programme d'une telle ampleur, ait pu être omise la musique de toute une nation, d'une civilisation vieille de mille ans ? A la page 1079, dans un bel article de M. Raymond Duval sur la musique allemande, nous trouvons un chapitre intitulé *Chopin* ; surpris de voir ce nom français appartenant à un Polonais — confisqué par l'impérialisme allemand — nous lisons dans une note : « On s'étonnera peut-être de voir incorporer Chopin à la musique allemande ; mais, puisque l'art polonais ne fait point l'objet d'une étude spéciale dans cette Encyclopédie, il paraîtrait moins logique et

plus superficiel d'associer Chopin à la musique française, à laquelle, psychologiquement, il ne se rattache en rien. En réalité, la Pologne lui doit de compter au premier rang dans le concert musical des nations... » Cette note est stupéfiante : la Pologne « compte au premier rang dans le concert musical des nations », mais d'un autre côté l'art polonais ne fait point l'objet d'une étude spéciale dans cette Encyclopédie!... Pourquoi? Faute de spécialistes? Il serait donc plus facile de trouver un spécialiste connaissant la musique tzigane ou celle des Peaux-Rouges que la musique polonaise? En fait, il existe toute une littérature polonaise se rapportant à l'histoire de la musique. Rappelons un recueil de M. Surzynski, *Monumenta musices sacrae in Polonia* (Poznan, 1889, I-IV), une histoire (richement illustrée) d'Alexandre Polinski, *Dzieje Muzyki Polskiej* (Varsovie, 1907), où toute la littérature monographique a été refondue. La traduction latine de Sarbiewski (1596-1690) d'un ancien hymne guerrier du XIII<sup>e</sup> siècle, dit *Bogurodzica* (*Diva per latas celebrata terras...*), rendit l'ancienne musique polonaise populaire en Europe. On enseignait la théorie de la musique à l'Université de Cracovie dans la deuxième moitié du XV<sup>e</sup> siècle. En 1512 paraissait à Cracovie *Epithome utriusque musices*. À côté des Italiens, des Hollandais, des Hongrois, des Allemands, la Pologne du XVI<sup>e</sup> siècle se glorifiait d'avoir aussi à son service des musiciens polonais tels que Venceslas de Szamotuly, protestant († 1572), Martin de Léopol († 1589), Thomas de Szadek, Nicolas Zielenski (*Partitura pro Organo offertoria totius anni, auctore Nicolao Zielenski Polono, Venetiis, 1611*), Gomolka Nicolas (*Melodiae* pour le psautier polonais de Jean Kochanowski, Cracovie, 1580, en polonais).

Autrefois, la musique polonaise était représentée à Paris par Chopin, dont le grand musicien Robert Schumann disait que pour le comprendre il faut savoir qu'il est Polonais. Aujourd'hui, c'est I. Paderewski qui la représente. Entre ces deux-là, une foule de noms, presque ignorés en France, cités ailleurs (cf. Riemann, *Geschichte der Musik seit Beethoven*, Berlin, 1901, ch. XIII : « La musique nationale », où sont cités Moniuszko, Kurpinski, Dobrzynski, Elsner, Noskowski...). En 1863, un éditeur français faisait paraître un volume de *Chants polonais* par Stanislas Moniuszko. En 1857, Albert Sowinski publiait à Paris un *Dictionnaire biographique des Musiciens polonais et slaves*, précédé d'une introduction historique (Paris, 1857, librairie Adrien Le Clerc, XI, 599). Aujourd'hui, hélas! une *Encyclopédie* ne pouvant nier l'existence de Chopin l'abandonne aux Allemands et raye de son programme historique la musique polonaise, quoique « les Polonais comptent au premier rang dans le concert musical des nations...! ». Heureusement, il est encore temps de combler cette invraisemblable lacune.

Stanislas POSNER.

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

### FRANCE.

1. — **Le Moyen Âge.** 1915, juillet-décembre. — LÉON MIROT. Documents relatifs à des révoations de sceaux (on entendait par là l'acte par lequel le possesseur déclarait que son sceau avait été perdu ou lui avait été dérobé et que par suite il entendait ne plus en faire usage; à Paris, ces déclarations étaient enregistrées au Châtelet. Exemples de pareilles déclarations, fin XIV<sup>e</sup> et début du XV<sup>e</sup> siècle, rangées par ordre alphabétique des possesseurs). — Jacques DE FONTRÉAULX. Les diplômes carolingiens de l'église cathédrale Saint-André de Bordeaux (six diplômes, dont un seul, n° 3, nous a été conservé; le n° 1 est cité dans le n° 3; les quatre autres ne nous sont connus que par l'analyse donnée au XVII<sup>e</sup> siècle par l'historien Hierosme Lopès; de ces quatre actes, deux sont faux). = C.-rendus : Einhard's *Life of Charlemagne*, édit. par H.-W. Garrod et R.-B. Mowat (leçons contestables). — G. Daumet. *Mémoires sur les relations de la France et de la Castille de 1255 à 1320* (excellent). — F.-M. Graves. Quelques pièces relatives à la vie de Louis I<sup>er</sup>, duc d'Orléans, et de Valentine Visconti, sa femme (144 documents, dont 131 inédits). — H. de Flamare. *Le Nivernais pendant la guerre de Cent ans. Le XV<sup>e</sup> siècle*; t. I (œuvre publiée après la mort de l'auteur; ce t. I embrasse les années 1404 à 1430; utile instrument de travail). — A. Dufourcq. *L'avenir du christianisme*; 1<sup>re</sup> partie, t. VII (conduit de 1303 à 1527; ce volume termine de façon magistrale l'étude du moyen âge chrétien). — F. Scheurer et A. Lablotier. Fouilles du cimetière barbare de Bourogne exécutées de 1907 à 1909 (Bourogne est à treize kilomètres au sud de Belfort; le livre peut être proposé en modèle à ceux qui entreprendront l'exploration d'un ancien cimetière). — Bibliographie (livres nouveaux et périodiques).

2. — **La Révolution française.** 1916, mars-avril (lire *supra*, p. 184, l. 18, 1916 au lieu de 1915). — Assemblée générale annuelle de la société de l'histoire de la Révolution (26 mars 1916). — Marcel ROUFF. Le manifeste de Brunswick (ce manifeste de 1792 est réellement l'œuvre des ministres prussiens et autrichiens; impression qu'il produisit à Paris). — Cl. PERROUD. La société française des amis des noirs (elle fut fondée par Brissot en 1788; liste des membres; on trouve des traces de son activité jusqu'en 1799). — Paul GAFFAREL. Second consulat de Fréron à Marseille, 31 octobre 1795-22 mars

1796; 1<sup>er</sup> article (Fréron fut chargé après le 13 vendémiaire de l'administration des affaires de Marseille; il n'y arriva que le 31 octobre 1795; ses premières mesures). — A. TUETEV. L'émigration et le séquestre des biens de J. Necker (bien que Genevois, il fut inscrit sur la liste des émigrés par le département de Paris, le 28 mai 1793; il n'en fut rayé que par un arrêté du Directoire exécutif du 13 thermidor an VI). — R. BONNET. Un projet d'alliance franco-russe sous Louis XV (ce projet est exposé dans une lettre du prince de Conti à un conseiller de Fleury, vers 1740; la provenance du document n'est pas indiquée). = Document : Lettre de l'ex-conventionnel Gamon à Fouché, 30 août 1815. = C.-rendu : *Vicenzo Mellini. L'Isola d'Elba* durante il governo di Napoleone I (compilation abondante, un peu confuse).

3. — **Revue des études anciennes.** 1916, avril-juin. — M. HOLLEAUX. La mort d'Antiochos IV Épiphanès (prouve qu'Antiochos IV est mort comme Antiochos le Grand, en cherchant à dépouiller un temple en Élymaïde; il n'y a pas eu chez les historiens anciens une confusion entre la mort du père et celle du fils). — H. DE LA VILLE DE MIRMONT. Annaeus Serenus, préfet des vigiles; I (parle des divers incendies de Rome dans les premiers temps de l'Empire et de l'organisation des vigiles sous Auguste). — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines. LXX. « Camps de César » (on a recherché en tout temps ces camps de César; Sidoine Apollinaire en signale un en Auvergne au <sup>ve</sup> siècle). — G. RADET. Le camp de Cyrus, à propos des « camps de César » (en Orient, on cherchait les camps de Cyrus, et il y eut confusion entre Cyrus l'Ancien et Cyrus le Jeune). — M. HÉBERT. Documents fournis à la préhistoire par Grégoire de Tours (on retrouve chez lui la vieille idée d'une puissance miraculeuse et aussi celle que le mort habite la tombe, corps et âme, et y continue de vivre; il mentionne aussi quelques monuments préhistoriques : pierres à écuellles, cupules, empreintes des sabots de l'âne de saint Martin). — Dr O. GUELLIOT. Recherches sur l'origine des légendes; mosquée de Buzancy (on prétend que Pierre d'Anglure construisit une mosquée dans cette localité des Ardennes : comment cette légende est née). — C. JULLIAN. Chronique gallo-romaine. = C.-rendu : *P. Gauckler. Nécropoles puniques de Carthage* (belle publication).

4. — **Revue des études historiques.** 1916, janvier-mars. — François ROUSSEAU. Les sociétés secrètes et la Révolution espagnole en 1820 (la franc-maçonnerie; les comuneros; associations secondaires composées d'étrangers; conclusions très sévères pour les membres de ces sociétés). — J. MATHOREZ. La pénétration des Allemands en France sous l'Ancien régime (à partir du début du <sup>xv</sup> siècle, lors de l'arrivée d'Ysabeau de Bavière; les hanséates dans les villes maritimes; les pèlerinages allemands au Mont-Saint-Michel; les imprimeurs allemands; Allemands naturalisés par François I<sup>er</sup>; étudiants allemands

dans les universités; les banquiers allemands de Lyon : les Kleberg et les Herwarth. Étude très intéressante; l'auteur ne parle pas des mineurs allemands appelés par Jacques Cœur pour l'exploitation des mines du Beaujolais; à suivre). — E. EUDE. L'itinéraire parisien de Jeanne d'Arc en la journée du 8 septembre 1429 (de l'église de La Chapelle à la bastille Saint-Honoré. Jeanne n'avait point l'autorisation de donner l'assaut à Paris, mais simplement de faire des « vaillances d'armes »; elle enleva la barrière Saint-Honoré; puis, comptant qu'à cause de la Nativité de la Vierge la muraille serait mal défendue, elle ordonna l'assaut où elle fut blessée). — A. LABORDE-MILAA. Les études historiques françaises à l'exposition de San Francisco (à propos de l'article de Ch.-V. Langlois dans : *la Science française*). — C.-rendus : L. Perrichet. La grande chancellerie de France, des origines à 1328 (bon). — A. de Boüard. Études de diplomatique sur les actes des notaires du Châtelet de Paris (bonne étude technique). — Comte de Saint-Pol. Les seigneurs de Francières (en Picardie, près d'Abbeville; documents remontant à 1372). — Éd. Maugis. Histoire du Parlement de Paris; t. I et II. — Eug. Welvert. Notes et souvenirs de Théodore de Lameth (suite aux Mémoires). — E. Denis. La grande Serbie; A. Pingaud. L'Italie depuis 1870 (deux excellents ouvrages).

5. — **Revue des études napoléoniennes.** 1916, mars-avril. — Ph. SAGNAC. L'organisation française et la réunion des pays rhénans, 1797-1802 (étudie l'œuvre : 1<sup>o</sup> sociale, économique et financière; 2<sup>o</sup> politique et administrative; 3<sup>o</sup> religieuse, politique et morale, de la France républicaine; montre quels ont été les vœux de la population à l'égard de la France; malgré d'inévitables résistances et une certaine indifférence, « beaucoup de Rhénans, paysans, ouvriers et bourgeois, votèrent pour la réunion de leur pays à la France; leurs adresses et leurs pétitions ont le même caractère que les cahiers des États-Généraux de 1789 »; elles sont « comme le testament de l'ancienne société rhénane »). — H. CLOUZOT. Les résidences du second Empire : les Tuileries (avec quatre plans et deux planches hors texte). — Paul MARMOTTAN. Le palais impérial de Strasbourg; 4<sup>e</sup> partie (suite des documents relatifs à l'ameublement de ce palais).

6. — **Revue des sciences politiques.** 1916, 15 avril. — Nos grandes colonies et la guerre. I. Henri BRENIER. Indo-Chine (la colonie a peu souffert au point de vue économique, puisqu'elle a dû simplement restreindre ses achats). II. Jean BARBIZET. Tunisie (prospérité continue du pays de protectorat; tous les efforts allemands auprès des indigènes musulmans ont échoué). — Henri LORIN. L'Amérique latine en 1915 (la crise mexicaine; la convention de l'A. B. C.; le pan-américanisme). — G. WAMPACH. Une poignée d'Allemands libéraux (la ligue du *Neues Vaterland*; Alfred-H. Fried; l'auteur de *J'accuse*; Hermann Fernau). — Général MALLETERRE. Les opérations de la



guerre de 1914. III : la victoire de la Marne. — Charles DUPUIS. L'Allemagne et le droit des gens (d'après le livre de Jacques de Dampierre). — M. CLAUDEL. De la constance ez calamitez publiques (d'après le livre de Guillaume du Vair, que viennent de rééditer MM. Jacques Flach et Funck-Brentano). = C.-rendus. Ouvrages sur la guerre, parmi eux : C. Ernest FAYLE. *The Great settlement* (ouvrage de bonne foi et de bonne volonté); Dr Le BON. Enseignements psychologiques de la guerre européenne (essaie d'expliquer comment en Allemagne le culte de la Force se concilie avec les aspirations mystiques); Alejandro ALVAREZ. La grande guerre européenne et la neutralité du Chili (expose les faits et sait les juger). — L. REYNAUD. Histoire générale de l'influence française en Allemagne (étude forte, documentée, instructive, méritoire).

7. — **Revue historique de la Révolution française.** 1915, juillet-septembre. — Comtesse d'HAUTEFORT. La duchesse de Berry à Blaye. Journal de sa compagne de captivité, 1832-1833, publié et annoté par F. UZUREAU (très intéressant, surtout en ce qui concerne le rôle joué par Bugeaud). — Albert ESPITALIER. Antonmarchi était-il médecin? (docteur en médecine de l'Université de Pise en 1808, il fut nommé prosecteur à Florence en 1813; la chute de l'Empire le priva de cette place et, comme il n'avait rien, il fut heureux d'être choisi pour aller soigner l'Empereur à Sainte-Hélène. Pas plus que ses prédécesseurs, il ne réussit à diagnostiquer exactement l'affection dont souffrait le malade; il réussit néanmoins à calmer pendant quelques temps ses douleurs. Il ne mérite donc pas la réprobation que certains historiens ont fait peser sur sa mémoire). — Lucien PEISE. Rovère acquéreur du couvent de Gentilly à Sorgues. — J.-P. PICQUÉ, député des Hautes-Pyrénées à la Convention. Souvenirs inédits; suite (on arrive maintenant à la Révolution. Beaucoup plus de phrases que de faits). — MARIE-CAROLINE, reine des Deux-Siciles. Lettres inédites au marquis de Gallo, 1789-1806; suite et fin. — O. KARMIN. Un procès-verbal de la section de Mutius-Scévola sur l'explosion de la poudrière de Grenelle, 14 fructidor an II. — Id. Quelques remarques inédites de Francis d'Ivernois sur la popularité de Frédéric II de Prusse à Neuchâtel et dans le reste de l'Europe. — H. MONIN. Bonaparte et la république de Saint-Marin. = C.-rendus : A. Lavoine. La famille de Robespierre (bon). — V. Mellini. L'Isola d'Elba durante il governo di Napoleone I (intéressant). — H. Barth. Bibliographie der Schweizer Geschichte enthaltend die selbständig erschienenen Druckwerke zur Geschichte der Schweiz bis Ende 1913; Bd. III (fin de ce très utile ouvrage qui comprend plus de 33,000 numéros).

8. — **Journal des savants.** 1916, février. — R. CAGNAT. La ville de Thubursiae Numidarum en Algérie (d'après la publication de Stan. Gsell et de Ch.-Alb. Joly; les ruines de cette ville, centre d'une tribu numide, où il n'y eut aucune colonisation romaine, se trouvent

à une quarantaine de kilomètres sud-ouest de Souk-Abras). — H. CORDIER. Études américaines (d'après le manuel de H. Beuchat qui embrasse le nord et le sud de l'Amérique; l'auteur a disparu en 1914 dans une expédition dans les régions arctiques). — S. DE RICCI. La jeunesse de Shakespeare; suite et fin (d'après le livre de Sir Sidney Lee). — G. LAFENESTRE. Rapport sur le Musée Condé à Chantilly en 1915. = C.-rendus : F. Sartiaux. Les sculptures et la restauration du temple d'Assos en Troade (conclusions très plausibles). — H. B. Walters. Catalogue of the greek and roman lamps in the British Museum (appelé à rendre les plus grands services). — Bartlett van Hoesen. Roman cursive writing (intéressantes observations de M. Prou). = Mars. P. BOISSONNADE. La vie urbaine à Douai au moyen âge; I (à propos du beau livre de G. Espinas « qui dépasse l'horizon d'une étude locale. Son livre est en réalité une sorte de synthèse de l'histoire comparée des institutions urbaines, considérées du point de vue juridique, politique, économique et social dans les régions germaniques et flamandes, de même que dans les pays de la France du Nord »). — A. JEANROY. Les troubadours en Italie aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> s. (d'après l'ouvrage de Giulio Bertoni). — R. LANTIER. Les grands champs de fouilles de l'Espagne antique, 1900-1915; I (à l'île d'Ibiza, l'une des Baléares; à Ampurias, près du cap Creus). — B. HAUSSOULIER. Athènes au XVII<sup>e</sup> siècle : capucins et consuls (d'après un recueil de la mission des capucins à Constantinople, récemment entré à la Bibliothèque nationale; en a tiré ce qui concerne l'établissement des capucins à Athènes, créé en 1657, et les divers consuls français). = C.-rendus : M. Gauthier. Le livre des rois d'Égypte; t. IV, 1<sup>re</sup> fascicule (très important). — Delaville Le Roulx. Les Hospitaliers à Rhodes jusqu'à la mort de Philibert de Naillac, 1310-1421 (ouvrage posthume, avec une introduction du marquis de Vogüé; excellent).

9. — **Polybiblion**. 1916, mars. — Publications relatives à la guerre européenne; parmi elles : abbé Augustin Aubry. Ma captivité en Allemagne (le témoignage de l'abbé Aubry restera comme une marque d'infamie imprimée sur la face de l'Allemagne prussianisée); Teodoro Rovito. Oltre gli antichi confini (impressions d'un journaliste napolitain qui a visité le théâtre de la guerre italo-autrichienne). — L. Jalenques. Le dixième et les vingtièmes dans la province d'Auvergne (intéressant et suggestif). — H. Hauser. Les méthodes allemandes d'expansion économique (l'œuvre la plus complète et la plus sérieuse, celle qui fait le mieux connaître l'Allemagne industrielle sous ses divers aspects). — Eug. Cavaignac. Histoire de l'antiquité; t. III (composition très étudiée, style ferme). — Jules Thomas. Le Concordat de 1516, ses origines, son histoire au XVI<sup>e</sup> siècle (beaucoup de digressions et d'inutiles redites). — H. Hauser. Les sources de l'histoire de France, XVI<sup>e</sup> siècle (excellent). — Rapports et notices sur l'histoire des Mémoires du cardinal de Richelieu (jetent un jour curieux sur le caractère de Richelieu qui préparait avec soin sa renommée).

— Au Congrès de Vienne. Journal de Jean-Gabriel Eynard (très intéressant). — *G. Fouad*. L'Allemagne historique, intellectuelle et morale (quelques faits intéressants). — *Ramón Albó y Martí*. Barcelona caritativa, benéfica y social (étude de près les nombreuses œuvres de bienfaisance à Barcelone, développées en partie par lui). = Avril. Publications relatives à la guerre européenne; parmi elles : *George B. Mc. Clellan*. The hell of the war (les sympathies de l'auteur le rendent, inconsciemment ou non, partial pour l'Allemagne); *Eg. d'Arcis*. Les Anglais et la guerre (instruit avec charme); *Luigi Barzini*. Al fronte (œuvre admirable sur le front italien). — *E. MANGENOT*. Publications récentes d'écriture sainte et de littérature orientale. — *Ulysse Chevalier*. Regeste dauphinois; t. IV (excellent). — *R. Delachenal*. Histoire de Charles V; t. III : 1364-1368 (tout à fait remarquable). — *L. de Lanza de Laborie*. Essais historiques et biographiques (le recueil ne peut qu'augmenter la réputation de l'auteur).

**10. — Revue critique d'histoire et de littérature.** 1916, 25 mars. — *G. Noel*. Au temps des volontaires, 1792. Lettres d'un volontaire de 1792 (assez intéressant; beaucoup de corrections proposées par A. Chuquet). — *P. de Joinville*. Le réveil économique de Bordeaux sous la Restauration. L'armateur Balguerrie-Stuttenberg et son œuvre (très bon travail sur Bordeaux de 1815 à 1825). — Lettres et documents pour servir à l'histoire de Joachim Murat, 1767-1815, publiés par S. A. le prince Murat, avec une introduction et des notes par *Paul Le Brethon*; t. VI-VIII (important. A. Chuquet signale une quarantaine de lettres inédites qui ne figurent pas dans ce recueil). = 1<sup>er</sup> avril. *H. Jagot*. Les origines de la guerre de Vendée (bon ouvrage de vulgarisation; mais beaucoup de lacunes dans l'information. « Le mouvement vendéen, au moins à ses débuts, fut purement religieux; l'idéal royaliste se développa seulement plus tard »). — Major Z. La guerre de la succession d'Autriche. Campagne de 1744 dans les Pays-Bas. Opérations militaires sur le Rhin et le Main en 1745 (bon). — Capitaine A. Latreille. Un procès militaire sous l'ancien régime : l'affaire du régiment Royal-Comtois (singulière histoire, bien présentée, d'un procès qui aboutit en 1773 à la condamnation de trente-trois officiers, qui furent réhabilités en 1791). — *E. Richter*. Konrad-Ingelbert (Elsner und die französische Revolution (excellent). — *H. de Roos*. Avec Napoléon en Russie. Souvenirs de la campagne de 1812 (curieux et attachant). — Lieutenant *Fliecx*. Le lendemain d'Abensberg et de Ligny (se propose de montrer que Napoléon s'est trompé sur l'état moral de l'armée battue; mais après Abensberg, en avril 1809, l'erreur a été réparée par Davout; après Ligny, en 1815, pareille erreur n'a pas été réparée par Grouchy). — *G. Cirilli*. Journal du siège d'Andrinople (en 1912; excellent). — Capitaine A. de Tarlé. Comment l'Allemagne prépare la guerre (en exaltant le patriotisme par tous les moyens possibles). — Général Palat. Les probabilités d'une

guerre franco-allemande (en 1913). = 8 avril. E. WELVERT. Conventions régicides. I. Chazal. — F. Larnau. Les sciences juridiques et politiques (utile abrégé). — L. Schemann. Gobineaus Rassenwerk; Gobineau, eine Biographie; Quellen und Untersuchungen zum Leben Gobineau (ces trois ouvrages fournissent à M. E. Seillière l'occasion et les moyens de retracer la biographie de Gobineau et d'étudier sa théorie des races. Il est intéressant de constater que Gobineau, dans son *Essai sur l'inégalité des races humaines*, déclarait : « Les Allemands ne sont pas d'essence germanique »; et il les plaçait au-dessous des Français pour la valeur de leur race. L'Angleterre seule, à ses yeux, conservait quelque vestige de l'ancienne énergie aryano-germanique. Quant à Gobineau lui-même, ses inclinations allemandes pourraient lui venir de son père naturel, qui paraît avoir été Henri Scheffer, frère d'Ary et fils d'un bourgeois de Mannheim). = 15 avril. A. CHUQUET. I. Un jugement de l'archiduc Rodolphe (rapporte quelques confidences faites par l'archiduc à l'ambassadeur de France en 1888 sur le futur Guillaume II, les officiers prussiens, etc.). II. La première prise de Mulhouse en 1914 (résumé de lettres de soldats et de civils allemands). III. Le 17 novembre 1915 à Vouziers (raconte une petite fête donnée dans une salle de la mairie de Vouziers pour célébrer l'anniversaire de la naissance du prince Max, frère du roi de Saxe). — P. Gauckler. Nécropoles puniques de Carthage (publication faite avec grand soin et qui rendra aux savants d'éminents services). — Schemann. Gobineaus Rassenwerk (suite du compte-rendu et de la biographie de Gobineau : sa jeunesse famélique, ses ambitions poétiques et théâtrales). = 22 avril. E. WELVERT. Conventions régicides. II. Dulaure. — H. Prutz. Studien zur Geschichte der Jungfrau von Orleans (contient des vues ingénieuses). — Schemann. Gobineaus Rassenwerk; 3<sup>e</sup> article (Gobineau rédacteur à la *Quotidienne*; il juge d'ailleurs très sévèrement les légitimistes dans les rangs desquels il combat. Son idéal est alors le condottiere italien de la Renaissance, qui faisait la guerre sans nulle attache de cœur pour la cause qu'il avait accepté de défendre. Rapports de Gobineau avec Tocqueville. Son mariage avec M<sup>lle</sup> Clémence Monnerot). — J. Brisac. Ce que les israélites de la Suisse doivent à la France (histoire du « traité d'établissement » de juin 1864 stipulant que « tous les Français, sans distinction de culte », seraient désormais traités comme « les ressortissants chrétiens des autres cantons », ce qui profita aux citoyens suisses de religion juive). = 29 avril. A. CHUQUET. Bismarck et Andrassy en 1879 (bref résumé d'une conversation de Bismarck avec Teisserenc de Bort, ambassadeur de France à Vienne). — Alf. Rambaud. Études sur l'histoire byzantine (très intéressant recueil). — Schemann. Gobineaus Rassenwerk; 4<sup>e</sup> article (Gobineau et la république de 1848. A cette heure, il se dit républicain teinté de socialisme. Chef du cabinet de Tocqueville, ministre des Affaires étrangères en 1849, il devient secrétaire de légation à Berne. Pour lui,

c'est la vie désormais assurée; mais en même temps sa pensée évolue : il devient l'ennemi de la démocratie moderne qu'il voudrait anéantir et ce sont les œuvres de Boulainvilliers qui deviennent son évangile). = 6 mai. Comte de Pimodan. Le comte F.-C. de Mercy-Argenteau, ambassadeur impérial à Paris sous Louis XV et sous Louis XVI (très intéressant). — Schemann. Gobineau's Rassenwerk; 5<sup>e</sup> art. (philosophie de l'histoire, telle que Gobineau se la représente. Il en arrive à tracer le portrait de l'Aryen ou du Germain, « créé pour dominer le monde, le civiliser et disparaître prématurément de la surface du globe par l'infection de la mésalliance, par le mélange conjugal imprévoyant avec les races inférieures ». Ces théories, Gobineau les présente d'abord en vers. Longue analyse du poème de *Manfredine*). = 13 mai. Comte de Pimodan. Le comte F.-C. de Mercy-Argenteau, ambassadeur impérial à Paris sous Louis XV et sous Louis XVI (suite du compte-rendu de A. Chuquet, qui présente beaucoup d'observations et de critiques.) — F. Uzureau. Andegaviana; 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> séries (quand l'abbé Uzureau nous donnera-t-il un bon index de ce recueil de textes?). — L. Schemann. Gobineau's Rassenwerk; 6<sup>e</sup> art. (comment fut écrit l'*Essai sur l'inégalité des races humaines*; analyse de l'ouvrage, qui fut composé en 1851 avec une rapidité déconcertante. Ce qu'il doit au baron Prokesch-Osten).

11. — *Annales de géographie*. 1916, 15 mars. — P. VIDAL DE LA BLACHE. Évolution de la population en Alsace-Lorraine et dans les départements limitrophes (grand changement opéré dans ce pays depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle par le développement de la grande industrie et des chemins de fer; conséquences opérées par la mutilation de 1871). — HIMNER. Contribution à l'étude de la Podolie russe. Les méandres encaissés et les conditions du peuplement. — Édouard BLANC. La colonisation et la mise en valeur de la Sibérie et de la steppe asiatique.

12. — *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*. 1916, janvier-mars. — Ch. BOST. Les deux premiers synodes du désert (le premier se réunit le 21 août 1715, entre Saint-Hippolyte et Anduze, près de Monoblet, Gard; le deuxième le 13 janvier 1716, au même endroit; étude critique de tous les témoignages sur ces deux assemblées). = Documents : Testament de Jean Vaultier, ministre de Secqueville-en-Bessin, Calvados (1564); Deux portraits du pasteur de Rouen Jean-Maximilien de l'Angle (1652); Pour-suites exercées contre quinze protestants de Saintonge en 1699-1700 (sur les quinze, treize furent condamnés aux galères à perpétuité); Lettres et allocutions de Napoléon aux protestants français. = C.-rendus : L. Romier. Les origines politiques des guerres de religion (ouvrage important dont le titre est inexact). — Paul Viard. La dime en France au XVI<sup>e</sup> siècle (sujet traité à fond). — Ernest Jovy. Le médecin Antoine Menjot. Notes péripascalienues (biographie atta-

chante d'un homme dont Pascal a apprécié l'esprit et les écrits et qui était attaché à la Réforme).

**13. — Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques. Section des sciences économiques et sociales.** Année 1912 (avec la date de 1915; distribué en avril 1916). Compte-rendu des séances; rien à signaler. = Fascicule consacré au Congrès des sociétés savantes de 1912 tenu à Paris: Ph. BARREY. Un projet de représentation commerciale aux États-Généraux de 1789 (vœu émis en 1788 par la Chambre de commerce de Nantes; il fut envoyé aux principales villes de commerce et de manufactures et obtint l'approbation générale; il n'y fut pourtant pas donné suite; mais il se constitua en 1789 un Comité des manufactures et du commerce, composé de vingt-sept délégués représentant les grandes villes, avec mission d'éclairer le législateur sur les besoins du commerce). — Capitaine BINET. La tentative d'affranchissement du port de Saint-Malo, 1758-1759 (les habitants, ruinés par les descentes anglaises, demandent la franchise du port; devant l'hostilité des autres villes maritimes, leur demande finit par être repoussée). — Paul GAULTIER. Proudhon et la science sociale (comment il procède par antithèses). — BAZEILLE. La perception et le recouvrement des impôts dans le canton de Mesle-sur-Sarthe (Orne; du 1<sup>er</sup> frimaire an IV au 30 prairial an VIII). — A. LE GRIN. La disette à Cherbourg en 1812. — É. SEVESTRE. Les édifices du culte de l'an IX à l'an XIII, dans le département de la Manche (la situation matérielle de ces églises, dont beaucoup avaient été réparées spontanément par les fidèles, était meilleure qu'on ne peut supposer). — Id. Les sources de l'histoire du fédéralisme en Normandie (ce sont surtout les rapports des agents du pouvoir exécutif, les dossiers des fédéralistes inculpés devant le Tribunal révolutionnaire, des notes au Record Office; publie quelques-unes de ces notes).

**14. — Bulletin hispanique.** 1916, avril-juin. — J. SAROIHANDY. La Pastorada de Perarrúa (Perarrúa est un petit bourg de l'ancien comté de Ribagorza; on y joue le 26 juillet, fête de sainte Anne, une *pastorada*, dialogue entre deux bergers dont le texte est ici reproduit). — J. MATHOREZ. Les Espagnols et la crise nationale française à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle (examine l'évolution des sentiments des Français à l'égard des Espagnols depuis le début du XVI<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1618 où Louis XIII chassa les Espagnols vivant dans l'entourage de la reine; insiste sur les pamphlets dirigés contre eux au temps de la Ligue). — P. PARIS. Junta para ampliación de estudios e investigaciones científicas (la junta a été fondée en 1907 pour former des maîtres compétents, donner une méthode aux étudiants, favoriser par tous les moyens le développement de la science; services rendus par cette institution). — Raymond LANTIER. La basilique chrétienne du théâtre romain de Mérida. = C.-rendu: R. Altamira. La guerra actual y la opinión (le livre est dédié à la mémoire de Gabriel Monod,



*espiritu ecuámine, gran maestro de civismo.* « Cette consultation n'a chance de satisfaire complètement ni les Tyriens ni les Troyens. Elle mérite toutefois d'être méditée et retenue, non seulement à cause de la personnalité de l'auteur, mais surtout comme caractéristique de l'état d'esprit d'un groupe d'hommes distingués et pondérés, qui, tout en prenant parti sur le point essentiel, ne renoncent point à chercher les voies et moyens d'une conciliation désormais bien difficile, si même elle est souhaitable »).

**15. — Bulletin italien.** 1916, janvier-mars. — Ch. DEJOB. La félicité céleste dans la divine Comédie; à suivre. — H. HAUVELLE. Les poésies lyriques de Boccace. I (à propos des éditions de Massèra récemment publiées). — G. RICHARD. Le Credo religieux, politique et social de Joseph Mazzini dans ses rapports avec le *Risorgimento* et la politique contemporaine (d'après les deux volumes de G. M. Calabrò).

**16. — Revue archéologique.** 1915, novembre-décembre. — Colonel Arthur BOUCHER. La bataille de Platées d'après Hérodote (très intéressante discussion sur les forces des deux adversaires en présence, sur le plan de guerre de Mardonius, sur les causes de la défaite des Perses; tire de cet exposé des leçons qui peuvent encore servir aux généraux d'aujourd'hui). — E. POTTIER. Les fresques de la villa du Fondo Gargiulo (admirables fresques trouvées en 1909 dans une villa romaine près de Pompéi; montre tout l'intérêt du mémoire publié sur ces fresques par G. E. Rizzo; accepte dans l'ensemble l'explication donnée par le professeur italien; fait des réserves sur certaines questions secondaires). — Robert DE LAUNAY. Les fallacieux détours du Labyrinthe; suite (explication du disque de Phaistos; sa parenté avec le plomb de Magliano). — THIÉBAULT-SISSON. La cathédrale de Reims (reproduction d'un article du *Temps* du 28 septembre 1915). — C.-rendus : F. Sartiaux. La guerre de Troie et les origines préhistoriques de la question d'Orient (à la fois livre d'archéologie et livre d'actualité). — G. Vasseur. L'origine de Marseille (très intéressant; la mort de l'auteur prive la science française d'un savant doué des plus belles qualités de conscience et de méthode). — Catalogue du musée de la Société archéologique et historique de la Charente (bon). — É. Moreau-Nélaton. La cathédrale de Reims (guide à la fois sûr et ému où l'érudition est puisée aux sources les meilleures; illustration de premier ordre). — R. CAGNAT et M. BESNIER. Revue des publications épigraphiques relatives à l'antiquité romaine, juillet-décembre 1915. — 1916, janvier-février. Franz CUMONT. *Astrologica* (explique la miniature des Très riches Heures du duc de Berry, représentant un personnage dont le corps nu est couvert des signes du zodiaque; chacun des signes est, suivant la doctrine des astrologues grecs, en relations avec une partie du corps humain; antécédents de cette figure). — É. ESPÉRANDIEU. Les monuments antiques figurés

du musée archéologique de Milan; marbres grecs; marbres gréco-romains; nombreuses figures; à suivre. — W. DEONNA. Notes archéologiques (étudie le motif : Éros jouant avec un masque de Silène). — SEYMOUR DE RICCI. Les collections d'objets d'art du moyen âge et de la Renaissance (collections faites au XIX<sup>e</sup> siècle : Du Sommerard, les Rothschild, les frères Dutuit, Frédéric Spitzer, etc.). — Robert DE LAUNAY. Les fallacieux détours du Labyrinthe; suite (tombeau de Porsenna, vase de Tragliatella, etc.). — Salomon REINACH. Le puits du Gévaudan (correction un peu arbitraire d'un vers de Sidoine Apollinaire). = C. rendus : W. Deonna. Les lois et les rythmes dans l'art (on ne saisit pas toujours bien les conclusions). — H. Graillot. Le culte de Cybèle (excellente monographie). — A. Merlin. Guide du musée Alaoui (joli petit guide, très élégant).

**17. — Revue de l'histoire des colonies françaises.** 1915, 1<sup>er</sup> trimestre. — Henri MALO. Une capture difficile (prise d'un navire forban, d'origine anglaise, sur les côtes de Marie-Galante par le gouverneur de cette île, le chevalier de Poincy, en 1735). — Christian SCHEFFER. La « conquête totale » de l'Algérie, 1839-1843; Vallée, Bugeaud et Soult (très important article; en appendice, les instructions confidentielles données par le ministre de la Guerre à Bugeaud). — Eugène SAULNIER. L'hôtel du ministère des Colonies (c'est rue Oudinot l'ancien hôtel que construisit au XVIII<sup>e</sup> siècle Gaillard de Beaumanoir; acquis en 1784 par le comte de Montmorin, il fut vendu sous la Révolution, passa de main en main, appartient pendant un certain temps à Rapp, devint la maison-mère des Frères des Écoles chrétiennes; en 1910, les bureaux du ministère des Colonies en prirent possession). = C.-rendu : William Foster. The english factories in India, 1651-1654 (source documentaire des plus précieuses).

**18. — Revue générale du droit.** 1916, janvier-février. — Jules VALERY. Contrats d'assurance maritime au XIII<sup>e</sup> siècle (suite et fin; examen minutieux de certains documents où l'auteur voit des contrats d'assurance). — J. LEFORT. L'Autriche-Hongrie et le droit des gens (d'après l'ouvrage de R.-A. Reiss, Comment les Austro-Hongrois ont fait la guerre en Serbie). = C.-rendus : Publications sur la guerre : É. Hovelacque, J.-L. de Lanessan, H. Bourgin, Ch. Andler. — A. Chuquet. De Valmy à la Marne; de Frédéric II à Guillaume II (série d'intéressants articles). = Mars-avril. Ch. APPLETON. De quelques problèmes relatifs à l'histoire du mariage. I (combat l'hypothèse d'une promiscuité primitive). — J. BONNECASE. La « notion de droit » en France au XIX<sup>e</sup> siècle; suite (la pensée française, tout en affirmant l'existence de cette notion, a varié sur le problème de son origine et de ses caractères). — René DE KERALLAIN. Les lois des Babyloniens et des Hébreux; suite. = C.-rendus : G. Jéze. Le régime juridique de la presse en Angleterre pendant la guerre (régime plus répressif que préventif). — A. Landry. Notre commerce d'exportation

avant, pendant et après la guerre (très suggestif). — *F. Fleiner*. Le rôle de la Suisse dans l'évolution des théories politiques modernes (intéressante esquisse).

**19. — Le Correspondant.** 1916, 10 avril. — \*\*\*. La situation politique aux États-Unis (le président et le Congrès; l'intervention et la doctrine de Monroe; l'intrigue mexicaine). — *MILES*. Silhouettes de guerre. Le prince Alexandre de Serbie et ses généraux. — \*\*\*. La ville envahie (l'invasion, l'exploitation, l'oppression, l'âme de la ville. Tableau touchant et navrant d'une grande ville française, qu'on ne saurait nommer sans attirer sur elle de coûteuses représailles, pendant l'occupation allemande. C'est le régime prussien dans toute sa froide cruauté). — *M. MARION*. La victoire en l'an II (cinq pages à propos du récent livre d'A. Mathiez). — *Charles STIÉNON*. La première expédition d'Orient. Sur le chemin de Constantinople (suite : attaque sur Anzac et Souvla. Échec de l'expédition de Gallipoli et retraite des Alliés. Des fautes commises qui expliquent cet échec). — *D. BERTRAND DE LAFLOTTE*. Dans les Flandres. Notes d'un volontaire de la Croix rouge, 1914-1915. — *J. GAZIN-GOSSEL*. Les troupes aéronautiques de la première République. = 25 avril. *Ed. ROSSIER*. L'impérialisme allemand dans l'histoire. — *MILES*. Silhouettes de guerre. Le général Jan Smuts (chef de commando et général boer, adversaire du général French; rallié au gouvernement anglais, une fois la paix faite, et deux fois ministre sous Botha, il a contribué à réprimer le soulèvement de ses anciens compagnons d'armes en 1915). — *H. BREMOND*. Les généraux de Shakespeare, à propos du troisième centenaire du poète. — *D. BERTRAND DE LAFLOTTE*. Dans les Flandres. Notes d'un volontaire de la Croix rouge, 1914-1915. II. — *R. BRANCOUR*. Le chant patriotique en France. = 10 mai. \*\*\*. Les forces catholiques en Italie et leur orientation politique future. — *MILES*. Silhouettes de guerre : l'honorable W. M. Hughes, premier ministre d'Australie. — *P. NOTHOMB*. La barrière hollando-belge. Les terres de généralité (histoire de cette frontière depuis la fin du XVI<sup>e</sup> siècle; avec une carte montrant les empiétements de la Hollande et les usurpations de la Prusse au détriment de la Belgique). — *D. BERTRAND DE LAFLOTTE*. Dans les Flandres. Notes d'un volontaire de la Croix rouge, 1914-1915. III (suite d'intéressantes anecdotes). — \*\*\*. L'intervention et la campagne de l'Italie. I : les causes et les étapes de la décision. = 25 mai. *Raoul DU VAURE*. Yuan-che-kaï, empereur. L'évolution politique de la Chine de 1907 à nos jours. — *MILES*. Silhouettes de guerre. *Julien Davignon* (biographie de l'homme d'État belge, qui est mort à Nice le 12 mars 1916). — *F. ENGERAND*. Un chapitre de l'histoire de la métallurgie lorraine. Les forges de Moyeuve (leur exploitation déjà très active au XVIII<sup>e</sup> siècle). — *F. STROWSKI*. Une province oubliée dans le domaine de la littérature française. L'humanisme dévot au XVII<sup>e</sup> siècle (analyse de l'ouvrage de l'abbé Henri Bremond, t. I). — *BIARD D'AUNET*. De l'esprit d'organisation (com-

ment la France a été gouvernée depuis une quarantaine d'années; des vertus et des abus du fonctionnarisme). — M. MARION. La crise du papier sous la Révolution. — BERTRAND DE LAFLOTTE. Dans les Flandres. Notes d'un volontaire de la Croix rouge, 1914-1915. IV (Adinkerke et La Panne en avril 1915. Ruée des Allemands sur Poperinghe et premier emploi des gaz asphyxiants; dépression morale pendant les premiers jours chez les blessés; la gaieté renaît dès qu'on a senti qu'« ils ne passeront pas! »).

**20. — Études.** Revue fondée par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1916, 20 mars. — Joseph GUILLERMIN. Une victime de la guerre: le préhistorien Joseph Déchelette (analyse l'œuvre de l'éminent archéologue). — Adhémar d'ALÈS. L'espérance du salut au début de l'ère chrétienne. III: l'espérance d'Israël (le messianisme; le pharisaïsme rabbinique, le mouvement apocalyptique). — Impressions de guerre. XXVI: cinq mois dans les tranchées d'Artois avec une brigade territoriale; une conversion (récits de deux aumôniers). — H. DU P. Quelques livres autour de la guerre (*F. Engerand. L'Allemagne et le fer; G. Alphaud. L'action allemande aux États-Unis; Henry d'Estre. D'Oran à Arras, etc.*). — Yves DE LA BRIÈRE. Chronique du mouvement religieux (à propos de la lettre de Benoît XV au cardinal Pompili, 4 mars 1916). = C.-rendus: *P. Delannoy. L'Université de Louvain* (excellent). — L. Noël. Louvain, 891-1914 (ouvrage pour le grand public, de lecture agréable). = 5 avril. Jules LEBRETON. Pensées chrétiennes sur la guerre. II. — Adhémar d'ALÈS. L'espérance du salut au début de l'ère chrétienne. IV (la bonne nouvelle du royaume des cieux; sens de cette expression: le royaume des cieux; rôle du Précurseur). — François DATIN. L'église anglicane et le service militaire des Clergymen. — Léopold GAIN. Dans la Chine nouvelle. III: vers l'Empire (les troubles de 1913; le gouvernement personnel de Yuan-che-kai). — Impressions de guerre. XXVII: l'automne aux tranchées d'Orient. Fragments du journal d'un aumônier (5 septembre-31 octobre 1915). = C.-rendus: *H. Hauser. Les sources de l'histoire de France, xvi<sup>e</sup> siècle, t. IV* (bon; quelques réserves sur les jugements de Hauser). — J. M. PILVEN. Mgr Dombidau de Crouseilles et la restauration du culte dans le diocèse de Quimper et de Léon, 1805-1823 (documentation très précise). = 20 avril. Dans la fournaise (deux articles sur la bataille de Verdun; l'un: la dernière barrière, du sergent Paul D., racontant les faits du 26 au 30 février; l'autre: dix jours au fort de Vaux, de l'aumônier Paul C., allant du 7 au 18 mars). — Pierre GUILLOUX. L'amour dans saint Bernard. I: l'amour de Dieu (extraits des œuvres). — Adhémar d'ALÈS. L'espérance du salut au début de l'ère chrétienne. V: la lumière et la vie (premières conquêtes du Christ, Nicomède, la Samaritaine). — Al. BROU. Les missions et la guerre (le bilan: les massacres d'Arménie; les missionnaires allemands aux Indes orientales). — Impressions de guerre. XXVIII: l'automne aux tranchées d'Orient; fragment du

journal d'un aumônier. — Yves DE LA BRIÈRE. Chronique du mouvement religieux (les prières nationales du 22 au 26 mars; la « rumeur infâme », article avec de nombreux blancs). = 5 mai. Pierre GUILLOUX. L'amour dans saint Bernard. II : l'amour de Notre-Dame. — Albert BESSIÈRES. Ames nouvelles (à la mémoire de Pierre Lamoureux, instituteur, professeur au collège Rollin, tombé à Givenchy le 3 octobre 1915). — Adhémar D'ALÈS. L'espérance du salut au début de l'ère chrétienne. VI : le Christ de saint Paul. — P. BLIARD. La vie d'une commune rurale aux jours de la Révolution et de l'Empire (la commune de Boscregnoult, arr. de Pont-Audemer, Eure, d'après les registres municipaux). — Impressions de guerre. XXIX : une Saint-Martin mouvementée (une visite de l'évêque d'Arras au front, en novembre 1914). — Yves DE LA BRIÈRE. Pie X et Rome (d'après le livre de Camille Bellaigue). = C.-rendus : *Louis Mirot*. Une tentative d'invasion en Angleterre pendant la guerre de Cent ans (très solide). — Dr Maria d'Angelo. Luigi XIV e la santa sede, 1689-1693 (clair et précis).

21. — *Mercur de France*. 1916, 1<sup>er</sup> avril. — Marcel ROUFF. La politique intérieure de l'Italie et la guerre (montre les difficultés de cette politique, où le parti giolittien-clérical occupe une si grande place; par là s'expliquent la limitation de l'action militaire et les obscurités de la diplomatie italiennes). — Henry D. DAYRAY. L'Angleterre et les munitions. — P.-G. LA CHESNAIS. Socialistes espagnols (analyse d'un ouvrage par A. Fabra Ribas sur le socialisme et le conflit européen. Il y déclare la guerre au « kaiserisme » et expose les raisons qui devraient décider l'Espagne à intervenir dans la guerre contre les empires centraux : « Le triomphe des Alliés serait le triomphe définitif du principe des nationalités et de la souveraineté du peuple »; par le triomphe de l'Allemagne, « ce principe et ces droits subiraient un rude coup dont personne ne saurait prévoir les conséquences »). — J. W. BIENSTOCK. Chez l'ennemi. Berlin, Dresde, Vienne, Budapest (reproduit les impressions d'un journaliste russe qui réussit à visiter l'Allemagne). = 15 avril. Stanislas POSNER. La vie politique en Pologne avant la guerre (montre combien les promesses faites aux Polonais en 1815 ont été violées par les Prussiens, les Autrichiens et les Russes; mais aussi comment la persécution a ravivé chez eux, sinon fait naître, l'idée nationale. A ce point de vue, on peut dire que Bismarck et Mouraviev le Pendeur « ont été les grands éducateurs de la patrie polonaise »). — Paul LOUIS. L'aspect oriental de la guerre européenne. — Aug. MARGUILLIER. Le drame de Mayerling (d'après la comtesse Marie Larisch : *Mon passé; le drame de Meyerling*, qui d'ailleurs assaisonne son récit de nombreuses invraisemblances. En somme, d'après l'auteur de l'article, l'archiduc Rodolphe et la comtesse Vetsera furent surpris par le comte Waldstein, qui avait désiré épouser la comtesse et que celle-ci, amoureuse de l'archiduc, avait éconduit. Waldstein tua la comtesse; l'ar-

chiduc à son tour tua Waldstein avec le revolver dont celui-ci s'était saisi. Il tenta de faire subir le même sort à un ami, le comte Baltazzi, qui accompagnait Waldstein, et Baltazzi n'échappa à la mort qu'en assommant l'archiduc au moyen d'une bouteille à champagne. Quant à la thèse du suicide, elle est insoutenable). = 1<sup>er</sup> mai. Étienne FOURNOL. De la succession d'Autriche (ce qui maintient encore debout l'édifice austro-hongrois ; ses trois piliers : la police, l'armée et l'Église catholique). — Ed. DE KEYSER. L'armée belge et la neutralité de la Belgique (la neutralité avait ruiné l'armée belge ; la menace allemande, trop visible, réveilla les énergies latentes de la nation. Après la guerre, elle devra renoncer à la neutralité, cause de léthargie, et redevenir puissance militaire). — H. PRUNIÈRES. La vie scandaleuse de Jean-Baptiste Lully. = 15 mai. Philéas LEBESGUE. La question de Constantinople (pourrait être réglée assez aisément si les puissances de l'Entente faisaient de Constantinople une ville libre, gardienne des détroits, constituant « une sorte de domaine temporel du Patriarche oecuménique garanti par les puissances alliées »).

**22. — Revue chrétienne.** 4<sup>e</sup> série, t. I, 1915, novembre-décembre. — Dr. Eug. MONOD. Lettres de jeunesse d'Ed. de Pressensé à Jean Monod (1846-1847). — Henry DARTIGUE. L'influence de la guerre de 1870 dans la littérature française ; fin. = 1916, janvier-février. Dr. Eug. MONOD. Lettres de jeunesse d'Ed. de Pressensé à Jean Monod (datées de Paris, 1848 ; adressées à Jean Monod, alors pasteur suffragant dans l'Église française de Francfort-sur-le-Mein). — Mémoire sur la situation religieuse en France (document confidentiel qui a été envoyé à tous les membres de l'épiscopat français. Il commence par constater le réveil religieux qui s'est manifesté en France depuis la guerre ; mais « cette union si belle de pensées et de sentiments ne peut arriver au Vatican... Sous couleur d'impartialité, Rome se refuse à prendre parti... On dit à Rome que le pape est mal informé des choses de France... La catholique Belgique possède un représentant auprès du Saint-Siège, et il ne semble pas que cela lui ait servi à grand'chose... »). — M<sup>lle</sup> DUROI. Dupanloup éducateur. — Ch. BRUSTON. Le sens du « Faust » de Goethe (Goethe a voulu montrer qu'un poète qui, « par légèreté, compromettrait le droit suprême, le droit humain, serait criminel »). — J. SEGOND. L'amitié franciscaine et la guerre mondiale (culture germanique et mysticisme franciscain). = Mars. C. JULLIAN. Notre Alsace (ses origines naturelles et ses débuts historiques). — W. MONOD. Jusqu'au bout. Lettre à un Américain (expose les raisons pour lesquelles lui, trois fois internationaliste, est d'avis que la guerre doit être poussée jusqu'au bout. De l'impossibilité pour les protestants français de s'entendre avec les protestants allemands. « Avant que je puisse causer, à cœur ouvert, sur le terrain religieux avec un protestant allemand, il faut que ce chrétien-là se soit élevé au niveau moral d'un athée comme Liebknecht et qu'il ait désavoué la violation de la Belgique »). — Deuxième mémoire sur la situation religieuse en



France (« ce dont souffre tout l'univers, de l'Europe à l'Amérique, c'est la faillite de la morale internationale. Les neutres ne se demandent pas *qui* dans le conflit actuel a raison, mais *qui* sera le plus fort... Ce que nous devons demander au pape, c'est d'affirmer l'existence supérieure du droit et de la justice »). — U. DRAUSSIN. Le catholicisme et la guerre (utiles renseignements sur la façon dont certains catholiques violent l'« union sacrée »). — AVRIL. H. DARTIGUE. La défense intellectuelle de la France (contre l'influence allemande. Il faut « faire le tri rigoureux de ce qu'il y a de bon et de détestable dans le trésor de la pensée germanique, au lieu de l'admirer en bloc et de confiance comme nous le fîmes pendant plus d'un demi-siècle »). M. Dartigue croit-il vraiment que les Français aient été, pendant un demi-siècle, aussi dénués de sens critique qu'il veut bien le dire?). — FR. PUAUX. Le premier sang versé par l'Allemagne (violation de la frontière française, le 2 août, avant la déclaration de guerre, par une patrouille allemande. Le caporal Peugeot fut tué à Joncherey, petit village situé à 12 kilomètres de la frontière allemande). — W. MONOD. Marcel Hébert. — A. CAUSSE. Les prophètes et les guerres de Yahvé. — Dr. Eug. MONOD. Lettres de jeunesse d'Ed. de Pressensé à Jean Monod; suite. — Ch. LE CORNU. Eugène-Melchior de Vogüé; 2<sup>e</sup> art.

23. — **La Revue de Paris.** 1916, 1<sup>er</sup> avril. — Wickham STEED. L'effort anglais (« avant la guerre, nous étions en pleine dégénérescence morale... Ce n'est que lorsque la brutale invasion de la Belgique eut donné à la conscience anglaise le choc qu'il fallait pour la réveiller que ce qu'on peut bien appeler aussi le miracle anglais s'est accompli. Peu à peu l'aveuglement, l'esprit de compromis, l'égoïsme myope et le lâche bonheur de « faire de l'argent » ont disparu devant l'appel impérieux du devoir ». C'est le directeur de la politique extérieure du *Times* qui parle. Il rappelle une parole que lui dit le feu roi de Roumanie, à la fin d'une longue conversation en 1911 : « L'Angleterre a une belle petite armée, elle n'a pas d'armée de campagne. Il faut qu'elle s'en fasse une; la paix de l'Europe peut en dépendre. » Et M. Steed ajoute : « J'ai noté ces paroles, je les ai communiquées à qui de droit, mais inutilement : on était trop sûr de la paix »). — Ferdinand BAC. Notes et souvenirs sur Guillaume II (très intéressant. Il est difficile de parler avec équité et avec compétence d'une nature aussi complexe; des dons brillants d'intelligence, une information générale alimentée sans cesse par les meilleures sources lui donnent une indéniable distinction; mais il manque d'éducation, de sentiments vraiment nobles; enfin le rêve de l'empire d'Occident l'a définitivement gâté, en même temps que l'appétit de jouissance et de luxe corrompait tout son peuple). — Henri RENÉ. Lorette. Une bataille de douze mois, octobre 1914-octobre 1915; suite et fin (remarquable exposé des attaques françaises depuis le 16 juin jusqu'à l'assaut final qui rendit les Français maîtres de Souchez et de Givenchy). — Enseigne X. L'affaire de Giova (épisode de l'expédition des Dardanelles, septembre 1915). ==

15 avril. E. LAVISSE. Un sincère témoignage sur la guerre (annonce un livre de Maurice Genevoix intitulé : *Sous Verdun, août-octobre 1914*). — Maurice GENEVOIX. Les jours de la Marne (extrait du volume annoncé par E. Lavissee. L'auteur est un normalien; il raconte les actions dans lesquelles il a été engagé; mais surtout il analyse ses impressions. C'est « un témoignage précieux sur la guerre »). — Ch. SEIGNOBOS. Les inquiétudes d'un Prussien intelligent (ce Prussien est Hans Delbrück, professeur à l'Université de Berlin, directeur des *Preussische Jahrbücher*. Analyse les idées exposées par Delbrück dans la chronique mensuelle de ce périodique. Très intéressant). — Morton FULLERTON. La doctrine de Monroe et la guerre. — G. JEAN-AUBRY. Un précurseur de l'Entente : Saint-Evremond, 1616-1703 (résume la vie et l'œuvre de Saint-Evremond, à l'occasion du troisième centenaire de sa naissance). — Adolphe BLANQUI. Souvenirs d'un lycéen de 1814 (intéressants détails sur la vie menée par Blanqui au lycée de Nice, où l'avait fait entrer son père, alors sous-préfet à Puget-Théniers). — M. HOSCHILLER. L'union de l'Europe centrale. II et III : les espoirs et les craintes de l'Autriche-Hongrie; l'union utopique et l'union réalisable. = 1<sup>er</sup> mai. L. LIARD. La guerre et les universités françaises (du trouble causé par la guerre dans la vie de nos universités; des pertes matérielles et intellectuelles qu'elles ont subies; nécessité de leur venir en aide, car elles sont le foyer de la « civilisation » qu'il importe d'opposer aux prétentions de la « Kultur » germanique; des moyens qu'on peut et qu'il faut dès maintenant employer pour les maintenir au rang où elles doivent être). — Joseph VASSAL. Lettres de Serbie (lettres d'un médecin militaire, attaché au corps expéditionnaire français sur le Vardar, octobre-novembre 1915). — Adolphe BLANQUI. Souvenirs d'un lycéen de 1814; fin (du système d'éducation appliqué dans les lycées impériaux. Trop de temps perdu pour des exercices de pure rhétorique ou de mémoire stérile. Chute de l'empire et débandade au lycée. Blanqui rentra à Puget-Théniers pour y retrouver une mère qui l'avait en aversion, un père disgracié et ruiné). — J. DE MORGAN. Les Arméniens. — Sergent J. L. Trois mois aux Dardanelles (notes prises à la pointe de Gallipoli, en mai et juin 1915). — Jean ALAZARD. La crise italienne, août 1914-mai 1915.

24. — *Revue des Deux Mondes*. 1916, 1<sup>er</sup> avril. — \*\*\*. Lettres d'Angleterre. I : l'opinion anglaise et le service obligatoire. — Georges GOYAU. Une personnalité religieuse. Genève, 1535-1907. III : de Bonaparte à James Fazy; la rentrée du catholicisme (montre l'établissement à Genève de cultes étrangers à l'ancienne foi calviniste, la tendance de plus en plus accusée pour la liberté des Églises et le retour aux institutions démocratiques. La séparation des Églises et de l'État mit le dernier terme à ce mouvement, qui tourna finalement au profit du catholicisme. Aujourd'hui, les catholiques sont en majorité dans la cité ruinée de Calvin). — Marylie MARKOVITCH. L'impératrice en voile blanc. Tsarskoïé-Sélo et les hôpitaux de S. M. Alexan-

dra Feodorovna. — Contre-amiral DEGOUY. La nouvelle guerre sous-marine. — J. SONGY. De Champagne en Artois. Journal de marche (du 7 octobre 1914 au 23 juin 1915; émouvant récit de l'attaque des 22 et 23 juin dans la région de Souchez, en avant du « Chemin-Creux »). = 15 avril. Ed. HERRIOT. Une offensive économique. La foire d'échantillons de Lyon. — Edith WHARTON. Visites au front. II : dans le Nord et en Alsace (Poperinghe, Cassel et Nieuport; Reims; Massevaux et Thann. Observations pittoresques et touchantes). — F. ROZ. Le troisième centenaire de Shakespeare et la question shakespearienne (d'après l'ouvrage de Sir Sidney Lee). — Jeanne ANSELME. Avec l'armée d'Orient. Notes d'une infirmière à Moudros (août 1915-février 1916; récits, par un « col bleu », des exploits accomplis par le *Suffren*, en particulier le 18 mars, contre les forts des Dardanelles; un raid de sous-marins anglais en mer de Marmara). — F. PASSELECQ. Le troisième *Livre gris* belge; réponse au dernier *Livre blanc* allemand (le *Livre blanc* avait pour but de prouver que ce sont les Belges qui ont les premiers conduit la guerre contre le droit des gens et que le gouvernement allemand a été contraint d'ordonner des représailles. Les Belges répondent d'abord en réfutant point par point chacun des faits allégués par leurs bourreaux, puis en procédant à une reconstitution minutieuse des événements). = 1<sup>er</sup> mai. ART ROË. Scènes de la vie militaire. En commandant la troupe (souvenirs de manœuvres de garnison en 1903. On sait qu'Art Roë n'est autre que le lieutenant-colonel Patrice Mahon, tué à Wissembach en août 1914). — Marie-Louise PAILLERON. La *Revue des Deux Mondes* en 1870-1871 (publie un certain nombre de lettres inédites. Intéressant). — Général MALLETERRE. La guerre dans le Levant. Salonique, Erzeroum, Trébizonde, Bagdad. — A. BELLESSERT. L'apôtre des Indes et du Japon. François de Xavier. III : de Goa aux îles Moluques (les vertus et la mort du saint). — V. GIRAUD. La France d'aujourd'hui jugée par les étrangers. I : avant la guerre (analyse l'ouvrage de Barrett Wendell : *The France of today*). — R. DOUMIC. Émile Clermont (notice nécrologique; voir plus haut, p. 227). — H. BIDOU. La bataille de Verdun (« les Allemands ont engagé la bataille de Verdun parce que, dans une lutte d'usure, ils seraient nécessairement inférieurs et qu'il leur fallait dénouer le nœud par l'épée; mais cette fois l'épée s'est brisée; ils se trouvent dans une situation pire qu'avant le 21 février. Leur effort les a épuisés et a accru l'inégalité »). — A. BEAUNIER. L'humanisme dévot (analyse le t. I de l'*Histoire littéraire du sentiment religieux en France*, par Henri Bremond). = 15 mai. Émile BOUTROUX. L'Allemagne et la guerre. 2<sup>e</sup> lettre (il n'y a aucune raison de penser que la mentalité allemande, qui a conduit à la présente guerre, se modifie après la défaite de l'Allemagne et la paix qui la suivra, car elle est la suite logique d'une conception d'un monde où tout est nécessairement dominé et dans lequel reviennent à l'Allemagne l'honneur et le danger

de réaliser les fins mêmes de l'humanité; ces fins ne peuvent être réalisées que par la force brutale au service d'un génie transcendantal d'organisation). — Émile LEGOUIS. La guerre vue par les écrivains anglais : Shaw et Chesterton, Wells et Kipling, Galsworthy. — A. GÉRARD. L'évolution de l'Asie orientale et l'alliance japonaise, 1894-1915 (origines du traité anglo-japonais du 30 janvier 1902. A ce moment, l'Allemagne encourageait le Japon à signer cette alliance pour l'opposer à la Russie, et en même temps elle poussait la Russie contre le Japon. Effets bienfaisants du traité de Portsmouth, conclu sous les auspices des États-Unis le 5 septembre 1905; « il marque une date capitale dans l'histoire de l'Europe et de l'Asie et de tout le monde civilisé ». Arrangements conclus depuis lors entre le Japon et d'autre part l'Angleterre, la France et la Russie, à l'exclusion de l'Allemagne, qui prétend demeurer à l'écart, parce qu'ils étaient destinés à préserver le *statu quo*, l'équilibre et la paix). — Ch. GÉNIAUX. En Kabylie. Les Pères blancs pendant la guerre. — T. DE WYZEWA. Encore de nouvelles séries d'« atrocités » allemandes (analyse l'ouvrage du prof. Morgan : *German atrocities* et le rapport officiel d'une commission d'enquête sur le traitement des prisonniers anglais au camp de Wittenberg, publié dans le *Daily Mail* du 10 avril 1916).

**25. — Revue politique et littéraire (Revue bleue).** 1916, 25 mars-8 avril. — L. DUMONT-WILDEN. Souvenirs d'hier. Notes d'un réfugié (Paris en octobre 1914). — Paul LOUIS. Les raisons du désarroi allemand. — E. LEMONON. L'Angleterre nouvelle (la question de l'entente économique avec les Alliés. « Le Royaume-Uni est entré depuis le début de la guerre dans la voie des accords continentaux. Le parti qu'il a pris vient de l'obliger à modifier son système de recrutement militaire. Demain il sera amené à établir le service général obligatoire et à modifier de toutes pièces sa politique commerciale. L'aube d'une ère nouvelle se lève sur l'Angleterre »). — Paul GAULTIER. Les causes psychologiques de la guerre européenne (examen d'une œuvre nouvelle du Dr. Gustave Le Bon. De l'influence du mysticisme dans la genèse de la guerre en France comme en Allemagne). — 15-22 avril. Jos. REINACH. Le plan allemand (organisation de l'armée allemande en vue d'une guerre décidée en principe par l'Allemagne; son nombre, son dressage, son homogénéité, sa mobilisation; fin dans la livraison suivante : plan préparé par l'État-major allemand, qui ne cache pas son dessein d'attaquer la France par la Belgique; étonnement et indignation des Allemands quand ils savent que l'Angleterre interviendra pour protéger la Belgique envahie. Quant à la France, elle hésite. L'État-major craint d'être attaqué par la Belgique ou par la Lorraine; mais il oriente le gros des forces face à l'Alsace-Lorraine, parce que le gouvernement était résolu à respecter la neutralité du Luxembourg et de la Belgique. Irrésolution qui faillit être fatale). — Paul LOUIS. La crise socialiste d'outre-Rhin. — Ch. STIENON. Les dernières batailles de Mésopotamie. Que veulent les

Anglais? (la campagne des Anglais en Mésopotamie est une pure expédition de conquête coloniale; elle a détourné une partie des forces anglaises de la grande guerre dont la décision ne peut être cherchée ni sur le Tigre ni sur l'Euphrate). = 29 avril-6 mai. PAUL LOUIS. La Roumanie et les belligérants (« des sceptiques se sont demandé si M. Brătianu opérerait avant la victoire clairement établie ou même s'il ne demeurerait pas muet et inerte jusqu'au bout. Il a montré trop de prudence pour qu'on puisse lui imputer une politique d'erreur et d'abstention plus coûteuse dix fois qu'une défaite »).

**26. — Académie des inscriptions et belles-lettres.** Comptes-rendus des séances, 1915, novembre. — LOUIS CHATELAIN. Inscription relative à la révolte d'Aedemon (elle a été trouvée à Volubilis, au Maroc; elle est en l'honneur de M. Valerius, préfet des auxiliaires dans la guerre contre Aedemon; cette révolte d'Aedemon, à la fin du règne de Caligula, était connue par un passage de Pline). — Séance publique annuelle. Discours du président Éd. CHAVANNES; Salomon REINACH. Hippô (comment est née la légende de Hippô, jeune fille grecque qui, prise par une flotte ennemie, se précipita dans les flots pour échapper au déshonneur; en réalité, Hippô rappelle le souvenir des pouliches sacrées, honorées à Leutres, d'une race qui passait pour descendre du vent Skédasos); MASPERO. Notice sur la vie et les travaux de M. Georges Perrot. = Décembre. SEYMOUR DE RICCI. La mobilisation à Naples en 1327 (lettre de Robert d'Anjou du 30 mars 1327, convoquant l'ost contre Louis de Bavière, roi d'Allemagne). — CAGNAT. Rapport sur les travaux des écoles françaises d'Athènes et de Rome en 1914-1915 (rend hommage aux membres et anciens membres des deux écoles tombés devant l'ennemi, Jean Martin, Leroux, Robert André-Michel, Avezou). — MAXIME COLLIGNON. Les fouilles de Nicopolis d'Épire (faites par M. Alex. Philadelphus de 1913 à 1915). — Le P. SCHEIL. Le relèvement de l'homme déchu dans la tradition de Niffer (d'après une tablette ramassée dans les fouilles de Niffer, conservée au musée de Philadelphie et expliquée par M. Stephen Langdon). — Ed. CUQ. Une scène d'affranchissement par la vindicte au 1<sup>er</sup> siècle de notre ère (explication d'un bas-relief bien connu de la collection de M. Raoul Warocqué à Mariemont près Charleroi). — A. MORET. Nouvelle inscription de l'ancien empire égyptien, attribuable au vizir Dâou (sous la VI<sup>e</sup> dynastie, vers 2500 av. J.-C.).

**27. — Académie des sciences morales et politiques.** Séances et travaux, 1916, avril. — Ch. BENOIST. Le machiavélisme de l'Antimachiavel (suite et fin : portrait de Frédéric II d'après lui-même et ses familiers. Ce portrait est exactement celui du *Prince* de Machiavel; le visage de Machiavel et le masque de l'Antimachiavel se confondent; ils sont égaux entre eux et interchangeables). = Mai. Raphaël-Georges LÉVY. Notice sur la vie et les travaux de M. Alfred de Foville; à suivre. — Charles BENOIST. Les Allemands points par les maîtres

de l'esprit français (mémoire lu à la séance publique des cinq Académies. Jugements portés sur les Allemands par Froissart, Montaigne, le poète Jean Passerat, le P. Bouhours, Montesquieu). — Jean BOURDEAU. La minorité socialiste allemande, ses tendances et ses limites (ce serait la pire des illusions si l'on s'imaginait que les socialistes dissidents soient capables d'opposer au gouvernement une résistance efficace, avec l'aide et l'appui des classes populaires, ou seulement que leur opinion puisse exercer une influence sensible sur le cours des événements). — G. LACOUR-GAYET. Deux mois en Russie et dans les pays scandinaves (en décembre 1915 et janvier 1916).

## CANADA.

**28. — Review of historical publications relating to Canada.**

T. XIX (publications de 1914). — *Sinclair Kennedy*. The Pan-Angles : a consideration of the Federation of the seven english-speaking Nations (souhaiterait réunir tous les peuples qui parlent l'anglais, États-Unis compris. Ne tient pas assez compte des difficultés; les Allemands de la grande République, par exemple, ne se prêteraient guère à ce rapprochement). — *W. L. Grant*. Ontario High School History of Canada (excellente histoire pour les écoles, avec d'amusants traits de mœurs : dans le Canada anglais du XVIII<sup>e</sup> siècle, un « barrister » n'aurait pas donné la main à un « solicitor », et les idées démocratiques n'étaient pas en faveur). — *Dr Bryce*. Short History of the Canadian People (bonne réédition, mise au point, d'un livre publié il y a vingt-cinq ans). — *Les Frères des Écoles chrétiennes*. Histoire du Canada (un peu gros et lourd pour des écoliers. Écrit au point de vue français et catholique; quelques erreurs sérieuses). — *Arthur Lyon Cross*. History of England and greater Britain (l'auteur est professeur à l'Université du Michigan. Bon). — *Stephen Leacock*. The Dawn of Canadian History (fait partie d'une série de « Chroniques du Canada » qui doit compter trente-deux petits volumes. Remarquable par l'étendue des connaissances, chez un écrivain connu jusqu'ici comme humoriste et comme professeur d'économie politique). — *William Hofgaard*. The voyages of the Norsemen in America (l'auteur, en sa qualité de marin, aborde le problème par un côté original, celui des possibilités et difficultés de la navigation pour ces hommes du nord; travail de premier ordre). — *Adam Shortt et Arthur Doughty*. Canada and its Provinces : A History of the Canadian People and its institutions. By one hundred Associates (les deux éditeurs généraux se sont associés plusieurs écrivains pour publier, sur chaque province du Canada, un travail aussi compréhensif que possible, ordinairement en deux ou trois volumes, par section. Leur entreprise coopérative est à l'imitation de plusieurs autres récentes, « comme, par exemple, en France, l'Histoire générale de Lavis et Rambaud, en Angleterre, la Cambridge modern



*History*, et, aux États-Unis, la série de l'*American Nation*. Chaque section figure dans la Revue, sous le titre de la province qu'elle concerne. Nous les indiquerons ici toutes ensemble : I, *New France*, 1534-1760, 2 vol.; II, *British Dominion*, 1760-1840, 2 vol.; III, *United Canada*, 1 vol.; IV, *The Dominion : Political evolution*, 3 vol.; V, *Industrial expansion*, 2 vol.; VI, *Missions, Arts and Letters*, 2 vol.; VII, *The Atlantic Provinces*, 2 vol.; VIII, *The Province of Québec*, 2 vol.; IX, *The Province of Ontario*, 2 vol.; X, *The Prairie Provinces*, 2 vol.; XI, *The Pacific Provinces*, 2 vol.). — *Stephen Leacock*. The Mariner of St Malo (Jacques Cartier; rien de nouveau). — *Bennett Munro*. The Seigneurs of old Canada (des obligations qui grevaient les propriétés seigneuriales au profit des paysans). — *Thomas Chapais*. The great Intendant : a chronicle of Jean Talon in Canada, 1665-1672 (résumé populaire d'un important travail publié il y a dix ans. Un peu trop enthousiaste de son héros, qui fut le meilleur des onze intendants du Canada, mais sans capacité exceptionnelle). — *Agnes Laut*. The Adventurers of England on Hudson Bay (bon). — *Arthur Doughty*. An Historical Journal of the Campaigns in North America, 1757-1760 (réédition du journal de Knox pour la Société Champlain. T. I; excellent). — *Edward Salmon*. Life of Admiral Sir Charles Saunders (Saunders a joué un rôle peut-être plus important que celui de Wolf dans la prise de Québec; cependant on le néglige d'ordinaire et, d'ailleurs, on sait peu de chose de sa vie privée). — *George Wrong*. The Fall of Canada (raconte la dernière année de la colonie française, 1759-1760). — *Chrisler Phillips*. The West in the diplomacy of the American Revolution (la France et l'Espagne devant les prétentions des colonies anglaises, devenues les nouveaux États-Unis, aux territoires de l'ouest. Rôle de Vergennes, qui fut d'une loyauté parfaite, mais qui ne les appuya pas dans cette demande, lors du traité de Versailles). — *Doughty et Duncan*. Documents relating to the constitutional History of Canada, 1791-1818 (fait suite aux documents constitutionnels publiés en 1907, par la direction des archives, pour les années 1759 à 1791). — Le comte *Gallatin*. A great Peace Maker : The Diary of James Gallatin, secretary to Albert Gallatin, 1813-1827 (avec préface de Lord Bryce. Gallatin était un Suisse devenu citoyen des États-Unis et dont les missions diplomatiques en Europe, surtout pour le traité de Gand, sont d'un vif intérêt). — *Archibald Dunning*. The British Empire and the United States : a review of their relations during the century of Peace following the treaty of Ghent (impartial, quoique l'auteur incline plutôt vers l'Angleterre et le Canada contre les États-Unis). — *John Boyd*. Sir George Étienne Cartier; *Arthur Dansereau*, *Benjamin Sulte*, *Elzéar Gérin*, *Mgr Racine*, *George Étienne Cartier*; *Édouard Lavergne*, *George Étienne Cartier*, homme d'État canadien, 1814-1873 (à l'occasion du monument de Cartier qui a été érigé à Montréal. Parmi les auteurs du second volume indiqué, il est à noter que

M. Sulte a été le secrétaire particulier de Sir George et montre son caractère dans la vie privée). — *Sir Charles Tupper*. *Recollections of sixty years in Canada* (l'auteur, qui a quatre-vingt-treize ans, a pris part à la fédération du Canada en 1864; puis il a été ministre des chemins de fer et, pendant quelque temps, premier ministre. Il a, du reste, une très haute opinion de lui-même et des siens). — *Preston*. *The life and times of Lord Strathcona*; *Richmond*. *The life of Lord Strathcona* (la biographie de Donald Smith par M. Preston est empreinte d'une hostilité qui froisse parfois les convenances. Celle de M. Richmond est une biographie populaire). — *Sir George Foster*. *Canadian addresses* (recueil de discours; utile). — *The Canadian annual review of public Affairs* (donne de nombreux extraits de débats parlementaires et d'articles de journaux, outre l'exposé des affaires politiques). — *Robert Perret*. La géographie de Terre-Neuve (très complet et très scientifique. « Il n'y a d'agriculture possible », dit l'auteur, « que sur le pourtour de la baie de Saint-Georges. » La richesse de l'île est dans ses pêcheries). — *Cuthbert Lee*. With Dr Grenfell in Labrador (ni agriculture, ni mines abondantes comme ressources dans cette région; mais on peut faire de l'élevage. En 1908, 300 rennes ont été amenés de Laponie; on en comptait 1,200 cinq ans plus tard). — *Castell Hopkins*. *French Canada and the St Lawrence* (les Canadiens d'autrefois et d'aujourd'hui dans leurs sentiments et leur vie privée. Luxe seigneurial canadien de jadis: un pâté contenant « un dindon, deux poulets, deux perdrix, deux pigeons, des morceaux de deux lapins, des tranches de lard gras, deux jambons, avec oignons et épices »). — Extrait de rapports sur le district d'Ungava, récemment annexé à la province de Québec et constituant le nouveau Québec (publié par le gouvernement de Québec). — *Alfred Pelland*. Vastes champs offerts à la colonisation et à l'industrie: la Gaspésie (autre publication officielle). — *Dionne*. Les Canadiens français: origine des familles émigrées de France, d'Espagne, de Suisse, etc., pour venir se fixer au Canada depuis la fondation de Québec jusqu'à ces derniers temps, et signification de leurs noms (ouvrage de grande valeur pour les familles du pays). — *Charles Langelier*. Souvenirs politiques, 1890-1896 (t. II; le premier volume avait paru en 1912. S'occupe beaucoup de défendre et réhabiliter le ministre Mercier, surtout à propos du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, qui fut la cause de sa ruine). — *Adjutor Rivard*. Études sur les parlers de France au Canada (prouve qu'il y avait des patois canadiens, peu compréhensibles pour un Français, dès le XVII<sup>e</sup> siècle). — *Eugène Rouillard*. Dictionnaire des rivières et lacs de Québec (a le tort de ne pas s'en rapporter au Bureau géographique du Canada, qui est la grande autorité en matière de nomenclature). — *Alphonse Gagnon*. Questions d'hier et d'aujourd'hui (recueil d'un des meilleurs essayistes canadiens français. Étudie la situation des intellectuels qui ne peuvent guère vivre de leur plume et doivent en outre se faire imprimer à

leurs frais parce qu'il n'y a pas de gens de loisirs dans le pays; les Anglo-Canadiens sont moins actifs dans les domaines intellectuels ordinaires; mais le Canadien français jouit de plus de liberté personnelle que le Français de France). — *Janet Carnochan*. History of Niagara (Miss Carnochan a consacré sa vie aux antiquités de Niagara; mais elle n'a pas écrit une histoire suivie, seulement des essais détachés où elle ne cite jamais ses références). — *Ross Robertson*. Landmark, of Toronto (esquisses utiles; beaucoup de plans et de portraits). — *Pearson*. Recollections and records of Toronto of old (tableau curieux de Toronto vers 1840. En ce temps-là, un traitement de 500 dollars était un gros salaire et suffisait aux besoins de la vie mieux qu'un traitement plusieurs fois supérieur aujourd'hui). — Ontario Historical Society, t. XII (mémoires et documents). — *Oliver*. The Canadian North-West, its early development and legislative records, t. I (publication officielle sur les provinces des prairies, Colombie, Assiniboia. Quelques copies de documents sont inexactes). — *Ashlay Brown*. The Prairie Provinces of Canada (compilation faite avec l'aide de plusieurs collaborateurs). — L'abbé *Jolys*. Saint-Pierre-Jolys (histoire d'une paroisse, mais avec des détails généraux, notamment sur l'insurrection de Riel et des métis, qui, sans révéler rien de nouveau, sont intéressants, quoique remplis de partialité). — *Norman Black*. A History of Saskatchewan and the old North-West (important. Raconte l'histoire de la petite république du Portage la Prairie qui dura neuf mois. Parle aussi de l'insurrection de Riel en 1885). — *Archibald Mac-Rae*. History of the province of Alberta (deux volumes dont le premier seul est historique; encore l'auteur a-t-il écrit une chronique, un peu trop volumineuse parfois, plutôt qu'une histoire). — *Lawrence Burpee*. Pathfinders of the great Plains : a chronicle of La Verendrye and his sons (petit livre où l'on a heureusement utilisé des documents inédits sur cette intéressante famille). — *Charles Reed*. Masters of Wilderness (trois études lues devant la Société historique de Chicago, sur le « Beaver Club », sur la compagnie de la baie d'Hudson, sur Tonty et la Louisiane; quelques assertions non justifiées). — *Burton Bickersteth*. The land of opendoors (lettres d'un missionnaire appartenant à la mission envoyée par les archevêques de Cantorbéry et d'York pour suppléer à l'insuffisance du clergé ordinaire. L'auteur a fréquenté les camps d'ouvriers qui construisent les chemins de fer et qui souvent désertent par bandes, sans se soucier de leurs engagements envers l'entrepreneur qui a payé leur voyage. Il affirme que l'Anglais, malgré les difficultés, réussit mieux dans l'ouest qu'on ne le prétend; mais la femme, transportée de la vie urbaine dans la solitude des prairies, souffre davantage. La fondation des écoles est difficile, les célibataires se refusant à payer des impôts sur ce chapitre). — *Scholefield* et *Howay*. British Columbia, from the earliest times to the present (t. I et II; le t. I par M. Scholefield, archiviste de la province;

M. Sulte a été le secrétaire particulier de Sir George et montre son caractère dans la vie privée). — *Sir Charles Tupper*. Recollections of sixty years in Canada (l'auteur, qui a quatre-vingt-treize ans, a pris part à la fédération du Canada en 1864; puis il a été ministre des chemins de fer et, pendant quelque temps, premier ministre. Il a, du reste, une très haute opinion de lui-même et des siens). — *Preston*. The life and times of Lord Strathcona; *Richmond*. The life of Lord Strathcona (la biographie de Donald Smith par M. Preston est empreinte d'une hostilité qui froisse parfois les convenances. Celle de M. Richmond est une biographie populaire). — *Sir George Foster*. Canadian addresses (recueil de discours; utile). — The Canadian annual review of public Affairs (donne de nombreux extraits de débats parlementaires et d'articles de journaux, outre l'exposé des affaires politiques). — *Robert Perret*. La géographie de Terre-Neuve (très complet et très scientifique. « Il n'y a d'agriculture possible », dit l'auteur, « que sur le pourtour de la baie de Saint-Georges. » La richesse de l'île est dans ses pêcheries). — *Cuthbert Lee*. With Dr Grenfell in Labrador (ni agriculture, ni mines abondantes comme ressources dans cette région; mais on peut faire de l'élevage. En 1908, 300 rennes ont été amenés de Laponie; on en comptait 1,200 cinq ans plus tard). — *Castell Hopkins*. French Canada and the St Lawrence (les Canadiens d'autrefois et d'aujourd'hui dans leurs sentiments et leur vie privée. Luxe seigneurial canadien de jadis: un pâté contenant « un dindon, deux poulets, deux perdrix, deux pigeons, des morceaux de deux lapins, des tranches de lard gras, deux jambons, avec oignons et épices »). — Extrait de rapports sur le district d'Ungava, récemment annexé à la province de Québec et constituant le nouveau Québec (publié par le gouvernement de Québec). — *Alfred Pelland*. Vastes champs offerts à la colonisation et à l'industrie: la Gaspésie (autre publication officielle). — *Dionne*. Les Canadiens français: origine des familles émigrées de France, d'Espagne, de Suisse, etc., pour venir se fixer au Canada depuis la fondation de Québec jusqu'à ces derniers temps, et signification de leurs noms (ouvrage de grande valeur pour les familles du pays). — *Charles Langelier*. Souvenirs politiques, 1890-1896 (t. II; le premier volume avait paru en 1912. S'occupe beaucoup de défendre et réhabiliter le ministre Mercier, surtout à propos du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, qui fut la cause de sa ruine). — *Adjutor Rivard*. Études sur les parlers de France au Canada (prouve qu'il y avait des patois canadiens, peu compréhensibles pour un Français, dès le XVII<sup>e</sup> siècle). — *Eugène Rouillard*. Dictionnaire des rivières et lacs de Québec (a le tort de ne pas s'en rapporter au Bureau géographique du Canada, qui est la grande autorité en matière de nomenclature). — *Alphonse Gagnon*. Questions d'hier et d'aujourd'hui (recueil d'un des meilleurs essayistes canadiens français. Étudie la situation des intellectuels qui ne peuvent guère vivre de leur plume et doivent en outre se faire imprimer à

leurs frais parce qu'il n'y a pas de gens de loisirs dans le pays; les Anglo-Canadiens sont moins actifs dans les domaines intellectuels ordinaires; mais le Canadien français jouit de plus de liberté personnelle que le Français de France). — *Janet Carnochan*. History of Niagara (Miss Carnochan a consacré sa vie aux antiquités de Niagara; mais elle n'a pas écrit une histoire suivie, seulement des essais détachés où elle ne cite jamais ses références). — *Ross Robertson*. Landmark, of Toronto (esquisses utiles; beaucoup de plans et de portraits). — *Pearson*. Recollections and records of Toronto of old (tableau curieux de Toronto vers 1840. En ce temps-là, un traitement de 500 dollars était un gros salaire et suffisait aux besoins de la vie mieux qu'un traitement plusieurs fois supérieur aujourd'hui). — Ontario Historical Society, t. XII (mémoires et documents). — *Oli-ver*. The Canadian North-West, its early development and legislative records, t. I (publication officielle sur les provinces des prairies, Colombie, Assiniboia. Quelques copies de documents sont inexactes). — *Ashlay Brown*. The Prairie Provinces of Canada (compilation faite avec l'aide de plusieurs collaborateurs). — L'abbé *Jolys*. Saint-Pierre-Jolys (histoire d'une paroisse, mais avec des détails généraux, notamment sur l'insurrection de Riel et des métis, qui, sans révéler rien de nouveau, sont intéressants, quoique remplis de partialité). — *Norman Black*. A History of Saskatchewan and the old North-West (important. Raconte l'histoire de la petite république du Portage la Prairie qui dura neuf mois. Parle aussi de l'insurrection de Riel en 1885). — *Archibald Mac-Rae*. History of the province of Alberta (deux volumes dont le premier seul est historique; encore l'auteur a-t-il écrit une chronique, un peu trop volumineuse parfois, plutôt qu'une histoire). — *Lawrence Burpee*. Pathfinders of the great Plains: a chronicle of La Verendrye and his sons (petit livre où l'on a heureusement utilisé des documents inédits sur cette intéressante famille). — *Charles Reed*. Masters of Wilderness (trois études lues devant la Société historique de Chicago, sur le « Beaver Club », sur la compagnie de la baie d'Hudson, sur Tonty et la Louisiane; quelques assertions non justifiées). — *Burgon Bickersteth*. The land of opendoors (lettres d'un missionnaire appartenant à la mission envoyée par les archevêques de Cantorbéry et d'York pour suppléer à l'insuffisance du clergé ordinaire. L'auteur a fréquenté les camps d'ouvriers qui construisent les chemins de fer et qui souvent désertent par bandes, sans se soucier de leurs engagements envers l'entrepreneur qui a payé leur voyage. Il affirme que l'Anglais, malgré les difficultés, réussit mieux dans l'ouest qu'on ne le prétend; mais la femme, transportée de la vie urbaine dans la solitude des prairies, souffre davantage. La fondation des écoles est difficile, les célibataires se refusant à payer des impôts sur ce chapitre). — *Scholefield et Howay*. British Columbia, from the earliest times to the present (t. I et II; le t. I par M. Scholefield, archiviste de la province;

le t. II par le juge Howay). — *Scholefield* et *Gosnell*. History of British Columbia (les éditeurs ont coupé dans le manuscrit de M. Scholefield tout ce qui dépassait leur convenance, « l'exactitude historique dans un ouvrage d'histoire ayant été sacrifiée à l'intérêt commercial » de gens qui, de leur aveu, s'inquiétaient « moins de ce qu'il fallait garder dans le volume que de ce qu'il en fallait éliminer »). — *Scholefield*. Report of the provincial Archives department of British Columbia (le plus ambitieux rapport que l'auteur ait encore publié. Contient des pièces tirées des archives du Record Office, d'Espagne, de Russie et de la baie d'Hudson). — *Golder*. Russian expansion on the Pacific (appuyé sur des recherches parmi les archives russes; mais n'intéresse que de loin le Canada). — *Robert Mac Elroy*. The Winning of the Far-West (beaucoup d'erreurs, très insuffisant). — *Trimble*. The Mining advance into the Inland Empire (thèse de doctorat présentée à l'Université du Wisconsin; bonne monographie. La recherche de l'or et la découverte des mines au Canada, dès 1855 et 1858, différaient de ce qu'elles avaient été en Californie. Le mineur isolé qui n'avait que ses bras et sa pioche n'y pouvait réussir. L'organisation s'est faite avec des capitaux importants et sur le pied d'un régime paisible. Les mineurs d'aujourd'hui mènent une vie réglée dont l'auteur donne la description). — *Wymond Walkem*. Stories of early British Columbia (histoires instructives de pionniers racontées par eux-mêmes : quelques-unes apocryphes). — *Herbertson* et *Howard*. Oxford Survey of the British Empire; t. IV : America, including Canada, New Foundland, the British West Indies, and the Falkland Islands (peu d'histoire). — *Gustavus Myers*. History of Canadian wealth; t. I (on accuse une cinquantaine de millionnaires de gouverner l'industrie canadienne. Recherches sur les origines de leur fortune. Il y a dans l'ouvrage une part de vérité certaine et aussi quelque dose d'exagération). — *John King*. Mac Conel, Croft, Forneri, personalities of early University (anciens maîtres ou présidents de l'Université de Toronto). — *James Miller*. Rural Schools in Canada (le pays, qui est en somme agricole, élève dans ces écoles rurales 60 à 70 % de sa population. Or, elles sont souvent « mal équipées, mal dirigées, mal suivies. Plus de la moitié des instituteurs n'ont que des brevets de troisième ordre ou même inférieurs. Environ 30 % des enfants canadiens fréquentent l'école moins de cinquante jours par an. Un nombre inconnu, mais important, ne reçoit aucune éducation; et dans l'Alberta comme dans la Nouvelle-Écosse, 13,000 n'ont pas d'école qui ouvre plus de vingt jours par an »). — Étude critique de notre système scolaire (par l'association catholique de la jeunesse canadienne française. La fréquentation scolaire est plus grande à Québec que dans les autres provinces). — L'abbé *Gosselin*. L'Église au Canada depuis Mgr de Laval jusqu'à la conquête; 3<sup>e</sup> partie : Mgr de Pontbriand (agréable biographie d'un des évêques les plus actifs et les plus modérés du Canada). — *Sir George Ross*. The Senate of Canada



(le Sénat canadien a plus d'une fois rejeté des mesures votées par la Chambre des Communes. Mais le peuple lui a donné raison. Son mode de nomination paraît en somme le meilleur dans les circonstances présentes et l'on n'y prévoit aucun changement). — *Philéas Gagnon*. Essai de bibliographie canadienne (M. Gagnon a vendu à la bibliothèque municipale de Montréal sa collection de livres célèbres, montant à environ 7,000 *canadiana*. Il avait publié un premier essai de catalogue raisonné en 1895. Ce nouveau volume porte sur les additions de 1895 à 1909). — *Doughty*. Report of the work of the public Archives for the year 1913 (beaucoup de documents publiés et d'acquisitions nouvelles).

## ÉTATS-UNIS.

29. — *The Nation*. 1916, 27 janvier. — Edward Raymond TURNER. Les causes immédiates de la guerre; étude critique sur les sources (conclusion de cet article de onze colonnes : la cause directe de la guerre fut l'ultimatum autrichien à la Serbie; les nations responsables sont l'Allemagne et l'Autriche, qui refusèrent d'entrer en conversation et en compromis. On a dit qu'à l'origine l'Autriche agit sans collusion avec l'Allemagne; mais il est invraisemblable qu'elle se fût mise à ce point en avant si elle n'avait pas compté sur l'appui de l'Allemagne). = 3 février. Sir Henry LUCY. Une note historique : le service militaire obligatoire en Angleterre (voté à la Chambre des Communes en première lecture par 403 voix contre 105, et en seconde lecture par 431 voix contre 39, les Irlandais s'étant abstenus dans ce second vote). = C.-rendus : *G. Pollak*. Fifty years of american idealism, *The New-York Nation*, 1865-1915 (remarquable choix d'articles publiés dans le journal *The Nation* de New-York pendant ce demi-siècle). — *H. W. L. Hime*. The origin of artillery (savante étude qui commence en réalité avec Roger Bacon; celui-ci nous donne la plus ancienne formule connue de la poudre à canon; le canon apparaît pour la première fois sur les champs de bataille en 1327). — *R. Du Bois Cahall*. The sovereign Council of New France (travail consciencieux, mais hâtif; c'est une thèse que l'auteur aurait dû prendre le temps de mûrir davantage). = 18 février. H. EDMISTON. Le Consistoire du 6 décembre 1915 (montre combien est timorée la politique pontificale et combien sont profondes les divergences qui séparent les cardinaux. A la suite du Consistoire, le cardinal Hartmann réunit ses collègues résidant à Rome et, parmi eux, le cardinal Gasquet. « Éminence, ne parlons pas de guerre », lui dit Mgr Hartmann. — « Éminence, ne parlons pas de paix », lui répondit du tac au tac le chef des Bénédictins anglais). — E. G. TABET. La Turquie sous les Jeunes-Turcs (relations extérieures de la Turquie pendant les sept dernières années; la guerre considérée comme ayant pour but de renverser l'Empire ottoman). = C.-rendus : *Charles A. Beard*. Economic origins of Jeffersonian democracy (excellent ouvrage sur l'interprétation de l'his-

toire considérée au point de vue économique). — *Ramsay Muir*. The making of British India (recueil de documents, qui constitue un bon précis d'histoire). = 2 mars. *Sir Edwin Pears*. Forty years in Constantinople, 1873-1915 (souvenirs fort intéressants notés par un homme qui vécut à Constantinople pendant plus de quarante ans; il y exerçait la profession d'avocat, en rapport avec les tribunaux des consulats européens, et envoya de là des correspondances à un des principaux journaux de Londres. Il fut donc en situation d'être bien renseigné. Le récit qu'il fait de la révolution fomentée par les Jeunes-Turcs est du plus haut enseignement). — *Ch. Seymour*. Electoral reform in England and Wales, 1832-1885 (étude très minutieuse où est suivi pas à pas, dans la pratique, le développement de la franchise parlementaire jusqu'au point suprême où l'élément démocratique triompha définitivement). = 9 mars. *M. Jastrow*. The civilization of Babylonia and Assyria (excellent, en partie original; c'est l'œuvre d'un maître qui a bien voulu mettre sa science à la portée du grand public). = 16 mars. *John Hill*. La Sorbonne pendant la guerre (l'aspect extérieur du quartier latin est assez bien décrit dans cet article; mais on peut reprocher à l'auteur d'avoir paru confondre deux institutions distinctes : la Sorbonne et le Collège de France. Il s'est un peu hâté aussi d'affirmer que « presque tous les cours publics servent de base à une attaque, directe ou indirecte, contre quelque phase de l'activité allemande » et l'on sera surpris de lire à la suite : « Cela prouve que les Français ne sont pas devenus indifférents aux horreurs perpétrées par leurs ennemis ! » Plus loin, M. Hill prend la peine d'affirmer que les étudiants américains peuvent venir en France et y travailler en toute sécurité et avec fruit. Remercions M. Hill au moins de ses bonnes intentions). = 22 mars. *Lord Courtney of Penwith*. Nationalism and war in the Near East (remarquable étude sur les pays du sud-est européen où la guerre a pris naissance. L'ouvrage était terminé avant le 1<sup>er</sup> août 1914). — *O. W. Dalton*. The letters of Sidonius (utile traduction des lettres de Sidoine Apollinaire et intéressant tableau de l'empire romain au v<sup>e</sup> siècle). = 30 mars. *H. L. Stewart*. L'attitude de l'Irlande au sujet de la guerre (les assurances données par l'auteur sur le loyalisme des Irlandais ont été déçues par les événements; mais en partie seulement, la récente insurrection irlandaise n'étant que l'œuvre d'une infime minorité). = 6 avril. *A. Bullard*. The diplomacy of the great war (remarquable). — *M. W. Wallace*. The life of Sir Philip Sidney (bon; l'auteur a retrouvé et il publie les comptes des dépenses faites par Sidney quand il était au collège; c'est la seule addition qu'on lui doive à la biographie, d'ailleurs fort estimable, de ce jeune seigneur qui fut en son temps le type achevé du courtisan, à la fois homme de plume et d'épée). = 13 avril. Les causes immédiates de la guerre (*H. C. Mercier* demande à *E. R. Turner*, auteur d'un article sur cette question paru dans la livraison du 27 janvier 1916, pourquoi il n'a pas fait état d'un

télégramme publié par la *Westminster Gazette*, 1<sup>er</sup> août 1914, télégramme où l'Allemagne demande à son ambassadeur à Vienne des éclaircissements sur l'attitude du gouvernement austro-hongrois : « Nous ne pouvons nous attendre à ce que l'Autriche-Hongrie entre en pourparlers avec la Serbie avec laquelle elle est en guerre; mais ce serait une grave erreur de refuser un échange d'opinions avec Pétersbourg. Nous sommes prêts à remplir nos devoirs d'alliés; mais nous ne voulons pas nous laisser entraîner dans une conflagration universelle parce que l'Autriche-Hongrie ne tiendrait pas compte de nos avis. » Ainsi l'Allemagne ne voulait pas la guerre, ce n'est pas elle qui l'a rendue inévitable. — Réponse de M. Turner : ce télégramme ne figure dans aucune des publications officielles de l'Allemagne ni de l'Autriche-Hongrie. Le chancelier allemand y a fait allusion dans son discours au Reichstag du 19 août 1915, sans reconnaître que ce fût une communication émanée du gouvernement. Tant que son authenticité n'aura pas été mise hors de doute, on n'en saurait faire état). — *W. A. Oldfather et H. V. Canter*. The defeat of Varus and the german frontar policy of Augustus (intéressante étude critique; les auteurs se proposent de prouver que la campagne de Varus et que la politique d'Auguste n'avaient point pour objet d'annexer la Germanie, mais seulement d'effrayer les tribus germaniques et, par ce moyen, d'assurer la sécurité de la frontière). — *P. H. Goldsmith*. A brief bibliography of books in english, spanish and portuguese, relating to the Republics commonly called latin american; with comments (beaucoup d'erreurs, d'omissions, de mentions injustifiées; le commentaire est souvent superficiel). — *Seal*. The positive sciences of the ancient Hindus (remarquable). = 20 avril. The New international Encyclopædia, vol. IX-XVIII (seconde édition très augmentée; le tome XVIII s'arrête au mot Poliziano). = 27 avril. Stuart P. SHERMAN. L'humanitarisme de Shakespeare. — *L. J. Burpee*. Sandford Fleming, empire builder (bonne biographie d'un des hommes qui ont le plus contribué à faire du Canada ce qu'il est devenu. Fleming était Écossais d'origine; né à Kirkaldy en 1827, il arriva au Canada en 1845 et prit une part considérable à l'établissement des chemins de fer, en particulier de la ligne transcontinentale, le C. P. R. Il est mort à Halifax le 22 juillet 1915. Son biographe fut son intime ami). = 4 mai. A. G. KELLER. Science et sociologie (des prétentions de la sociologie et des limites dans lesquelles il convient qu'elle se renferme. Elle a sa place marquée dans la science; qu'elle s'y tienne). — *John Dewey*. Democracy and education (contient d'intéressantes observations sur la psychologie, la théorie de la connaissance, la morale, les théories sociales; important pour le problème de l'éducation civique). — Cette livraison est accompagnée d'un supplément consacré aux livres publiés depuis l'automne dernier sur l'éducation. Un chapitre se rapporte aux livres sur l'histoire ancienne et médiévale, sur l'Amérique, sur l'Afrique australe, sur la guerre.

## GRANDE-BRETAGNE.

**30. — The Athenæum.** 1916, février. — Le pays de Mazeppa (résumé de l'histoire de l'Ukraine). — De quelques travaux récents sur l'histoire moderne (annonce les ouvrages de *H. E. Bourne* : *The revolutionary period in Europe, 1763-1815*; *J. A. R. Marriott* et *C. Grant Robertson* : *The evolution of Prussia*; *J. R. M. Macdonald* : *A history of France*; *Ch. S. Terry* : *A short history of Europe, 1806-1914*). — *Sir Th. Graham Jackson*. Gothic architecture in France, England and Italy (remarquable). = Mars. *C. E. Vaughan*. The political writings of J. J. Rousseau (très belle publication, preuve du légitime intérêt que l'on recommence à prêter aux théories politiques). — Ouvrages sur le pacifisme et le service militaire obligatoire dont le principe, renouvelé d'institutions longtemps en vigueur, vient d'être voté par la Chambre des Communes. — Ouvrages sur la guerre. — *H. A. Gibbons*. The foundation of the ottoman empire, 1300-1403 (très bon résumé). — *H. G. Dwight*. Constantinople, old and new (agréable). — *Th. Buzzard*. With the Turkish army in the Crimea and Asia minor (souvenirs très vivants sur la guerre de Crimée, notés par un médecin anglais qui servit dans les ambulances d'Omer Pacha; l'auteur a rafraîchi ses souvenirs en utilisant sa propre correspondance et le journal de son ami, le général Ballard). = Avril. Le troisième centenaire de Cervantès. — *Mrs C. C. Stopes*. Shakespeare's industry (excellent travail sur Shakespeare considéré comme homme d'affaires et dans ses rapports avec Stratford-sur-Avon; beaucoup d'utiles remarques sur l'éducation qu'il reçut : il eut en somme plus de génie que de connaissances). — *Edw. Salmon*. Shakespeare and democracy (intéressant essai; mais ce qui paraît le plus vraisemblable, c'est que Shakespeare n'eut pas d'opinions politiques bien arrêtées). — *H. Th. Stephenson*. The study of Shakespeare (insignifiant). — *G. J. Turner* et *H. E. Salter*. The register of St Augustine's abbey, Canterbury, commonly called The Black Book. — *J. Mills* et *M. J. Mac Enery*. Calendar of the Germanston register. — *Miss A. B. W. Chapman*. The Black Book of Southampton. — *G. Stebbing*. The story of the catholic church (tableau d'ensemble peu original). — *Dodds*. The pilgrimage of grace, 1536-1537 (excellent). — *R. Tyler*. Calendar of state papers relating to the negotiations between England and Spain. Vol. XI : Edward VI and Mary, 1553. = Mai. Le troisième centenaire de la mort de Shakespeare (de quelques manifestations théâtrales et autres en Angleterre). — Un ancien livre sur la guerre (parallèle entre l'œuvre d'Énée de Stymphale, auteur d'un traité sur l'art des sièges, le *Tacticien*, écrit vers 350 av. J.-C., et celle d'un auteur anonyme, *British Infantry training*, 1914). — De quelques tendances directrices dans la pensée politique de ces derniers temps; suite (l'idéal politique selon Sir Mar-

tin Conway et Delisle Burns). — Service militaire et éducation militaire (annonce deux ouvrages de Sir Francis Fletcher Vane : *The principles of military art*, et de J. M. Palmer : *An army of the people*). — L'éducation ; son but et sa méthode. — Deux livres de souvenirs (*My struggle for life*, de Joseph Keating, et *Fifty years of a Londoner's life*, de H. G. Hibbert).

**31. — Edinburgh Review.** Tome CCXXII, juillet 1915. — Dr A. SHADWELL. La littérature de guerre en Allemagne (les extraits de journaux allemands, publiés par notre presse, ne nous renseignent pas aussi bien sur l'esprit du pays que les brochures et pamphlets des intellectuels qui prennent charge de la conscience populaire. Analyse de brochures recueillies au hasard en territoire neutre, où elles se répandent sans doute comme les meilleures pour endoctriner l'étranger. Elles sont signées de professeurs et de docteurs connus : Karl Lamprecht, Deissmann, Lasson, Oskar Meyer, Dryander, Ernst Schultze, Willy Helm, Jacob Rieszer, Hermann Losch, etc. On ne peut vraiment dire que la guerre soit l'œuvre exclusive du Kaiser et des *Junker* : le peuple y participe de tout cœur. Sauf l'étude plus modérée de Lamprecht et un peu la brochure de Schultze, toutes montrent la suffisance, la vanité, l'infatuation naïve, l'illogisme flagrant que nous connaissons déjà ; elles sont d'un caractère superficiel qui surprend, mêlé d'ignorance prodigieuse à l'égard de leurs adversaires). — Prof. W. A. PHILLIPS. L'impérialisme britannique et les problèmes de la paix (le mot « impérialisme » exprime en principe le sentiment de Hobbes, que « l'homme ne peut être assuré de bien vivre et de garder ce qu'il a, s'il ne possède encore davantage ». Mais il s'y joint maintenant une sorte de mysticisme de race aux yeux du monde. Pourtant, l'impérialisme anglais, né des circonstances, ne repose sur aucune doctrine ; et le soulèvement des colonies américaines au XVIII<sup>e</sup> siècle, causé moins par une mauvaise administration métropolitaine que par l'humiliation qu'elles ressentaient d'être traitées en inférieures, lui apprit sérieusement à ne pas violenter ses sujets lointains. Le pangermanisme, au contraire, et, dans une mesure moindre, le panslavisme se proposent l'assimilation complète de leurs dépendances. C'est pourquoi, jugeant d'autrui par eux-mêmes, les Allemands reprochent aux Anglais, dont ils ne comprennent pas les méthodes, de prétendre *angliciser* le monde entier, alors que ceux-ci cherchent à former leur empire en une sorte d'*entente cordiale*, et non pas même de fédération, pour les états qui le composent. Nul ne peut dire encore si de la guerre actuelle sortira une paix armée plus agressive que jamais ou un développement des principes démocratiques tendant à la solidarité internationale). — UN ITALIEN. L'Italie et le conflit européen (« au commencement d'août 1914, l'Italie se trouvait l'alliée de l'Allemagne, sans aucun motif de sympathie particulière, et de l'Autriche qui lui avait toujours marqué de l'hostilité. Elle était l'amie de l'Angleterre, n'aimait point la France et se méfiait

vaguement de la Russie ». Efforts de l'Allemagne pour encourager sa neutralité. Le prince de Bulow expliquait à M. Giolitti, peu versé dans les affaires extérieures, que son pays s'indemniserait en annexant les provinces allemandes de l'Autriche et laisserait l'Italie prendre ensuite à son gré ce qui lui conviendrait; le conseiller de l'ambassade allemande à Rome traitait ouvertement les Autrichiens d'*idiots* pour ne savoir pas faire de concessions immédiates; mais l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie télégraphiait que l'Italie « bluffait » et ne marcherait jamais). — Edmond GOSSE. La poésie guerrière en France. — Mrs VILLIERS-STUART. Nationalité et jardinage (publications récentes sur l'art des jardins : Fouquier et Duchêne, Walter Godfrey, Inigo Triggs, Lawrence Weaver. En général, on néglige trop dans cette histoire les jardins du vieil Orient qui, de l'Égypte à la Perse, émerveillèrent tant les Grecs et dont la tradition s'est maintenue dans le Radjputana. Par les Arabes d'Espagne, les Croisés revenus du Levant, les Byzantins chassés par les Turcs, cet art se répandit du midi dans le nord de l'Europe. Influence du climat, du terroir et du caractère national. Les Hollandais, par exemple, recherchaient le gai coloris des fleurs, dont les jardins italiens sont singulièrement dépourvus. Les jardins japonais ont ravivé cet intérêt oriental; mais on les comprend mal et les imite de travers. Les monastères bouddhistes, comme les nôtres, ont conservé des plantes rares qui auraient disparu sans eux — tel le *ginkgo biloba*, remontant à la flore de l'âge secondaire). — J. DE MONTMORENCY. Chevalerie et civilisation (l'analyse de l'esprit chevaleresque ne manque pas d'utilité pratique en ce moment. L'Asie a été de bonne heure le pays de l'idéalisme; l'Europe et le nord de l'Afrique, le domaine du matérialisme. Les deux esprits se rencontrent en conflit dans la Bible et les poèmes d'Homère. Les civilisations grecque et romaine se laissèrent pénétrer d'idéalisme, surtout dans l'Empire romain d'Orient, qui, par ses lois, l'a introduit dans notre civilisation; mais, tout récemment encore, le sort de la femme était inférieur en Angleterre et l'est actuellement en Allemagne. Chevalerie et christianisme ne sont point identiques, pas plus qu'héroïsme et chevalerie). — John BAILEY. Les Odes de Meredith sur la France (au mois de janvier 1871, Meredith avait publié un poème sur « la France en décembre 1870 ». Par la suite, il y ajouta trois autres poèmes : « La Révolution », « Napoléon », « l'Alsace-Lorraine ». Le tout fut réimprimé en 1898 comme une « contribution au chant de l'histoire de France ». L'auteur, qui y attachait une grande importance, eut le regret de constater que le public y prenait peu d'intérêt. C'est néanmoins le caractère historique de ces Odes à la louange de la France que le poète anglais tenait à mettre en relief : elles contiennent une psychologie parfois très fine de Napoléon). — La bâtardise devant la loi (la législation anglaise sur les bâtards ne se comprend que par l'histoire. La coutume d'Angleterre n'admettait comme enfants légitimes que les enfants



nés pendant le mariage. Le droit canon, introduit trop tard dans le pays pour faire obstacle à cette règle sévère, essayait de relever le concubinat, très répandu jadis, en accordant la légitimation par mariage subséquent. Il a réussi malgré tout à mitiger la coutume; d'autant que la règle romaine s'est implantée aussi en Écosse, puis répandue dans les colonies, jusque dans l'Afrique du Sud, par l'intermédiaire des Hollandais. Il conviendrait maintenant de mettre autant que possible l'enfant à la charge de son père naturel et des parents de la jeune fille. A noter que, durant la présente année de crise, le taux de la natalité illégitime semble plutôt diminuer, même dans certaines villes de concentration militaire). — William ARCHER. Un historien maritime pangermaniste (le comte de Reventlow. Son livre, paru à la veille de la guerre, n'a pas attiré suffisamment l'attention. L'auteur n'a rien d'un pangermaniste fougueux. Il n'en est que plus instructif à entendre. Il reconnaît que l'Angleterre n'a jamais abusé de sa puissance maritime et a toujours cédé à l'Allemagne en matière coloniale. Dans le traité du Yansté, 16 octobre 1900, l'Allemagne, déclare-t-il, a rédigé les clauses avec une mauvaise foi voulue, de manière à les interpréter comme il lui plairait au point de vue de la liberté du commerce et des acquisitions territoriales en Chine. A propos de la convention de 1908 entre l'Allemagne, l'Angleterre, la France, la Hollande et la Suède, pour garantir le *statu quo* dans la mer du Nord, l'auteur prévoit que, en cas de guerre, elle n'aura pas la moindre valeur). — Wickham STEED (l'auteur développe certaines idées de son livre sur l'Autriche). — MARRIOTT. Démocratie, diplomatie et la guerre (sans intention voulue, la guerre actuelle entre nations est aussi une guerre contre la démocratie; car, si le régime démocratique ne remporte pas une victoire complète sur le germanisme, il se sera montré incapable de garantir la sécurité de l'État, et l'on sera contraint d'y renoncer. Le problème est de savoir si l'Angleterre populaire est capable, au *xx*<sup>e</sup> siècle, contre l'Allemagne, de faire ce que la dictature a fait chez elle au *xvi*<sup>e</sup> contre l'Espagne et l'oligarchie aristocratique au *xviii*<sup>e</sup> contre la France). — Miss PETRE. Le christianisme et la guerre (il est indéniable que la guerre est en désaccord absolu avec l'enseignement du Christ. Un catholique français a dit : « Mettez l'Évangile dans votre armoire, vous l'en retirerez après la guerre. » Mais un évangile que l'on met dans l'armoire ne vaut pas la peine qu'on aille l'en retirer. Un catholique anglais disait à son tour : « Prêcher l'amour fraternel en temps de guerre, autant recommander à un homme de se bien nourrir lorsqu'il souffre d'une attaque bilieuse. » Cette guerre des peuples est une « guerre civile » entre les religions. M. Loisy en conclut que le christianisme a été prêché en vue d'un autre monde, au moins d'une Cité de Dieu qui ne s'est pas réalisée sur terre. Notre guerre présente est humaine, non chrétienne. L'idée de guerre chrétienne est un non-sens). — David HANNAY. L'humanité de la guerre moderne (Wellington a bien parlé de « l'hu-

manité de la guerre moderne » ; mais c'était plutôt par ironie. Il est impossible de fixer des limites aux nécessités de la guerre. Le maréchal Suchet, à Lérída, fit chasser à coups de fusil tous les habitants de la ville, vieillards, femmes, enfants, jusque dans la citadelle, jugée imprenable, et qu'il écrasa ensuite de ses bombes, pour l'obliger à se rendre, avec cette population misérable. Le peuple anglais comprend moins ces cruautés de la situation, parce qu'il n'a jamais été attaqué, ruiné chez lui, comme l'ont été les Français, les Espagnols. Ce qui aggrave les rudesses de la guerre est que les armées d'aujourd'hui ne sont plus composées de mercenaires qui se battent pour une cause indifférente, mais de peuples dont les intérêts essentiels sont en jeu. Puis la science travaille ici contre l'humanité, et tout le monde doit suivre le courant). — Edmond GOSSE. La profanation des monuments français. — Lytton STRACHEY. Voltaire et Frédéric II (histoire de leurs relations. Frédéric eut tort d'appeler Voltaire à sa cour. « Il est évident, pour tout observateur impartial, que la visite de Voltaire ne pouvait finir autrement qu'elle n'a fini. Lorsque deux égotistes fieffés décident, pour des raisons égoïstes, de faire ménage ensemble, chacun sait ce qui arrivera »). — WRIGHT. L'athlétisme grec et l'entraînement militaire (le Grec s'intéressait moins que l'Anglais de nos jours aux jeux sportifs. D'autre part, il était combattant de dix-huit à soixante ans et, « dans les cités grecques, l'entraînement militaire n'était pas à proprement parler un des arts de la vie : c'était la vie même ». Inutile dès lors de comparer les deux peuples. Mais l'athlétisme organisé des Jeux olympiques a une très longue histoire. Comparaison des exercices avec ceux de nos jours. Chez les Grecs, la peau était plus élastique à force de massages et d'onction d'huile ; le pied plus souple et plus prenant ; les muscles du tronc, poitrine, abdomen plus libres et développés. Cependant, pour le saut et la course, nous n'avons rien à apprendre). — Rowland PROTHERO. Le patriotisme et l'agriculture (depuis la guerre, un changement s'est produit dans l'esprit des Anglais. « Il y a quelques mois, le morcellement des grandes fermes en petites tenures était la panacée favorite. » Aujourd'hui, l'on réclame la culture du blé sur une grande échelle. On reproche aux fermiers de faire trop de bénéfices sur le blé ; mais c'est Chicago qui règle les cours. On leur reproche aussi de négliger la culture intensive ; mais le rendement n'est pas toujours encourageant pour la dépense. Enfin, les fils de fermiers ne se sont pas enrôlés dans l'armée, comme les autres catégories sociales ; ils ont fourni moins de volontaires que les autres classes, en effet, mais ils rendent bon service en demeurant à leur tâche).

**32. — Quarterly review.** Tome CCXXIV, juillet-octobre 1915. — Henry CLORISTON. Les derniers vers du Tasse. — J. H. ROUND. Procès récents en matière de pairie (l'auteur est chargé d'instruire au nom de la couronne les instances en revendication de pairie. Le sujet, fort intéressant en lui-même, a été rarement traité avec un soin

scrupuleux. Les recherches généalogiques sont le plus souvent décevantes ou intéressées. L'essentiel est de prouver que tel ancêtre du pétitionnaire a été convoqué à tel parlement et qu'il a siégé parmi les barons. On prend, comme point de départ, en pratique, le parlement de 1295, sous Édouard I<sup>er</sup>; mais la Chambre des Lords, qui n'est tenue par aucun précédent, a même admis des baronnies qui remontaient au parlement de 1290). — D<sup>r</sup> INGE, doyen de Saint-Paul. Le patriotisme (le patriotisme est né de l'esprit de clan et surtout de l'amour du foyer, à quoi l'on peut ajouter la combativité naturelle de l'homme et son avidité d'acquérir. Le capitalisme, en séparant la fortune de la terre, et la démocratie, en combattant les ambitions dynastiques, ont pu diminuer ce désir de conquête. Mais vienne un brigand à la mode d'autrefois, il sera le héros du public. « Au point de vue moral, il y eut peu d'aussi grands coquins que Frédéric II et Napoléon I<sup>er</sup>. » Il se mêle, du reste, à ce patriotisme un sentiment plus noble, le désir de voir son pays se développer comme une existence précieuse. Mais cette admiration dégénère trop souvent en haine ou dédain contre l'étranger, et les Anglais ont été fréquemment d'une arrogance insupportable. L'ouvrier comprend peu le patriotisme; il est fidèle à sa classe; mais, lorsque ses intérêts économiques seront en jeu, il marchera le premier : une guerre contre les jaunes sera une guerre d'ouvriers). — MORELAND. La guerre et les blés de l'Inde (en vue des approvisionnements de la guerre, et pour éviter les excès de spéculation, le gouvernement de Lord Hardinge a pris une mesure grave : laissant les Indiens libres de vendre et d'acheter du blé sur le marché intérieur, il s'est réservé le monopole de l'exportation, en achetant l'excédent de la récolte, plus de 2 millions de tonnes, à un prix que lui-même fixe, rémunérateur pour le paysan, mais inférieur à celui qu'il eût atteint sur le libre marché. Et, pour ne pas ruiner les maisons d'exportation, le gouvernement les charge de l'envoi à Londres sous sa surveillance. Il reste à voir quel effet ces mesures produiront sur l'esprit public et l'économie de la culture). — Walter LEAF. Les Dardanelles (leur rôle important dans l'histoire. Troyens, Grecs et Turcs ont eu la maîtrise de ce passage : les Troyens exerçaient un contrôle passif, les Grecs y employaient la marine et les Turcs l'ont défendu avec de l'artillerie). — RANDALL. Nietzsche et l'éducation allemande (Nietzsche a protesté de bonne heure contre le triple caractère imposé à l'éducation en Allemagne : la mettre au service de l'État, la rendre utilitaire et lui donner la sécheresse philologique). — Albert BALL. Méthodes allemandes en Italie (mainmise sur le commerce et l'industrie, surtout par l'intermédiaire de la *Banca Commerciale italiana*. Emploi de la presse : il existait, à la veille de la guerre, 168 journaux imprimés hors de l'Allemagne, dans son seul intérêt). — Stanley LANE-POOLE. Le califat (Lord Crewe, secrétaire d'État pour l'Inde, et Lord Cromer ont déclaré, dans ces derniers temps, que la question du califat devait être réglée par les

Musulmans. Ce serait une erreur de croire que l'Islam ne reconnaisse qu'un calife. Il en existe généralement deux ou davantage. Au x<sup>e</sup> siècle, la Méditerranée baignait les rivages de trois califes. Il reste même une forte minorité convaincue qu'il n'y a pas actuellement de calife en ce monde, mais qu'il en viendra un à son heure, chargé d'ouvrir l'âge d'or. La faute de ce désarroi remonte à Mahomet, qui n'a point indiqué de règles de succession. Aujourd'hui, les Musulmans de l'Inde, sunnites orthodoxes en majeure partie, se bornent à prier, chaque vendredi, pour « le calife du jour ». — D<sup>r</sup> DILLON. Les personnages du drame dans la crise italienne (la moralité politique était au plus bas, dans les classes gouvernantes, à la veille de la guerre. Cette corruption inaugurée par le ministre Depretis, le premier qui eût signé l'alliance avec l'Allemagne et l'Autriche, avait été amplement développée par M. Giolitti, devenu en quelque sorte dictateur. Sa majorité fidèle ressemblait à une bande de condottieri. Ainsi s'explique la mission du prince de Bulow, sûr de trouver des affidés; et il en trouva plus qu'il n'en voulait. Contre Bulow et Giolitti se dressaient Sonnino et Salandra, deux hommes d'un grand caractère. Sonnino, particulièrement, semble avoir plus de sympathie pour le pays en général que pour tel ou tel personnage désigné). — L'Italie et l'Adriatique (histoire des dominations successives qui se sont étendues sur cette mer. Estime que l'Italie a tout intérêt à s'entendre avec les Slaves contre les Austro-Germains et les Hongrois). — Mrs DUGDALE. Iñes de Castro et Pedro de Portugal (d'après la chronique de Fernando Lopez. La littérature du sujet). — W. Morton FULLERTON. L'idéalisme français et la guerre (l'auteur avait publié, à Londres, en 1913, un livre, *Problems of Power*, où il apparaît que la France était déjà portée par une grande vague d'idéalisme. Il s'appuie ici sur d'autres ouvrages : *la Crise française*, par Chéradame; *The Decay of Idealism in France*, par M. Bodley; *l'Histoire de deux peuples*, par Jacques Bainville, etc. Il raille M. Bodley, dont le grand ouvrage sur la France avait obtenu, il y a quelques années, un si grand succès dans les milieux réactionnaires (?) et qui croit au déclin de l'idéalisme, parce que l'idéologie a diminué. Sans doute, le Français commence à se méfier des formules; même « la Liberté, l'Égalité, la Fraternité » peuvent être « de dangereuses illusions », mais le Français tient toujours à l'idée de justice qui l'aide en ce moment à défendre son foyer). — Le traitement des étrangers ennemis (avant la Révolution, les nombreux traités passés entre les puissances accordaient aux étrangers surpris par la guerre en territoire ennemi un délai de neuf à dix mois pour se retirer et liquider leurs affaires. Napoléon fut le premier à violer la règle et à les retenir. Le service militaire obligatoire a introduit, il est vrai, un élément nouveau qui autorise à regarder comme prisonniers les hommes capables de servir leur pays. Les Austro-Allemands ont donné cette fois l'exemple de la rigueur en arrêtant sans délai tous les hommes, même âgés ou invalides, tandis

que l'Angleterre leur accordait un délai de sept jours. On doit ajouter que les Anglais internés sont mieux traités en Autriche qu'en Allemagne). — Basil WILLIAMS. Charles Fox et la révolution d'Amérique (lorsque parut, en 1880, le délicieux volume de Sir George Trevelyan sur la *Jeunesse de Fox*, l'historien Justin Mac-Carthy lui dit un jour, dans les couloirs du parlement, qu'on devrait le condamner, par autorité de justice, à « terminer Fox ». Malheureusement, au lieu de terminer Fox, Sir George, après avoir acquis l'expérience du gouvernement, s'est mis à raconter la révolution d'Amérique, à laquelle Fox ne se trouve mêlé qu'accessoirement. Il néglige ainsi d'expliquer pourquoi la mémoire de son héros demeure chère aux Anglais, quoiqu'il n'ait guère agi au pouvoir, que son éloquence ne fût pas de premier ordre et qu'il ait contrecarré le sentiment public exaspéré par les horreurs de la Révolution française). — Lord CROMER. L'Autriche moderne (à propos des livres de Gayda, Steed, Seton Watson. Comparaison de l'Angleterre et de l'Autriche impérialistes. L'Autriche n'a pas à compter avec les préjugés de caste et de couleur, mais avec des nationalités différentes et hostiles. Sa politique, que ne vient entraver aucun préjugé démocratique, tend à les opposer les unes aux autres. C'est ainsi qu'elle cherche à supprimer le nationalisme tchèque ou serbe, mais qu'elle encourage celui des Ruthènes contre la Russie, et des Slaves dalmates contre l'Italie. Sans doute eût-il mieux valu gouverner de manière à calmer ces hostilités; mais l'auteur rappelle le mot de Bolingbroke sur les Habsbourg : « Je ne songe jamais à la conduite de cette famille sans me représenter un homme qui tresse une corde de paille pendant que son âne mange l'autre extrémité »).

— John BAILEY. Quelques livres sur la guerre (on ne saurait dire que l'Angleterre n'était pas prévenue. Elle fut indifférente ou incrédule. Les livres de Reich, de Cramb, de Georges Bourdon auraient dû être mieux connus. Celui de M. Oliver, *Ordeal by Battle*, est, par suite, un réquisitoire violent et piquant contre le dernier ministère. Parmi les précurseurs, on doit compter Frédéric Harrison, qui, dès 1863, dénonçait la crise européenne et, dès 1867, réclamait un accord avec la France). — Humphry WARD. Les Allen, Wedgwood et Darwin (on vient de publier l'histoire et la correspondance en deux volumes de cette très intéressante famille, apparentée par de fréquents intermariages. John Allen, vieux soldat de la guerre de Sept ans, eut de nombreuses filles, dont deux épousèrent des fils du grand céramiste Wedgwood : une devint la femme de Sir James Mackintosh, une autre la femme de Sismondi; Charles Darwin, l'illustre naturaliste, épousa la fille d'un troisième Wedgwood, sa cousine germaine : un de leur petit-fils, très brillant sujet, Erasmus Darwin, vient d'être tué dans les Flandres. Une autre fille d'Allen devint la grand-mère de Lady Salisbury, femme du premier ministre de la reine Victoria).

33. — *The scottish historical Review*. 1916, avril. — Alfred W. JOHNSTON. L'influence écossaise sur Orkney (Orkney, comme

Shetland, fut colonisée par les Scandinaves du VII<sup>e</sup> au IX<sup>e</sup> siècle; un comté d'Orkney et Shetland fut fondé par le roi de Norvège Harald vers l'an 880; il fut donné en gage en 1468 au roi d'Écosse. Avant et après cet accord, qui préparait l'annexion des Orcades à l'Écosse, l'influence celtique ne cessa de s'exercer sur l'île scandinave, en ce qui concerne par exemple l'évaluation des impôts fonciers, la législation, la topographie). — J. FERGUSON. Recettes de médecine au XVII<sup>e</sup> siècle (publie des recettes consignées sur le journal du Rév. Robert Landess). — John A. INGLIS. Le dernier ministre épiscopal de Moneydie (William Smyth, pasteur de Moneydie en Perthshire, mort en 1718). — R. GRIERSON. Le Nithsdale au temps de l'Union des couronnes (entendons : surtout au temps de Jacques VI Stuart ou Jacques I<sup>er</sup> d'Angleterre). — Th. KEITH. Les élections municipales dans les bourgs royaux d'Écosse. II : depuis l'Union de 1707 jusqu'à la réforme municipale de 1833. — A. Fr. BAIRD. Anciennes lois sur les munitions (publie un acte du 9 juillet 1606 réglant la situation particulière des ouvriers du charbon et du sel; il est demeuré en vigueur jusqu'en 1779). = C.-rendus : C. *Cushell*. The scottish friend of Frederic the Great, the last earl Marischall (ce que dit l'auteur de la famille Keith, à qui appartenait le comte Marischall, est plein d'erreurs; mais la biographie du comte lui-même est une œuvre fort estimable). — N. Forbes, A. J. Toynbee, D. Mitrany, D. G. Hogarth. The Balkans; a history of Bulgaria, Serbia, Greece, Romania, Turkey (bons résumés). — P. Hume Brown. Letters relating to Scotland in the reign of Queen Anne, by James Ogilvy, first earl of Seafield and others (important). — A. Fr. Steuart. Papers relating to the Scots in Poland, 1573-1793 (beaucoup d'utiles renseignements).

---



## CHRONIQUE.

---

**France.** — Nous annonçons un peu tardivement la mort de M. Aristide DOUARCHE, ancien conseiller à la Cour de cassation. Il naquit en 1850 à Coursan (Aude). Non content du titre de docteur en droit, il ambitionna celui de docteur ès lettres et soutint devant la Sorbonne une thèse remarquée : *l'Université de Paris et les jésuites, XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles* (1888). Il était à ce moment président de chambre à la Cour d'Agen et il publia des *Notes sur la justice et les tribunaux à Agen pendant la période révolutionnaire* (1893). Plus tard, nommé à Paris, il poursuivit ses études sur la Révolution et donna deux volumes de documents sur l'organisation judiciaire de la France de 1791 à 1799, *les Tribunaux civils de la Révolution* (1905-1907). Les documents avaient été réunis avant l'incendie du palais de Justice en 1871 par M. le conseiller Casenave; mais ils furent annotés avec beaucoup de soin et publiés par M. Douarche dans la collection de documents relatifs à l'histoire de Paris pendant la Révolution française.

— M. Louis TANON, ancien président à la Cour de cassation, qui est mort au mois d'avril dernier, n'était pas seulement un magistrat distingué et un remarquable jurisconsulte; il a écrit des ouvrages d'histoire qui resteront : *Registre criminel de la justice de Saint-Martin-des-Champs, précédé d'une étude sur la juridiction des religieux de Saint-Martin* (1877); *Histoire des justices des anciennes églises et communautés monastiques de Paris, suivie des registres inédits de Saint-Maur-des-Fossés, Sainte-Geneviève, Saint-Germain-des-Prés et du registre de Saint-Martin-des-Champs* (ouvrage couronné par l'Académie des inscriptions et belles-lettres, 1883); *l'Ordre du procès civil au XIV<sup>e</sup> siècle au Châtelet de Paris* (1886); *Histoire des tribunaux de l'Inquisition en France* (1893).

— M. Charles DEJOB, mort le 5 avril 1916 à l'âge de soixante-neuf ans, s'était voué à l'étude de la littérature, de la civilisation et aussi de l'histoire italiennes. Une thèse ingénieuse, contestable en certaines de ses conclusions, sur *l'Influence du concile de Trente sur la littérature et les beaux-arts chez les peuples catholiques* (1884), a pour objet de montrer l'influence bienfaisante exercée par la contre-réforme catholique du xvi<sup>e</sup> siècle; en même temps, comme l'indique le sous-titre qui laisse percer le paradoxe, c'est un *Essai d'introduction à l'histoire littéraire du siècle de Louis XIV*. Auparavant, il avait retracé la biographie d'un professeur français en Italie dans la

seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle : *Marc-Antoine Muret* (1881). On lui doit encore des études faciles et agréables sur *M<sup>me</sup> de Staël et l'Italie* (1890); *la Condition des Juifs à Mantoue au XVI<sup>e</sup> siècle* (1892); *les Juifs dans la comédie au XVIII<sup>e</sup> siècle* (1899); *les abbés et les abbesses dans la comédie française et italienne* (1898); *les Femmes dans la comédie française et italienne au XVIII<sup>e</sup> siècle* (1901); *la Foi religieuse en Italie au XIV<sup>e</sup> siècle* (1906), où il montre qu'au temps de Boccace et du Décaméron les mœurs n'étaient pas aussi corrompues qu'on serait tenté de le penser à première vue. Notons encore *l'Instruction publique en France et en Italie au XIX<sup>e</sup> siècle* (1894), sans oublier de nombreux comptes-rendus publiés un peu partout et en particulier dans la *Revue critique d'histoire et de littérature*. M. Dejob fut un des ouvriers les plus convaincus et les plus actifs du rapprochement politique entre la France et l'Italie, fondateur de la Société des Études italiennes, dont il en fut aussi le président. Il était membre correspondant de l'Académie de la Crusca. Sa perte sera vivement regrettée des deux côtés des Alpes. Ch. B.

— L'éminent indianiste Auguste BARTH, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, est mort le 15 avril 1916 dans un âge très avancé. A l'occasion de son quatre-vingtième anniversaire, ses élèves et amis ont entrepris de rééditer en un recueil complet toutes ses œuvres. Ce recueil comprendra quatre volumes, dont deux ont déjà paru. Le tome I contient son plus important travail : *les Religions de l'Inde* et le tome II les *Bulletins* sur les religions de l'Inde qu'il a donnés régulièrement à la *Revue de l'histoire des religions* de 1880 à 1902. Les tomes III et IV contiendront les mémoires originaux et comptes-rendus parus dans divers recueils scientifiques.

— Le samedi 4 mars 1916, M. Pierre-Maurice MASSON, ancien élève de l'École normale supérieure, professeur et doyen de la Faculté des lettres à l'Université de Fribourg (Suisse), lieutenant au 261<sup>e</sup> d'infanterie, né à Metz le 4 octobre 1879, devait soutenir à la Faculté des lettres de Paris en Sorbonne les deux thèses de doctorat suivantes : thèse principale, *la Religion de Jean-Jacques Rousseau*; thèse complémentaire, *la Profession de foi du vicaire savoyard*, édition critique d'après les manuscrits de Genève, Neuchâtel et Paris, avec une introduction et un commentaire historique. La soutenance ne put avoir lieu, M. Masson n'ayant pas obtenu la permission de quitter son poste où il trouva glorieusement la mort le 16 avril 1916 « en parcourant sous un vif bombardement le secteur de sa compagnie pour s'assurer que les dispositions nécessitées par l'explosion d'une mine étaient prises » (Ordre général n° 313).

Le jeudi 11 mai 1916, à trois heures de l'après-midi, la Faculté s'est réunie dans la salle de doctorat sous la présidence de M. A. Croiset, doyen. Étaient présents les membres du jury : MM. Lanson, Aulard, Chamard, Rébelliau, Michaut, Strowski, auxquels avaient

tenu à se joindre un grand nombre de membres de la Faculté. Un nombreux public remplissait la salle. M. le Doyen a exposé les circonstances dans lesquelles se tenait cette réunion, les remarquables titres scientifiques et les hautes qualités de M. Masson. MM. Michaut et Lanson ont présenté, l'un pour la thèse complémentaire, l'autre pour la thèse principale, leurs rapports faisant connaître la valeur considérable et l'importance des œuvres soumises à l'examen de la Faculté, puis M. le Doyen a prononcé la formule suivante : « La Faculté, après avoir lu les thèses de M. Pierre-Maurice Masson et avoir entendu les observations des rapporteurs, déclare avec émotion et à l'unanimité que les thèses étaient dignes de valoir à leur auteur le grade de docteur ès lettres avec la mention la plus honorable. »

— Les journaux ont annoncé à la fin du mois de mai 1916 la mort de M. Alfred DUQUET qui fut un historien militaire très apprécié. Il s'était consacré à l'histoire de la guerre de 1870-1871 et en a raconté les divers épisodes dans des ouvrages courts, mais très étudiés. Nous citons ici les principaux : *Froeschwiller, Châlons, Sedan* (1880); *les Grandes batailles de Metz* (1887); *les Derniers jours de l'armée du Rhin* (1887); *Paris, le Quatre-Septembre et Châtillon* (1890); *Paris, Chevilly et Bagneux* (1891); *Paris, la Malmaison, le Bourget et le 31 octobre* (1893); *Paris, Thiers, le plan Trochu et l'Hay* (1894); *Paris, les batailles de la Marne* (1895); *Paris, second échec du Bourget et perte d'Avron* (1896); *Paris, le bombardement et Buzenval* (1898); *Paris, la capitulation et l'entrée des Allemands* (1899). Quand il eut terminé cette série sur Paris qui lui valut à l'Académie française le prix Berger, il reprit l'un ou l'autre de ces volumes précédents avec des développements nouveaux. C'est ainsi qu'il donna en 1912 *Châlons et Beaumont*. Il s'est éteint dans sa soixante-douzième année.

— M. Augustin FILON est mort à Croydon (Angleterre) le 19 mai 1916. Il était né le 23 novembre 1841. Fils d'un inspecteur général de l'Université qui avait abordé l'histoire d'Angleterre, il fut destiné à l'enseignement. Élève de l'École normale supérieure, il en sortit agrégé des lettres en 1864; après avoir professé dans plusieurs lycées de province, il fut choisi comme précepteur de prince impérial (1867) et il remplit ces fonctions jusqu'en 1874, fidèle à ses maîtres dans l'infortune comme il l'avait été dans la prospérité. On lui doit une *Histoire de la littérature anglaise* (1883; 4<sup>e</sup> édition, 1889), œuvre écrite avec talent, mais incomplète en certaines parties et insuffisante sur les époques anciennes; des études sur R. Churchill, J. Chamberlain et J. Morley, qu'il a réunies en un volume intitulé : *Profilis anglais* (1893), un essai nourri de documents inédits sur *Mérimée* (1898); une traduction française de l'ouvrage de Lord Rosebery : *Napoléon; la dernière phase* (1901); *la Caricature en Angleterre* (1902); une apologie de *Marie Stuart* (1910); une série d'articles

sur *l'Angleterre d'Édouard VII*, parus dans la *Revue des Deux Mondes* et reproduits en un volume (1911); un beau livre sur le *Prince impérial* (1912) qui est une biographie très touchante, bien documentée et richement illustrée, en même temps qu'un plaidoyer politique. C'était un littérateur distingué, très classique dans ses goûts, très conservateur dans ses opinions, et pourtant ouvert aux idées nouvelles, même quand elles lui déplaisaient. Devenu tout à fait aveugle, il ne cessa de suivre avec un vif intérêt le mouvement contemporain en France et surtout dans cette Angleterre, qui, depuis quarante ans, était devenue sa seconde patrie.

— Le 27 mai dernier est mort le général GALLIÉNI. L'Histoire dira le rôle qu'il a joué dans l'organisation du camp retranché de Paris à la fin d'août 1914 et la part qui lui revient dans l'offensive prise sur l'Oureq contre une des armées allemandes d'invasion; elle glorifiera les mérites de l'officier habile et entreprenant à qui nous devons une notable partie de notre empire colonial. Il nous appartient de rappeler au moins les titres des livres dans lesquels il a raconté ses campagnes, exposé les principes qui l'ont guidé pour la conquête et l'organisation du Soudan, du Tonkin, de Madagascar : *Voyage au Soudan français, 1879-1881* (1885); *Deux campagnes au Soudan français, 1886-1888* (1891); *Trois colonnes au Tonkin, 1894-1899* (1899); *Rapport sur la pacification, l'organisation et l'administration de Madagascar, 1890-1895* (1900), et *Neuf ans à Madagascar* (1908). Ces écrits sont un précieux enseignement, non seulement pour les officiers et les administrateurs civils chargés de continuer l'œuvre féconde de Galliéni, mais encore pour l'histoire de l'expansion coloniale de la France. Le général Galliéni était né à Saint-Béat (Haute-Garonne) le 24 avril 1849.

— M. le marquis Joseph DE LA BORDE est mort le 30 mai 1916, à la suite de blessures reçues dans un accident d'automobile. Il était né le 13 septembre 1840. Fils aîné de l'ancien directeur des Archives du royaume, Léon de La Borde, il entra à l'École des chartes, où il eut comme camarades de promotion entre autres Michel Desprez, J. Guiffrey, A. Tuetey. Il en sortit en 1863 avec une thèse sur l'Hôtel des rois de France qui n'a pas été imprimée. Archiviste aux Archives de l'empire, il fut chargé de publier (1875) le tome III des *Layettes du trésor des chartes* qui se rapporte aux années 1247-1260, et il ne cessa, même après avoir quitté les Archives, de s'intéresser à l'histoire. Au Comité des travaux historiques, il était un des membres les plus zélés et un des rapporteurs les plus écoutés. Il fut aussi un des fondateurs de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France, dont il a été deux fois élu président.

**Allemagne.** — On nous pardonnera une rapide incursion sur le domaine de la politique en faveur de Maximilien Harden. Dans le numéro de la *Zukunft* du 13 mai 1916, après avoir établi un parallèle, d'ailleurs assez risqué, entre Bonaparte, « respectueux du droit

des autres peuples, de ce droit invoqué par Bismarck pour réaliser son œuvre (*sic*) », et Napoléon I<sup>er</sup> qui, « dans l'ivresse de sa toute-puissance anarchique et surhumaine, a mené à l'abîme la plus énergique volonté de l'histoire », il déclare emphatiquement que l'Allemagne doit choisir aujourd'hui entre la politique et le militarisme. « Le militarisme sans scrupules la conduirait, peut-être, à la victoire », dit-il ; « mais ce serait le triomphe d'un jour que suivraient de près l'expulsion de la société humaine, le rabougrissement sur le rivage désert, derrière des récifs de haine. Celui qui, au xx<sup>e</sup> siècle après Jésus-Christ, recourrait à des formes de guerre dont les armées d'Hammourabi et d'Agamemnon auraient eu honte, ne devrait pas s'étonner que le petit anneau de solidarité humaine se hérissât contre lui de pointes de fer. » Et il conclut : « En avant, de la folle du triomphe à la raison, du militarisme à la politique ! » C'est un indice qu'il importait de recueillir, pour autant du moins que l'Histoire peut faire état des élucubrations si déconcertantes du brillant publiciste berlinois.

**Grande-Bretagne.** — Sir Clements Robert MARKHAM est mort en janvier 1916 à la suite de blessures reçues dans l'incendie de sa maison. Né près d'York le 20 juillet 1830, il avait quatre-vingt-six ans. Après avoir servi dans la marine royale de 1844 à 1852 et fait partie d'un voyage à la recherche de Franklin (*Franklin's footsteps*, 1853), il entra dans la vie civile, voyagea au Pérou (*A history of Peru*, 1892) et aux Indes, devint secrétaire du service des forêts de l'Inde ; rentré en Angleterre, il consacra toute son activité à des travaux sur l'histoire des découvertes géographiques et des voyages. Secrétaire de la *Hakluyt Society*, il publia dans le recueil de cette société vingt-deux volumes de textes et de traductions, surtout d'ouvrages espagnols. Mentionnons seulement : l'Histoire naturelle et morale des Indes par J. de Acosta, les Voyages de W. Baffin (1612-1622), ceux de P. de Cieza de Leon, les Commentaires sur les Incas de Lasso de La Vega, les *Narratives of the rites and laws of the Yncas from the original spanish mss.* (1873), une biographie de Lady Anne de Osorio, comtesse de Chinchon et vice-reine du Pérou, 1629-1639 ; les voyages de Hawkins sous Henri VIII, Élisabeth et Jacques I<sup>er</sup> ; les récits sur la mission de G. Bogle au Thibet et le voyage de Th. Manning à Lhassa (1879). Secrétaire de la Société de géographie (1863-1888), il retraça le tableau de son activité : *The fifty years' work of the R. geographical Society* (1881). On lui doit encore : *A life of John Davis the Navigator, 1550-1605* (1889) ; *Richard Hakluyt, his life and work* (1896). Notons en outre, dans un domaine tout différent : *A tract on the succession of the crown by Sir John Harington* (Roxburgh Club, 1860) ; *The life of the great lord Fairfax* (1870) ; une généalogie de la famille Markham (1872) ; la biographie de deux membres de la famille de Vere, qui s'illustrèrent dans les guerres aux Pays-Bas au xvi<sup>e</sup> siècle : *The fighting Veres. Lives of Sir Francis Vere, general of the Queen's forces in the Low countries*,

and of Sir Horace Vere, baron Vere of Tilbury (1888). Il avait reçu la dignité de « Knight » en 1896.

— Sir Laurence GOMME est mort le 25 février 1916. Il était né à Londres en 1853, et c'est Londres qui fut le principal centre de son activité : il y fit ses études; il y enseigna à l'École d'économie politique instituée près de l'Université; il fut « clerk » du conseil du comté et « statistical officer ». Tout le temps que lui laissèrent ses fonctions officielles, il le consacra à des travaux littéraires et historiques. Il fut membre de l'Institut anthropologique; il fonda la « Folklore Society », dont il fut pendant de longues années le secrétaire; il dirigea *The Antiquary*, *The Archæological Review*; sa récréation principale était de changer de travail. Il composa d'ingénieuses études sur les *Primitive folkmoths or open air assemblies in Britain* (1880) et *The Village community* (1890). Bibliographe acharné; il compila un *Handbook of folklore* (1890), un *Dictionary of british folklore* (1894), un *Index* des mémoires d'archéologie publiés dans les « Transactions » des sociétés savantes de la Grande-Bretagne de 1665 à 1890 (1907); il réédita en une longue série de volumes les articles publiés depuis 1823 dans *The gentleman's Magazine* sur l'archéologie, les institutions, les mœurs de l'Angleterre; il écrivit une dissertation nourrie de faits et de références bibliographiques : *Folklore as an historical science* (1908). Attiré vers l'étude des institutions municipales, il dressa pour l'*Index Society* (1879) une liste des anciennes fonctions municipales de l'Angleterre : *Index of municipal offices compiled from the appendices to the first report of the Commissioners appointed to inquire into the municipal corporations in England and Wales 1835*, et rédigea un manuel : *The literature of local institutions* (1886), qui rendit de réels services avant d'être remplacé par la Bibliographie de Charles Gross. Mais l'histoire de sa ville natale, dont il suivit non sans tristesse l'énorme accroissement, resta toujours au premier rang de ses préoccupations scientifiques : après une dissertation sur l'organisation du Conseil du comté de Londres nouvellement créé (*The London county council; its duties and powers according to the local government Act of 1888*), il aborda de front le problème des origines et des transformations de Londres depuis l'époque celtique et romaine jusqu'à nos jours. On a parlé plus haut (p. 363-364) des trois ouvrages qu'il a consacrés à ce beau sujet. S'il eut le chagrin de voir discuter sa thèse de la continuité des institutions romaines, il eut du moins la satisfaction d'avoir élevé un monument qui durera.

Ch. B.

---

#### ERRATUM.

Page 179, ligne 39, au lieu de : *mêmes erreurs*, lire : *menues erreurs*.

---



## INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

### HISTOIRE GÉNÉRALE.

- Bainville (Jacques)*. Histoire de deux peuples, la France et l'Empire allemand, 145.  
*Chapuisat (Édouard)*. Voir *Eynard (Jean-Gabriel)*.  
*Dickins (Bruce)*. Runic and heroic poems of the old teutonic peoples, 142.  
*Duhem (Pierre)*. Le système du monde. Histoire des doctrines cosmologiques de Platon à Copernic, t. III, 122.  
*Eynard (Jean-Gabriel)*. Au Congrès de Vienne. Journal publ. par *Édouard Chapuisat*, 132.  
*Haskins (Charles Homer)*. The Normans in european history, 386.  
*Louis (Paul)*. L'Europe nouvelle, 145.  
*Prou (Maurice)*. La forêt en Angleterre et en France, 386.  
*Reinach (Joseph)*. Récits et portraits contemporains, 146.  
*Van Hoesen (Henry Bartlett)*. Roman cursive writing, 142.  
*Woolley (Reginald Maxwell)*. Coronation rites, 143.

### HISTOIRE DE LA GUERRE.

- Armée de l'air (l'). Sa prédominance et sa tactique, 152.  
*Barzini (Luigi)*. Scènes de la grande guerre, 154.  
*Cabrol (dom F.)*. La prière pour la France, 160.  
*Chamberlain (Houston Stewart)*. Wer hat den Krieg verschuldet? 391.  
*Corominas (Pere)*. Per l'amor de la França, 160.  
*Delay (Paul)*. Les catholiques au service de la France, 392.  
*Desson (G.)*. Souvenirs d'un otage, 395.  
*Estre (Henry d')*. D'Oran à Arras; impressions de guerre d'un officier d'Afrique, 152.  
*Fernau (Hermann)*. Précisément parce que je suis Allemand! Éclaircissements sur la question de la culpabilité des Austro-Allemands posée par le livre *L'accuse*, 388.  
*Ginisty (Paul)*. Les artistes morts

- pour la patrie, août 1914-décembre 1915, 159.  
*Goldmann (Paul)*. Von Lille bis Brüssel. Bilder aus den westlichen Stellungen und Kämpfen des deutschen Heeres, 393.  
Guerre (la). Documents de la section photographique de l'armée, 389.  
*Jean-Bernard*. Histoire générale et anecdotique de la guerre de 1914, 147.  
*Jørgensen (Johannes)*. La cloche Roland, 396.  
*Langlois (Gabriel)*. Les lettres héroïques, 152.  
— Les prophéties relatives à la guerre de 1914-1916, 152.  
*Mallette (général)*. De la Marne à l'Yser, 153.  
*Malo (Henri)*. Le drame des Flandres, 155.  
*Masson (Frédéric)*. Discours à l'hôpital Hôtel Thiers-Institut de France, 395.  
Pages actuelles, 1914-1915, n° 55-76, 147.  
Pages d'histoire, 1914-1916, n° 73-88, 150; n° 89-99, 389.  
— Atlas. Index de tous les théâtres de la guerre. III, 152.  
*Presber (Rudolf)*. An die Front zum deutschen Kronprinzen, 392.  
*Prieur (Claude)*. De Dixmude à Nieuport. Journal de campagne d'un officier de fusiliers marins, octobre 1914-mai 1915, 153.  
*Reinhardt (Walter)*. Sechs Monate Westfront. Feldzugserlebnisse eines Artillerie-Offiziers in Belgien, Flandern und der Champagne, 394.  
*Riou (Gaston)*. Journal d'un simple soldat. Guerre et captivité, 157.  
*Rousseau (A.)*. L'action des Alliés sur les mers, 157.  
*Rouzie (abbé L.)*. Théologie de la guerre en dix-huit leçons, 158.  
*Sultherland (duchesse de)*. Six semaines à la guerre, 154.  
*Stapfer (Paul)*. Les leçons de la guerre, 159.  
*Vallotton (Benjamin)*. A travers la France en guerre. Souvenirs d'Alsace, 156.  
*Variot (Jean)*. La Croix des Carmes.

Documents sur les combats du bois  
Le Prêtre, 385.

## HISTOIRE DE L'ANTIQUITÉ.

- Aline (Henry)*. Histoire du texte de Platon, 387.
- Baumgarten (Fritz)*, *Poland (Franz)* et *Wagner (Richard)*. Die hellenische Kultur, 3<sup>e</sup> édit., 84.
- Beloch (K. Julius)*. Griechische Geschichte, 2<sup>e</sup> édit., 81.
- Belzner (E.)*. Homerische Probleme, 94.
- Bijvanck (A. W.)*. De Magnae Graeciae historia antiquissima, 97.
- Blank (Oskar)*. Die Einsetzung der Dreissig zu Athen im Jahre 404 v. Chr., 107.
- Bouché-Leclercq (A.)*. Histoire des Séleucides, 323-64 av. J.-C., 114.
- Boucher (colonel Arthur)*. L'Anabase de Xénophon, 109.
- La tactique grecque à l'origine de l'histoire militaire, 109.
- Bury (J.-B.)*. A history of Greece to the death of Alexander the Great, 8<sup>e</sup> édit., 82.
- Calhoun (George Miller)*. Athenian clubs in politics and litigation, 106.
- Cavaignac (Eugène)*. Histoire de l'antiquité, t. II et III, 82.
- Chadwick (H. Munro)*. The heroic age, 93.
- Cloché (Paul)*. La restauration démocratique à Athènes en 403 av. J.-C., 366.
- Etude chronologique sur la troisième guerre sacrée, 356-346 av. J.-C., 373.
- Contenau (Dr. G.)*. Contribution à l'histoire économique d'Umma, 388.
- Coroi (J.)*. La violence en droit criminel romain, 121.
- Costanzi (Vincenzo)*. Il dominio egiziano nelle Cicladi sotto Tolomeo Filopatore, 115.
- Daremberg et Saglio*. Dictionnaire des antiquités grecques et romaines, fasc. 47-50, 86.
- David (Maxime)*. Voir *Meyer (Eduard)*.
- Delatte (Armand)*. Etudes sur la littérature pythagoricienne, 387.
- Dieulafoy (Marcel)*. La bataille d'Issus, 110.
- Dinsmoor (W. B.)*. Attic building accounts, 105.
- Dussaud (René)*. Les civilisations pré-helléniques dans le bassin de la mer Egée, 90.
- Entaphia (in memoria di Emilio Pozzi)*, 90.
- Ferguson (William Scott)*. Hellenistic Athens, 112.
- Ferrabino (Aldo)*. Θεσσαλῶν πολιτεία, 102.
- Gercke (Alfred)* et *Norden (Eduard)*. Einleitung in die Altertumswissenschaft, 84.
- Glotz (Gustave)*. Le droit des gens dans l'antiquité grecque, 163.
- Hall (M. R.)*. The ancient history of the Near-East, from the earliest times to the battle of Salamis, 96.
- Hellénisation (1<sup>re</sup>) du monde antique, 85.
- Hoffmeister (E. von)*. Durch Armenien und der Zug Xenophons bis zum schwarzen Meere, 107.
- Hude (Karl)*. Les papyrus et le texte de Thucydide, 163.
- Kéramopoulos (Antonios D.)*. Οι ἀπολογισμοὶ τῆς οἰκοδομίας τοῦ Παρθενῶνος, 106.
- Klotzsch (Carl)*. Epirotische Geschichte bis zum Jahre 280 v. Chr., 111.
- König (Werner)*. Der Bund der Nesioten, 115.
- Leaf (Walter)*. Troy, a study in homeric geography, 92.
- Lenschau (Th.)*. Zur Geschichte Ionien, 104.
- Leonhard (Walther)*. Hettiter und Amazonen, 95.
- Livingstone (R. W.)*. The greek genius and its meaning to us, 86.
- Mallen (Ludolf)*. Kyrene, 97.
- Mathieu (Georges)*. Aristote, Constitution d'Athènes; essai sur la méthode suivie par Aristote dans la discussion des textes, 387.
- Meyer (Eduard)*. Geschichte des Altertums, 3<sup>e</sup> édit., t. I, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> moitiés. Histoire de l'antiquité. T. I, trad. par *Maxime David*; t. II, trad. par *Alexandre Moret*, 80.
- Minns (Ellis H.)*. Scythians and Greeks, 101.
- Moret (Alexandre)*. Voir *Meyer (Eduard)*.
- Murray (Gilbert)*. The rise of the greek epic, 92.
- Niccolini (Giovanni)*. La confederazione achea, 119.
- Norden (Eduard)*. Voir *Gercke (Alfred)*.
- Obst (Ernst)*. Der Feldzug des Xerxes, 104.
- Pareti (L.)*. Studi siciliani e italoti, 98.
- Le imprese di Tibrone in Asia nel 400/399 e nel 391 av. Cr., 109.
- Pauly*. Real-Encyclopädie der classischen Altertumswissenschaft; nouv. édit., t. XIV-XVI, 87.
- Pöhlmann (Robert von)*. Griechische Geschichte, 5<sup>e</sup> édit., 83.
- Aus Altertum und Gegenwart, 89.
- Pokorny (Erich)*. Studien zur grie-

chischen Geschichte im sechsten und fünften Jahrhundert des IV Jahrhunderts, 109.

*Poland (Franz)*. Voir *Baumgarten (Fritz)*.

*Porzio (Guido)*. I Cipselidi. La storia interna della tirannide corinzia nuovamente esaminata, 102.

— Atene, Corinto, Pericle e le cause della guerra Peloponnesiaca, 106.

*Poulsen (Frederik)*. Der Orient und die frühgriechische Kunst, 94.

*Pozzi (Emilio)*. Le battaglie di Cos e di Andro, e la politica marittima di Antigono Gonata, 116.

— Il trattato d'alleanza tra l'Acarnania e l'Etolia, 119.

*Reinach (Ad.)*. Un monument delphien. L'Etolie sur les trophées gaulois de Kallion, 119.

*Reisinger (Ernst)*. Kretische Vasenmalerei vom Kamares bis zum Palaststil, 90.

*Rosbach (Otto)*. Castrogiovanni, das alte Henna in Sizilien, 100.

*Roussel (Pierre)*. La confédération des Nésotes, 116.

*Saglio*. Voir *Daremberg*.

*Solari (Arturo)*. La lega tessalica, 119.

*Spiess (Heinrich)*. Menschenart und Heldenentum in Homers Iliad, 94.

*Sundwall (Joh.)*. Die einheimischen Namen der Lykier, 96.

*Swoboda (H.)*. Zur Geschichte von Akarnanien, 118.

*Tarn (William Woodthorpe)*. Antigonas Gonatas, 117.

*Thómopoulos (Jacob)*. Πελαγονικά, 91.

*Usener (Hermann)*. Kleine Schriften, t. III et IV, 88.

*Wagner (Richard)*. Voir *Baumgarten (Fritz)*.

*Walek (T.)*. Die delphische Amphictionie in der Zeit der aitolischen Herrschaft, 119.

*Zimmern (Alfred E.)*. The greek commonwealth. Politics and economics in fifth-century Athens, 105.

## HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

*Pineaud (Joseph)*. Voir *Prince (Morton)*.

*Prince (Morton)*. La psychologie du Kaiser, trad. par *Joseph Pineaud*, 164.

*Tannenbergh (Otto Richard)*. Le rêve allemand! La plus grande Allemagne; traduction française, 164.

*Vogel (W.)*. Geschichte der deutschen Seeschiffahrt, 125.

## HISTOIRE D'ALSACE-LORRAINE.

Alsacien(un). L'épreuve alsacienne, 396.

*Reuss (Rod.)*. L'histoire d'Elias Salomon de Dauendorf et de Jedelé d'Obernai, 1790-1792, 166.

*Rosnoblet (H.)*. Autour du poète. Contes d'Alsace, 166.

## HISTOIRE D'AUTRICHE-HONGRIE.

*Leger (Louis)*. La liquidation de l'Autriche-Hongrie, 167.

Nation (la) tchèque, 168.

## HISTOIRE DE BELGIQUE.

*Des Ombiaux (Maurice)*. La résistance de la Belgique envahie, 155.

*Langenhove (Fernand Van)*. Comment naît un cycle de légendes. Francs-tireurs et atrocités en Belgique, 381.

Rapports sur la violation du droit des gens en Belgique, t. II, 155.

*Van der Essen (Léon)*. A short history of Belgium, 397.

## HISTOIRE DE L'ÉGLISE.

*Bachmann (Johannes)*. Die päpstlichen Legaten in Deutschland und Skandinavien, 1125-1159, 326.

*Bannister (H. M.)*. Voir *Little (A. G.)*.

*Coulton (G. G.)*. Medieval studies, 344.

*Dehio (Ludwig)*. Innocenz IV und England, 327.

*Ghellinck (J. de)*. Le mouvement théologique du XII<sup>e</sup> siècle, 324.

*James (M. R.)*. Voir *Little (A. G.)*.

Kirchengeschichtliche Festgabe Anton de Waal zum goldenen Priester-Jubiläum dargebracht, 322.

*Little (A. G.)*, *James (M. R.)* et *Bannister (H. M.)*. Collectanea franciscana, t. I, 326.

*Mohler (Ludwig)*. Die Kardinäle Jakob und Peter Colonna, 328.

*Otger (P. Livarius)*. Documenta inedita ad historiam fratricellorum spectantia, 331.

*Poole (Reginald L.)*. Lectures on the history of the papal chancery down to the time of Innocent III, 376.

*Schober (Gustav)*. Das Wahldekret vom Jahre 1059, 324.

*Schreiber (Georg)*. Untersuchungen zum Sprachgebrauch des mittelalterlichen Oblationenwesens, 323.

*Seton (Walter W.)*. Some new sources for the life of blessed Agnes of Bohemia, 326.

*Zellfelder (August)*. England und das Basler Konzil, 332.

## HISTOIRE D'ESPAGNE.

*Desdevises du Désert (G.)*. L'inquisi-

- tion aux Indes espagnoles à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, 171.
- Miret y Sans (J.)*. Lettres closes de Louis I<sup>er</sup> d'Anjou, roi de Sicile, à Pierre, roi d'Aragon, 169.
- Antics documents de llengua catalana, 169.
- Documents de juifs catalans, XI<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> s., 169.
- Criminals de quatre potes, 169.
- Morel-Fatio (Alfred)*. L'attitude de l'Espagne dans la guerre actuelle, 161.
- Les néocarlites et l'Allemagne, 161.
- La gallophobie espagnole, 162.
- Mousset (A.)*. En Espagne. Catholisme et germanophilie, 160.
- La propagande allemande en Espagne, 161.
- Rubió i Lluch (A.)*. Contribució a la biografia de l'infant Ferrán de Mallorca, 170.

## HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS.

- Papers (the) of the Bibliographical society of America, 398.
- Washington*. Calendar of the Correspondence of George Washington, commander in chief of the continental army, with the officers, 397.

## HISTOIRE DE FRANCE.

- Benaërts (Louis)*. Le régime consulaire en Bretagne. Le département d'Ille-et-Vilaine, 1799-1804, 130.
- Chauviré (Roger)*. Jean Bodin, auteur de la République, 378.
- Colloque de Jean Bodin des secrets cachez des choses sublimes, 381.
- Dépréaux (Albert)*. Note sur deux bandoulières aux couleurs du duc d'Orléans, 171.
- Duffour (abbé J.)*. Fragments d'un ancien sacramentaire d'Auch, 172.
- Exposition universelle et internationale de San Francisco. La science française, 137.
- Gratien (P.)*. Sermons franciscains du cardinal Eudes de Châteauroux, 172.
- Hauser (Henri)*. Michelet et l'Allemagne de 1870. « La France devant l'Europe », 163.
- Jullian (Camille)*. La tradition française, 400.
- Lamouzele (E.)*. Petite histoire de la Bigorre, 176.
- Lanson (Gustave)*. Manuel bibliographique de la littérature française moderne. Index général, 179.
- Lanzac de Laborie (L. de)*. Essais historiques et biographiques, 174.
- Lauvay (M. de)*. Quelques notes sur

- Pierre de Montreuil, maître maçon de Notre-Dame de Paris, 400.
- Le Cholleux (René)*. La Lourdes du Nord. Notre-Dame de Brebrières, 176.
- Martin (abbé Eugène)*. Petite histoire religieuse de la région lorraine, 178.
- Morand (Edmond)*. La chapelle de Saint-Don près Riom; son patron, ses origines, 176.
- Morère (Ph.)*. L'Ariège avant le régime démocratique, 400.
- Parat (abbé A.)*. Histoire d'Arcy-sur-Cure, 177.
- Poète (Marcel)*. Une première manifestation d'union sacrée. Paris devant la menace étrangère en 1636, 172.
- Pouvourville (A. de)*. Jusqu'au Rhin. Les terres meurtries et les terres promises, 178.
- Prentout (Henri)*. La Normandie, 175.
- Sainsautieu (Max)*. Reims avant la guerre, 400.

## HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.

- Abell (Francis)*. Prisoners of war in Britain, 1756-1815, 127.
- Ashley (William James)*. The economic organisation of England, 349.
- Bacon of Stiffkey (Sir Nathaniel)*. Official papers, 1580-1620, publ. par H. W. Saunders, 401.
- Bolland (William Craddock)*. The eyre of Kent, 6-7 Edward II, 334.
- Select bills in eyre, 1292-1333, 335.
- Bond (Francis)*. Dedications and patron saints of english churches, 347.
- Bonnard (G.)*. La controverse de Martin Marprelate, 1588-1590, 355.
- Bracton*. De legibus et consuetudinibus Angliae, publ. p. G. E. Woodbine, 337.
- Brown (P. Hume)*. The legislative union of England and Scotland, 363.
- Carr (Cecil T.)*. Select charters of trading companies, 1530-1707, 336.
- Cecil (Algernon)*. A life of Robert Cecil, first earl of Salisbury, 357.
- Dalton (Sir Cornelius Neale)*. The life of Thomas Pitt, 358.
- Deanesley (Margaret)*. Voir Richard Rolle of Hampole.
- Deardorff (Neva Ruth)*. English trade in the Baltic during the reign of Elizabeth, 350.
- Dodds (Madeleine Hope et Ruth)*. The pilgrimage of grace, 1536-1537, 351.
- Elder (John R.)*. The Highland host of 1678, 362.
- Evans (Howell T.)*. Wales and the wars of the Roses, 346.
- Gerson (Armand G.)*. The organisation

and early history of the Muscovy company, 350.  
*Gomme* (Sir *Laurence*). London, 363.  
*Henderson* (T. F.). The royal Ste-warts, 361.  
*Henstone* (J. R.). Anne Hyde, duchess of York, 357.  
*Lee* (Sir *Sidney*). A life of William Shakespeare, 356.  
*Lipson* (E.). An introduction to the economic history of England, t. I, 349.  
*Martin* (Charles). Les protestants anglais réfugiés à Genève au temps de Calvin, 1555-1560, 352.  
*Mitchell* (Sydney Knox). Studies in taxation under John and Henry III, 343.  
*Richard Rolle of Hampole*. Incendium amoris, publ. par *Margaret Deanesly*, 345.  
*Salter* (Rév. H. E.). Voir *Turner* (G. J.).  
*Saunders* (H. W.). Voir *Bacon of Stiffkey* (Sir *Nathaniel*).  
*Seymour* (Charles). Electoral reform in England and Wales, 1832-1885, 361.  
*Thomas* (Edward). The life of the duke of Marlborough, 358.  
*Thompson* (A. Hamilton). Visitations of religious houses in the diocese of Lincoln, t. I, 341.  
*Trevelyan* (Sir *George Otto*). George III and Charles Fox, t. II, 359.  
*Turner* (G. J.). Year-books of Edward II, t. VI, 333.  
 — A calendar of the feet of fines relating to the county of Huntingdon, 339.  
 — et *Salter* (Rév. H. E.). The register of St Augustine's abbey, Canforbury, 340.  
*Vaughn* (Ernest V.). English trading expeditions into Asia under the authority of the Muscovy company, 1557-1581, 350.  
*Victoria* history of London, t. I, 365.  
*Walker* (Thomas James). The depot for prisoners of war at Norman Cross, 1796-1816, 127.

*Wallace* (Malcolm William). The life of Sir Philip Sidney, 353.  
*Woodbine* (George E.). Voir *Bracton*.

## HISTOIRE D'ITALIE.

L'Italie et la guerre. Préface de M. *Henri Hauvette*, 389.  
*Luvini* (Oberst). Berichte aus dem Jahre 1848, publ. par *Alfred Stern*, 402.  
*Pingaud* (Albert). L'Italie depuis 1870, 134.  
*Stern* (Alfred). Voir *Luvini*.

## HISTOIRE D'ORIENT.

*Huvelin* (P.). L'Allemagne en Orient, 402.  
 Programme (le) yougo-slave, 403.  
 Unité (l') yougo-slave. Manifeste de la jeunesse serbe, croate et slovène réunie, 403.

## HISTOIRE DE ROUMANIE.

*Marcu* (Mosco). Ce que les Juifs rou-mains doivent à la Prusse, 402.

## HISTOIRE DE SERBIE.

*Uhry* (Alfred). Journée serbe, 180.

## HISTOIRE DE SUISSE.

*Chapuisat* (E.). La guerre européenne et le rôle de la Suisse, 180.  
 Histoire militaire de la Suisse, 404.

## HISTOIRE DE LA MUSIQUE.

*Brenet* (M.), *Chantavoine* (J.), *Laloy* (L.), *La Laurencie* (L. de). L'année musicale, 1913, 404.  
*Chantavoine* (J.). Voir *Brenet* (M.).  
*Collet* (Henri). Victoria, 405.  
*La Laurencie* (L. de). Voir *Brenet* (M.).  
*Laloy* (L.). Voir *Brenet* (M.).  
*Lavignac* (Albert). Encyclopédie de la musique, 406.

## TABLE DES MATIÈRES.

### ARTICLES DE FOND.

	Pages
GAFFAREL (Paul). La Terreur blanche à Marseille dans les derniers mois de 1815 . . . . .	241
HOMO (Léon). Flamininus et la politique romaine en Grèce, 198-194 av. J.-C. ( <i>suite et fin</i> ) . . . . .	1

### MÉLANGES ET DOCUMENTS.

BRÉHIER (Louis). L'histoire de France à la façade de la cathédrale de Reims. . . . .	288
HAUMANT (Émile). Karageorges; son armée, ses adversaires.	65
E <sup>5</sup> MATHIEZ (Albert). Sur la formation de la légende dantonienne (documents inédits) . . . . .	301
MOREL-FATIO (Alfred), de l'Institut. Le révolutionnaire espagnol don Andrés Maria de Guzman, dit « Don Tocsinos » . . . . .	33

### BULLETIN HISTORIQUE.

<b>Histoire de Grande-Bretagne</b> , par Ch. BÉMONT . . . . .	333
<b>Histoire ecclésiastique</b> . Moyen âge, par E. JORDAN . . . . .	322
<b>Histoire grecque</b> , 1911-1914, par G. GLOTZ (3 <sup>e</sup> article) . . . . .	80

### COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

ABELL (Francis). Prisoners of war in Britain, 1756-1815 (Georges Pariset) . . . . .	127
BENAËRTS (Louis). Le régime consulaire en Bretagne. Le département d'Ille-et-Vilaine durant le Consulat (Chr. Pfister) . . . . .	130
CHAPUISAT (Édouard). Au Congrès de Vienne. Journal de Jean-Gabriel Eynard (Id.) . . . . .	132

[SUPPLÉMENT AU NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT 1916.]



## TABLE DES MATIÈRES.

457

Pages

CHAUVIRÉ (Roger). Jean Bodin, auteur de la <i>République</i> (Chr. Pfister) . . . . .	378
Id. Colloque de Jean Bodin des secrets cachez des choses sublimes entre sept sçavans qui sont de différens sentimens (Id.) . . . . .	381
CLOCHÉ (Paul). La restauration démocratique à Athènes en 403 av. J.-C. (G. Glotz) . . . . .	366
Id. Étude chronologique sur la troisième guerre sacrée, 356-346 av. J.-C. (G. Glotz) . . . . .	373
COROÏ (J.). La violence en droit criminel romain (J. Tou- tain) . . . . .	121
DUHEM (Pierre). Le système du monde. Histoire des doc- trines cosmologiques de Platon à Copernic, t. III (A. Fliche) . . . . .	122
Exposition universelle et internationale de San-Francisco. La science française (L. Halphen) . . . . .	137
LANGENHOVE (Ferdinand VAN). Comment naît un cycle de légendes. Francs-tireurs et atrocités en Belgique (Ch. Bémont) . . . . .	381
PINGAUD (Albert). L'Italie depuis 1870 (Jules Gay) . . . .	134
POOLE (Reginald L.). Lectures on the history of the papal chancery down to the time of Innocent III (L. Halphen) . . . . .	376
VARIOT (Jean). La Croix des Carmes. Documents sur les combats du bois Le Prêtre (Chr. Pfister) . . . .	385
VOGEL (W.). Geschichte der deutschen Seeschiffahrt, t. I (H. Van der Linden) . . . . .	125
WALKER (Thomas James). The depot for prisoners of war at Norman Cross, Huntingdonshire, 1796-1816 (Georges Pariset) . . . . .	127

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Histoire d'Allemagne (Ch. BÉMONT, Chr. PFISTER) . . . .	163
Histoire d'Alsace-Lorraine (Chr. PFISTER) . . . . .	166, 396
Histoire d'Autriche-Hongrie (L. EISENMANN, Chr. PFISTER). .	167
Histoire de Belgique (Ch. BÉMONT) . . . . .	397
Histoire des États-Unis (Ch. BÉMONT) . . . . .	397
Histoire d'Espagne (Chr. PFISTER, Jean RÉGNÉ) . . . .	169
Histoire de France (Ch. BÉMONT, L. HALPHEN, Chr. PFIS- TER) . . . . .	172, 400
Histoire de Grande-Bretagne (Ch. BÉMONT) . . . . .	401
Histoire de l'Antiquité (Ch. BÉMONT, Chr. PFISTER) . . .	163, 387

	Pages
Histoire de la Guerre (Ch. BÉMONT, Pierre GRILLET, Chr. PFISTER, Jean RÉGNÉ) . . . . .	147, 388
Histoire d'Italie (Chr. PFISTER) . . . . .	401
Histoire de la Musique (L. HALPHEN, Stanislas POSNER) . . . . .	404
Histoire d'Orient (Ch. BÉMONT, P. GRILLET, Chr. PFISTER) . . . . .	402
Histoire de Roumanie (Chr. PFISTER) . . . . .	403
Histoire de Serbie (Chr. PFISTER) . . . . .	180
Histoire de Suisse (Ch. BÉMONT, V. VAN BERCHEM) . . . . .	180, 404
Histoire générale (Ch. BÉMONT, Georges PARISSET, Chr. PFISTER, René POUPARDIN) . . . . .	142, 386

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

## CANADA.

1. Review of histor. publications relating to Canada . . . . . 428

## ESPAGNE.

1. Butlleti de la Biblioteca de Catalunya . . . . . 210

## ÉTATS-UNIS.

1. Nation (the) . . . . . 433

## FRANCE.

1. Académie des inscriptions et belles-lettres . . . . . 204, 427  
 2. Académie des sciences morales et politiques . . . . . 205, 427  
 3. Anjou historique (l') . . . . . 205  
 4. Annales de Bretagne . . . . . 206  
 5. Annales de géographie . . . . . 181, 415  
 6. Annales révolutionnaires . . . . . 181  
 7. Bibliographe moderne (le) . . . . . 181  
 8. Bulletin de la Soc. de l'hist. du protestantisme français . . . . . 182, 415  
 9. Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques . . . . . 182, 416  
 10. Bulletin hispanique . . . . . 183, 416  
 11. Bulletin italien . . . . . 417  
 12. Correspondant (le) . . . . . 192, 419  
 13. Études. Revue fondée par des PP. de la C<sup>ie</sup> de Jésus . . . . . 194, 420  
 14. Grande Revue (la) . . . . . 196  
 15. Journal des savants . . . . . 188, 411

## TABLE DES MATIÈRES.

459

	Pages
16. Mémoires de l'Académie de Vaucluse . . . . .	206
17. Mercure de France . . . . .	197, 421
18. Moyen âge (le) . . . . .	408
19. Nouvelle Revue historique de droit . . . . .	183
20. Polybiblion . . . . .	189, 412
21. Révolution française (la) . . . . .	184, 408
22. Revue archéologique . . . . .	417
23. Revue chrétienne . . . . .	422
24. Revue critique d'histoire et de littérature . . . . .	189, 413
25. Revue de l'Agenais . . . . .	206
26. Revue de l'Anjou . . . . .	207
27. Revue de l'histoire des colonies françaises . . . . .	184, 418
28. Revue de l'histoire des religions . . . . .	185
29. Revue de Paris (la) . . . . .	198, 423
30. Revue de Saintonge et d'Aunis . . . . .	207
31. Revue des Deux Mondes . . . . .	201, 424
32. Revue des études anciennes . . . . .	185, 409
33. Revue des études historiques . . . . .	409
34. Revue des études napoléoniennes . . . . .	186, 410
35. Revue des sciences politiques . . . . .	187, 410
36. Revue du Vivarais . . . . .	207
37. Revue générale du droit . . . . .	418
38. Revue historique de Bordeaux . . . . .	209
39. Revue historique de la Révolution française . . . . .	187, 411
40. Revue politique et littéraire . . . . .	203, 426
41. Revue savoisienne (la) . . . . .	210

## GRANDE-BRETAGNE.

1. Athenæum (the) . . . . .	436
2. Edinburgh Review . . . . .	437
3. English historical Review (the) . . . . .	211
4. Nineteenth century and after (the) . . . . .	212
5. Quarterly Review . . . . .	440
6. Scottish historical Review (the) . . . . .	444
7. Transactions of the r. historical Society . . . . .	213

## ORIENT BYZANTIN.

1. Νέος Έλληνομνήμων . . . . .	214
2. Vizantijski Vremennik . . . . .	215

## CHRONIQUE.

	Pages
<i>Allemagne</i> . . . . .	229, 448
<i>Alsace</i> . . . . .	230
<i>Autriche</i> . . . . .	231
<i>Belgique</i> . . . . .	232
<i>France</i> . . . . .	223, 445
<i>Grande-Bretagne</i> . . . . .	449
<i>Russie</i> . . . . .	236
<i>Suisse</i> . . . . .	239
ERRATUM . . . . .	450
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE . . . . .	451

*Le gérant : R. LISBONNE.*







# COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 200 millions de francs entièrement versés.

Siège social : 14, rue BERGÈRE. — Succursale : 2, place de l'OPÉRA, Paris.

**OPÉRATIONS DU COMPTOIR :** Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Escompte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traités, Envois de Fonds en Province et à l'Étranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de coupons, etc.

**AGENCES :** 44 Bureaux de quartiers dans Paris. — 17 Bureaux de Banlieue. — 223 Agences en Province. — 11 Agences dans les Colonies et Pays de protectorat. — 13 Agences à l'Étranger.

**LOCATION DE COFFRES-FORTS :** Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du public : 14, rue Bergère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Élysées ; 35, avenue Mac-Mahon ; 13, boulevard Raspail, et dans les principales Agences. — Une clé spéciale unique est remise à chaque locataire. — La combinaison est faite et changée par le locataire à son gré. — Le locataire peut seul ouvrir son coffre.

**BONS À ÉCHÉANCES FIXES.** Intérêts payés sur les sommes déposées : De 0 à 11 m. 1/2, 1 1/2 0/0 ; De 1 à 2 ans, 2 0/0. — Au delà de 2 ans et jusqu'à 4 ans, 3 0/0. Les Bons, délivrés par le Comptoir NATIONAL aux taux d'intérêts ci-dessus, sont à ordre ou au porteur, au choix du Déposant. Les intérêts sont représentés par des Bons d'intérêts également à ordre ou au porteur, payables semestriellement ou annuellement suivant les convenances du Déposant. Les Bons de capital et d'intérêts

peuvent être endossés et sont par conséquent négociables.

**VILLES D'EAUX, STATIONS ESTIVALES ET HIVERNALES.** Le Comptoir NATIONAL a des agences dans les principales Villes d'Eaux ; Aix-en-Provence, Aix-les-Bains, Antibes, Bagnères-de-Luchon, Bagnols-de-l'Orne, Bayonne, Biarritz, Boulogne-sur-Mer, Bourboule (La), Brest, Calais, Cannes, Châtel-Guyon, Cherbourg, Compiègne, Dax, Deauville, Dieppe, Dunkerque, Enghien, Fontainebleau, Havre (Le), Hyères, Menton, Mont-Dore (Le), Nice, Pau, Rochelle (La), Saint-Germain-en-Laye, Saint-Malo, Saint-Nazaire, Toulon, Trouville, Vichy, Tunis, Monte-Carlo, Saint-Sébastien, Alexandrie, Le Caire (Égypte), etc. Ces agences traitent toutes les opérations comme le siège social et les autres agences, de sorte que les Étrangers, les Touristes, les Baigneurs peuvent continuer à s'occuper d'affaires pendant leur villégiature.

**LETTRES DE CRÉDIT POUR VOYAGES.** Le Comptoir NATIONAL D'ESCOMPTE délivre des Lettres de Crédit circulaires payables dans le monde entier auprès de ses agences et correspondants ; ces Lettres de Crédit sont accompagnées d'un carnet d'identité et d'indications et offrent aux voyageurs les plus grandes commodités en même temps qu'une sécurité incontestable.

**SALONS DES ACCRÉDITÉS,** Succursale, 2, place de l'Opéra.

Installation spéciale pour voyageurs. Émission et paiement de lettres de crédit. Bureau de change. Bureau de poste. Réception et réexpédition des lettres.

## LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN.

### CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

**Tourisme dans les vieilles provinces entre Loire et Garonne.** — Il existe entre la Loire et la Garonne une série de vieilles provinces desservies par le réseau d'Orléans et des plus attrayantes tant par le charme de leurs paysages que par l'intérêt de leurs souvenirs.

Les vallées de la Creuse, de la Vienne, de la Dordogne, du Lot, de l'Aveyron, notamment, y offrent à l'attention des touristes leurs sites innombrables, leurs poétiques ruines et leurs châteaux.

L'architecture y a laissé d'autre part quantité de brillants palais et de vieux logis dans de belles villes d'art, telles Bourges, Poitiers, Toulouse, ou dans des bourgades très archaïques comme Uzerche (Corrèze), Najac (Aveyron), Penne et Cordes (Tarn).

Il faut enfin signaler quelques stations thermales, notamment dans le Bourbonnais, Nérès et Evaux, dans le Poitou, La Roche-Posay, et dans le département du Lot, Alviçnac-Miers, à proximité de Rocamadour, des grottes de Lacave et de la rivière souterraine de Padirac.

### CHEMINS DE FER DE PARIS À LYON ET À LA MÉDITERRANÉE

**Billets d'aller et retour collectifs de vacances à prix réduits toutes classes pour familles d'au moins trois personnes.** — Émission : 15 juin-30 septembre, au départ de toutes gares P.-L.-M. — Minimum de parcours simple : 150 kilomètres. — Arrêts facultatifs. — Validité : jusqu'au 5 novembre. — Prix : les deux premières personnes paient le tarif général, la troisième personne bénéficie d'une réduction de 50 %, la quatrième et chacune des suivantes d'une réduction de 75 %.

Demander les billets quatre jours à l'avance à la gare de départ.

### CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

**Visite du Mont-Saint-Michel.** — Jusqu'au 31 octobre, toutes les gares des lignes de Normandie et de Bretagne du réseau de l'État délivreront pour le Mont-Saint-Michel des billets directs d'aller et retour à prix réduits des trois classes, valables de trois à huit jours, suivant la distance.

Les billets délivrés au départ de Paris permettent de passer, au retour, par Granville ; ils sont valables sept jours et leurs prix sont fixés à : 47 fr. 70 en 1<sup>re</sup> classe ; 35 fr. 75 en 2<sup>e</sup> classe et 26 fr. 10 en 3<sup>e</sup> classe.

PUBLICATIONS SUR LA GUERRE

Viennent de paraître :

LES ALLEMANDS ET LA SCIENCE

PAR **GABRIEL PETIT**, d'Alfort, et **MAURICE LEUDET**, du *Figaro*.

Préface de M. **PAUL DESCHANEL**

De l'Académie française, Président de la Chambre des députés

Opinions de MM. Arsène ALEXANDRE, Ernest BABELON, Maurice BARRÈS, Marcelin BOULÉ,  
Émile BOUTROUX, A. CHAUFFARD, A. CHAUVEAU, DASTRE, Yves DELAGE, Pierre DEL-  
BET, Pierre DUHEM, E. GAUCHER, Armand GAUTIER, E. GLEY, GRASSET, HENNEGUY,  
Camille JULLIAN, Félix LE DANTEC, L. LANDOUZY, René LOTE, Stanislas MEUNIER,  
Edmond PERRIER, Émile PICARD, PINARD, William RAMSAY, Salomon REINACH, Charles  
RICHER et Henri ROGER.

1 vol. in-16.

3 fr. 50

DE L'ÉCOLE A LA GUERRE

PAR **Édouard PETIT**

Inspecteur général de l'Instruction publique

Président de l'Union nationale des Mutualités scolaires

1 vol. in-16.

3 fr. 50

LA MENTALITÉ ALLEMANDE  
ET LA GUERRE

PAR **Paul GAULTIER**

*L'Ame allemande. — Les Destinées prussiennes. — Le Germanisme.  
Les Ambitions allemandes.*

*La Conception allemande de la guerre. — La cruauté allemande.*

1 vol. br. in-8°

1 fr. 20

LA GUERRE D'ORIENT  
ET LA CRISE EUROPÉENNE

PAR **PAUL LOUIS**

*Un An de diplomatie. — La Bulgarie et la guerre. — La Ligue balkanique.  
De l'Orient à l'Occident. — Le Rêve oriental de l'Allemagne.  
L'Absorption de l'Autriche. — Après la troisième guerre balkanique.  
La question de l'Adriatique.*

1 br. in-8°

1 fr. 25

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

ULE  
EL-  
UY  
ER  
rlec

50

50

25

te.

25